



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 1^{re} session

Vol. 1 - Séances du 14 novembre 1956 au 22 janvier 1957

1956-1957

**Texte établi par David Dubois, Sophie Imbeault
et Donald Chouinard**

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 1re session

Vol. 1 - Séances du 14 novembre 1956 au 22 janvier 1957

1956-1957



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25^e Législature — 1^{re} session

Vol. 1 - Séances du 14 novembre 1956 au 22 janvier 1957

1956-1957

**Texte établi par David Dubois, Sophie Imbeault
et Donald Chouinard**

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	David Dubois Sophie Imbeault Donald Chouinard
Introduction:	Marc-André Robert
Traduction:	Mathieu Boily Marcelle Tardif
Révision et édition:	Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussières R�nald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre R�jeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23906-1
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1956 et en 1957

En Occident, l'année 1956 s'amorce sous le signe de la coexistence pacifique entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Les tensions semblent s'amenuiser entre les grandes puissances. Tout au moins, le 14 février 1956, le Parti communiste de l'URSS tient son 20^e congrès au cours duquel le premier secrétaire du parti, Nikita Khrouchtchev, affirme une volonté d'ouverture envers les pays capitalistes. Il y dénonce la brutalité du régime de Staline et condamne les crimes commis au nom du communisme.

En même temps, la Chine assouplit ses positions. Entamée en février par le président de la République populaire de Chine, Mao Zedong, la campagne des « Cent Fleurs » invite à la liberté d'expression en appelant les intellectuels à critiquer le gouvernement de façon à l'améliorer. Par cette phrase rendue célèbre, prononcée le 2 mai, « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent! », Mao souhaite établir un nouveau lien de confiance avec la population chinoise, un lien effrité depuis l'échec du premier « Grand Bond » en 1955¹. Ce climat d'ouverture et de paix est de courte durée. Accablé de toutes parts par les critiques et la grogne populaire, le Parti communiste chinois met un terme à la campagne des « Cent Fleurs », vers la fin du mois de mai, et sanctionne les dissidents de droite.

En Europe, le 28 juin à Poznan en Pologne, des milliers d'ouvriers se révoltent pour revendiquer de meilleures conditions de travail et réclament le départ des troupes russes du territoire. Rapidement, la manifestation s'envenime et les slogans hostiles envers l'URSS se multiplient. L'armée entre en scène et fait une dizaine de morts. La grogne monte également au sein de la population hongroise à la suite du 20^e congrès du Parti communiste. Tout au long de l'année, les mouvements de grève s'accroissent et des altercations ont lieu entre les ouvriers hongrois et les soldats soviétiques. Le 4 novembre, les chars d'assaut de l'Armée rouge entrent en Hongrie et écrasent l'insurrection. Des milliers de Hongrois sont tués et blessés, d'autres tentent de fuir la menace en s'expatriant.

Cette tension entre la Russie et la Hongrie dégénère lors des Jeux olympiques de Melbourne, qui s'ouvrent le 22 novembre. Au cours de la demi-finale de water-polo opposant les deux pays, le 6 décembre, le joueur russe Valentin Propokov assène un coup à la tête du Hongrois Ervin Zador. Cet incident a tôt fait de mettre le feu aux poudres. La foule, qui soutient la Hongrie, manifeste son hostilité envers l'URSS, forçant l'intervention des forces policières. L'équipe hongroise gagne finalement la compétition et en profite pour demander l'asile politique pour le peuple hongrois. Plusieurs pays se portent garants des réfugiés, dont le Québec qui en accueille plusieurs centaines.

Un autre conflit éclate en Égypte. À la suite de la décision du président égyptien Gamal Abdel Nasser de nationaliser la Compagnie du canal de Suez, le 26 juillet, des troupes armées françaises et britanniques entrent en Égypte, le 29 octobre, et occupent le canal, exigeant le retrait des forces égyptiennes. Ce que l'on nommera plus tard la « crise de Suez » menace d'aboutir à un nouveau conflit mondial, alors que les armées respectives en viennent aux armes. La pression internationale des États-Unis et de l'URSS réussit toutefois à calmer le jeu. Un cessez-le-feu est négocié quelques jours plus tard. Le 3 novembre, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Lester B. Pearson, qui est également ministre des Affaires extérieures du Canada dans le gouvernement de Louis Saint-Laurent, propose la création d'une force de paix, sous l'égide de l'ONU, pour remplacer les troupes égyptiennes, françaises et britanniques au canal de Suez. Cette action politique lui vaudra le prix Nobel de la paix en 1957.

Aux États-Unis, l'année 1956 en est une d'élections. Le 6 novembre, le républicain Dwight D. Eisenhower défait facilement son adversaire démocrate Adlai Stevenson, avec 57 % des suffrages, et est réélu à la présidence pour un second mandat. Sa « popularité personnelle indéniable² », dit-on, le prédisposait depuis longtemps à la victoire. Le Sénat et la Chambre des représentants demeurent toutefois sous le contrôle des démocrates. Peu de temps après son élection, le président républicain lance sa « doctrine Eisenhower », un plan conçu pour prévenir l'expansion du communisme au Moyen-Orient, assurant une aide militaire et financière aux pays devant lutter contre l'influence soviétique. La doctrine Eisenhower n'aura d'échos qu'en Jordanie et au Liban, et sera finalement abandonnée en 1959, ayant généré l'éclosion de fortes

pressions anti-américaines au sein des pays arabes ralliés autour d'un « nationalisme nassérien désormais ouvertement hostile aux États-Unis³ ».

Au Canada, le 14 décembre, le Parti progressiste-conservateur (PCC) élit à sa tête un avocat de la Saskatchewan, John Diefenbaker, pour succéder à son chef sortant, George Drew⁴. Diefenbaker en était à sa troisième tentative au leadership du PCC. L'historien H. V. Nelles écrivait à propos de lui qu'il était « à la fois un personnage du passé, sorti tout droit d'une époque révolue, et un politicien moderne, taillé sur mesure pour séduire les journalistes. C'était, sur les estrades, un homme étrange mais irrésistible...⁵ ». L'arrivée de Diefenbaker sur la scène politique fédérale annonce le crépuscule d'un règne libéral de plus de 20 ans.

Sur le plan social, on note d'abord la pendaison de Wilbert Coffin, le 10 février. Prospecteur minier et bûcheron, Coffin est accusé du meurtre de trois chasseurs américains de passage en Gaspésie en juin 1953, puis reconnu coupable le 6 août 1954. « Sans le savoir, le Gaspésien allait devenir plus indésirable mort que vivant puisque l'affaire Coffin n'a pas tardé à s'inscrire dans les causes les plus célèbres et les plus controversées de notre histoire judiciaire », écrit l'historien Pascal Alain⁶. Le 8 septembre 1956, Pierre Dansereau et Pierre Elliot Trudeau fondent le mouvement Rassemblement. Ce mouvement, au sein duquel participent également André Laurendeau et Gérard Pelletier, milite en faveur d'une « véritable démocratie au Québec. Il ne s'identifie à aucun parti politique⁷ ». Le 12 novembre, le premier ministre du Canada Louis Saint-Laurent annonce la création d'un conseil des arts, des humanités et des sciences sociales.

Sur la scène culturelle, l'année 1956 correspond aussi aux débuts du « King » Elvis Presley au grand écran, avec la sortie du film *Love me tender*, le 15 novembre. La popularité du chanteur même auprès de la jeunesse québécoise inquiète et irrite bien des parents et des enseignants.

Au Québec, la première présentation télévisuelle des *Belles Histoires des pays d'en haut*, dérivée du populaire feuilleton radio *Un homme et son péché*, est diffusée le 8 octobre sur les ondes de Radio-Canada. Tout comme l'émission d'affaires publiques *Point de mire*, animée par René Lévesque, le 28 octobre. Dans cette émission, Lévesque, journaliste déjà connu du public pour sa participation à l'émission *Carrefour* et son travail de correspondant lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée, discute d'actualités nationales et internationales. « Lévesque, avec sa cigarette, son tableau noir et ses cartes géographiques, s'impose rapidement comme une des figures les mieux connues de la télévision québécoise⁸. »

Paraît également, au cours de cette année, le documentaire *Les Îles-de-la-Madeleine*, film touristique mettant en relief la société, la culture et l'économie de l'archipel du golfe du Saint-Laurent, réalisé par l'abbé Maurice Proulx⁹. On note enfin le déménagement des bureaux de l'Office national du film d'Ottawa vers Montréal.

Les élections générales du 20 juin 1956

Chez les unionistes, la campagne électorale s'ouvre sous le thème de l'autonomie provinciale. Le politologue Paul Cliche note cependant qu'il « s'agit d'un autonomisme plus verbal que réel, plus propice à susciter des pièces d'éloquence grandiloquentes qu'une discussion apte à jeter de la lumière sur les problèmes soulevés par les relations fédérales-provinciales¹⁰ ». Comme durant les deux élections précédentes, l'Union nationale répète le même slogan : « Les libéraux donnent aux étrangers; Duplessis donne à sa province. » Dans les circonscriptions rurales, le chef des unionistes opte pour un slogan qui rappelle les accomplissements de son gouvernement en matière d'électrification rurale : « Un vote pour l'Union nationale est un vote pour la lampe électrique tandis qu'un vote pour les libéraux, c'est un vote pour la lampe à l'huile. »

Duplessis s'affirme de plus comme un solide rempart contre le communisme. La série de pamphlets publicitaires lancés par l'Union nationale contre l'action des libéraux provinciaux et fédéraux durant la campagne en est un parfait exemple. La fameuse histoire des « œufs communistes » hante les libéraux de Georges-Émile Lapalme. Condamnant la supposée Action libérale fédérale dans l'importation des œufs de Pologne – un pays derrière le rideau de fer –, qui se veut une « concurrence provocante et injuste » auprès des cultivateurs québécois, les

unionistes attaquent la politique agricole des libéraux provinciaux, qu'ils associent à celle de leurs amis d'Ottawa¹¹.

Après plusieurs semaines, le ministre fédéral des Ressources nationales, Jean Lesage, explique que l'importation des œufs provient plutôt d'une société privée et non du gouvernement d'Ottawa. Trop tard, le mal est fait. L'Union nationale « avait déjà saturé la province de brochures et de publicités évoquant l'arrivée imminente d'une nouvelle armada communiste... », note l'historien Conrad Black¹².

Chez les libéraux, le thème de la campagne est le même que celui des élections précédentes : « Justice sociale pour tous ». Dans l'opposition depuis 1944, ils appréhendent les élections, mais ont tôt fait de mobiliser leurs effectifs pour livrer bataille à l'Union nationale. Quelques libéraux, dont René Hamel, député libéral sortant dans Saint-Maurice, rassemblent les forces de l'opposition en s'alliant notamment aux créditistes. Un ralliement est même formé avec les nationalistes indépendants de gauche : Pierre Laporte se présente comme candidat dans Montréal-Laurier et René Chaloult, dans Jonquière-Kénogami¹³. Le Parti libéral ne présente aucun candidat contre l'Union nationale dans ces deux comtés.

Un véritable front commun se met en branle contre l'Union nationale et son chef, dès le début du mois de mai. D'emblée, les libéraux fédéraux appuient le Parti libéral provincial¹⁴. Jean Lesage, ministre fédéral des Ressources naturelles, est de ceux qui prononcent des discours en faveur des libéraux du Québec. Le chef libéral Georges-Émile Lapalme, dit-on, soulève « un enthousiasme prometteur¹⁵ » avec son programme de réformes sociales, électorales et administratives, mais doit vite se mettre sur la défensive lorsque les ministériels entrent dans la campagne, au début juin. Dès lors, les libéraux « cessent d'exposer leur programme et attaquent furieusement la "dictature duplessiste" et les "scandales du régime"¹⁶ ».

Finalement, les élections du 20 juin donnent raison aux unionistes. L'Union nationale, avec 52 % des suffrages, récolte 77 % des sièges en Chambre. Fort d'une majorité renouvelée, Duplessis semble invincible.

La stratégie de mobilisation des libéraux n'a pas la résonance escomptée auprès de la population. Malgré les 48 % de suffrages en leur faveur, les libéraux perdent trois sièges. Yvon Dupuis, député sortant dans Montréal-Sainte-Marie, et Jean-Paul Noël, député sortant dans Montréal-Jeanne-Mance, sont battus respectivement par Edgar Charbonneau et Maurice-Tréflé Custeau. Dans ses mémoires, Lapalme note qu'à « Shawinigan, [Duplessis] avertit les électeurs qu'ils n'auraient pas de pont sur le Saint-Maurice tant et aussi longtemps que René Hamel serait député de leur circonscription. Dans Verchères, il eut une attitude semblable contre Arthur Dupré¹⁷ ». Dupré est battu par l'unioniste Clodomir Ladouceur tandis que René Hamel est réélu, au grand dam de Duplessis.

Les libéraux font des gains dans Brome, où Glendon Pettus Brown défait l'unioniste Charles James Warwick Fox, et dans Bonaventure, où le jeune député Gérard D. Levesque inaugure une carrière parlementaire qui sera la plus longue dans l'histoire du Québec. Figure de proue chez les libéraux dans les années 1970 et 1980, Levesque sera réélu à neuf occasions jusqu'en 1993, année de son décès, et occupera, tour à tour, des postes importants tels que ministre de la Justice, de 1975 à 1976, chef de l'opposition officielle, leader parlementaire et chef intérimaire du Parti libéral, de 1976 à 1985, et ministre des Finances, de 1985 à 1993.

La déconfiture des libéraux est néanmoins lourde de conséquences. Ils perdent « la plupart de [leurs] gains de l'élection précédente dans l'est de [Montréal], les comtés de la ville et de la banlieue de Québec, ainsi que la plupart des circonscriptions à majorité ouvrière des Cantons de l'Est qu'il[s] avai[en]t conquis en 1952¹⁸ ». Les deux candidats-vedettes nationalistes indépendants, Pierre Laporte et René Chaloult, ne sont pas même élus.

Peu après le scrutin, en juillet 1956, un article des abbés Gérard Dion et Louis O'Neill¹⁹, intitulé « Lendemain d'élections », entache l'image de l'Union nationale. Publié dans la revue dominicale *Ad usum sacerdotum* puis dans *Le Devoir*, l'article fait état de pratiques douteuses du gouvernement lors des élections²⁰. Achat de votes, sélectivité des électeurs aux urnes, inscription de faux noms sur la liste électorale, etc. Les critiques sont acerbes :

En face de certains moyens qui ont été utilisés durant la récente campagne électorale et des conséquences qu'ils peuvent entraîner, c'est pour nous un devoir très grave de nous arrêter au moins quelques instants pour analyser la situation. Le déferlement de bêtise et d'immoralité dont le Québec vient d'être témoin ne peut laisser indifférent aucun catholique lucide. [...] Une période électorale comme celle que nous venons de traverser s'avère un instrument terrible de démoralisation et de déchristianisation²¹.

L'Union nationale ne sait comment réagir. Duplessis préfère se tenir loin de ce débat et évite de commenter l'article.

C'est dans ce contexte que s'ouvre, le 16 novembre 1956, la 1re session de la 25^e Législature à Québec. La tension est palpable entre libéraux et unionistes. Écrasé et humilié pour une quatrième fois consécutive, le Parti libéral accepte difficilement le retour au rang d'opposition. Pire encore, des dissensions divisent maintenant les libéraux. L'heure des comptes a sonné.

Les parlementaires

À l'ouverture de la session, on compte 72 unionistes, 20 libéraux et 1 indépendant, le député de Montréal-Sainte-Anne Frank Hanley, qui n'est indépendant que dans la forme, toujours rangé qu'il est derrière l'Union nationale. Les 93 sièges de l'Assemblée législative sont occupés. Mais, en cours de session, on note les décès de deux députés unionistes : Tancrède Labbé, député de Mégantic, décédé le 13 décembre 1956, ainsi que Joseph-Édouard Jeannotte, député de Vaudreuil-Soulanges, décédé le 3 février 1957. Duplessis souligne également les décès de deux conseillers législatifs, Gustave Lemieux²² et Wilfrid Bovey²³, et Hamel déplore celui du député libéral de Québec-Ouest, Jules Savard, que la mort a ravi à la veille des élections provinciales, le 25 mai 1956.

Des anciens parlementaires sont également décédés. On note d'abord le décès de l'ancien premier ministre du Québec Adélard Godbout²⁴, devenu sénateur le 25 juin 1949, emporté par une crise cardiaque le 18 septembre 1956. Duplessis commente : « J'ai été peiné d'apprendre la mort de l'honorable sénateur Adélard Godbout. J'ai connu M. Godbout pendant plusieurs années et, malgré des divergences d'opinions multiples et profondes, les rapports entre nous ont toujours été excellents et amicaux. » (14 novembre) Duplessis sait reconnaître le mérite d'un bon adversaire politique, et Godbout en était un. René Hamel, chef intérimaire de l'opposition, appuie la motion. Il en profite pour réhabiliter la mémoire de l'ancien premier ministre :

On sait que l'honorable Adélard Godbout a occupé le poste de premier ministre de la province de Québec dans des circonstances extrêmement difficiles. Nous étions alors en pleine guerre, l'opinion publique était fortement divisée, et le gouvernement Godbout a dû faire face à des restrictions de toutes sortes par le gouvernement du pays, notamment aux chapitres du crédit et de la main-d'œuvre. Son régime a prêté à des controverses considérables et l'histoire jugera des attitudes qu'il a prises. Mais un fait reste indéniable : le peuple perd en M. Godbout un homme d'une affabilité considérable et d'une grande sincérité.

Au premier jour de la session, plusieurs nouveaux venus font leur apparition en Chambre, surtout du côté des libéraux. Des 20 députés siégeant dans l'opposition, neuf seulement ont vu leur mandat renouvelé par la population aux élections de juin, dont Georges-Émile Lapalme, René Hamel et Émilien Lafrance. Duplessis avait vu juste, lui qui, au cours de la session 1955-1956, narguait sans cesse l'opposition en promettant la réélection de moins de 10 libéraux. Il ne manque pas de s'en vanter, en début de session : « C'est une vague populaire qui a submergé plusieurs candidats libéraux [...]. Dans tous les coins de la province, c'est un vote de confiance non équivoque envers le gouvernement. [...] J'avais donc raison de dire qu'il n'en reviendrait pas dix après les élections. » (20 novembre)

Du côté de l'Union nationale, le Cabinet change peu et comprend toujours 20 ministres. Yves Prévost, député de Montmorency, échange les Affaires municipales pour le secrétariat de la province, un poste occupé depuis 1944 par Omer Côté, député de Montréal-Saint-Jacques, mais

vacant depuis sa démission, le 14 mars 1956, pour accéder au poste de juge. Soulignons qu'au cours de la session 1955-1956, Duplessis avait fait présenter une loi relevant du secrétariat provincial²⁵ par Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports. Cet incident avait fortement contrarié Omer Côté. Lieutenant de Duplessis depuis plusieurs années, il s'était senti trahi. L'historien Robert Rumilly explique :

Quand Duplessis, en 1946, a présenté lui-même la loi créant le Fonds d'Éducation pour le sauvetage des commissions scolaires, Omer Côté a été déçu, froissé même, mais il n'était évincé, après tout, que par le premier ministre, dans une question de grande envergure. Cette fois Côté doit céder le pas à un simple collègue, et moins ancien, sur une question de portée restreinte. Le secrétaire provincial envoie sa démission de député à Maurice Tellier, président de l'Assemblée législative, et sa démission de ministre à Maurice Duplessis, chef du gouvernement²⁶.

C'est Paul Dozois, ancien membre du comité exécutif du conseil municipal de Montréal, qui le remplace dans le comté de Montréal-Saint-Jacques et se voit offrir les Affaires municipales, au grand désarroi de Gérard Thibeault, député de Montréal-Mercier, qui espérait le poste, écrit Rumilly²⁷. Sinon, parmi les ténors, Paul Sauvé conserve le Bien-être social et la Jeunesse; Laurent Barré, l'Agriculture; Onésime Gagnon, les Finances; Antonio Barrette, le Travail; et Antonio Talbot, la Voirie.

Maurice Tellier est élu à l'unanimité Orateur de la Chambre à la rentrée parlementaire. Celui-ci avait assuré l'intérim du poste d'Orateur lors de la seconde moitié de la précédente session. Il succède ainsi officiellement à Alexandre Taché qui avait démissionné de son poste, le 15 décembre 1955, à la suite de son accession à la magistrature²⁸.

À la Chambre haute, à la suite du décès du conseiller libéral de la division de Montarville Gustave Lemieux, le 19 juillet 1956, Duplessis nomme l'unioniste Émile Lesage pour lui succéder. Candidat défait aux élections de juin dans Abitibi-Ouest, Lesage avait été député unioniste de cette circonscription de 1944 à 1952. Avec le décès du conseiller libéral de Rougemont Wilfrid Bovey, qui ne sera remplacé qu'en 1958, cette nomination a pour effet de conférer la majorité aux unionistes au Conseil législatif. On dénombre 11 libéraux, 12 unionistes et 1 siège vacant. L'Union nationale dispose alors d'un contrôle sur les deux Chambres, pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 1936.

Les chefs et leur parti

Au Parti libéral, les lendemains d'élections minent le moral des troupes. Le chef libéral Georges-Émile Lapalme avait tant espéré accéder au pouvoir par le passé, mais, résigné, il accepte la décision ultime des électeurs. Dans ses mémoires, il écrit tout de même qu'il ne s'attendait pas à ce que son parti gagne les élections : « En 1956, je ne croyais pas à la victoire. C'était un bien mauvais départ pour un chef. Il ne faut pas croire à une modestie travaillée, étudiée, ni à la coquetterie de la modestie. Autour de moi on avait décelé cette incroyance que soit des mots soit des attitudes trahissaient²⁹. » Remémorant la défaite de son parti, en cette fatale soirée du 20 juin, il poursuit :

Le courage doit-il être motivé? Pour moi, il n'y avait même plus de mirage pour le soutenir. Incapable de me juger (qui le peut?), je croyais cependant ne pas me tromper sur le jugement des autres à mon sujet. Pendant que cette seconde défaite s'étalait sur le petit écran, [...] je rédigeais sur mes genoux le bulletin que j'allais lire à la télévision : j'annoncerai ma démission³⁰.

Or, la grande majorité des députés libéraux s'opposent à sa démission. Paul Gérin-Lajoie, candidat défait dans Vaudreuil-Soulanges, est parmi ceux-là³¹. Les libéraux, de toute façon, n'ont personne de taille pour lui succéder dans l'immédiat.

Puis, à l'automne 1956, Lapalme subit une opération chirurgicale qui l'oblige à manquer la session. Il profite de sa convalescence pour aller dans le Sud et réfléchir à son avenir; il demande à René Hamel d'agir comme chef temporaire de l'opposition. Hamel, qui avait opéré le

ralliement des créditistes avant les élections, est le candidat tout désigné³². Avocat de formation, il a plus de 10 ans d'expérience en politique fédérale et provinciale. Élu député du Bloc populaire à la Chambre des communes en 1945, il avait fait le saut sur la scène québécoise après sa défaite comme candidat indépendant en 1949. Député libéral à l'Assemblée législative dans Saint-Maurice depuis 1952, il fait office de ténor chez les libéraux.

Flatté par cette nomination de chef temporaire, Hamel aspire à la direction du Parti libéral. Dans ses mémoires, Lapalme écrit qu'il avait été informé du fait « que René Hamel pensait sérieusement à accepter pour de bon le poste de chef de l'opposition et si possible de chef du parti³³ ». À tout le moins, il entend tirer profit de cette occasion pour mousser sa candidature auprès des membres du parti. Mais en raison de son passé politique comme député du Bloc populaire à la Chambre des communes, René Hamel ne fait pas l'unanimité au sein de son parti, ce qui donne lieu à quelques dissensions dans les rangs de l'opposition.

Dave Rochon, député libéral de Montréal-Saint-Louis, et Lionel-Alfred Ross, député libéral de Montréal-Verdun, forment le principal foyer de contestations. Sur certains projets de loi, ils votent contre leurs confrères libéraux. Duplessis ne manque pas de le souligner et d'encenser l'action des députés Rochon et Ross, contestant du coup le leadership du chef intérimaire.

Les libéraux, qui ont expulsé de leurs rangs le conseiller législatif Raoul-Ovide Grothé, le 14 novembre 1955, parce qu'il avait justement voté avec l'Union nationale, parlent maintenant d'expulser les députés Rochon et Ross³⁴. Rendus là, ces derniers siégeront comme députés indépendants à partir du 20 juin 1957.

Duplessis comprend trop bien que le point faible des libéraux réside dans l'unité du parti. Pendant toute la session, le jeu politique du chef de l'Union nationale consiste d'ailleurs à diriger ses attaques envers René Hamel qui, supporté par quelques députés, ne se laisse pas intimider pour autant.

Qui plus est, la nouvelle session marque un retour des tensions entre Québec et Ottawa. Alors que l'on voyait s'opérer un « pacte de non-agression » entre Duplessis et le premier ministre fédéral Louis Saint-Laurent la session dernière, la question des subventions fédérales aux universités ravive le débat constitutionnel. Certains députés du Parti libéral fédéral multiplient les critiques à l'endroit de l'Union nationale, dont Jean-Paul Saint-Laurent, fils du premier ministre. L'historien Rumilly note que ce dernier « en veut à l'Union nationale dont plusieurs membres locaux l'ont combattu³⁵ » lors de sa course à la députation dans Témiscouata.

Quant au reste, comme à chaque début de nouvelle législature depuis 1944, Duplessis se montre en grande forme, adoptant un ton badin et moqueur. Monopolisant la parole du côté des unionistes, il multiplie les points d'ordre à l'encontre des libéraux pour faire bifurquer les débats plus houleux. Le chef de l'Union nationale, confortable de sa victoire aux élections, mène la session d'une main de fer.

Le discours du trône

Le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux³⁶ prononce l'habituel discours inaugural de la session, qui fait état du programme législatif du gouvernement. Au lendemain de l'insurrection russe en Hongrie et de la crise ouvrière de Poznan en Pologne, il entame son discours en faisant état « des malheureux événements qui bouleversent les pays et les maintiennent dans une douloureuse insécurité ». Reflétant l'anticommunisme notoire et caractéristique de Duplessis et de l'Union nationale, il ajoute même que le gouvernement est « fier de n'avoir jamais fait de compromis avec les communistes ou leurs auxiliaires, qui sont à la source de presque toutes les difficultés internationales ».

L'éducation occupe une place centrale dans le menu législatif du gouvernement. Des « subsides remarquablement généreux » sont annoncés pour tous les paliers de l'éducation. Dans le contexte du renouvellement des subventions fédérales aux universités, Duplessis entend mener une ferme opposition aux visées centralisatrices du premier ministre libéral Louis Saint-Laurent. *Le Nouvelliste* confirme « que le gouvernement du Québec songe à défendre l'attitude qu'il a

adoptée et qui veut que l'éducation relève exclusivement du gouvernement provincial et que l'aide fédérale est indésirable³⁷ ».

Outre les habituels regards au développement de l'agriculture, des ressources naturelles, de la voirie et des hôpitaux, le gouvernement réitère sa volonté économique libérale « d'accorder à l'entreprise libre la place importante qui lui revient dans l'économie de la province, car l'entreprise libre est une excellente garantie de progrès durable et d'ambitions légitimes nécessaires ». Il réaffirme également son appui au patronat, désirant continuer « d'assurer le respect des droits et des employés et des employeurs, [...] rappel[ant], à tous, que les droits sont toujours accompagnés de devoirs et que le travail [...] demeure une obligation fondamentale ». En terminant, il manifeste son intention de poursuivre la défense de l'autonomie provinciale :

Dans un domaine important entre tous, le gouvernement réaffirme que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne bien comprise, et qu'il désire sincèrement, réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité, à l'esprit comme à la lettre, du pacte fédératif. [...] C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité de notre cher pays, mais dans le respect des droits et prérogatives de tous et chacun.

Le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône est passablement bref par rapport à l'année précédente; il ne dure que quatre jours. L'adoption survient brusquement le 22 novembre. Vincent Prince de *La Presse* souligne que quelques députés libéraux « étaient prêts apparemment à prolonger le débat, mais à la suite de l'hésitation à se lever de celui qui devait succéder à M. [Edgar] Turpin, le président de la Chambre a déclaré l'adresse adoptée³⁸ ». Pareille situation a déjà été observée par le passé. Lors de la session 1952-1953, par exemple, l'adresse au discours du trône est votée subitement, le 19 novembre 1952, à la suite d'une confusion du genre.

En 1956, 14 députés prennent tout de même part au débat sur l'adresse, soit quatre ministériels, neuf libéraux et un indépendant. Le nouveau député unioniste de Québec-Est, Armand Maltais, propose l'adresse en réponse, le 15 novembre. Son *maiden speech* est encensé par Duplessis, qui se réjouit de voir « un homme sincère et un véritable patriote » assumer la députation du même comté que Wilfrid Laurier. Dans *L'Action catholique*, Calixte Dumas ne tarit pas d'éloges à l'endroit de Maltais : « Son discours était remarquable par le fond et par la forme et il s'est révélé lui-même un véritable orateur. Il avait un rôle important à remplir et il ne paraissait nullement affecté par le climat – très particulier – de l'Assemblée législative, surtout quand on y fait ses premières armes.³⁹ » Dans son discours, inspiré, Maltais insiste sur la question de l'autonomie provinciale qui, selon lui, « est au-dessus des partis et des individus. Elle est située dans cette région intouchable où se retranchent les biens les plus précieux de la nation canadienne-française ».

Quant au chef intérimaire de l'opposition, René Hamel, il critique, entre autres, le résultat des élections de juin :

Pour apprécier à sa juste valeur, la réélection de nos adversaires lors des élections du 20 juin, il faut tenir compte de deux choses : l'étendue de leur pouvoir et la valeur de leur autorité. Tout le monde sait qu'il faut faire une distinction entre le pouvoir et l'autorité. Le pouvoir peut, à certains moments, être basé sur la force, sur l'astuce, sur le vol. Nous avons vu ces faits dans les pays d'Europe et aussi dans les pays d'Amérique. Ce n'est pas notre intention de contester le pouvoir du gouvernement actuel, mais c'est mon devoir d'affirmer que son autorité n'est pas à la hauteur de son pouvoir. L'autorité repose sur la confiance, qui est elle-même basée sur la compétence, l'intégrité, l'impartialité, la justice. Pour l'apprécier, il faut tenir compte des moyens employés pour la conquérir et du nombre des citoyens qui ont refusé leur confiance au gouvernement malgré les moyens employés. (20 novembre)

Hamel cite l'article des abbés Dion et O'Neill, « où il est dit que les régimes totalitaires ont besoin de mythes pour conserver le pouvoir et que l'anticommunisme est une arme dont se servent parfois même les cabotins et les voyous », et donne le ton à la session. Il souligne,

d'autre part, que le rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay), remis au premier ministre en février 1956, peu de temps avant la fin de la dernière session, n'est toujours pas déposé en Chambre et s'insurge : « Pourquoi le gouvernement a-t-il jugé à propos de nous cacher ce rapport qui a peut-être coûté 400 000 \$ ou 500 000 \$ à la province? Est-ce parce que le rapport constitue un danger politique pour le parti d'en face? »

Selon le politologue Gérard Boismenu, Duplessis « en retarde la diffusion pendant plusieurs mois [parce que certains] chapitres, notamment sur les relations avec les municipalités et les commissions scolaires, ne lui plairaient pas⁴⁰ ». Pour ne pas se commettre, le chef de l'Union nationale détourne le débat : « De notre côté, quand on se bat on se bat visière levée; quand on se fait battre, on ne braille pas... Je reproche à ceux qui ont voulu excuser leur défaite en l'attribuant à des pratiques malhonnêtes, de dénigrer leur race qui n'est sûrement pas plus vénales que les autres. » (20 novembre)

Les finances publiques

Pour une deuxième année consécutive, le trésorier de la province, Onésime Gagnon, dépose les comptes publics de l'année fiscale terminée le 31 mars 1956 le jour même de l'ouverture de la session. On peut y lire que les revenus de la province se sont élevés à plus de 407 millions de dollars, soit 18 millions de plus que l'état provisoire présenté en Chambre le 3 février 1956, et les dépenses ordinaires ont été de plus de 330 millions de dollars. Considérant les dépenses d'immobilisation, le surplus budgétaire global est d'un peu plus de 294 000 \$.

Le 7 février 1957, Onésime Gagnon, que l'on devine dans une moins grande forme qu'à l'habitude, présente son discours sur le budget devant l'Assemblée législative. Jacques Trépanier de *La Patrie* remarque qu'il n'a fallu « qu'une heure environ à l'hon. Onésime Gagnon [...] pour prononcer, hier après-midi, le plus important discours d'une session [...] ». Il rapporte que le ministre « a lu en diagonale son intéressant papier et le premier ministre et le chef de l'opposition, qui avaient chacun en main un texte officiel complet, devaient retourner les pages rapidement pour le suivre⁴¹ ». D'ordinaire, ce dernier était pourtant, disait-on, d'une éloquence et d'un lyrisme proverbial.

Gagnon profite de sa tribune pour vilipender le gouvernement de Louis Saint-Laurent au sujet de l'empiétement du pouvoir fédéral en matière d'assurances. Il montre du doigt le contrôle inconstitutionnel exercé par le département fédéral des assurances sur les compagnies d'assurances à charte provinciale. C'est, dit-il, « avec acharnement que le surintendant fédéral des assurances ne cesse d'inciter les compagnies du Québec à s'adresser à Ottawa pour obtenir une charte fédérale ».

En matière d'éducation, Gagnon réproche la nouvelle tentative d'ingérence du gouvernement fédéral, annoncée en marge de la Conférence nationale des universités canadiennes en novembre. S'inspirant des recommandations de la commission sur les arts, les sciences et les lettres au Canada (commission Massey), le premier ministre Saint-Laurent présentait une subvention annuelle de 16 millions de dollars destinée à être partagée entre les différentes universités du pays. Cette action a eu tôt fait de susciter le mécontentement de l'Union nationale, qui y voyait là une autre tentative d'ingérence fédérale dans les compétences provinciales. Le 19 octobre, Duplessis refusait officiellement les subventions fédérales aux universités. À la suite d'une importante manifestation des étudiants de l'Université Laval devant l'hôtel du Parlement en regard à ce refus, le gouvernement n'avait d'autre choix que d'annoncer une hausse des octrois aux universités de la province :

Si le gouvernement fédéral veut réellement aider la cause de l'éducation dans les provinces, je le répète, pourquoi ne laisse-t-il pas aux gouvernements provinciaux les sources de revenu dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs responsabilités? La commission Tremblay s'est énergiquement prononcée dans ce sens.

Pour l'année budgétaire se terminant le 31 mars 1957, Gagnon présente un état provisoire des revenus de l'ordre de 432 806 000 \$ et des dépenses ordinaires de 362 819 000 \$ (en comptant le service de la dette publique de 30 215 000 \$). Ne considérant que les dépenses

d'immobilisation, le ministre des Finances prévoit un déficit de 15 310 000 \$ pour l'année 1956-1957. Mais les prévisions budgétaires ordinaires et d'immobilisation pour l'exercice financier 1957-1958 montrent des revenus de plus de 473 millions de dollars et des dépenses ordinaires anticipées de plus de 386 millions de dollars (en comptant le service de la dette publique de 31 684 000 \$). Gagnon prévoit alors un surplus global de près de 2 millions de dollars.

Les secteurs de dépenses les plus importants pour l'année fiscale 1956-1957 demeurent les mêmes que ceux pour l'année précédente. La Voirie se voit attribuer 20 % du budget, la Santé 19 %, l'Instruction publique 18 % et le Bien-être social et la Jeunesse 11 %. La part d'attribution de chacun demeure également semblable, sinon une augmentation de 2 % à l'Instruction publique, qui confirme l'intérêt porté par le gouvernement à l'éducation, tel qu'énoncé dans le discours du trône.

La réplique au discours du budget est donnée par le chef de l'opposition, René Hamel, à la séance suivante, le 12 février. Hamel reproche au gouvernement ses écarts de dépenses. Il fait remarquer que pour l'année fiscale 1955-1956, alors que l'Assemblée législative avait approuvé un budget de dépenses de 331 201 660 \$, l'Union nationale a dépensé près de 407 millions de dollars, soit 76 millions de plus que le montant pour lequel il avait été autorisé par la Chambre. Selon Hamel :

[L]e gouvernement a, comme par les années passées, fait preuve du plus souverain mépris envers le Parlement... C'est là un procédé, comme disait naguère l'actuel ministre des Finances, « basé sur des principes antidémocratiques ». Le gouvernement actuel a constamment démontré par ses actes qu'il est nettement antidémocratique. Le principe de base du régime démocratique, en effet, c'est qu'un gouvernement ne peut dépenser un seul sou sans que cet argent n'ait été légalement et régulièrement voté par le Parlement. (12 février)

Il ajoute que ces écarts de dépenses, répétés au fil des ans, se sont élevés, entre 1945 et 1956, à près de 3 milliards de dollars. « C'est malheureusement un fait notoire que, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel a aboli graduellement toutes les règles d'une administration saine et honnête pour y substituer la seule règle arbitraire du patronage », dit-il. Hamel y va même d'une comparaison moqueuse entre le gouvernement et les communistes :

Oui, le régime actuel a tout transformé en faveurs et privilèges qu'il dispense à sa guise. Et l'on voit ces gens-là dénoncer le socialisme et le communisme alors qu'ils ont implanté le paternalisme d'État à un degré qui frise le socialisme lequel, comme dit souvent le premier ministre, mène tout droit au communisme. Comme on le voit, leurs actes sont tout à l'opposé de leurs déclarations. (12 février)

Le chef de l'opposition critique également la trop grande part, selon lui, des taxes dans les revenus de la province et la trop faible part des revenus provenant des richesses naturelles. S'appuyant sur les comptes publics de 1955-1956, il mentionne que 82,18 % du revenu total provient des taxes, alors que 8,71 % provient des richesses naturelles. Il s'offusque du fait qu'en 1944-1945, ces mêmes sources représentaient respectivement 67,62 % et 11,42 % du revenu total. Pour Hamel, il s'agit là d'une preuve de l'augmentation de la taxation par l'Union nationale, depuis qu'elle est au pouvoir, et de la diminution de la valeur des ressources naturelles de la province.

Trois autres députés libéraux prendront la parole au cours du débat sur le budget, pour critiquer le gouvernement : Alcide Courcy, député d'Abitibi-Ouest; Glendon Pettes Brown, député de Brome; et Paul Earl, député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce. Ils interrogent le gouvernement sur l'absence de réductions d'impôts en regard à la prospérité économique dont jouit le Québec, sur la baisse des revenus des cultivateurs, ainsi que le manque de budget attribué au secteur de l'enseignement agricole. Le débat prend fin le 20 février.

Les débats et faits saillants de la session : affrontements et expulsions

Les débats de l'Assemblée se déroulent sur fond de contestations et d'affrontements. Les constantes joutes oratoires et les accrochages que s'échangent Duplessis et Hamel meublent une bonne partie des activités en Chambre. Il faut voir comment le premier ministre s'adresse et répond au chef intérimaire de l'opposition, avec sarcasme et dérision. En retour, si Hamel parvient à bien mobiliser ses troupes, il se heurte sans cesse à l'implacabilité et la suffisance de Duplessis. Cette première session de nouvelle législature se veut un rude test pour celui qui aspire à diriger officiellement le Parti libéral. Quelques escarmouches surviennent aussi entre le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, et le député libéral de Richmond, Émilien Lafrance.

Symptomatiques de cette agitation dans le Salon vert, plusieurs expulsions surviennent au cours de la session. Émilien Lafrance, d'abord, est expulsé à deux reprises : le 31 janvier pour une période de huit jours, puis le 13 février pour une période de 30 jours. Ces expulsions – ses quatrième et cinquième en carrière – lui confèrent alors le record de l'histoire parlementaire québécoise. Lors de la session 1952-1953, il avait été expulsé à deux reprises, puis une autre fois en 1953-1954⁴². Lafrance incarne, ni plus ni moins, le symbole de l'anti-duplessisme. L'historien Michel Lévesque écrit que le député de Richmond « a le don de soulever l'ire de Duplessis en le provoquant par ses déclarations. Fermement ancré dans ses principes et ses convictions, il possède une grande assurance en face du premier ministre, contrairement à la plupart des autres députés⁴³ ». Le député libéral de Hull, Oswald Parent, est aussi expulsé de la Chambre le 19 février. Ensemble, ces multiples expulsions illustrent l'exaspération grandissante des libéraux et le faible degré de tolérance de Duplessis.

Au total, 231 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative au cours de la session. De ce nombre, 205 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur.

Prolongation de l'impôt sur le revenu

En vertu de la Constitution de 1867, les pouvoirs de taxation étaient de juridiction provinciale. Une loi du gouvernement Godbout, en 1940, affirmait d'ailleurs ce droit, nonobstant la loi fiscale fédérale datant de la Première Guerre mondiale⁴⁴. Mais, durant le second conflit mondial, le gouvernement fédéral avait demandé aux provinces de lui céder temporairement ces pouvoirs de taxation, afin de concourir à l'effort de guerre. En 1942, Godbout avait accepté de collaborer. Sauf qu'après la guerre le fédéral refusa de remettre les droits de taxation aux provinces.

En 1947, à la veille des élections, Duplessis décrétait un nouvel impôt sur le revenu des corporations, obligeant le gouvernement fédéral à réduire de 7 % son propre impôt sur les entreprises⁴⁵. C'est plus tard que la loi provinciale de l'impôt sur le revenu personnel sera instaurée par le ministre des Finances, Onésime Gagnon, le 17 février 1954 et sanctionnée le 5 mars 1954.

Avec cette dernière loi, l'Assemblée législative autorisait le gouvernement à prélever un impôt sur le revenu des particuliers pour une période de trois ans. Il s'agissait alors d'une réponse au refus du gouvernement fédéral de rétrocéder les droits de taxation empruntés aux provinces pendant la guerre. Grâce à cette loi sur l'impôt des particuliers, l'Union nationale espérait forcer de nouveau la main du fédéral. Des pourparlers entre Duplessis et le premier ministre canadien Louis Saint-Laurent donnaient raison au chef des unionistes, en janvier 1955. Une entente prévoyait la réduction de l'impôt fédéral aux particuliers.

Le 15 novembre 1956, Duplessis réaffirme la détermination du gouvernement de l'Union nationale de lutter contre l'empiétement d'Ottawa sur les champs de compétence provinciale avec le bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) : Ce projet de loi est de la plus haute importance, car il constitue une affirmation des droits de la province et de

son irrévocable volonté de faire respecter la Constitution canadienne, spécialement dans le domaine fiscal. [...]

La Constitution stipule que la province a des droits exclusifs en matière de taxation directe et ce sont ces droits fiscaux, accessoires indispensables à l'exercice des droits constitutionnels de la province, que celle-ci veut exercer. Ce sont ces droits que nous voulons proclamer par la loi actuelle. Pour exercer ces droits, il est indispensable que nous possédions des pouvoirs fiscaux correspondants. Car les pouvoirs financiers et fiscaux sont un corollaire indispensable des pouvoirs législatifs et administratifs. (28 novembre)

Le bill 4 prévoit une prolongation de la loi sur l'impôt des particuliers pour une période de cinq ans, soit jusqu'en 1961.

Le chef intérimaire des libéraux, René Hamel, reconnaît l'importance de la loi, mais manifeste son opposition en regard à ce qu'il considère comme de la partisanerie politique. Croisant le fer avec Duplessis pendant plus de deux heures, soutient Henri Dutil dans *Le Soleil*⁴⁶, Hamel reproche au gouvernement son entêtement à ne pas déposer le rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay) devant les élus, censé fournir « aux députés les renseignements nécessaires à l'intelligence du problème et à la défense de nos droits ». Le chef intérimaire des libéraux accuse même Duplessis d'avoir « caché le rapport ». Évitant de se commettre, le premier ministre y va d'un de ses habituels points d'ordre : « Le député n'a pas droit de me prêter des motifs de cette sorte, surtout s'ils sont basés sur des faussetés. À ce moment-ci, le député n'a pas droit de discuter ce rapport. Mais ce rapport a été publié en résumé dans tous les journaux, dès sa parution. »

Hamel ne s'en laisse pas imposer. Interrompu sans cesse par l'Orateur Maurice Tellier, il fustige le gouvernement. Pour lui, si l'on veut éviter les considérations partisans, il ne fait aucun doute qu'il est impossible de se prononcer sur ce bill « sans avoir le point de vue des experts qui ont étudié cette question fiscale ». Il refuse de voter en faveur de la loi prolongeant la loi sur l'impôt des particuliers, tant et aussi longtemps que le gouvernement ne produira pas le rapport de la commission Tremblay.

À deux reprises, soit avant les votes sur la deuxième lecture et sur les résolutions, les libéraux se retirent en guise de protestation, sous le rire généralisé des députés unionistes. *La Presse* rapporte que cette sortie en bloc des députés de l'opposition avant un vote est « un événement que les vétérans de la colline parlementaire disent sans précédent. Le greffier de la Chambre basse, Me Antoine Lemieux, qui occupe ces fonctions depuis 14 ans, a déclaré, pour sa part, qu'il était témoin d'un tel événement pour la première fois⁴⁷ ». (Rappelons que le 11 mars 1937, les libéraux avaient fait de même lors de l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.) Les députés unionistes n'hésitent pas à huer l'opposition, les qualifiant de « déserteurs ».

Le chef de l'Union nationale en profite même pour précipiter le vote sur la troisième lecture du bill, tout juste avant que les libéraux reviennent à leurs sièges après le vote sur les résolutions. La motion est ainsi adoptée sans opposition. Pris à son propre jeu, Hamel proteste avec véhémence, mais en vain.

Le rapport de la commission Tremblay

Le rapport de la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels est finalement déposé par le premier ministre Duplessis, le 13 décembre 1956, sous les applaudissements unanimes des deux partis. La commission Tremblay, du nom de son commissaire le juge Thomas Tremblay, avait été créée le 12 janvier 1953, en réaction à la commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences (commission Massey), mise sur pied par le premier ministre Louis Saint-Laurent et dont le rapport avait été publié en 1951.

Le mandat premier du juge Tremblay était d'étudier la question de l'intervention du gouvernement fédéral dans la gestion de l'éducation. Elle s'intéressa également au problème de la répartition de l'impôt entre Ottawa, les provinces, les municipalités et les commissions scolaires, ainsi qu'aux problèmes constitutionnels d'ordre législatif et fiscal.

Dans son rapport, le juge Tremblay établit que la culture « est la pierre angulaire du problème politique canadien quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde ». Dans ses recommandations, il suggère, entre autres, une nouvelle répartition des ressources fiscales, mais sans changements constitutionnels. Il réaffirme également la souveraineté du Québec en matière d'éducation et recommande l'institution d'une commission d'enquête sur l'enseignement⁴⁸.

D'entrée de jeu, Hamel conteste l'authenticité du rapport :

M. Hamel (Saint-Maurice): S'agit-il du rapport original de la Commission ou d'un rapport corrigé? Je voudrais comparer avec les copies qui seront enfin distribuées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On dirait que c'est devenu une obsession chez le chef de l'opposition (M. Hamel). C'est le rapport de la commission Tremblay. Le chef de l'opposition en a parlé à tort et à travers, en Chambre, en arrière du trône de l'Orateur et en dehors. Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus. Pour le moment, je dépose le rapport de la commission Tremblay.

Hamel n'en démord pas. Selon lui, le document officiel a été falsifié par le gouvernement. Le 16 janvier 1957, lors de l'étude des crédits, il renchérit de plus belle :

M. Hamel (Saint-Maurice) rappelle au premier ministre que l'opposition libérale a inscrit au *Feuilleton* de la Chambre une motion demandant la production du rapport original.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas ce que veut dire le député de Saint-Maurice par l'expression « rapport original ». Ce que j'ai remis au chef intérimaire de l'opposition est le rapport officiel de la commission Tremblay, bien qu'il y ait eu des modifications de détails, à la suggestion des commissaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre nous dit que le rapport a été déposé et que, par la suite, il a été corrigé. Moi je prétends qu'il a été falsifié. On m'a remis, par hasard probablement, une copie de ce rapport dont certaines pages, je cite particulièrement les pages 202, 203, 204, 205, 206 et 207 qui ont toutes été changées, et cela paraît. Le gouvernement est responsable des doutes importants qui pèsent à présent sur ce rapport. J'affirme que le geste du gouvernement en faisant corriger ce rapport diminue le prestige des commissaires et de la Commission, et également le prestige dont doit jouir un rapport de ce genre, aussi important. Si un gouvernement à Ottawa se permettait d'agir ainsi avec un rapport d'une commission fédérale, on le forcerait à démissionner.

En rétrospective, le rapport de la commission Tremblay, bien que délaissé par Duplessis, est perçu par les historiens comme un signe avant-coureur de la Révolution tranquille. Les libéraux de Jean Lesage reprendront d'ailleurs certaines recommandations du rapport dans leur programme électoral de 1960⁴⁹. L'historien Michel Sarra-Bournet note aussi que ce document a « stimulé la transformation de la société civile en groupes de pression. Ensuite, il a offert une tribune aux néo-nationalistes. Enfin, il a protégé l'autonomie provinciale et affirmé le caractère national de la province de Québec⁵⁰ ».

Progrès scolaires

Le 15 novembre 1956, Duplessis présente le bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province. Avec cette mesure, l'Union nationale entend absorber la moitié des dettes des commissions scolaires de la province, qui s'élèvent alors à plus de 140 millions de dollars.

Dix ans auparavant, avec sa loi de 1946 pour assurer le progrès de l'éducation au Québec (communément appelé « bill Côté », du nom du secrétaire de la province, Omer Côté, parrain du bill), le gouvernement de l'Union nationale avait déjà assumé l'entière responsabilité des dettes des commissions scolaires, pour un montant de plus de 100 millions de dollars, par la création d'un fonds constitué à même les ressources hydroélectriques de la province⁵¹. « La loi actuelle a pour but de compléter, de perfectionner l'œuvre que nous avons commencée », de commenter Duplessis en 1956.

Bien que le débat s'envenime en deuxième lecture, le bill est adopté à l'unanimité en troisième lecture, puis sanctionné le 19 décembre.

Allocations aux mères nécessiteuses

Également présenté le 15 novembre, mais par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants se veut une majoration de la loi du même nom, votée en 1937. Sauvé fait preuve d'enthousiasme en présentant cette nouvelle législation :

Depuis que je préside aux destinées de ce ministère, je ne me souviens pas d'avoir présenté et expliqué une législation qui me procure autant de contentement et de plaisir. Depuis la présentation de la première loi, je ne pense pas qu'il y ait eu de mesure qui ait apporté autant de bonheur aux mères nécessiteuses. L'augmentation est d'environ 70 %. (6 décembre)

L'opposition libérale approuve ce bill qu'elle dit réclamer depuis plusieurs années. Elle s'en attribue même les mérites : « La critique des députés libéraux a fait en sorte que le gouvernement a pris des mesures pour corriger une situation lamentable », affirme le chef de l'opposition René Hamel. (11 décembre)

L'étude du texte de la loi, en troisième lecture, donne cependant lieu à des échanges cinglants entre Paul Sauvé et le député libéral Émilien Lafrance :

M. Lafrance (Richmond): Le ministre laisse entendre que nous sommes bien en avance devant les autres. Mais il faut voir les faits tels qu'ils sont. [...] Le projet de loi ne favorise donc que les petites familles et n'accorde qu'une aide très insuffisante aux familles nombreuses. C'est une anomalie. Une mère qui n'a qu'un enfant recevra \$60, soit \$30 par personne, mais une mère de 7 enfants aura \$78 par mois, ce qui fera une moyenne de \$9.75 par personne et une mère de famille de 10 enfants aura \$87, ce qui fera seulement \$7.90 par personne. C'est de nature à limiter les naissances. [...] Il est inquiétant de constater que depuis 10 ans, la natalité n'a augmenté que de 4 % au Québec alors qu'elle a augmenté de 7 % en Ontario et de 8 % dans l'ensemble du Canada. C'est là une des conséquences des lois antifamiliales du gouvernement. Il faudrait prévoir une allocation plus forte par enfant et une allocation graduée aussi selon l'âge des enfants.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député est hors d'ordre. Il n'y a aucune relation entre le taux de la natalité et les allocations destinées aux mères nécessiteuses. La preuve c'est que le taux était plus élevé avant l'adoption de la loi. (11 décembre)

Un second bill en rapport à la question des mères nécessiteuses est présenté, le 24 janvier 1957, par Paul Sauvé : le bill 40 concernant l'assistance aux mères nécessiteuses et la commission des allocations sociales de Québec. Cette loi vise à fondre deux organismes en un : l'Office d'assistance aux mères nécessiteuses ainsi que la commission des allocations sociales.

Le bill 40 est adopté par les députés le 31 janvier et reçoit la sanction royale le 21 février.

Tenue d'élections conformes à la loi

Le 13 décembre, le chef intérimaire de l'opposition présente le bill 99 pour faciliter la tenue d'élections honnêtes dans la province. Hamel souhaite tirer profit de l'article des abbés Gérard Dion et Louis O'Neill pour faire état du scandale entourant les pratiques douteuses du gouvernement lors des dernières élections. Ce bill a pour but de modifier la loi modifiant la loi électorale de Québec, sanctionnée le 12 février 1953⁵².

Le chef de l'Union nationale, quant à lui, veut éviter à tout prix un débat sur l'article en question. Habilement, lors de la deuxième lecture, Duplessis multiplie les points d'ordre aux moments où Hamel essaie de parler de la dernière campagne électorale et de la publication des deux théologiens :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que les prétendus sociologues ont écrit n'a rien à voir avec le bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en suis à établir les conditions pour que le bill soit efficace. Je dis qu'il faut d'abord travailler à développer le civisme. Un important document a été publié. Je voudrais en souligner quelques points particuliers qui démontrent la nécessité du bill. Le bill est nécessaire parce que le climat social de la province de Québec est actuellement extrêmement dangereux.

Avec le soutien inconditionnel de l'Orateur, Duplessis interrompt sans cesse le débat en soulignant les écarts du chef intérimaire de l'opposition qui, en deuxième lecture, doit s'en tenir au principe du bill. Il menace même de faire appliquer l'article 74 du règlement, qui stipule que si « le député qui a la parole continue à s'éloigner de la question en discussion après y avoir été rappelé deux fois, l'orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre⁵³ ». Du coup, le député en question se voit retirer son droit de parole pour le reste de la séance et, s'il persiste, peut être expulsé de la Chambre pour une période déterminée. Hamel est muselé.

Les libéraux tentent par tous les moyens de prendre le contrôle du débat et de faire entendre leur volonté. L'exaspération les gagne. Sous les applaudissements dérisoires de la droite⁵⁴, le député libéral de Richmond, Émilien Lafrance, ne parvient pas même à placer un mot et, décontenancé, quitte la Chambre. L'Union nationale étant majoritaire, le bill est rejeté en deuxième lecture, à 65 contre 15. *Le Nouvelliste* du 20 décembre conclut : « Comme tout le monde s'y attendait, le projet de loi de Me René Hamel, chef intérimaire de l'opposition, a pris le chemin des douches⁵⁵... »

Hamel accepte le revers sans s'incliner pour autant. Le 5 février 1957, lors de la deuxième lecture du bill 39 modifiant la loi électorale de Québec, présenté par Duplessis, le chef intérimaire de l'opposition ravive le débat sur la dernière élection.

Le projet de loi 39 prévoit une majoration de 1 000 \$ du salaire du président général des élections, le portant à 9 000 \$, soit « sur le même pied que les sous-ministres ». Il lui permet aussi de signer la liste électorale d'une région à la place d'un réviseur, dans le cas où ce dernier n'aurait pu le faire. Le contrôle envers les officiers d'élection est également diminué. Ceux-ci « devaient jusqu'ici être domiciliés depuis au moins deux ans dans le district électoral où ils doivent agir ». Avec cette nouvelle législation, le délai n'est plus que d'un an. Ce projet de loi est adopté en troisième lecture, à 55 contre 14.

Élimination des taudis à Montréal : le « plan Dozois »

À Montréal, la question des logements insalubres et des taudis préoccupe la population et le conseil municipal depuis plusieurs décennies déjà. En 1952, un groupe formé de cinq associations montréalaises réclamait une étude sur ce problème; l'exécutif de la ville ordonnait alors la constitution d'un comité spécial chargé d'examiner cette question. Le 21 juin 1954, le conseil municipal votait à l'unanimité une motion adoptant le rapport du comité spécial, déposé en septembre 1954. Dans ce rapport, le comité recommandait la création d'un projet de réaménagement urbain visant à éliminer les taudis d'un secteur situé au nord de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Dominique et Sanguinet. « Il s'agit de démolir les maisons qui s'y

trouvent, de restructurer le territoire et d'y ériger un ensemble de tours et de petits immeubles d'appartements dont les logements seront destinés à une clientèle défavorisée », note l'historien Paul-André Linteau⁵⁶.

Ce projet, communément appelé « plan Dozois », du nom de son principal tenant, Paul Dozois, alors conseiller municipal, recevait l'aval de Québec, le 13 mars 1956, par une offre de 1 000 000 \$ en aide à son exécution. Toutefois, en raison de l'opposition du maire Jean Drapeau et du président de l'exécutif de la ville, Paul Desmarais, le projet, qui devait recevoir la caution de l'exécutif pour aller de l'avant, fut mis sur la glace.

En 1956, Paul Dozois quittait ses fonctions de conseiller municipal pour joindre les rangs de l'Union nationale. Pour mener son projet initial à terme, Dozois est d'ailleurs nommé ministre des Affaires municipales. Le nouveau ministre s'empresse alors de formuler deux projets de loi en lien avec son plan de réaménagement urbain de Montréal : les bills 27 et 58. La nomination de Dozois et ces deux bills sont une douce revanche pour le chef de l'Union nationale, car l'inimitié entre Maurice Duplessis et Jean Drapeau est bien connue. Depuis son accession à la mairie de Montréal en 1954, Drapeau avait souvent soulevé des critiques à l'endroit du gouvernement de l'Union nationale.

Le bill 27 autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres est présenté le 12 décembre 1956. Ce bill vise à conférer au conseil municipal de Montréal une autonomie qui lui permettra de mettre en application le plan Dozois sans nécessiter l'approbation ultime de l'exécutif de la ville.

Le chef intérimaire de l'opposition, René Hamel, essaie à deux reprises de remettre la première lecture à plus tard. Les libéraux, qui soutiennent le maire Drapeau, sont en désaccord avec ce projet de loi. Pour Hamel, il est clair que le gouvernement cherche à « passer par-dessus la tête du maire de Montréal, qui est pourtant élu par l'ensemble des électeurs. La mesure a simplement pour but de décapiter le maire de Montréal », ajoute-t-il.

Le député libéral de Richmond, Émilien Lafrance, déclare « qu'il votera contre la loi parce qu'elle est une violation flagrante de la constitution de Montréal et un sabotage de l'autonomie de la plus grande ville de la province ». Ce dernier déplore que l'Assemblée législative, qui doit être le « sanctuaire des lois », soit devenue le « carrefour des chicanes politiques ». Selon lui, il ne fait nul doute que la « pègre de Montréal est ligüée contre l'administration Drapeau ». On sent que le député de Richmond est sur le point d'exploser.

Le bill 27 est adopté en troisième lecture, à 66 contre 11. Chose certaine, la question ne fait pas l'unanimité au sein des libéraux. Les députés de Westmount-Saint-Georges, John Richard Hyde, de Montréal-Saint-Louis, Dave Rochon, et de Montréal-Verdun, Lionel-Alfred Ross, se prononcent en faveur du bill, contre leurs collègues. *La Presse* du 19 décembre 1956 affirme : « C'est la première fois, depuis 1946, a révélé le greffier de la Chambre basse, qu'un parti d'opposition ne présente pas un front uni au cours d'un vote à l'Assemblée législative. »

Le second bill ayant trait au réaménagement urbain de la ville de Montréal est présenté par le ministre Paul Dozois, le 5 février 1957. Le bill 58 facilitant davantage l'exécution d'un projet d'élimination de taudis et de construction de logements salubres dans la cité de Montréal « a pour but d'autoriser le gouvernement à payer 1 000 000 \$ pour la démolition des taudis et d'accorder une plus large part d'autonomie au conseil de la ville de Montréal », mentionne Dozois (13 février). Cette plus large part d'autonomie vise, entre autres, à rendre incontestables les résolutions prises par le conseil municipal de Montréal.

Hamel s'oppose à l'utilisation du terme « incontestable » et talonne Duplessis pour avoir des explications. En comité plénier, Émilien Lafrance fulmine : « Je ne veux pas être complice de la législation la plus mauvaise qui ait jamais été passée à l'Assemblée législative, une loi pire que la loi Dillon. » (Sanctionnée sous le gouvernement Taschereau, la « loi Dillon », modifiant la loi des élections contestées de Québec, fut présentée pour empêcher la contestation en bloc des élections de 1931.)

Lafrance est alors rappelé à l'ordre par le premier ministre qui lui demande de retirer ses paroles, mais il refuse. L'Assemblée s'agite de plus en plus. Les députés de droite lancent des

cris de protestation, devant le refus du député de Richmond de se conformer à la décision du président. Ce dernier fait état de la situation à l'Orateur, qui sévit et l'expulse, pour la deuxième fois de la session. Outré, Lafrance s'exclame, au sortir de la Chambre : « Il y aura une révolution ici, prenez-en ma parole! Pauvre législature! Une semence de révolution! ». On l'entend aussi répéter des mots comme « honteux » et « geste dictatorial », rapportent les journalistes. Expulsé pour une période de 30 jours, il ne reviendra pas du reste de la session.

Le bill 58 est adopté en troisième lecture le 14 février 1957.

De choses et d'autres...

Le 6 décembre 1956, le député unioniste des Îles-de-la-Madeleine, Hormisdas Langlais, présente le bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal. Ce projet de loi prévoit la soustraction de l'École des HEC à toute influence politique. Adopté à l'unanimité en première, deuxième et troisième lecture, le bill est sanctionné le 21 février 1957.

La loi autorisant la construction d'une autoroute entre Montréal et les Laurentides est présentée le 5 février 1957, puis sanctionnée le 21 février. L'autoroute des Laurentides sera inaugurée en 1959, après la mort de Duplessis, par le premier ministre Paul Sauvé.

En conformité avec son plan de développement du « Nouveau-Québec », amorcé par la concession accordée à la compagnie Hollinger⁵⁷, Duplessis fait présenter deux nouveaux projets de loi, en fin de session, par le ministre des Mines, William McOvat Cottingham, concernant l'exploitation des ressources minières du Grand Nord québécois. Les bills 62 et 63 accordent des concessions de territoire aux compagnies Oceanic Iron Ore et Atlantic Iron Ore, obligeant toutefois ces entreprises à vendre 50 % de leur production aux usines sidérurgiques du Québec. Le bail est d'une durée de trente ans. Les libéraux votent contre les deux bills, car selon Hamel, cela « ne respecte pas les deux principes fondamentaux qui doivent être à la base des concessions de nos richesses naturelles: premièrement qui est d'assurer du travail pour l'avenir; deuxièmement qui est de procurer à la province des revenus en rapport avec l'importance de la concession ». Les projets de loi sont néanmoins adoptés, à 54 contre 12.

Malgré la tension entre libéraux et unionistes, Duplessis termine la session sur une note positive. Il présente une motion pour que le chef de l'opposition, Georges-Émile Lapalme, perçoive son indemnité parlementaire, en dépit de son absence de la Chambre, durant toute la session, pour cause de maladie. Cette action en dit beaucoup sur le chef de l'Union nationale. Autant il peut se montrer impitoyable face à certains de ses adversaires politiques – René Hamel en est un bel exemple –, autant il sait manifester un respect parlementaire pour d'autres. Un « beau geste⁵⁸ » salué par les journalistes, la motion est adoptée à l'unanimité.

Faits divers, faits cocasses...

Le débat entourant l'étude du bill 99 pour faciliter la tenue d'élections honnêtes dans la province, présenté par le chef intérimaire de l'opposition, René Hamel, le 13 décembre 1956, donne lieu à une réplique fort intéressante d'un député qui, malheureusement, n'a pas été identifié par les journalistes dans leurs comptes rendus.

En deuxième lecture, Hamel condamne le rôle des recenseurs lors des dernières élections qui, par leurs gestes, auraient truqué le résultat du scrutin :

Supposons qu'un scrutateur prenne comme tactique d'éliminer cinq ou six votes dans chaque poll. Si un énumérateur enlève des noms sur une liste électorale ou ajoute des noms fictifs, cela représente à la fin un nombre de votes considérable qui peut affecter une élection. À la dernière élection, on a trouvé dans bien des boîtes plus de bulletins que d'électeurs. C'est un fait! (19 décembre)

Justifiant cet état de fait, un député unioniste s'exclame alors au chef de l'opposition : « C'était l'enthousiasme! »

Autrement, le 16 janvier 1957, dans le cadre de l'étude comité plénier du bill 183 modifiant la charte de la ville d'Arvida pour accorder une pension au maire sortant, Duplessis et Hamel s'échangent quelques pointes. Hamel réclame que la loi fasse état d'un octroi statutaire à ce sujet, tandis que Duplessis préfère la méthode discrétionnaire. « Chaque cas doit être jugé séparément, selon les circonstances particulières qui prévaudront au moment où un conseil municipal voudra récompenser de cette façon un bon serviteur public », se défend le premier ministre. Et Hamel de rétorquer un jeu de mots particulièrement savoureux :

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement ne veut pas d'un système d'octrois statutaires, parce qu'il prétend qu'il n'a pas été élu pour être statufié. Il préfère un système d'octrois « statu-toé ». En vertu de ce système, avant d'accorder un octroi il dit: « statu-toé » qui a voté pour l'Union nationale, « statu-toé » qui a voté contre l'Union nationale? Entre le régime d'octrois statutaires et le régime d'octrois "statu-toé", c'est évidemment le premier que le peuple désire, le seul qui soit digne d'un régime démocratique.

Marc-André Robert

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse à Québec en 1956 et 1957

En 1956, Wilbur Atkinson, de la *Gazette*, est nommé président de la Tribune de la presse, succédant ainsi à Richard Daignault. Jacques Monnier, de *L'Événement-Journal*, est réélu à la vice-présidence pour un deuxième mandat. Henri Dutil, du *Soleil* et de *L'Événement-Journal*, est réélu secrétaire-trésorier pour une 11^e fois. Vincent Prince, de *La Presse*, et Charles-Eugène Pelletier, du *Droit* et de *L'Action catholique*, complètent le portrait à titre de conseillers.

Les autres membres connus de la « galerie » de presse sont : Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Pierre Laporte, Jean-Marc Laliberté et Marcel Thivierge, du *Devoir*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Fernand Renault, du *Montreal Star*; Jacques Trépanier, de *La Patrie*; Bernard Massicotte, du *Progrès du Saguenay*; Mark-Edmond Thivierge, de la *United Press International*; Adalbert Trudel, du *Quebec Chronicle*, du *Record* et du *Toronto Telegraph*; et finalement Jean-Pierre Fournier et Richard Daignault, de *La Tribune*.

Les chroniques parlementaires des quotidiens et hebdomadaires suivants ont également été consultées pour effectuer la reconstitution des débats pour la session 1956-1957 : le *Joliette Journal*, *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *L'Étoile du Nord*, *La Bonne Parole*, *La Frontière*, *La Gazette des Campagnes*, *La Parole*, *La Réforme*, *La Terre de Chez Nous*, *La Tribune de Lévis*, *La Victoire de Deux-Montagnes*, *La Voix de l'Est*, *La Voix de Shawinigan*, *La Voix des Bois-Francs*, *La Voix des Mille-Iles*, *L'Action populaire*, *L'Avant-poste gaspésien*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Clairon maskoutain*, *Le Courrier de Berthier*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Dorchester*, *Le Guide*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple (Montmagny)*, *Le Progrès de l'Islet*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Richelieu*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Réveil*, *Le Salaberry*, *L'Écho de Lotbinière*, *L'Écho de Louiseville et du comté de Maskinongé*, *L'Écho des Laurentides*, *L'Écho du Nord*, *L'Étoile du Lac*, *L'Union des Cantons de l'Est*, *le Shawinigan Standard*, *le Sherbrooke Daily Record* et *le Stanstead Journal*.

Les comptes rendus des débats⁵⁹

Au cours de la session de 1956-1957, les membres de la Tribune de la presse se font un devoir de rendre compte des débats parlementaires avec impartialité. Le journaliste Pierre Laporte nuance tout de même, disant que « [p]our toutes sortes de raisons, les propriétaires de la majorité des journaux étaient, sinon sympathiques, du moins favorables à monsieur Duplessis. Leurs représentants à la Tribune des journalistes avaient officiellement ou tacitement instruction de passer par les dictats de cet homme⁶⁰ ».

Il est possible d'identifier certains passages où les propos de députés sont tronqués ou encore résumés. Ceci survient parfois lorsque la Chambre est très agitée, comme à la séance du 6 décembre 1956, dans le cadre du débat sur les résolutions du bill 6, où il est rapporté que le chef intérimaire de l'opposition libérale, René Hamel, « revient quand même à la charge ». Les journalistes décrivent alors davantage l'attitude du député, non ses paroles, peut-être parce qu'ils ne parviennent pas à l'entendre clairement. Aussi, lors de débats de moindre importance ou lorsque des députés d'arrière-ban échangent sur des sujets peut-être moins « croustillants », les membres de la Tribune se contentent souvent de résumer la scène. Par exemple, le 17 janvier 1957, ceux-ci écrivent :

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le fonctionnement du Bureau des examinateurs électriciens.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond aux questions du député de Westmount-Saint-Georges et donne des précisions sur le fonctionnement du Bureau des examinateurs électriciens.

Autre exemple, au cours de la séance du 13 février 1957, le député libéral du comté de Saint-Hyacinthe, René Saint-Pierre, que l'on n'entend pratiquement jamais de toute la session, se prononce à la suite d'une motion de son confrère libéral de Québec-Ouest, Jean-Paul Galipeault.

Les courriéristes parlementaires notent alors que Saint-Pierre « fait un bref discours pour seconder la motion ».

Sinon, dans l'ensemble, le travail des membres de la Tribune de la presse est complet.

Le discours du budget

Dans ce qui nous apparaît comme un discours habituel sur le budget dans les débats reconstitués, les journalistes rapportent qu'Onésime Gagnon aurait délibérément tronqué son propre texte. Dans *La Patrie* du 8 février, Jacques Trépanier souligne que le ministre « a lu en diagonale son intéressant papier et le premier ministre et le chef de l'opposition, qui avaient chacun en main un texte officiel complet, devaient retourner les pages rapidement pour le suivre⁶¹ ». Cette version n'est cependant pas corroborée par les autres membres de la Tribune de la presse dans leur chronique respective.

Au reste, les journalistes ne semblent pas d'accord sur la longueur de ce discours : *La Presse* soutient qu'il aurait duré deux heures, *La Tribune* note qu'il comptait 18 000 mots, et *La Patrie* rapporte un discours d'à peine une heure et d'environ 30 000 mots. Dans ce cas-ci, cette divergence d'interprétations chez les membres de la Tribune de la presse laisse présager que leurs comptes rendus ne sont peut-être pas toujours fidèles et exhaustifs. Le discours sur le budget faisant l'objet d'une publication officielle, c'est cette version, corroborée par les reportages de la presse, qui est publiée dans la version reconstituée des débats.

Marc-André Robert

Note de l'introduction historique et de la critique des sources

1. *Chine Informations*, <http://www.chine-informations.com/> (consultée le 15 juin 2009).
2. « Réélection de Dwight D. Eisenhower à la présidence des États-Unis », *Perspective monde*, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/> (consultée le 16 juin 2009).
3. Nicolas Vaibourdt, « John Foster Dulles à l'heure de la première Détente. Entre leadership et multilatéralisme : les États-Unis et la guerre froide (1953-1959) », *Institut Pierre Renouvin*, <http://ipr.univ-paris1.fr/> (consultée le 17 juin 2009).
4. George Drew (1894-1973) fut premier ministre conservateur de l'Ontario, de 1943 à 1948. À la suite de la démission de John Bracken, il fut élu à la tête du Parti progressiste-conservateur canadien qu'il dirigea jusqu'en 1956.
5. H. V. Nelles, *Une brève histoire du Canada*, Montréal, Fides, 2005, p. 275.
6. Pascal Alain, « Un demi-siècle plus tard – L'affaire Coffin : un doute qui persiste », *Le Devoir*, 10 février 2006, <http://www.ledevoir.com/> (consultée le 25 juin 2009).
7. « Fondation du mouvement Rassemblement par Pierre Dansereau et Pierre Elliot Trudeau », *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/> (consultée le 25 juin 2009).
8. « Première présentation de l'émission télévisée "Point de mire" », *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca/> (consultée le 25 juin 2009).
9. Maurice Proulx (1902-1988) est prêtre, agronome et cinéaste, pionnier du cinéma documentaire québécois. Entre 1934 et 1968, il réalise et produit près d'une cinquantaine de documentaires pour le compte des gouvernements Godbout et Duplessis. Pour plus d'informations, voir : Marc-André Robert, *La société rurale québécoise dans l'après-guerre : un pont entre tradition et modernité. Le cinéma de l'abbé Maurice Proulx comme témoignage historique, 1946-1959*, mémoire (histoire), Université de Sherbrooke, 2009, 100 p. et Marc-André Robert, « L'abbé Maurice Proulx : pionnier du film documentaire québécois. Portrait d'un cinéaste militant... opportuniste! », *Séquences*, no 262, septembre-octobre 2009. Cette nouvelle réalisation de l'abbé Proulx se veut une réponse au documentaire *Îles-de-la-Madeleine*, produit par Bernard Devlin à l'Office national du film en 1952. Ce film faisait voir les Madelinots d'un mauvais œil et ces derniers étaient furieux. Leur député avait alors demandé à Duplessis d'en faire produire un nouveau. C'est pour le compte de l'Office provincial de publicité que l'abbé Proulx réalise ce documentaire. Voir : BAnQ, Centre d'archives de Québec, Fonds Maurice Proulx, *Rétrospective Maurice Proulx* [audiovisuel].
10. Paul Cliche, *Les élections provinciales dans la province de Québec, 1927-1956*, mémoire (sciences politiques), Université Laval, 1960, p. 105.
11. Voir le document iconographique intitulé « Propagande de l'Union nationale lors de la campagne électorale de 1956 » dans Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain, tome 2, le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 383.
12. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Éditions de l'homme, 1999, p. 291.
13. Le comté de Jonquière-Kénogami est nouvellement créé depuis 1954.
14. Voir : Hector Laferté, *Derrière le trône : mémoires d'un parlementaire, 1939-1958*, Sillery (Québec), Septentrion, 1998, p. 409.
15. Paul Cliche, *Les élections provinciales dans la province de Québec, 1927-1956*, mémoire (sciences politiques), Université Laval, 1960, p. 106.
16. *Ibid.*, p. 107.
17. Georges-Émile Lapalme, *Mémoires, tome 2, le vent de l'oubli*, Ottawa, Léméac, 1970, p. 207.
18. Paul Cliche, *Les élections provinciales dans la province de Québec, 1927-1956*, mémoire (sciences politiques), Université Laval, 1960, p. 109.
19. Louis O'Neill (1925 -), ordonné prêtre en 1950, fut professeur au Séminaire de Québec et à l'Académie de Québec. Il fut aussi professeur de philosophie sociale et d'éthique sociale à l'Université Laval et à l'Université nationale du Rwanda, en Afrique. Élu député du Parti québécois dans Chauveau en 1976, il occupe les postes de ministre des Communications et ministre des Affaires culturelles jusqu'en 1979. Il ne se représente pas aux élections de 1981, et retourne enseigner la théologie à l'Université Laval.
20. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps, tome 2 (1944-1959)*, Montréal, Fides, 1973, pp. 569-571.
21. Gérard Dion et Louis O'Neill, « Lendemain d'élections », *Ad usum Sacerdotum*, vol. 11, no 9-10, juin-juillet 1956, p. 198-203.
22. Gustave Lemieux (1864-1956) a été député libéral du comté de Gaspé, de 1912 à 1931 et Orateur suppléant, de 1922 à 1923. Il a été nommé conseiller législatif de la division de Montarville le 2 décembre 1932. Il est décédé à Montréal, le 19 juillet 1956, à l'âge de 91 ans.
23. Wilfrid Bovey (1883-1956) a été conseiller législatif libéral de 1942 à 1956 pour la division de Rougemont. Il est décédé le 11 octobre 1956 à l'âge de 72 ans. Il a écrit d'intéressantes réflexions dans son ouvrage *Les Canadiens-français d'aujourd'hui*, publié en 1940 et traduit en français en 1946.
24. Joseph-Adélard Godbout (1892-1956) était agronome de formation. Il fut premier ministre du Québec de juin à août 1939, puis de 1939 à 1944. Chef de l'opposition de 1944 à 1948, il est défait en 1948. Il s'est éteint le 18 septembre 1956 à l'âge de 63 ans.
25. Une loi modifiant la loi des monuments historiques.
26. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 558-559.
27. *Ibid.*, p. 571.
28. Dans *Le Soleil* du jeudi 15 novembre, on peut lire que « [s]uivant l'usage, l'honorable Maurice Tellier s'est laissé faire une douce violence, et ce n'est qu'après force requêtes qu'il a consenti à monter au trône qu'il occupera durant toute la durée de la présente législature ».
29. G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., p. 203.
30. *Ibid.*, p. 213.
31. *Ibid.*, p. 214.
32. R. Rumilly, *Maurice Duplessis*..., p. 561.
33. G.-É. Lapalme, *Mémoires*..., p. 215.

- 34 R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 588.
 35 *Ibid.*, p. 562.
 36 Gaspard Fautoux (1898-1963) a occupé les fonctions de lieutenant-gouverneur de la province de Québec du
 37 3 octobre 1950 au 14 février 1958.
 38 « Forts subsides du Québec à l'éducation », *Le Nouvelliste*, jeudi 15 novembre 1956, p. 13.
 39 Vincent Prince, « Brusque adoption du discours du trône », *La Presse*, vendredi 23 novembre 1956, p. 47.
 40 Calixte Dumas, « Débuts de Me A. Maltais, proposeur de l'adresse; séance ajournée à mardi », *L'Action*
 41 *catholique*, vendredi 16 novembre 1956.
 42 Gérard Boismenu, « Politique constitutionnelle et fédéralisme canadien : la vision de la Commission
 43 Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, automne 2007, p. 24.
 44 Jacques Trépanier, « Nos parlementaires à l'action », *La Patrie*, vendredi 8 février 1957, p. 4.
 45 Émilien Lafrance est expulsé de la Chambre une première fois le 28 janvier 1952, pour une seule journée,
 46 une deuxième fois le 25 février 1953, pour une période de trois jours cette fois, et une troisième fois le 2
 47 février 1954, pour une période de 15 jours.
 48 Michel Lévesque, « Le Parti libéral durant les années cinquante : un Parti miné par les dissensions internes.
 49 Le cas d'Émilien Lafrance », *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1988,
 50 p. 239.
 51 Statuts du Québec, 4 George VI, chapitre 16, 1940.
 52 R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 481.
 53 Henri Dutil, « La Province maintient l'impôt sur le revenu », *Le Soleil*, 29 novembre 1956, p. 3.
 54 Vincent Prince, « L'Opposition sort de la Chambre à deux reprises », *La Presse*, 29 novembre 1956, p. 1.
 55 Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*,
 56 vol. 16, no 1, automne 2007, pp. 43-60.
 57 Gérard Boismenu, « Politique constitutionnelle et fédéralisme canadien : la vision de la Commission
 58 Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, automne 2007, p. 25.
 59 Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*,
 60 vol. 16, no 1, automne 2007, p. 59.
 61 Voir : Gilles Gallichan, « Introduction historique. 22^e législature, 2^e session. 13 février au 17 avril 1946 ».
 « Chapitre 32 : Loi modifiant la Loi électorale de Québec », dans *Statuts de la province de Québec : 1-2*
Elizabeth II, 1952-1953, Québec (Québec), Rédempti Paradis, 1953, pp. 143-189.
 Louis-Philippe Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, Québec, Assemblée législative,
 1941, p. 23.
 À l'époque, les députés applaudissaient en claquant de la main sur leurs pupitres, ce qui avait l'effet de
 couvrir toutes les voix.
Le Nouvelliste, « Le bill "des élections honnêtes" a été bloqué au moment de la deuxième lecture », jeudi
 20 décembre 1956, p. 14.
 Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, pp. 515-516.
 R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 583.
 « Beau geste de l'hon. Duplessis », *Montréal-matin*, 22 février 1957, p. 12.
 Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan : « Le Parlement
 "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-
 296.
 Jocelyn Saint-Pierre (dir.), *La Tribune de la presse vue par...*, Québec, Assemblée nationale, 1996, p. 65.
 Jacques Trépanier, « Nos parlementaires à l'action », *La Patrie*, vendredi 8 février 1957, p. 4.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La
Frontière, La

Guide, Le
Herald, The
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 7 février 1957.* [s.l.]: 1957. 47 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1956-1957, Québec 1956-1957.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1956-1957, Québec 1956-1957.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1956-1957.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1956-1957, Vol. XCII*, Québec, 1957, xvi, 527, xlvī, xlii p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 5-6 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1957, 1049, xxiv p.

Rapports des comités généraux, 1^e session, 1956-1957.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxiv
Bibliographie.....	xxix
Table des matières.....	xxxiii
L'Exécutif en 1956-1957.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du mercredi 14 novembre 1956	1
2 Séance du jeudi 15 novembre 1956	9
3 Séance du mardi 20 novembre 1956	21
4 Séance du mercredi 21 novembre 1956	37
5 Séance du jeudi 22 novembre 1956	51
6 Séance du mardi 27 novembre 1956	69
7 Séance du mercredi 28 novembre 1956	83
8 Séance du jeudi 29 novembre 1956	99
9 Séance du mardi 4 décembre 1956.....	113
10 Séance du mercredi 5 décembre 1956.....	127
11 Séance du jeudi 6 décembre 1956.....	137
12 Séance du mardi 11 décembre 1956.....	153
13 Séance du mercredi 12 décembre 1956.....	169
14 Séance du jeudi 13 décembre 1956.....	179
15 Séance du mardi 18 décembre 1956.....	191
16 Séance du mercredi 19 décembre 1956.....	211
17 Séance du mardi 15 janvier 1957	227

18 Séance du mercredi 16 janvier 1957	243
19 Séance du jeudi 17 janvier 1957	259
20 Séance du mardi 22 janvier 1957	277
21 Séance du mercredi 23 janvier 1957	295
22 Séance du jeudi 24 janvier 1957	297
23 Séance du mardi 29 janvier 1957	317
24 Séance du mercredi 30 janvier 1957	339
25 Séance du jeudi 31 janvier 1957	347
26 Séance du mardi 5 février 1957.....	365
27 Séance du mercredi 6 février 1957.....	379
28 Séance du jeudi 7 février 1957.....	395
29 Séance du mardi 12 février 1957.....	439
30 Séance du mercredi 13 février 1957.....	467
31 Séance du jeudi 14 février 1957.....	501
32 Séance du mardi 19 février 1957.....	523
33 Séance du mercredi 20 février 1957.....	541
34 Séance du jeudi 21 février 1957.....	569
 Index des participants	 581
Index des sujets	619
Index des bills publics et privés	653

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1956-1957**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Paul Dozois, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Yves Prévost, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des Communications

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Tancrede Labbé, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Arthur Leclerc, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

Orateur

L'honorable Maurice Tellier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BROWN, Glendon Pettes	L	Brome
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARBONNEAU, Edgar	UN	Montréal-Sainte-Marie
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURCY, Alcide	L	Abitibi-Ouest
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
COUTURIER, Alphonse	L	Rivière-du-Loup
CUSTEAU, Maurice-Tréflé	UN	Montréal-Jeanne-Mance
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DIONNE, Albert	L	Rimouski
DOZOIS, Paul	UN	Montréal-Saint-Jacques
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
GAGNÉ, Arsène	UN	Montréal-Laurier
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GAGNON, Fabien	L	Compton
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GALIPEAULT, Jean-Paul	L	Québec-Ouest
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GUILLEMETTE, Éloi	UN	Frontenac
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LADOUCEUR, Clodomir	UN	Verchères

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAROUCHE, Joseph-André	UN	Témiscamingue
LAVALLEE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEVESQUE, Gérard D.	L	Bonaventure
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MALTAIS, Armand	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
OUELLET, Léonce	UN	Jonquière-Kénogami
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARENT, Oswald	L	Hull
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, Léopold	UN	Laval
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHETTE, Émilien	UN	Québec
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
RUSSELL, Armand	UN	Shefford
SAINT-PIERRE, René	L	Saint-Hyacinthe
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
SPENCE, Paul-Henri	UN	Roberval
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THÉBERGE, Robert	L	Chambly
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TREMBLAY, Lucien	UN	Maisonnette
TURPIN, Edgar	L	Rouyn-Noranda
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	L	Courcy, Alcide
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	L	Levesque, Gérard D.
BROME	L	Brown, Glendon Pettes
CHAMBLY	L	Théberge, Robert
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	L	Gagnon, Fabien
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Guillemette, Éloi
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	L	Parent, Oswald
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
JONQUIÈRE-KÉNOGAMI	UN	Ouellet, Léonce
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Pouliot, Léopold
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, Lucien
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Custeau, Maurice-Tréflé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-LAURIER	UN	Gagné, Arsène
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Charbonneau, Edgar
MONTREAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Dozois, Paul
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUEBEC	UN	Rochette, Émilien
QUEBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUEBEC-EST	UN	Maltais, Armand
QUEBEC-OUEST	L	Galipeault, Jean-Paul
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	L	Dionne, Albert
RIVIERE-DU-LOUP	L	Couturier, Alphonse
ROBERVAL	UN	Spence, Paul-Henri
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	L	Turpin, Edgar
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	L	Saint-Pierre, René
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Russell, Armand
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larouche, Joseph-André
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	UN	Ladouceur, Clodomir
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 14 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

La vingt-quatrième législature ayant été prorogée le 23 février 1956 et la Chambre dissoute ensuite par proclamation le 25 avril 1956, les députés élus au scrutin du 20 juin 1956 sont convoqués aujourd'hui à l'ouverture d'une nouvelle législature pour l'expédition des affaires.

À la première séance de la première session de la vingt-cinquième législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, les députés présents qui ont prêté le serment d'allégeance prennent leur siège.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, gentilhomme huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. le Greffier: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. le greffier et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, l'honorable lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, l'honorable lieutenant-gouverneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés, précédés du greffier, reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

Dépôt de documents:

**Députés élus aux élections générales
du 20 juin 1956**

M. le Greffier dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

BUREAU DU PRÉSIDENT
GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Liste indiquant le nom des personnes qui, aux élections générales tenues conformément aux brefs du 25 avril 1956, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés. (Document de la session no 3)

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), député du district électoral de Trois-Rivières, propose, appuyé par le député du district électoral de Matane (l'honorable M. Gagnon), que M. Maurice Tellier, député du district électoral de Montcalm, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

J'ai maintenant à accomplir un bien agréable devoir de proposer le choix de l'Orateur qui présidera les séances de la Chambre pendant la prochaine législature. L'Assemblée législative et toute la Législature s'honorent d'avoir compté parmi ses membres les plus distingués Sir Mathias Tellier, dont la carrière juridique et parlementaire a été un exemple et un actif précieux pour notre génération, pour les parlementaires, pour le peuple de la province de Québec et pour notre race.

Nous avons l'avantage d'avoir au milieu de nous le digne fils de cet illustre compatriote, M. Maurice Tellier, député de Montcalm, qui siège ici, dans cette Chambre, depuis 15 ans et dont le grand sens légal, puisqu'il connaît très bien les règlements de la Chambre, et les qualités qu'il tient de son illustre père en feront certainement un excellent Orateur. Je propose donc, appuyé par le ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon), que l'honorable Maurice Tellier soit élu Orateur.

M. le Greffier soumet la motion à la Chambre.

La motion est agréée *nemine contradicente*.

M. le Greffier déclare M. Maurice Tellier dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil présidentiel par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et le député de Matane (l'honorable M. Gagnon)².

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas que je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber.

J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre Règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

Alors, M. l'Orateur prend place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous le bureau, est posée sur le bureau.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, a apporté un second message dont il fait lecture:

M. l'Orateur, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur, et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, je suis chargé par l'honorable lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, dans votre intelligence et dans votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu, et de vous informer que Sa Majesté vous reconnaît pour Orateur de l'Assemblée législative.

Je suis aussi chargé de vous assurer que l'Assemblée législative aura libre accès auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur en temps opportun et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations ainsi que vos paroles et vos actes.

Les députés, précédés de M. l'Orateur, reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:

J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé l'honorable lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, l'honorable lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Projets de loi:**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1
relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône³**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport
que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui,
auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la
salle des séances du Conseil législatif, il a plu à
l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours
à l'adresse des deux Chambres de la Législature de
cette province; et que, pour prévenir toute erreur,
j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à
la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il me fait plaisir de vous souhaiter la
bienvenue au début des travaux parlementaires de la
première session de la vingt-cinquième législature,
élue récemment pour une période de cinq ans.

Depuis quelques années, la province de
Québec connaît une prospérité extraordinaire que lui
méritent les qualités morales et traditionnelles de son
peuple. Au milieu des malheureux événements qui
bouleversent les pays et les maintiennent dans une
douloureuse insécurité, notre province demeure une
forteresse de réelle stabilité et de saines idéologies,
où l'application d'une bienfaisante politique
familiale, sociale et nationale procure à son peuple
un bien-être véritable et de solides progrès.

Le gouvernement est fier de n'avoir jamais
fait de compromis avec les communistes ou leurs
auxiliaires, qui sont à la source de presque toutes les
difficultés internationales.

Nous souhaitons qu'une paix durable, basée
sur la justice et la liberté bien comprise, règne enfin
sur le monde. Nous prions la divine Providence que
tous les peuples obéissent au message de paix de Sa
Sainteté Pie XII. Nous rendons de nouveau
respectueusement hommage au Saint-Père, à
l'occasion des glorieux anniversaires qu'Il a célébrés
le printemps dernier et qui ont été marqués par des

fêtes grandioses auxquelles le gouvernement était
dignement représenté par trois de ses ministres.

Le gouvernement, dont le mandat vient d'être
renouvelé par l'électorat, pourra continuer de réaliser
le plan d'ensemble dont s'inspire sa politique. Cela
doit se faire progressivement, en fonction des
besoins et des intérêts légitimes de toutes les classes
et de toutes les régions de la province, et en tenant
compte des dépenses qui s'ensuivent et que seuls
peuvent solder les impôts venant du peuple, déjà taxé
par d'autres gouvernements.

C'est pourquoi toutes les réformes sociales ou
économiques désirées et désirables ne peuvent être
accomplies en une seule session. Les nombreuses
initiatives du gouvernement dans le domaine
administratif et législatif de la province seront
continué, multipliées et perfectionnées, s'il y a lieu.

Le gouvernement est d'opinion qu'une
agriculture prospère et heureuse est essentielle à la
province. Il poursuivra sa politique de prêt agricole,
qui répond aux besoins particuliers de la province,
qui a stabilisé les finances des individus aussi bien
que celles des corporations municipales, scolaires et
paroissiales, et qui a permis à plus de vingt-deux
mille sept cents jeunes gens de s'établir sur des
fermes.

Il est important de souligner que le crédit
agricole provincial a mis en relief l'honnêteté
foncière de nos cultivateurs, qui ont effectué
scrupuleusement tous leurs remboursements, très
souvent même avant l'échéance.

Sera complétée l'électrification rurale de la
province dont les progrès ont été si extraordinaires,
ces dernières années, que déjà presque toutes les
fermes bénéficient, tant au point de vue domestique
que pour leur exploitation, des avantages de
l'électricité.

Le développement de l'enseignement
agricole, l'organisation de la vente des produits de la
ferme, la mécanisation des travaux agricoles sont
autant de réalisations progressives que le
gouvernement entend multiplier. Le drainage, qui
étend notre domaine arable, est une forme pratique
de colonisation pour les vieilles paroisses, et le
gouvernement continuera de consacrer des sommes
importantes à ces fins salutaires.

Le gouvernement s'emploiera encore à
coopérer généreusement à l'établissement des colons
dans les nouvelles régions, de manière à ce que le
labeur de leurs premières années ne détruise pas leur
esprit d'initiative, mais leur permette de se
transformer, aussi rapidement que possible, en
cultivateurs prospères.

La Providence nous a dotés de merveilleuses richesses naturelles dont la mise en valeur, en ces dernières années, contribue puissamment au développement et au progrès de la province en particulier et du pays en général.

Notre domaine forestier, nos ressources hydrauliques, les métaux de nos mines ont bénéficié, ces dernières années, de développements gigantesques qui ont puissamment contribué à enrichir le pays et à procurer à notre peuple des emplois nombreux et rémunérateurs.

Le gouvernement considère que les capitaux étrangers sont nécessaires au développement de la province et de ses ressources, pourvu que leurs détenteurs soient respectueux de nos lois et répondent aux légitimes ambitions de notre peuple.

Le gouvernement désire assurer le respect des droits et des employés et des employeurs. Il tient à rappeler, à tous, que les droits sont toujours accompagnés de devoirs et que le travail, malgré les transformations de la société moderne, demeure une obligation fondamentale.

Il est conforme à la politique du gouvernement d'accorder à l'entreprise libre la place importante qui lui revient dans l'économie de la province, car l'entreprise libre est une excellente garantie de progrès durable et d'ambitions légitimes nécessaires; c'est le système économique le plus conforme à nos meilleurs intérêts et le plus capable de garantir à notre jeunesse de durables et fertiles carrières.

Le gouvernement estime qu'un système de voirie et de moyens de communication de plus en plus perfectionnés, répondant aux besoins de la province en général et de la classe agricole en particulier, sont des facteurs de progrès et comportent des activités indispensables.

C'est l'opinion définitive du gouvernement que la décentralisation industrielle est nécessaire à l'économie de la province et que la décentralisation administrative et législative est essentielle au régime parlementaire et démocratique; il considère très importante la mise en application d'un régime fiscal juste et approprié aux besoins et aux droits légitimes des corporations municipales et de leurs contribuables.

Il est certain que le plus grand actif de la province réside dans sa population, et en particulier dans sa jeunesse. Pour coopérer à leur bien-être et à leur prospérité, des subsides remarquablement généreux seront consacrés au succès de l'éducation à tous ses paliers: élémentaire, secondaire, spécialisé et universitaire. L'enseignement spécialisé, entre autres,

intimement lié au développement industriel, a pris un essor considérable dans la province, depuis l'institution du ministère de la Jeunesse, il y a dix ans.

Comme toujours, le gouvernement est d'opinion qu'en matières éducationnelles, les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être sauvegardés. Nous, du Québec, avons raison de nous glorifier de notre remarquable système éducationnel que nous entendons conserver jalousement, parce qu'il tient compte des valeurs religieuses et morales et qu'il respecte les droits de tous. Le gouvernement désire vivement, à la lumière des droits et des devoirs de tous et chacun, et en autant que raisonnablement possible, multiplier les améliorations à tous les paliers de l'enseignement.

Une des plus fécondes manifestations de véritable sécurité sociale et de saine législation sociale réside dans la protection et l'amélioration de la santé publique. Le gouvernement a opéré des réformes considérables et pris de nombreuses et salutaires initiatives dans ce domaine. Il est désireux de multiplier ces initiatives et d'appliquer les méthodes qui s'avéreront les meilleures et les plus progressives pour sauvegarder la santé publique, mais sans compromettre nos droits essentiels.

Dans un domaine important entre tous, le gouvernement réaffirme que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne bien comprise, et qu'il désire sincèrement, réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité, à l'esprit comme à la lettre, du pacte fédératif. Il est juste et nécessaire que la province de Québec puisse exercer, dans leur plénitude, les droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent, dont dépend son avenir et qui lui sont, par surcroît, reconnus par le pacte fédératif.

La stabilité et la sécurité sociales, municipales, provinciales et nationales dépendent, en bonne partie, de la stabilité et de la sécurité constitutionnelles. Les développements formidables, dont bénéficie notre immense province et qui profitent largement au fisc fédéral, nécessitent, quant à la province, des dépenses très élevées qui exigent l'utilisation plus adéquate des sources de revenus que le pacte fédératif et la justice reconnaissent aux provinces, à la province de Québec en particulier. Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs, mais bien le respect intégral de ses droits.

Dans l'opinion définitive du gouvernement, les attributions essentielles au gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous

considérons très précieux, doivent être respectées et sauvegardées. Il est indéniable qu'au point de vue matériel, un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable se trouve dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale: fédérale, provinciale et municipale.

C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité de notre cher pays, mais dans le respect des droits et prérogatives de tous et chacun.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués et vous voudrez bien voter les subsides nécessaires à l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je prie la divine Providence de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté la reine.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité des relations industrielles;
8. un comité du Code municipal;
9. un comité des bills privés en général;
10. un comité des bills publics en général;
11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres et le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation ainsi que pour fixer le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Leclerc, et MM. Bellemare, Hamel, Hébert, Johnston (Pontiac), Kirkland, Lafrance et Ross forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice clos le 31 mars 1956. (Document de la session no 4)

Motions de condoléances:

Ajournement en signe de deuil, Décès de l'honorable Adélard Godbout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil, à l'occasion de la mort de l'honorable Adélard Godbout, ancien premier ministre de la province, et des honorables Gustave Lemieux⁴ et Wilfrid Bovey⁵, conseillers législatifs, tous trois décédés depuis la dernière session parlementaire.

J'ai été peiné d'apprendre la mort de l'honorable sénateur Adélard Godbout. J'ai connu

M. Godbout pendant plusieurs années et, malgré des divergences d'opinions multiples et profondes, les rapports entre nous ont toujours été excellents et amicaux. La mort prématurée de l'honorable Adélard Godbout, dans des circonstances tragiques⁶, m'a causé beaucoup de peine. J'ai envoyé à Mme Godbout un message de condoléances et des offrandes de messes pour le repos de l'âme de M. Godbout, et le gouvernement provincial a été représenté aux funérailles par les honorables J. S. Bourque et Laurent Barré. Je renouvelle aujourd'hui, en mon nom personnel et au nom de la province, les condoléances que j'ai déjà fait parvenir, à ces titres, à Mme Godbout.

Il fait également l'éloge du Dr Gustave Lemieux, décédé à l'âge de 90 ans, et de M. Wilfrid Bovey.

Le Dr Lemieux, dit-il, était un gentilhomme et son honnêteté était proverbiale. De plus, M. Lemieux avait une sincérité de vue et un dévouement consciencieux avec lequel il a accompli ses fonctions. Pour sa part, M. Bovey avait de grandes qualités de cœur et d'esprit, et sa largeur de vues en faisait un grand ami des Canadiens français. Il avait une grande culture et il était d'un commerce toujours charmant avec ses collègues. Il était un apôtre de la justice et de la bonne entente entre les deux grandes races du pays. Aux familles éplorées, j'offre mes condoléances personnelles et celles du gouvernement. Et je propose que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil.

M. Hamel (Saint-Maurice)⁷: Je seconde la motion de l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières).

Je me joins à M. Duplessis pour déplorer la mort des trois anciens membres du gouvernement et du Conseil législatif, et j'ajoute le nom de M. Jules Savard, ancien député de Québec-Ouest, décédé depuis la dernière session⁸.

On sait que l'honorable Adélard Godbout a occupé le poste de premier ministre de la province de Québec dans des circonstances extrêmement difficiles. Nous étions alors en pleine guerre, l'opinion publique était fortement divisée, et le gouvernement Godbout a dû faire face à des restrictions de toutes sortes par le gouvernement du pays, notamment aux chapitres du crédit et de la main-d'œuvre. Son régime a prêté à des controverses considérables et l'histoire jugera des attitudes qu'il a prises.

Mais un fait reste indéniable: le peuple perd en M. Godbout un homme d'une affabilité considérable et d'une grande sincérité. Les

agronomes et leur corporation perdent en lui un savant qui était profondément attaché à l'agriculture et qui a fait grandement prospérer l'agriculture sous son administration. J'offre les condoléances de l'opposition aux familles éplorées.

Pour sa part, M. Lemieux appartenait à une famille qui a joué un rôle éminent dans la politique canadienne. M. Bovey représentait dignement la vie culturelle du groupe anglais de la province.

Je déplore également le décès de mon collègue de Québec-Ouest, Jules Savard, que la mort a ravi au moment où il s'apprêtait à solliciter un renouvellement de mandat de l'électorat de sa circonscription.

La séance est levée avant 6 heures⁹.

NOTES

1. L'ouverture de la session donnait lieu à Québec à de fastueuses manifestations. *Le Nouvelliste* du jeudi 15 novembre 1956 rapporte les détails de ces cérémonies: "D'éclatantes cérémonies ont marqué, hier après-midi, l'ouverture de la première session du vingt-cinquième parlement de la province de Québec. La manifestation s'est déroulée tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'édifice parlementaire. Une garde d'honneur, composée de cent hommes de la marine et de l'armée, et commandée par le lieutenant-commandant R.F.N. Strouts, D.S.O., de la marine royale, a accueilli le lieutenant-gouverneur à son arrivée au parlement. Aux accords de la fanfare du Royal 22^e Régiment, dirigée par le capitaine Edwin Bélanger, l'honorable Gaspard Fauteux a passé en revue les pelotons qui ont accueilli son arrivée. Le salut vice-royal qui annonça l'ouverture de la session fut tiré par le 6^e régiment de campagne de l'artillerie royale canadienne, des hauteurs du Cap-Diamant, face au parlement. Quinze coups de canon se sont répercutés sur les murs de la Vieille Capitale. Parmi les officiers suivant le lieutenant-gouverneur, on remarquait le brigadier Jean-Victor Allard, CBE, DSO, ED, officier commandant de la région militaire de Québec...

(Après la séance) "Les cinq cents invités présents sont passés au Café du Parlement, afin d'assister à la réception offerte conjointement par les

présidents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative."

2. *Le Soleil* du jeudi 15 novembre 1956, aux pages 3 et 9, décrit comme suit l'élection du président de la Chambre: "L'élection d'un président de l'Assemblée législative s'entoure toujours d'un certain protocole. Une fois la nomination faite, le premier ministre et son second se dirigent vers le président élu qui occupe un siège, humblement, sur la dernière rangée des députés ministériels. Suivant l'usage, l'honorable Maurice Tellier s'est laissé faire une douce violence, et ce n'est qu'après force requêtes qu'il a consenti à monter au trône qu'il occupera durant toute la durée de la présente législature.

"Une fois son élection faite, le président était prêt à conduire de nouveau les députés devant le lieutenant-gouverneur pour entendre la lecture du discours du trône. Un message fut envoyé et l'honorable Maurice Tellier s'est présenté à la barre du Conseil législatif pour protester de nouveau de son manque de qualifications pour remplir le poste éminent qu'on vient de lui confier.

"Le protocole veut que le président du Conseil législatif exprime alors la confiance de tous dans l'élu de la Chambre basse. Et l'honorable Gaspard Fauteux a donné lecture du discours du trône."

3. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 5, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

4. M. Gustave Lemieux (1864-1956) a été député libéral du comté de Gaspé de 1912 à 1931. Il a été Orateur suppléant à l'Assemblée législative de 1922 à 1923. Par la suite, il a été nommé conseiller législatif de la division de Montarville, le 2 décembre 1932. Il est décédé à Montréal le 19 juillet 1956, à l'âge de 91 ans, et il a été inhumé dans le cimetière

Notre-Dame-des-Neiges. Son frère Rodolphe Lemieux a été député libéral de Gaspé, Nicolet, Rouville et de Maisonneuve, à la Chambre des communes. Son autre frère, Louis-Joseph Lemieux a lui aussi été député libéral à l'Assemblée législative à Québec. (Bibliothèque de l'Assemblée nationale. *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Assemblée nationale, Québec, 1988, p. 354)

5. M. Wilfrid Bovey (1883-1956) a été conseiller législatif libéral de 1942 à 1956, pour la division de Rougemont. Il est décédé à Montréal, le 11 octobre 1956, à l'âge de 72 ans. Il a été inhumé dans le Cimetière Mont-Royal. (Bibliothèque de l'Assemblée nationale. *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Assemblée nationale, Québec, 1988, p. 78)

6. Selon *Le Soleil* du 19 septembre 1956, à la page 1, "une fracture du crâne emporte l'ex-premier ministre". On peut y lire ce qui suit: "Il (M. Godbout) s'est levé dans la nuit de lundi à mardi (18 septembre), et on suppose qu'il a fait une crise cardiaque. Une chute s'en est suivie et Mme Godbout le trouva inconscient. Transporté à l'hôpital Notre-Dame, il n'a pu survivre à cette grave blessure. Né le 24 septembre 1892, il fut premier ministre de la province de Québec du 11 juin au 26 août 1936, et du 8 novembre 1939 au 30 août 1944. Chef de l'opposition de 1944 à 1948, et défait en 1948, il fut nommé sénateur de la division de Montarville, le 25 juin 1949. Son décès survint à Montréal, le 18 septembre 1956.

7. Compte tenu que M. Lapalme (Montréal-Outremont), chef de l'opposition, est en convalescence, à la suite d'une opération, M. Hamel (Saint-Maurice) le remplace en Chambre.

8. M. Jules Savard (1904-1956) a été député libéral de Québec-Ouest de 1952 à 1956. Il est décédé à Québec, le 25 mai 1956, prématurément à la veille des élections, à la suite d'une intervention chirurgicale, à l'âge de 52 ans. Il a été inhumé à Sillery dans le cimetière St. Patrick. (Bibliothèque de l'Assemblée nationale. *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Assemblée nationale, Québec, 1988, pp. 523-524)

9. L'heure exacte de levée de la séance n'a pas été rapportée par les journaux. Par contre, l'ensemble des journaux s'entendent pour dire que la séance a été très courte.

Séance du jeudi 15 novembre 1956

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation du village de Rock Island, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guérin);

- de la corporation de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de Marie-Isabelle-Violette-Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier (M. Blanchard);

- de Gertrude Louise Short et autres, demandant l'adoption d'une loi donnant certains pouvoirs pour l'administration des biens de la substitution créée par le contrat de mariage de Thomas F. Davidson et de son épouse (M. Russel);

- de Trafalgar School for Girls, demandant l'adoption d'une loi afin d'augmenter le nombre de ses gouverneurs (M. Caron);

- de Adrian Popovici, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la profession d'avocat (M. Custeau);

- de George Weisz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Weisz en celui de Wise (M. Custeau);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Senneterre, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Larouche);

- de Serge Tucci, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Custeau);

- de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Myron Poplavsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Myron Poplove (M. Bellemare);

- de Robert Bernatchez, demandant l'adoption d'une loi pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale et scolaire sur le lot voisin dont il n'est pas propriétaire (M. Blanchard);

- de dame Oliva Plourde, supérieure provinciale de la province de Trois-Rivières de la congrégation des Filles de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite congrégation (M. Bellemare);

- de dame Henriette-Eugénie Starnes Larocque et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs le bail d'un immeuble, consenti par les susdits requérants (M. Bertrand);

- de Mid-Town Motor Sales Ltd. demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat de bail entre elle et les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Patrick Labelle (M. Caron);

- de Joseph Samson Kaplan, avocat, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à régulariser son admission à l'étude du notariat (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon, Matapédia);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Plourde);

- du Collège des chiropraticiens, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec (M. Boudreau);

- du Conseil supérieur de la chiropratique, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir la

reconnaissance professionnelle des chiropraticiens de la province de Québec (M. Chartrand);

- de Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Bertrand);

- de la Banque Royale du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte notarié passé entre la cité de Montréal et Globe Realty Corporation Limited (M. Somerville);

- de Régis Reader et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption légale de Joseph-Victor Dunn et changeant son nom en celui de Reader (M. Levesque);

- de dame Eileen Mary White et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits exécuteurs à faire des avances à même le capital de la succession de feu Douglas Watson Ogilvie (M. Somerville);

- de Irving Sam Margolese, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mark Irving (M. Blanchard);

- de la communauté des sœurs de Saint-Anne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie de Saint-David (M. Custeau);

- de Paul de Dongo, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la pratique du droit dans la province de Québec (M. Custeau);

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernatchez);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Hébert);

- de l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation et déterminant ses pouvoirs (M. Langlais);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);

- de la municipalité du village de Saint-Timothée, demandant l'adoption d'une loi concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited (M. Hébert);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Chalifour);

- de Joseph-Bruno Houde, connu sous le nom de Bruno Cyr, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat (M. Thibeault);

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la nomination des marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels (M. Thibeault);

- de Barnabas Vizkelety, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Thibeault);

- de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Albert Provost, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris (M. Thibeault);

- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);

- de Gaz provincial du nord de Québec ltée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de la Compagnie Paquet limitée, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'augmenter son capital-actions (M. Maltais);

- des exécuteurs testamentaires de la succession de feu Benjamin Cecil Fitch, demandant l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Insurance Company à payer à dame Shulamith Fitch l'argent retenu en dépôt (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Spence);

- de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon, Matapédia);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);

- de René Simard, en religion frère Pascal, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain (M. Bellemare);

- du Club Lemoyne incorporé de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration (M. Ladouceur);

- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de la succession de George R. Tylee, demandant l'adoption d'une loi déclarant ladite succession propriétaire absolu de certains immeubles (M. Blanchard);

- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);

- de Huibert Jacobus Vander Horst et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de First Christian Reformed Church (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, chancelier de l'Université de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke (M. Gérin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à payer une indemnité aux membres de cette commission (M. Desjardins);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi pour se faire déclarer propriétaires absolus et sans conditions de certains lots (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation et de verser une indemnité annuelle aux membres de cette commission scolaire (M. Blanchard);

- de Stanislas Wodnicki, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession dentaire (M. Custeau);

- de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Gagnon (Matane), Paquette; MM. Auger, Bellemare, Bernatchez, Brown, Cloutier, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Compton), Hébert, Lalonde, Maltais, Ouellet, (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Rochette, Rochon, Roy, Somerville, Spence, Turpin.

Nombre de membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Caron.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Dozois, Duplessis, Élie, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Leclerc, Prévost, Rivard, Sauvé; MM. Auger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Courcy, Custeau, Desjardins, Dionne, Ducharme, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Levesque, Maltais, Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Thibeault, Tremblay, Turpin.

Nombre de membres: 58.

Quorum: 15.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Cottingham, Élie, Gagnon (Matane), Labbé (Mégantic), Lorrain, Miquelon, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bellemare,

Bertrand, Blanchard, Chalifour, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Langlais, Lapalme, Lavallée, Maltais, Poulin, Rochon, Ross, Saint-Pierre.

Nombre de membres: 32.

Quorum: 12.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: M. Hébert.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Élie, Leclerc; MM. Bellemare, Boudreau, Earl, Hamel, Lafrance, Lapalme, Levesque, Poulin, Roy, Thibeault.

Nombre de membres: 15.

Quorum: 6.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Labbé (Mégantic); MM. Bellemare, Bernard, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Desjardins, Dionne, Earl, Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Hyde, Laberge, Lalonde, Levesque, Lizotte, Parent, Plourde, Rochette, Somerville, Thiberge, Thibeault.

Nombre de membres: 28.

Quorum: 10.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Dozois, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Prévost; MM. Bernatchez, Bertrand, Brown, Caron, Chartrand, Courcy, Desjardins, Dionne, Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Hébert, Jeannotte, Kirkland, Lavallée, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Samson, Somerville, Spence, Vachon.

Nombre de membres: 31.

Quorum: 12.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Jeannotte.

MM. Auger, Bernatchez, Boudreau, Cloutier, Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Galipeault, Ladouceur, Lalonde, Lavallée, Lizotte, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Raymond, Ross, Somerville, Thibeault.

Nombre de membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: M. Riendeau.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Duplessis, Élie, Labbé (Arthabaska), Leclerc, Miquelon; MM. Bernatchez, Brown, Chalifour, Chartrand, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Gagnon (Compton), Guillemette, Hamel, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lapalme, Larouche, Lavallée, Levesque, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Roy, Russel, Spence, Turpin, Vachon.

Nombre de membres: 37.

Quorum: 18.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Gagnon (Matapédia).

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé (Mégantic), Leclerc, Miquelon; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Cloutier, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Gérin, Guillemette, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Rochon, Saint-Pierre, Somerville, Théberge.

Nombre des personnes: 28.

Quorum: 14.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé (Arthabaska), Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Charbonneau, Desjardins, Earl, Gagnon (Matapédia), Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Laberge, Lapalme, Lavallée, Levesque, Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Ross, Roy, Théberge, Tremblay.

Nombre de membres: 29.

Quorum: 14.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Prêts
agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la conciliation entre
locataires et propriétaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 3 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Progrès scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Allocations aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Subvention spéciale pour Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du développement minier

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi concernant le développement minier dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la pollution des eaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Fonctions et traitement des juges

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Révision du Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Conseils du roi, de la reine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit

permis de présenter le bill 14 relatif aux Conseils du roi ou de la reine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hydro-Québec
et Beauharnois L. H. & P. Co.**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 concernant Hydro-Québec, Beauharnois Light, Heat & Power Company et l'accès par leurs employés à la petite propriété.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

Adopté.

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessaires par ses développements.

Adopté.

Progrès scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté.

**Allocations
aux mères nécessiteuses**

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

Adopté.

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

Adopté.

**Subvention
spéciale pour Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

Adopté.

**Loi du
développement minier**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi concernant le développement minier dans la province.

Adopté.

**Loi de la
pollution des eaux**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux.

Adopté.

Fonctions et traitement des juges

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges.

Adopté.

Révision du Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Maltais (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Maltais (Québec-Est) offre ses hommages à l'Orateur de la Chambre et remercie ses électeurs du comté de Québec-Est. Il témoigne ensuite son appréciation à l'honorable premier ministre (M. Duplessis). Le martyre du petit peuple hongrois, dit-il, héroïque et fier, s'il nous fait apprécier le prix de la liberté, nous incite aussi à mener une lutte sans répit contre les idéologies subversives du communisme athée, pervers et matérialiste. Le peuple hongrois demande notre aide et j'espère que tous les Québécois l'aideront.

Mon comté est un foyer patriotique brûlant, sanctuaire inviolable des valeurs les plus sacrées de notre foi catholique et de notre génie français. L'illustre circonscription de Québec-Est a toujours su puiser dans cette richesse de cœur et d'esprit qui la caractérise, l'inspiration sûre qui la guide dans les circonstances particulièrement décisives pour toute la nation. Éprise de progrès, mais farouchement attachée à la tradition, la vaillante population de mon comté ne s'est jamais départie, dans les moments critiques, d'une fière et puissante politique autonomiste. Le véritable sens des valeurs qu'on lui a inculqué, elle

l'a gardé intact, en dépit souvent de la confusion générale qui l'entourait.

Le phénomène le plus marquant de la dernière lutte politique a été la rupture complète opérée par un parti qui fut grand, le Parti libéral, avec sa tradition autonomiste. Québec-Est a compris, et c'est ce qui témoigne de son sens éminent de l'histoire, que le présent gouvernement est le véritable continuateur de cette grande tradition et qu'il se souvient bien de son illustre ancien député, Sir Wilfrid Laurier, qui proclama, en deux circonstances solennelles, les vérités suivantes:

"Le "home rule", chez nous, c'est l'autonomie provinciale.

"C'est un fait historique que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver à la province de Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupait sur le continent américain."

Il importe plus que jamais que les partis politiques du Québec se solidarisent sur la question fondamentale de l'autonomie provinciale. Les résultats de l'élection du 20 juin dernier indiquent clairement que le peuple du Québec est bien résolu à ne pas transiger en cette matière. L'autonomie provinciale, on ne saurait trop le répéter, est au-dessus des partis et des individus. Elle est située dans cette région intouchable où se retranchent les biens les plus précieux de la nation canadienne-française. On ne saurait impunément tenter de la mettre en brèche. C'est comme la réplique, à l'échelle de la nation, de l'instinct de conservation que l'on trouve chez l'individu. C'est ce que nous avons de plus cher en commun, parce que c'est la condition essentielle de la sauvegarde de nos droits, et parce que c'est en même temps la gardienne du bonheur de notre peuple. Je crois que c'est là d'ailleurs la leçon profonde qui se dégage du dernier appel au peuple.

La grande question de l'heure demeure donc celle de la répartition des droits de taxation entre les provinces et le gouvernement central. Car l'autonomie n'est qu'un vain mot, si elle est enchaînée par l'impuissance financière. Pour pouvoir l'exercer pleinement, il faut à la province l'argent nécessaire. Pour cela, il n'est que de respecter la Constitution qui a joint, comme il convenait, aux champs de législation provinciale, des champs de juridiction fiscale correspondants.

La politique des subsides est dangereuse et doit être écartée. Si les autres provinces ne se montrent pas aussi intransigeantes que le Québec et acceptent souvent et dans toutes matières, sans scrupule, des octrois fédéraux, c'est qu'elles n'ont pas, chacune d'elles, comme notre province, la

mission d'être gardienne d'une culture propre. Notre province n'est pas comme les autres, car elle est dépositaire d'un trésor social et culturel unique en Amérique, et elle ne peut consentir à être administrée à même les fonds perçus en trop par Ottawa et distribués par lui pour des fins provinciales.

En 1887, Sir Wilfrid Laurier déclarait: "C'est un principe tout à fait faux que celui d'après lequel un gouvernement perçoit les revenus et un autre gouvernement les dépense." En effet, les droits, en réalité, suivent l'argent. La politique des subsides, temporaire d'abord, tend par la force des choses, autant que par la raison d'État, à devenir permanente. Aujourd'hui, elle est sans condition. Demain, elle apparaîtra avec des conditions plus ou moins voilées. Quand l'habitude a rendu cette politique plus facile et a atténué aux yeux du public les menaces qu'elle porte, il y a une tentation véritable de s'enhardir dans cette voie, croyant que personne ne songera à protester.

En cette jeune seconde moitié du XX^e siècle, cette tentative de désagrégation graduelle du bloc solide que présentaient autrefois les Canadiens français en face des empiétements du pouvoir central, nous prépare, si nous n'y prenons garde, les pires déceptions pour les générations futures. Pour assurer l'avenir, il faut de toute nécessité entraîner la jeunesse à suivre l'exemple des aînés et à faire passer les principes avant cet appât de l'argent, tendu sans cesse par les puissances centralisatrices et assimilatrices. De cette seule façon, les jeunes pourront-ils suivre leur exemple? Les aînés de la nation, qui ont vécu au milieu d'une tradition autonomiste, forte et vigilante, et qui ont participé aux grandes luttes pour la consolidation du pacte confédératif, ont réussi jusqu'à présent à garder le peuple en général dans la voie de la fidélité, de la loyauté et de la fierté. L'exemple qu'ils nous ont donné doit nous inspirer et nous guider.

C'est, sans doute, un fait que l'histoire enregistrera, qu'en ces dernières années la quasi-unanimité qui a toujours régné dans la province, sur cette question cruciale de l'autonomie provinciale, a été assaillie par des agents inconscients des forces hostiles à notre merveilleuse individualité ethnique. Il y a lieu vraiment de s'étonner et de s'indigner d'un tel état de choses.

Il faut se rappeler sans cesse que la province de Québec est l'une des régions les plus riches au monde. Remercions la Providence qui l'a voulu ainsi. Québec a tout ce qu'il faut pour progresser et se développer au rythme de l'ère moderne, pour donner à sa jeunesse, et à tous les degrés, une

éducation à la taille de notre temps, et à toutes les classes de la société le bien-être auquel elles aspirent. La province de Québec ne demande pas de faveurs. Elle veut seulement que ses enfants aient du cœur et elle demande aux autres le respect de ses droits les plus sacrés. Je ne crois pas qu'il faille se décourager. La situation générale et les lignes de forces qui se dessinent permettent d'envisager l'avenir avec optimisme. Le peuple est sur ses gardes et il vient de le prouver en maintenant au pouvoir une équipe alerte, vigilante, conduite par le véritable champion de l'autonomie provinciale, le premier ministre, qui n'a pas craint, en face des usurpations fédérales, de prendre l'offensive et d'exercer les pouvoirs de taxation que la Constitution accorde aux provinces pour des fins provinciales.

En décrétant un impôt provincial direct sur les revenus, il a ouvert la voie au règlement de tous les nouveaux problèmes qui surgissent dans les relations fédérales-provinciales. Il s'est manifesté, une fois de plus, comme un homme de vision et un grand chef politique. Il est réconfortant de constater que la population du Québec reste fortement attachée à ses institutions et à ses traditions et respecte les droits des minorités, ce qui démontre la grandeur d'âme du peuple, sa noblesse de sentiments et son profond humanisme chrétien.

Le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour aider l'agriculture, notamment le crédit agricole qui a permis aux cultivateurs de se préparer à la mécanisation des fermes, l'électrification rurale qui a constitué la loi du crédit agricole, et ensuite, l'Office des marchés agricoles, qui permettra le progrès et la prospérité de la classe agricole. Pour favoriser le développement minier, le gouvernement a fondé un ministère des mines et construit une école spécialisée, tout en accordant de nombreuses bourses d'études. Il a également établi un vaste réseau routier et construit 1,500 ponts. Le gouvernement a aussi travaillé à l'amélioration de la santé publique, particulièrement pour combattre efficacement la tuberculose et pour venir en aide aux malades nécessiteux et aux malades mentaux.

Dans le domaine de l'éducation, le gouvernement a fait un effort splendide et colossal depuis 1944. Il a pris des mesures pour aider l'enseignement à tous les paliers. Le gouvernement, par ses octrois plantureux, a encouragé les institutions privées pendant qu'il donnait une expansion sans précédent à celles qui dépendent de l'État. L'enseignement primaire, qui constitue la base de tout notre système d'éducation, a bénéficié d'une attention particulière. La construction d'écoles

nouvelles, l'extinction des dettes des commissions scolaires et l'amélioration sensible et constante des salaires des instituteurs et des institutrices témoignent énergiquement en faveur du gouvernement actuel. Du 31 mars 1955 au 25 février 1956, le gouvernement a consacré, pour l'instruction primaire seulement, la somme de plus de \$48,000,000. En 10 ans, soit depuis la fondation du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, une somme de plus de \$71,000,000 a été investie dans l'enseignement spécialisé et la formation professionnelle des générations montantes vers ce brillant avenir industriel qui s'ouvre devant elles.

En 1955-1956, un relevé statistique démontrait que la part de l'État provincial pour l'éducation professionnelle atteignait 97 %, comparativement à 3 % que fut celle de l'État fédéral, en dépit du fait que celui-ci perçoit 77 % de tous les revenus. De 1946 à 1956, 55,909 bourses ont été remises par le ministère de la Jeunesse, totalisant la somme de \$8,456,000, et ceci, à l'exclusion des milliers de bourses accordées par les autres ministères¹. De 1941 à 1945, à l'époque des subsides, le gouvernement libéral du temps accordait 3,211 bourses, pour un total de \$729,000 environ.

Pour la même période, soit de 1946 à 1950, au temps de l'autonomie et de l'opposition à la politique des subsides, le gouvernement actuel accordait 16,994 bourses, pour un montant de \$2,278,000. Nos collègues classiques, de 1945 à 1956, ont reçu plus de \$10,000,000. De 1945 à 1956, l'État provincial, qui ne retire pourtant que 23 % des revenus, a versé aux universités environ \$50,000,000, et les estimés budgétaires, pour l'exercice financier 1956-1957, prévoient une somme de près de \$80,000,000 pour l'éducation. En 1955-1956, cinq universités de la province: Laval, Montréal, McGill, Bishop's College et Sir George Williams, ont reçu du gouvernement de l'Union nationale près de \$14,000,000 de subventions, soit \$13,520,018.26, et cela, en une seule année.

Suivant le relevé statistique fait en 1951 par le ministère de la Jeunesse, alors que l'Ontario consacrait cette année-là 17 % de son budget à l'éducation, celui de Québec s'élevait à 23 %. La province de Québec est celle qui investit le plus pour l'éducation et son épanouissement, la culture. Toutes ces initiatives ont nécessité des investissements considérables qui ont été faits tout en diminuant la dette provinciale qui est la plus basse, par tête, de toute la Confédération. Voilà comment l'Union nationale comprend son devoir et remplit ses obligations dans le domaine vital de l'enseignement,

toujours en dépit du fait qu'il est frustré d'une grande partie de ses revenus par le gouvernement fédéral, qui s'arroge le droit de faire le grand seigneur, de distribuer des cadeaux en se servant des surplus de revenus qu'il vient arracher aux contribuables de la province de Québec.

On ne saurait résumer en une si brève période la prestigieuse œuvre de l'Union nationale accomplie après avoir jeté à travers la province les bases d'un rajustement général aux exigences de la vie moderne et aux fières destinées du peuple du Québec. L'Union nationale a porté son effort vers une législation de plus en plus moderne, avec les mesures de sécurité sociale, la législation syndicale, l'une des plus avancées au monde, la loi d'aide à l'habitation et combien d'autres lois d'avant-garde qui vont porter la province de Québec au rang auquel elle a droit d'aspirer dans la Confédération, c'est-à-dire au premier rang.

(Applaudissements)

M. Johnston (Pontiac)² félicite l'Orateur de la Chambre de son élection, rend hommage au premier ministre et lui exprime de la gratitude pour avoir toujours bien accueilli les demandes de ses électeurs. Il félicite également le premier ministre et le gouvernement qui, dit-il, traitent la minorité de langue anglaise avec une équité qui pourrait bien servir d'exemple aux autres provinces, y compris la province de l'Ontario. J'ai été élu par une majorité de 3,700 voix, la plus considérable dans toute l'histoire du comté. C'est dû à la tolérance et à l'esprit de justice du gouvernement envers la minorité anglaise³. Mon adversaire, lui, a perdu son dépôt.

Le présent gouvernement de la noble province de Québec est véritablement un gouvernement du peuple. Le résultat des dernières élections prouve qu'il a la confiance de la population à un degré sans précédent. Qu'il me soit permis d'offrir au chef du gouvernement et à ses collègues mes félicitations pour leur éclatante victoire. Ce fut l'un des plus grands triomphes de notre premier ministre dont les belles qualités de cœur et d'esprit ont été reconnues par le peuple de la province.

En ces jours où le communisme menace le monde libre, il est réconfortant de constater que le peuple de la province de Québec a de nouveau accordé sa confiance au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et réélu son gouvernement avec une majorité accrue. Alors que la menace de la Russie soviétique et de ses satellites devenait plus grande, il y a déjà quelques années,

notre premier ministre se rendit compte de la situation. C'est alors qu'il se fit le champion de la démocratie en organisant le développement de nos immenses ressources naturelles, telles que le fer, le titane, l'aluminium et les pouvoirs hydroélectriques.

Il voulut que ce grand développement se fasse sous le signe de l'entreprise privée et prit des mesures pour que les droits du peuple de la province de Québec soient adéquatement sauvegardés. Notre premier ministre fut l'un des premiers à reconnaître que le meilleur moyen de combattre la menace communiste était de développer nos ressources naturelles. Les hommes d'affaires, les industriels et les leaders dans le monde de la finance, ont confiance dans le gouvernement de Québec. C'est une des raisons qui font que la province de Québec vient décidément d'entrer dans son âge d'or. D'autres provinces ont suivi l'exemple du Québec dans ce domaine, de même qu'elles ont adopté la ligne de conduite du gouvernement de Québec dans la protection de l'entreprise privée, dont les succès sont une excellente protection contre la menace rouge.

Je manquerais à mon devoir si je n'attirais pas l'attention sur la paix dont nous jouissons au Canada. Il suffit de songer à la destruction brutale de la liberté du peuple hongrois, par les Russes, pour se rendre compte que le communisme est un grand mal. Dans la province de Québec, nous ne serons jamais les dupes des Russes. Il y a déjà près de 19 ans que le gouvernement a fait voter la loi du cadenas et qu'elle est en force. Je félicite le premier ministre d'avoir mis en vigueur, dès 1937, cette loi, pour cadenasser une maison qui, de l'avis des autorités, est peut-être un centre de propagation communiste. À titre de député de langue anglaise, je puis vous dire que le comté de Pontiac a toujours combattu le communisme, et j'ai l'assurance de parler au nom de toutes les races et de toutes les religions qui se trouvent dans ma circonscription.

Je suis fier d'annoncer que la partie du pont de l'Île aux Allumettes, relevant de la province de Québec, sera terminée d'ici un mois. Je félicite le premier ministre et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) du fait que la travée à être construite par Québec sera la première des quatre travées à être complétée. Le premier ministre est venu dans notre comté, lors de l'inauguration des travaux du nouveau pont interprovincial qui relie l'Île aux Allumettes à la province d'Ontario. J'aimerais à rappeler que, lors de la récente élection, il y avait 59 bureaux de votation dans Pontiac, et que le candidat de l'Union nationale a été victorieux dans

58 de ces polls. L'une des raisons de cette victoire est que, lors de l'inauguration du pont, l'an dernier, le premier ministre a déclaré qu'il poursuivrait les travaux dans le domaine routier et que, si cela était nécessaire, des écoles et des ponts seraient construits. Nos adversaires ont ri, mais cela ne leur a rien rapporté. Le premier ministre a rempli sa promesse. Pontiac a reçu le traitement le plus généreux dans son histoire et cela s'applique à tout l'ouest du Québec en général.

Les principales industries de mon comté sont l'agriculture, le bois et les mines. Ce sont trois industries florissantes. Notre population vit dans la paix et l'harmonie. Des améliorations considérables se manifestent dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il n'y a pas de chômage dans mon comté. Je tiens à rappeler les progrès des mines découvertes dans mon comté. Grâce aux efforts du premier ministre, du ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) et du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), la Picands Mathers, de Duluth, et The Steel Company of Canada, sont à construire une usine de \$15,000,000 pour le traitement des gisements de fer du canton Bristol. Nous avons une excellente main-d'œuvre, des ressources considérables et du pouvoir hydroélectrique en abondance. J'ai l'assurance que des industries de toutes sortes garantiront la prospérité future du comté de Pontiac.

Je tiens également à féliciter le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) pour la diminution de la mortalité maternelle et infantile dans Pontiac. En éducation, Québec a trois universités importantes: McGill, Montréal et Laval. Nos diplômés sont demandés partout. L'éducation secondaire progresse de même que l'enseignement spécialisé qui prépare les jeunes à occuper les postes de commande dans l'industrie. Je félicite le gouvernement pour l'aide qu'il apporte à l'enseignement protestant.

Je suis heureux de voir la grande prospérité qui règne dans la province de Québec sous le présent gouvernement. Le chômage est pratiquement inexistant dans la province de Québec. Plus de 8,000 industries nouvelles ont été établies chez nous depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et on en construit toujours davantage; d'autres se préparent à venir chez nous⁴. D'ici quelques années, notre province occupera une situation dont on n'aura même jamais pu rêver.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le proposeur et le second de l'adresse. Le

député de Québec-Est (M. Maltais), dit-il, a fait un discours qui le place au rang des orateurs les plus remarquables qui se soient fait entendre en cette Chambre. Il a parlé comme un homme sincère et un véritable patriote. Ses déclarations ont dû réjouir les autonomistes dignes de ce nom, et tout particulièrement, par delà la tombe, Sir Wilfrid Laurier. Le député de Pontiac (M. Johnston) est, quant à lui, de beaucoup le meilleur député que ce comté ait jamais eu.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il me fait d'autant plus plaisir de voir la Chambre adopter cette motion, qu'on a besoin de se préparer soigneusement pour trouver des raisons de critiquer le gouvernement.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10 du chapitre 72 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 15 novembre 1956		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
3.	Agriculture: Achat de graines pour semences du printemps de 1956 par les cultivateurs de certains comtés du Bas-Saint-Laurent (A. C. No 201, du 7 mars 1956)	\$ 100,000.00	\$ 100,000.00
1.	Agriculture: Travaux de drainage..... (A. C. No 861, du 22 août 1956)	2,400,000.00	1,035,413.93	1,364,586.07
		\$ 2,500,000.00	\$ 1,135,413.93	\$1,364,586.07

Département des Finances, Bureau de l'auditeur

Québec, le 15 novembre 1956

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

(Document de la session no 5)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Imprimeur de la Reine

L'honorable M. Prévost (Montmorency) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine indiquant le nombre d'exemplaires des lois de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps

administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des lois de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 14 novembre 1956
(Document de la session no 6)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* du 16 novembre 1956, à la page 24, avance plutôt le chiffre de \$48,456,000.

2. *Le Montréal-Matin* du 16 novembre 1956, à la page 9, mentionne que le député s'est exprimé en anglais et qu'il a longuement été applaudi. *La Patrie* du 16 novembre 1956, à la page 4, rapporte qu'il s'agit de la seconde fois, depuis qu'il a été élu député de Pontiac, que Raymond Thomas Johnston est choisi pour appuyer l'adresse en réponse au discours du trône.

3. Les journaux ne s'entendent pas sur le nombre de voix de majorité obtenu par M. Johnston. *Le Soleil* du 16 novembre 1956, à la page 30, rapporte 2,700 voix, tandis que *L'Action catholique* du 16 novembre 1956, à la page 18, mentionne 3,700. Il s'agit en fait de 3,769 voix (6,201 pour Johnston et 2,432 pour le candidat libéral Eldon Joseph Keon). *Les résultats électoraux depuis 1867*, Québec, Assemblée nationale, 1995, à la page 215.

4. *Le Quebec Chronicle* du 16 novembre 1956, à la page 2, avance plutôt le chiffre de 6,000 industries.

Séance du mardi 20 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Magdeleine Ally-Degré, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de pratiquer l'art dentaire (M. Thibeault);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'imposition d'une taxe foncière sur les propriétés de la Canadian International Paper (M. Ducharme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Port-Alfred, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de Milos Paunovic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Custeau);

- de la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle pour le président et les commissaires (M. Jeannotte);

- de la ville de Beauceville-Est et les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernatchez);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de l'"Union-Vie" (M. Bernard);

- de Samuel Solnik De Abravanel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des

chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Rochette);

- de Candiac Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Normandie (M. Pouliot, Laval);

- des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation à changer son nom en celui de l'"Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu" (M. Pouliot, Laval);

- de l'asile du Bon-Pasteur de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Les sœurs du Bon-Pasteur de Québec" (M. Cloutier);

- de la paroisse de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Repentigny" (M. Chartrand);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);

- de Côte-des-Neiges Investments Ltd. demandant l'adoption d'une loi confirmant des titres et droits de propriété de certains immeubles (M. Thibeault).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation du village de Rock Island, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guérin);

- de la corporation de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Raymond);

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la ville de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de Marie-Isabelle-Violette-Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier (M. Blanchard);

- de Gertrude Louise Short et autres, demandant l'adoption d'une loi donnant certains pouvoirs pour l'administration des biens de la substitution créée par le contrat de mariage de Thomas F. Davidson et de son épouse (M. Russel);

- de Trafalgar School for Girls, demandant l'adoption d'une loi afin d'augmenter le nombre de ses gouverneurs (M. Caron);

- de Adrian Popovici, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la profession d'avocat (M. Custeau);

- de George Weisz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Weisz en celui de Wise (M. Custeau);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Senneterre, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Larouche);

- de Serge Tucci, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat (M. Custeau);

- de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville);

- de Myron Poplavsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Myron Poplove (M. Bellemarre);

- de Robert Bernatchez, demandant l'adoption d'une loi pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale et scolaire sur le lot voisin dont il n'est pas propriétaire (M. Blanchard);

- de dame Oliva Plourde, supérieure provinciale de la province de Trois-Rivières de la congrégation des Filles de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite congrégation (M. Bellemarre);

- de dame Henriette-Eugénie Starnes Larocque et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs le bail d'un immeuble, consenti par les susdits requérants (M. Bertrand);

- de Mid-Town Motor Sales Ltd. demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat de bail entre elle et les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Patrick Labelle (M. Caron);

- de Joseph Samson Kaplan, avocat, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à régulariser son admission à l'étude du notariat (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Gagnon, Matapédia);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Plourde);

- du Collège des chiropraticiens, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec (M. Boudreau);

- du Conseil supérieur de la chiropratique, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens de la province de Québec (M. Chartrand);

- de Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat (M. Bertrand);

- de la Banque Royale du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte notarié passé entre la cité de Montréal et Globe Realty Corporation Limited (M. Somerville);

- de Régis Reader et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption légale de Joseph-Victor Dunn et changeant son nom en celui de Reader (M. Levesque);

- de dame Eileen Mary White et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits exécuteurs à faire des avances à même le capital de la succession de feu Douglas Watson Ogilvie (M. Somerville);

- de Irving Sam Margolese, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mark Irving (M. Blanchard);

- de la communauté des sœurs de Saint-Anne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie de Saint-David (M. Custeau);

- de Paul de Dongo, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la pratique du droit dans la province de Québec (M. Custeau);

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernatchez);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);
- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Hébert);
- de l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation et déterminant ses pouvoirs (M. Langlais);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Samson);
- de la municipalité du village de Saint-Timothée, demandant l'adoption d'une loi concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited (M. Hébert);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);
- de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente (M. Chalifour);
- de Joseph-Bruno Houde, connu sous le nom de Bruno Cyr, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat (M. Thibeault);
- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la nomination des marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels (M. Thibeault);
- de Barnabas Vizkelety, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit (M. Thibeault);
- de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- de Albert Provost, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris (M. Thibeault);
- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Jonquière-Kénogami);
- de le Gaz provincial du nord de Québec Itée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);
- de la Compagnie Paquet limitée, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'augmenter son capital-actions (M. Maltais);
- des exécuteurs testamentaires de la succession de feu Benjamin Cecil Fitch, demandant l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Insurance Company, à payer à dame Shulamith Fitch l'argent retenu en dépôt (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Spence);
- de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagnon, Matapédia);
- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Larouche);
- de René Simard, en religion frère Pascal, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain (M. Bellemare);
- du Club Lemoyne incorporé de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration (M. Ladouceur);
- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la succession de George R. Tylee, demandant l'adoption d'une loi déclarant ladite succession propriétaire absolu de certains immeubles (M. Blanchard);
- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet, Saguenay);
- de Huibert Jacobus Vander Horst et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de First Christian Reformed Church (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, chancelier de l'Université de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke (M. Gérin);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à payer une indemnité aux membres de cette commission (M. Desjardins);
- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts,

demandant l'adoption d'une loi pour se faire déclarer propriétaires absolus et sans conditions de certains lots (M. Blanchard);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation et de verser une indemnité annuelle aux membres de cette commission scolaire (M. Blanchard);

- de Stanislas Wodnicki, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession dentaire (M. Custeau);

- de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Somerville).

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 15 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Saint-Maurice)¹ se lève. (Longs applaudissements)

Il rend d'abord hommage à l'Orateur en formulant les vœux pour qu'il mette au service de la Chambre, précise-t-il, une vaste intelligence, un sens juridique profond et une impartialité indéfectible.

Par la suite, il fait les compliments d'usage aux électeurs du comté de Saint-Maurice qui, déclare-t-il, malgré toutes les pressions dont ils ont été l'objet, ont considéré que la liberté avait ses droits dans la province de Québec et qu'elle valait la peine d'être défendue.

Parlant du député de Québec-Est (M. Maltais) proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, il dit craindre que bientôt ne tombent ses illusions, comme les feuilles mortes de l'automne.

Quant au député de Pontiac (M. Johnston), secondaire de l'adresse, il est un gentleman élu dans son comté en dépit de son parti, dit-il.

Je déplore l'absence forcée du chef de l'opposition (M. Lapalme) retenu chez lui par la maladie. Il a dû subir une intervention chirurgicale sérieuse. Il est menacé d'en subir une deuxième. Il peut compter sur la loyauté de tous ses députés, en ces heures où la maladie le retient loin d'eux. Et je crois me faire l'interprète de la Chambre en lui souhaitant un prompt rétablissement. Je remercie également les députés de mon parti de l'honneur redoutable qu'ils m'ont confié en me désignant pour diriger les forces de l'opposition en attendant le retour du chef de l'opposition.

Il rend ensuite hommage au Souverain Pontife qui s'est porté à la défense du peuple hongrois et exprime sa grande tristesse de voir que l'ours moscovite a de nouveau appesanti sa patte sur le valeureux peuple hongrois.

Je veux prouver que le régime actuel, dans la province de Québec, est une faillite, un fiasco presque monumental, dans tous les domaines de l'administration, dit-il.

Pour apprécier à sa juste valeur la réélection de nos adversaires lors des élections du 20 juin, il faut tenir compte de deux choses: l'étendue de leur pouvoir et la valeur de leur autorité. Tout le monde sait qu'il faut faire une distinction entre le pouvoir et l'autorité. Le pouvoir peut, à certains moments, être basé sur la force, sur l'astuce, sur le vol. Nous avons vu ces faits dans les pays d'Europe et aussi dans les pays d'Amérique. Ce n'est pas notre intention de contester le pouvoir du gouvernement actuel, mais c'est mon devoir d'affirmer que son autorité n'est pas à la hauteur de son pouvoir.

L'autorité repose sur la confiance, qui est elle-même basée sur la compétence, l'intégrité, l'impartialité, la justice. Pour l'apprécier, il faut tenir compte des moyens employés pour la conquérir et du nombre des citoyens qui ont refusé leur confiance au gouvernement malgré les moyens employés. En fait, 48.5 % des électeurs ont refusé leur confiance au gouvernement. Quant aux moyens employés pour obtenir les votes des 51.5 % qui restent, je ne les apprécierai pas d'après mon propre jugement, qu'on pourrait attribuer à l'amertume ou à une sévérité excessive. Je citerai plutôt quelques extraits d'une étude dans un article du mois d'août faite par des sociologues, deux prêtres professeurs avertis de l'Université Laval, après la dernière campagne électorale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avertis par qui?

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le premier ministre veut critiquer cette déclaration dans son discours de tout à l'heure, c'est son droit. Mais je considère de mon devoir d'en dire un mot.

Le chef intérimaire de l'opposition² (M. Hamel) cite alors deux passages de la déclaration Dion-O'Neill³, où il est dit que les régimes totalitaires ont besoin de mythes pour conserver le pouvoir et que l'anticommunisme est une arme dont se servent parfois même les cabotins et les voyous.

Certaines personnes, poursuit-il, même parmi nos amis, nous ont demandé pourquoi nous ne contestions pas l'élection. C'est une question sérieuse, à laquelle il est de mon devoir de répondre. Les raisons qui nous ont empêchés de contester l'élection sont de deux ordres: ordre judiciaire et ordre financier. Tous les litiges en matière d'élections relèvent des tribunaux provinciaux. Or, quatre expériences ont été faites. Dans le premier cas, la cour a déclaré que 12 individus accusés de port d'arme offensive travaillaient pour un candidat et faisaient un travail parfaitement honnête et légal. Une autre plainte a été portée contre deux individus accusés d'avoir troublé la paix et d'avoir volé une boîte de scrutin. C'est un avocat de la couronne, dont le nom apparaît dans les *Comptes publics*, qui poursuivait.

Le juge, après avoir accordé cinq ajournements à la couronne, en a refusé un sixième et je blâme la réaction même de la loi électorale qui prévoit des échappatoires. En conséquence, les individus ont été libérés. Dans un troisième cas, la cour a décidé que la loi, telle que faite, ne permettait pas de comparer le cahier de votation avec le nombre de bulletins donnés. Impossible par conséquent de découvrir qu'il y avait plus de bulletins que d'électeurs inscrits. Une quatrième expérience a été faite quand une personne a été arrêtée pour télégraphe ou pour personification à Trois-Rivières. La cour a déclaré qu'en vertu de la loi telle que faite, c'est le scrutateur en fonction, c'est-à-dire nommé par l'Union nationale, qui seul peut porter plainte. Après ces expériences, quel est le candidat ou l'électeur qui n'eût pas hésité à risquer des milliers de dollars dans une contestation?

En certains milieux, on a reproché au Parti libéral d'avoir fait alliance avec d'autres groupes. On aura tout vu. Au moment où l'on nous reprochait ces alliances, on a vu l'Union nationale s'allier avec des fascistes et des nazis. Comme si nos collaborateurs pouvaient être la cause de notre insuccès! Ceux qui nous ont empêché de gagner l'élection seraient précisément ceux qui ont voté pour nous! Toutes ces

explications fautives n'avaient pas d'autre but que celui de cacher les causes fondamentales du résultat de l'élection. Je rappelle que les déclarations des deux sociologues dont j'ai parlé précédemment ont été critiquées sévèrement dans certains milieux et je m'étonne que "ces milieux" soient ceux de la crèche et de la pègre.

Si je reviens aux causes de l'insuccès libéral à l'élection du 20 juin, je peux en citer quelques-unes. Premièrement, la pression économique et politique par la distribution discrétionnaire des fonds publics; deuxièmement, la pression économique et politique que le gouvernement est en mesure d'exercer sur ceux qui exploitent les ressources naturelles de la province; troisièmement, la pression d'une caisse électorale gigantesque imposée aux contracteurs sans soumissions; quatrièmement, l'action d'un grand nombre d'énumérateurs qui sont devenus par la suite des organisateurs politiques au service du gouvernement; et, cinquièmement, l'action de tous les bénéficiaires des tolérances qui ont mis au service du gouvernement leur personne, leur personnel et leur argent.

Je rappelle qu'on a parlé de salade politique en appliquant cette épithète au Parti libéral, durant l'élection générale. C'était au moment où l'Union nationale avait à ses côtés des fascistes et des nazis reconnus qui, au cours de la dernière guerre, ont été soupçonnés d'entretenir des relations avec l'ennemi commun. Il était pour le moins indécent de parler de cela, sachant comment, dans l'Union nationale, on était entouré de tous ces gens bien connus.

Il (M. Hamel) passe ensuite aux questions économiques qui intéressent la province de Québec et il rappelle que le discours du trône lui donne le droit d'en parler abondamment.

Je vais démontrer, dit-il, que le régime actuel a été une faillite monumentale dans tous les domaines. Il cite alors de nombreuses statistiques démontrant que, sous l'Union nationale, la valeur des terres a diminué.

D'abord en agriculture: en 1943, la valeur des terres dans le Québec était de \$58 l'acre et, depuis, elle n'a augmenté que de 44 %, tandis que, pour la même période, l'augmentation a été de 82 % dans tout le Canada, précise-t-il. Seule la province de Québec n'a pas suivi l'évolution générale dans ce domaine, et c'est probablement pourquoi on a vu le nombre de terres diminuer de plus de 20,000. Il y a eu une diminution dans le prix des vaches laitières et la province de Québec, qui dans ce domaine occupait la première place en 1943, est passée au huitième rang en 1953. La situation est la même dans la

production du tabac et dans la production des animaux à fourrure.

Il attribue ces diminutions à l'incohérence qui existe au ministère de l'Agriculture où le ministre ne s'entend pas avec son collègue de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) et même avec son propre sous-ministre. On constate ce chaos depuis quelques années, dit-il. Pendant que l'honorable ministre de la Colonisation réclame chaque année \$10,000,000 pour la colonisation, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Barré) déclare, au Vatel, qu'il n'y a plus de terres arables dans la province. Dans le même discours, ce dernier blâme Ottawa pour l'état dans lequel se trouve l'agriculture québécoise. Mais M. René Trépanier demande au fédéral de continuer sa politique de soutien des prix agricoles qui a sauvé l'agriculture québécoise. Les violons ne s'accordent pas. C'est dans Québec que le cultivateur est le plus endetté. Le gouvernement a beau se vanter de faire progresser la province à pas de géant, la vérité c'est que, au point de vue agricole, en particulier, le Québec a grandement rétrogradé depuis l'administration de l'Union nationale.

La situation est la même dans le domaine des pêcheries. Alors que toutes les provinces intéressées à la pêche ont augmenté leur production, chez nous, il y a eu une diminution qui s'est traduite par une baisse de \$136,509.

La production industrielle a également subi une baisse dans notre province. L'augmentation de la production, dans le Québec, ne suit pas la courbe ascendante des autres provinces, avec la conséquence que les salaires des ouvriers sont plus bas qu'ailleurs et que la province française est plus sensible au chômage et aux crises économiques que toutes les autres provinces du Canada, dit-il. Il y a ici trois fois plus de faillites que dans le reste du pays et la taxe sur le capital est de 100 % plus élevée au Québec qu'en Ontario. Un autre résultat de ces diminutions, c'est que le gouvernement de Québec doit taxer davantage les contribuables. Nos taxes provinciales sont les plus élevées au Canada. L'ensemble de la situation économique démontre l'incompétence du gouvernement qui dirige ses destinées et prouve clairement que nous perdons du terrain dans la Confédération.

C'est là le plus grand danger que court l'autonomie de notre province. C'est à cause de sa position économique inférieure qu'au moment de la conférence fédérale-provinciale d'Ottawa qu'on a convenu de payer à la province de Québec une péréquation de \$42,000,000, ce qui prouve que Québec est passée au rang des provinces pauvres.

J'ajoute que ces faits ont des conséquences sociales inquiétantes et ils prouvent que pour combattre le communisme, il faut des faits et non pas des slogans électoraux. Je reproche au gouvernement d'avoir laissé une trentaine de communistes militants se présenter aux élections générales, d'avoir accepté leur dépôt, et de leur avoir ainsi fourni une tribune pour exposer leurs idées subversives.

Dans la province de Québec, la petite propriété, qui est un élément de stabilité et d'ordre nécessaire à la vie normale de la famille, est moins nombreuse que dans les autres provinces de la Confédération. Actuellement, 48.5 % seulement de nos chefs de famille sont propriétaires, à comparer avec 69 % en Ontario, d'après les statistiques de 1951, les dernières que nous ayons. En 1941, dans la province de Québec, les 53.9 % des chefs de famille étaient propriétaires. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard où il y a eu diminution de 0.4 % pour s'établir à 80.6 %, seule la province de Québec a connu une diminution du pourcentage de chefs de famille propriétaires de leur logement: diminution de 5.4 %. Dans ce domaine, comme dans d'autres, la province, au lieu d'enregistrer des gains, connaît un malheureux recul. Est-ce cela qu'on appelle progresser à pas de géant? Comment se fait-il que le gouvernement n'ait pas soutenu davantage la petite propriété?

La diminution enregistrée peut avoir des conséquences néfastes considérables aux points de vue municipal et scolaire. Car la caisse des corporations municipales et scolaires s'alimente particulièrement à l'impôt foncier. Municipalités et commissions des écoles sont obligées de contracter des emprunts. De 1887 à 1946, soit en 79 ans, nos corporations scolaires s'étaient endettées d'environ \$90,000,000. Entre 1946 et le 15 novembre 1956, soit en neuf ou 10 ans, elles ont dû contracter pour \$212,000,000 de nouvelles dettes. Les dettes municipales et scolaires sont plus élevées dans le Québec que dans toutes les autres provinces. Les corporations municipales et scolaires sont dans une très mauvaise posture financière. Elles se sont plus endettées, de 1946 à 1955, que de 1867 à 1946. La dette scolaire *per capita* de Québec est devenue la plus élevée de la Confédération.

Si les commissions scolaires, en particulier, ont reçu beaucoup plus sous l'administration actuelle et qu'elles se sont également endettées davantage, ce n'est pas à la gloire de cette dernière. Si tout va si bien qu'on le dit du côté de la droite, pourquoi voit-on des écoles qui sont obligées de fermer leurs portes, pourquoi rapporte-t-on que, dans certains

centres, les instituteurs n'ont reçu que la moitié de leur salaire depuis septembre? Le temps est arrivé de se réveiller. Il me semble que le gouvernement devrait réunir tous les cerveaux de l'administration et leur poser la question: Comment cela se fait-il que ça aille mal partout?

Nos corporations municipales et scolaires sont obligées de consacrer pour l'extinction de leurs dettes une proportion plus considérable de leur budget. Comment cela peut-il se faire? Alors que les salaires des instituteurs et des institutrices du Québec sont moins élevés que ceux qui sont payés partout ailleurs dans la Confédération! Alors que nos religieux et nos religieuses, qui consacrent leur vie à l'enfance, reçoivent des traitements de 30 % à 40 % inférieurs à ceux des laïcs! Alors que le gouvernement affirme que le Québec traverse la période de prospérité la plus formidable qui soit, et que la province avance à pas de géant dans la voie du progrès! Nous voyons des enfants incapables d'aller à l'école parce que les autorités ne sont pas capables de payer nos institutrices. Malgré cela, le gouvernement se vante d'avoir donné 10, 100 et 1,000 fois plus que les libéraux dans le domaine scolaire.

En me basant sur les journaux, je m'étonne de voir qu'à Laval-des-Rapides un entrepreneur a dépensé \$92,000 pour une école en construction et que la commission scolaire ne lui a pas encore donné un sou, de voir que des demi-salaires ont été payés à des institutrices de la région de Chicoutimi, qu'à Rapides-des-Chênes et à Pointe-Gatineau, des religieux n'ont pas été payés depuis septembre et que des instituteurs mariés n'y ont reçu que la moitié de leur salaire. D'ailleurs la Commission scolaire d'Hudson a été obligée de fermer les portes de son école à 350 enfants catholiques parce qu'elle n'avait pas suffisamment d'argent. Selon le gouvernement, on a dépensé pour l'éducation 10 fois, 100 fois, 1,000 fois, 1,800 fois plus que du temps des libéraux. Je réponds à cela: C'est la preuve évidente de l'incompétence du gouvernement actuel puisqu'avec des montants aussi considérables, il n'a pas été capable d'empêcher une situation aussi tragique de se produire.

Comment cela se fait-il? Il n'y a pas de mystère. Il ne suffit pas seulement d'examiner le montant donné pour avoir l'explication, mais la façon dont on le donne. Dans 50 % des cas, l'argent obtenu du gouvernement est le fruit du marchandage. Les commissions scolaires ne peuvent jamais savoir à l'avance ce qu'elles obtiendront et elles doivent compter sur le bon vouloir du gouvernement de

Québec. Je peux citer le cas d'Hudson: le gouvernement a commencé par offrir \$7,000 à la fin d'octobre ou au début de novembre; le 17 novembre, il a offert \$28,000; la situation financière de la province n'avait pourtant pas changé.

En 1944, un brillant député, M. André Laurendeau, a réclamé du gouvernement qu'il institue une commission en prévision du renouvellement des ententes fiscales, prévu pour 1947, afin que la province puisse discuter en connaissance de cause. On réclamait une commission du genre de la commission Tremblay. Rien ne s'est fait. Et l'on dit que, de 1947 à 1953-1954, il nous en a coûté \$333,000,000 parce que le gouvernement avait fait la sourde oreille. En 1952, ce même gouvernement a décidé une commission pour examiner nos problèmes constitutionnels, nos relations fiscales. La commission Tremblay a siégé jusqu'en 1956. Elle a invité toutes nos institutions et nos corps publics à présenter des mémoires pour exposer leurs besoins, nombre d'institutions et de corps publics ont répondu à cet appel. Et le rapport de la commission a été remis au gouvernement en février 1956.

Nous sommes à la fin de novembre 1956. Neuf mois se sont écoulés. Le rapport Tremblay est encore à l'index. Le gouvernement n'a pas encore jugé à propos de remettre ce mémoire aux législateurs de la province. Pourquoi? Pourquoi le gouvernement a-t-il jugé à propos de nous cacher ce rapport qui a peut-être coûté \$400,000 ou \$500,000 à la province? Est-ce parce que le rapport constitue un danger politique pour le parti d'en face? Est-ce que la commission Tremblay ne fait pas suffisamment cas, dans ses conclusions, de l'autonomie? Je l'ignore. Mais l'on peut se demander pourquoi le gouvernement ne nous a pas remis le rapport. La semaine dernière et cette semaine, j'ai envoyé un messenger à la Bibliothèque du parlement pour en avoir un exemplaire. Comme l'*Annuaire statistique* 1955 de la province, on ne l'avait pas. Est-ce que, s'élevant au-dessus des considérations partisans, le rapport Tremblay fait des suggestions déjà formulées par le chef du Parti libéral provincial ou réclame la liberté académique de nos maisons d'enseignement?

Je peux citer des déclarations faites, en 1933, sur le parquet de la Chambre des communes, par l'honorable Onésime Gagnon, en faveur des réformes sociales. L'actuel ministre des Finances du Québec était alors en faveur d'étendre les charges sociales sur l'ensemble du pays. Je rapporte ces faits, poursuit-il (M. Hamel), non dans un but de critique, mais pour montrer la complexité des problèmes. Les gouvernements qui se sont succédé, à Ottawa, sont

tous entrés dans des domaines où nous avions pensé jusque-là qu'ils étaient étrangers.

Il (M. Hamel) cite toute une série d'interventions du fédéral dans des domaines provinciaux.

Pour ce qui est du problème universitaire, dit-il, je ne veux pas faire de politique dans un domaine de cette importance.

Toutes les populations du monde réclament de nouvelles initiatives dans toutes les sphères de l'activité humaine et, à cause de ce fait, tous les pouvoirs politiques du monde se croient justifiés d'étendre leur sphère d'influence. Le gouvernement d'Ottawa, pas moins d'ailleurs que le gouvernement de cette province, n'échappe pas à cette tendance. Tous, en somme, évoquent la même raison: leur plus grande facilité à assurer un meilleur équilibre entre les régions diversement dotées au point de vue économique.

Tous invoquent leur plus grande facilité à assurer un meilleur équilibre et un niveau de vie qui se rapproche le plus de l'égalité entre les divers enfants de la famille. C'est en vertu de ce principe que le gouvernement de Québec perçoit des régions industrielles mieux pourvues, comme Montréal, Québec, Trois-Rivières, Shawinigan, des impôts considérables, dont il fait ensuite bénéficier nos campagnes, nos paroisses rurales dont l'existence est nécessaire à la stabilité de l'ensemble et à l'économie générale.

C'est en invoquant la même raison que le gouvernement fédéral se croit, à tort ou à raison, justifié d'aborder des domaines où, dans un certain sens, étranger, il n'avait pas encore jugé à propos d'intervenir. Cette tendance n'est pas particulière au gouvernement actuel. C'est en invoquant ces raisons que les gouvernements provinciaux, y compris celui de Québec, tant l'actuel que celui de ses prédécesseurs, ont accepté ou subi que le pouvoir central étende ses activités. Le parti provincial croit que si aujourd'hui quelqu'un peut se promener en auto, c'est qu'un ouvrier est descendu dans une mine pour exploiter le minerai. Si le standard de vie a augmenté, c'est qu'un homme qui avait consacré sa vie à l'étude a découvert des sources d'énergie dont la transformation a apporté le confort dans les foyers.

Il se présente aujourd'hui un problème nouveau: celui de nos universités. Elles semblent se trouver dans l'obligation suivante: assurer leur indépendance académique et poursuivre le développement normal qu'exigent leurs fonctions. Laval, par exemple, depuis 100 ans, a tenu bien haut le flambeau de la foi, de la culture et de la science. Afin d'atteindre cet objectif, nos universités

envisagent d'aller chercher des revenus de diverses sources et de stabiliser ces revenus. Qui peut les blâmer de le faire? En face des problèmes auxquels ont à faire face aujourd'hui les universités, le gouvernement fédéral a tenu à peu près le même raisonnement que le ministre actuel des Finances de la province, en 1933, tenait à Ottawa. Il a dit: «Nous allons donner à la Conférence des universités un montant d'argent sans conditions». Et il a ajouté: «S'il arrive qu'une université ne l'accepte pas aujourd'hui, elle pourra l'accepter plus tard».

Les universités ont contribué énormément à maintenir dans Québec le flambeau de la foi et de la culture française. Ce n'est pas en fonction du nombre relativement petit de ceux qui ont le privilège de fréquenter les universités qu'il faut envisager leur problème, mais en fonction du bien-être général qui résulte pour le peuple, dans tous les domaines, des recherches poussées et de l'avancement de la science, tant des sciences appliquées que des sciences économiques, sociales et politiques. Trois solutions s'imposent. Il faut tout d'abord faire confiance à nos universités qui, jusqu'ici, se sont toujours montrées à la hauteur de leur noble et importante fonction. Ensuite, si leur acceptation constitue une implication dangereuse aux yeux du gouvernement pour le peuple de Québec, un comité restreint, composé de membres du gouvernement, pour le peuple de Québec, de membres de l'opposition et des universités, pourrait être formé pour mûrir le problème. Et, finalement, si le gouvernement croit que la geste posée est inconstitutionnel de toute façon, qu'il conteste devant les tribunaux.

Le gouvernement provincial n'a contesté qu'une seule loi du fédéral devant les tribunaux, celle de la margarine, et il a eu gain de cause. Pourquoi ne soumettrait-il pas au juge la question des octrois offerts par Ottawa? Le Parti libéral, depuis plusieurs années, réclame des octrois statutaires. Savez-vous ce qu'on nous répond? Nous ne sommes pas un gouvernement statufié.

Je me suis efforcé d'être objectif, en dépit de toutes les attaques subies par l'autre parti. J'ai la conviction profonde que le peuple de Québec a un sang pur, qui charrie dans ses veines assez d'énergie vitale pour nous permettre d'avancer dans le champ de la libération⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
se lève. (Longs applaudissements)

Il présente d'abord ses vœux personnels et ceux de son gouvernement, amicaux et cordiaux, au

chef de l'opposition, (M. Lapalme). Il lui souhaite un prompt rétablissement et souhaite son retour prochain en Chambre dans un bref délai et en parfaite santé. Mais je ne voudrais pas manifester ce sentiment sans offrir mes cordiales sympathies à l'opposition dans la situation malheureuse où elle se trouve maintenant, avec le remplaçant du chef de l'opposition et à la suite du discours du leader intérimaire. Je reproche au député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'avoir passé la plus grande partie de son temps, au moins les quatre cinquièmes d'un discours de deux heures, à dénigrer et décrier la province et d'avoir tenté de démontrer que son parti était au pouvoir en droit quand, en fait, il est dans l'opposition. Il a fait des remarques et tiré des conclusions regrettables. Il a laissé entendre que la population était sensible aux attrait du pouvoir, qu'elle était mal renseignée et que son vote n'était pas éclairé; que le peuple du Québec ne possède pas l'intégrité que tous les esprits de bonne foi lui reconnaissent.

De notre côté, quand on se bat, on se bat visière levée; quand on se fait battre, on ne braille pas... Je reproche à ceux qui ont voulu excuser leur défaite en l'attribuant à des pratiques malhonnêtes, de dénigrer leur race qui n'est sûrement pas plus vénale que les autres. Jamais l'opinion publique ne s'est manifestée d'une façon aussi claire dans la province de Québec. C'est une vague populaire qui a submergé plusieurs candidats libéraux, dans des comtés traditionnellement libéraux. Dans tous les coins de la province, c'est un vote de confiance non équivoque envers le gouvernement. Le discours du chef intérimaire de l'opposition, le peuple du Québec l'a déjà entendu plusieurs fois, il l'a jugé et pesé avec les résultats que l'on connaît et que l'on voit. Seulement neuf des anciens députés libéraux sont revenus en Chambre. J'avais donc raison de dire qu'il n'en reviendrait pas 10 après les élections.

Le député de Saint-Maurice a dit que tout allait mal dans l'agriculture. Il est très significatif de constater que la partie rurale de son comté l'a battu par 1,360 voix de majorité. Dans tout son comté, sa majorité, qui était de 3,960, est tombée à 741... et, après cela, il vient dire qu'il n'y avait pas de courant populaire. Le verdict a été si clair que l'Union nationale a obtenu une majorité de près de 52 %, cependant que les nouveaux amis du député de Saint-Maurice, les gens d'Ottawa, sont au pouvoir avec une majorité de 49 % seulement. Certains comtés de tradition libérale ont élu, le 20 juin dernier, un candidat de l'Union nationale: Québec-Est, Richelieu, Verchères et dans Montréal, où l'Union

nationale a presque doublé le nombre de ses députés. Dans Québec-Est, l'ancien comté de Laurier et de Lapointe, le député (M. Maltais) a été élu par plus de 4,000 votes. Dans Richelieu, qui n'avait voté qu'une seule fois depuis 1867, contre le candidat libéral, le candidat de l'Union nationale a été élu par 1,590 voix. Dans Verchères qui, depuis 1871, a toujours élu un libéral, le candidat de ce parti a été défait.

Le Parti libéral a été battu parce qu'il a fait sa campagne comme le député de Saint-Maurice vient de faire son discours, avec une campagne d'insinuations et de dénigrement. Je reproche, avec toute la province, au chef intérimaire de l'opposition de prêcher le mépris de l'autorité constituée. Lui, avocat, va même jusqu'à faire une distinction entre le pouvoir et l'autorité. Non seulement il dénigre l'autorité, mais il se plaît à semer des doutes contre la magistrature de la province de Québec. Il a mentionné quatre ou cinq causes, sur 93 comtés. Il paraît très mal renseigné, car il a même mentionné une cause où ses amis ont été arrêtés, non les nôtres qui étaient accusés. Je reproche au député de Saint-Maurice (M. Hamel) et à l'opposition leur insistance à nier les progrès de la province de Québec; ils s'ingénient à placer la province au dernier rang de la Confédération quand, en fait, elle occupe le premier rang.

Je ne voudrais pas l'extinction complète de l'opposition, dit-il en riant. Je voudrais en garder quelques-uns en souvenir des grandeurs d'autrefois; mais les gens de l'opposition devraient, dans leur propre intérêt, cesser de décrier, de dénigrer. Pendant plus de deux heures cinq minutes, le chef intérimaire de l'opposition a dénigré sa province et il n'a consacré que les toutes dernières minutes de son discours pour aborder le plus grand problème et la plus grande question de l'heure: la question constitutionnelle. C'est à croire que ces gens-là s'ingénient à déprécier la province pour la vendre à réduction à Ottawa.

Je veux exposer brièvement les grandes lignes du programme de mon gouvernement, pour ensuite discuter longuement de la question constitutionnelle, la grande question qui doit occuper tous les esprits bien-pensants. Nous avons de grands projets. Il va falloir construire des centaines de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux et sanatoria et, particulièrement, des hôpitaux des hôpitaux pour les maladies mentales. Ces hôpitaux coûteront à eux seuls entre \$60,000,000 à \$75,000,000; il va falloir prolonger le système de l'électrification rurale, ouvrir un grand boulevard à Montréal, boulevard qui devient absolument nécessaire; nous avons des

sommes considérables à donner au bénéfice de la ville de Montréal et aux autres corporations municipales. Vous avez déjà pris connaissance des améliorations que nous voulons apporter à la loi des mères nécessiteuses, en augmentant considérablement les pensions aux mères; nous avons aussi un octroi substantiel que nous voulons donner à la ville de Québec; nous voulons diminuer le fardeau financier des villes pour l'assistance publique. En somme, nous avons un programme énorme à réaliser. Il y a là des centaines de millions en jeu.

Bien que nous ayons fait beaucoup, il reste encore beaucoup à faire à cause du développement gigantesque de la province et de la politique progressive du gouvernement. Ce n'est pas étonnant. La province est à l'aube d'un progrès que nous devons accueillir comme une bénédiction, mais qui entraîne des dépenses considérables. Il nous faut donc étudier chacun de ces problèmes en fonction d'un plan d'ensemble. Notre province est une province neuve; nous ne sommes qu'à l'entrée, qu'à l'orée de la marche vers le progrès. Ce progrès entraîne des dépenses considérables. Il faut tenir compte de ça. Nous devons trouver les millions de dollars dont nous avons besoin pour tout cela. Tous les millions que le gouvernement dépense proviennent du gousset du contribuable. Il faut avoir une vue d'ensemble et ensuite y pourvoir du mieux possible. À cette session-ci nous ne pourrions pas réaliser tout ce que nous avons en vue, mais nous allons continuer notre marche en avant conformément au plan d'ensemble que nous avons tracé.

Des gens ne voient dans l'éducation que l'université. L'enseignement est un édifice dont toutes les parties sont essentielles. L'Université, c'est la coupole, et nos écoles élémentaires sont la fondation et les écoles secondaires, les murs. Il ne faut pas sacrifier la fondation et les murs pour grossir la coupole. Il faut se rappeler que l'enseignement universitaire existe dans tous les pays. Nous ne pouvons du jour au lendemain réaliser tout ce que nous désirons. L'éducation intéresse la classe agricole. Nos écoles d'agriculture sont nécessaires et nous avons dépensé \$6,000,000 pour en construire. À elle seule l'École vétérinaire a coûté, \$1,500,000 et le gouvernement y a donné \$200,000 en bourses.

Il (l'honorable M. Duplessis) énumère ensuite les écoles qui ont été construites ou agrandies sous l'égide du gouvernement provincial.

Il ne faut pas considérer notre jeunesse étudiante sur un seul palier, ajoute-t-il. Nous avons une école des beaux-arts, un conservatoire de

musique, des écoles de solfège que fréquentent un nombre considérable d'élèves. Depuis 1945-1946, le gouvernement a dépensé pour ces institutions \$8,291,000. Le ministère de la Jeunesse, réalisé par l'Union nationale, est dirigé par un des plus talentueux ministres. Il compte 54 écoles spécialisées sous sa juridiction et une somme de \$71,000,000 a été dépensée pour elles. Plusieurs, comme l'École de papeterie de Trois-Rivières, sont les plus avancées et les mieux organisées au monde. Nous avons une prospère école technique à Montréal considérée comme la plus complète dans tout le Commonwealth britannique, une école de marine à Rimouski dont la province de Québec est la seule à posséder, une école des arts graphiques. D'autres écoles spécialisées sont en construction à Matane, Cabano, Grand'Mère et Louiseville. Toutes ces institutions spécialisées sont fréquentées par 40,000 jeunes gens. Est-ce que nous pouvons et est-ce qu'on va les négliger? Évidemment non. Le ministère de la Jeunesse a distribué pour au-delà de \$10,250,000 en bourses d'études. J'ouvre ici une parenthèse et je peux affirmer que j'ai moi-même gagné mes cours. C'est ce qui prouve que le travail de l'enseignement élémentaire et spécialisé restera toujours incomplet sans l'effort individuel de l'élève. Je ne nie pas que les conditions actuelles sont changées, mais je suis fier d'avoir pu gagner mes propres études. Nous donnons des bourses par millions et nous allons en donner encore. Le travail universitaire, secondaire et spécialisé sera toujours incomplet si on ne joint pas l'effort individuel de l'élève. Mon gouvernement a payé \$32,432,000 à l'école de protection des jeunes, \$500,000 pour la clinique d'aide à l'enfance.

Depuis 1944, 3,510 écoles primaires avec 15,124 nouvelles classes ont été construites, dit-il. Ces écoles ont été érigées au coût global de \$250,450,436 et le gouvernement a fourni \$140,000,000 pour leur construction. En outre, 13,879 écoles ont été construites, au coût de \$17,000,000, dont plus de \$8,000,000 payés par la province. Dans une seule année, le gouvernement de l'Union nationale a payé \$19,180,000 pour augmenter le traitement des instituteurs et institutrices. Les octrois aux collèges classiques ont été portés de \$10,000 à \$15,000 et ils seront encore augmentés. Au-delà de \$12,000,000 ont été ainsi distribués. De nouveaux collèges seront construits sous peu à Gaspé, à la demande de S. E. Mgr Leblanc, et Jonquière, à la construction desquels le gouvernement fournira au moins \$500,000 dans chaque cas. Une nouvelle école normale sera érigée à Québec, au coût de \$1,000,000. Une somme de

\$13,552,000 a été consacrée aux écoles normales et aux "scolasticas-écoles normales". La province de Québec a donné au-delà de \$55,000,000 à ses universités depuis 1945.

C'est beaucoup plus que ce dont il est question à Ottawa. C'est notre intention de donner encore davantage. Nous continuerons de tenir compte des besoins de toutes les classes de la société. Ce sont là des réalisations qui font voir l'ampleur du problème éducationnel qui doit être envisagé dans son entier, et il n'est pas juste de le réduire à un secteur. Et, pour continuer ces réalisations, il faut des revenus. Chaque partie doit assurer ses responsabilités. Pour cela, il faut réaliser que nous avons droit aux revenus nécessaires. Voilà la grande question sur laquelle l'opposition est muette.

En 1760, nos aïeux n'étaient que 60,000. Ils ont résisté à l'appât de l'argent et aux mauvais traitements, pour améliorer leur situation parlementaire. Pendant longtemps, les Canadiens français n'ont pas été autre chose que des payeurs de taxes. Ils ne pouvaient même pas parler français dans leur propre province, et l'on sait comment La Fontaine a revendiqué les droits de notre langue. Grâce aux luttes de nos pères, à leur désintéressement, nous avons monté les degrés d'une situation parlementaire de plus en plus améliorée. Ils ont conquis de haute lutte le droit de vivre et de s'administrer. L'autorité refusait à nos ancêtres le droit de contrôler les revenus du peuple. Il y eut alors la révolution de 1837 pour réclamer et obtenir le gouvernement responsable.

Les catholiques canadiens-français et les anglo-protestants ont combattu ensemble pour obtenir un gouvernement responsable. Il n'y a pas de gouvernement responsable sans pouvoir fiscal. Ces conquêtes représentent des années de sacrifices. Il y eut ensuite l'union du Haut et du Bas-Canada. Ça n'a pas marché. Enfin, il y eut un pacte d'honneur entre quatre provinces entre les Canadiens de différentes races et de différentes religions, celui de la Confédération. La Constitution canadienne dit que seules deux taxes sont remplacées par des subsides; les taxes d'accise et des douanes. Au sujet des subsides, je fais une distinction: le pouvoir de taxer, c'est la respiration de l'air pur; les subsides, c'est la respiration de l'air artificiel; le pouvoir de taxer, ce sont les guides; les subsides, ce sont des menottes. Ce régime garantit aux provinces la perception des revenus dont elles ont besoin.

La province ne réclame que les revenus auxquels elle a droit en vertu de la Constitution du

Canada. Car le pouvoir de s'administrer est un leurre s'il ne comprend pas le pouvoir de taxer. Je n'invente rien en disant cela; je ne fais que m'inspirer des principes des grands chefs libéraux comme Laurier, Gouin et Taschereau. Laurier disait, et M. King l'a répété après lui, que c'est un principe faux et vicieux que celui en vertu duquel un gouvernement prélève les taxes et un autre les dépense. Québec a besoin de revenus qui lui appartiennent pour pouvoir exercer la juridiction que lui reconnaît la Constitution. Les revenus garantis à la province, nous en avons besoin. La province a besoin de revenus pour venir en aide à l'éducation à tous ses paliers, pas seulement à un palier ou l'autre. La Constitution nous a donné la taxe directe.

Ottawa, en 1941, a pénétré pour la première fois, à la faveur de la guerre, dans le champ des successions après s'être fait céder l'impôt sur le revenu personnel et l'impôt sur les successions. Ottawa a aussi taxé les corporations. Le fédéral n'a plus voulu par la suite abandonner ces domaines. Après la guerre, quand nous avons demandé à Ottawa de redonner à la province les pouvoirs qu'ils s'étaient arrogés en 1942, on nous a dit qu'Ottawa avait besoin de ces pouvoirs supplémentaires de taxation pour se préparer à la période de l'après-guerre. Maintenant que la période d'après-guerre est terminée, ils nous disent qu'ils ont besoin de ces pouvoirs pour préparer la prochaine guerre et en disant qu'il fallait équilibrer le standard de vie.

C'est un cercle vicieux et ce sont les provinces qui en subissent les conséquences. Ottawa a tenu des conférences avec les provinces, non pour leur remettre leur butin, mais pour leur demander ce qu'elles étaient prêtes à céder. Il trouvait toujours des prétextes pour garder ces champs de taxation. Il a demandé le prolongement des ententes pour trois ans et ensuite pour cinq ans. Une fois entré dans un champ de taxation, Ottawa n'en sort plus. J'accuse Ottawa de chercher à pénétrer toujours plus profondément à l'intérieur du champ fiscal réservé aux provinces. Je peux rappeler qu'en 1946, alors que j'étais revenu au pouvoir, je n'ai pas voulu signer d'entente avec Ottawa et consentir à l'abandon de ces sources de revenus.

Quand je suis revenu de la Conférence d'Ottawa, j'ai été reçu à la gare de Québec par une foule au premier rang de laquelle se trouvaient feu Sir Thomas Chapais, un dirigeant actuel d'une école de centralisation. Il y a des gens qui disent que je ne soulève cette question de l'autonomie que pour des fins politiques. Je jure sur la tête de mon père et de ma mère que je n'ai jamais eu, que je n'ai pas et que

je n'aurai jamais d'arrière-pensée partisane. Je (l'honorable M. Duplessis) dirai même que, si les autorités fédérales veulent nous remettre les droits qui nous appartiennent d'une manière positive et définitive et que, pour ce faire, elles posent comme condition que je sorte de la vie publique, je suis prêt à le faire immédiatement. En défendant les droits de ma province, je n'ai jamais pensé aux prochaines élections, mais seulement aux prochaines générations.

Après avoir envahi le champ des successions des corporations, Ottawa est entré même dans celui des assurances et y reste malgré deux jugements de la Cour suprême qui stipulent clairement qu'il n'a aucune juridiction dans ce domaine. Je l'ai dit et je le répète: Il y a des gens à Ottawa qui veulent la disparition des provinces et de notre langue française sur la scène canadienne. J'affirme qu'il y a à Ottawa une ambiance telle que l'objet principal des démarches, c'est de s'emparer de l'éducation, en dépit du fait que le Québec n'est pas une province comme les autres et qu'il y a des droits exclusifs sur l'enseignement. Ils s'y prennent de longue main. Inutile de dire que la province de Québec tient à ses droits en matière d'éducation. La Constitution garantit à la province des droits exclusifs en matière d'éducation.

Mes collègues et moi avons reçu du peuple le mandat de conserver ces droits intacts et nous allons rester fidèles à ce mandat. D'ailleurs, les universités ont été traitées généreusement par l'Union nationale. En 1949, Ottawa a institué la commission Massey pour enquêter sur les arts, les lettres et les sciences au Canada, toutes matières qui relèvent de l'éducation. J'ai fait savoir à M. Massey, le 21 septembre 1949, que le gouvernement de Québec ne comparaitrait pas devant cette commission, parce qu'il ne pouvait acquiescer à son mandat et à son exécution. Le gouvernement, par ma bouche et celle du solliciteur général, a d'ailleurs dénoncé le rapport de cette commission, qui comprenait, en particulier, la fameuse distinction entre l'éducation et la culture. Après une acceptation temporaire d'un an, à la demande du cardinal Léger et de Mgr Roy, mon gouvernement a refusé énergiquement les octrois fédéraux aux universités.

Ce n'est pas celui qui parle qui bloque les octrois fédéraux. Nous avons reçu du peuple un mandat très clair. Nous avons refusé les octrois dans le passé, et le peuple a ratifié cette attitude aux élections de 1952 et 1956. Notre mandat de conserver les droits du peuple de Québec est clair, et nous allons le respecter. L'éducation dans la province a produit de merveilleux résultats. Les

universités ont été bien traitées, par l'Union nationale ainsi que l'ont publiquement reconnu Mgr Ferdinand Vandry, P.A. et Mgr Olivier Moreault, P.A., anciens recteurs respectivement des universités de Québec et de Montréal, ainsi que de M. Cyril James, principal et vice-chancelier de l'Université McGill.

On assiste en ce moment à une grande offensive des centralisateurs. Elle a été préparée par des dénonciations calomniatrices venant d'un milieu centralisateur de Québec et par une propagande dans les journaux. Puis il y a eu un grand banquet à Ottawa. Je mets de côté les provocations et les manques de courtoisie dirigés contre moi. Ce qui m'intéresse et ce qui me fait de la peine, c'est ce que l'on dit et ce que l'on fait à l'encontre de ma race et de ma province. Parlant, ces jours derniers, devant la Conférence nationale des universités canadiennes, le très honorable Louis Saint-Laurent a cité des extraits d'un jugement de lord Atkins, du Conseil privé, à propos de l'assurance-chômage⁵. Mais la partie qu'il a citée n'est pas la partie essentielle du jugement.

Quand on en est rendu, pour s'emparer des droits de la province en matière d'enseignement, à citer partiellement un jugement en oubliant l'essentiel, il est facile de constater l'empoisonnement de l'ambiance centralisatrice d'Ottawa. Raison de plus pour s'en méfier. Le passage rappelé par M. Saint-Laurent se lisait comme suit: "On ne saurait nier, comme proposition générale, que le dominion puisse imposer des taxes afin de constituer un fonds destiné à des fins spéciales, et qu'il puisse ensuite utiliser ce fonds pour verser des contributions dans l'intérêt public à des particuliers, des sociétés ou des corps publics." C'est tout ce qu'il a cité.

Pourtant, c'est une cause que M. Saint-Laurent connaît bien, puisque c'est une cause qu'il a plaidée et perdue. Sa citation est exacte, mais il aurait dû la continuer. Le reste de la citation se lit ainsi: "...Mais, en prenant pour acquis que le fédéral a prélevé par des moyens de taxation un fonds, il ne s'ensuit pas nécessairement que toute législation qui en dispose soit nécessairement de la compétence d'Ottawa. Il peut encore s'agir d'une législation touchant les classes de sujets énumérés dans la section 92 et, si tel est le cas, elle serait *ultra vires*. En d'autres termes, une législation du dominion, même lorsqu'elle concerne une propriété du dominion, peut être présentée de façon qu'elle envahisse les droits civils qui ressortent aux provinces, ou tomber dans les classes de sujets réservés à la compétence provinciale. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'un

manège détourné ou d'un prétexte. Si, en analysant le fonds et la substance de la législation, il en ressort qu'elle envahit en réalité les droits civils qui relèvent des provinces..., il ne fait pas de doute qu'elle sera invalide. Soutenir le contraire équivaudrait à faciliter l'empiètement facile du fédéral dans le domaine provincial..."

Or, le premier ministre du Canada n'a donné qu'une partie de la citation devant les représentants de toutes les universités, même des universités du Québec, dit-il. Le premier ministre du pays a cité un jugement de façon à lui faire dire le contraire de ce que dit le jugement en réalité. J'ai été péniblement surpris de la chose. Il est regrettable qu'un avocat comme M. Saint-Laurent cite un jugement d'une cour de la façon qu'il l'a fait. Comme on dit dans ma ville natale, ce n'est pas gentil. Il est vraiment lamentable que l'on ait recours à de telles méthodes pour prendre possession des droits provinciaux. Je suis porté à croire que M. Saint-Laurent n'est pas responsable personnellement du fait qu'il n'a cité qu'une partie du jugement. Ce sont sans doute les bureaucrates qui ont préparé le discours, qui ont dû lui jouer ce mauvais tour. Il y a des jours où je crois que M. Saint-Laurent est trompé de façon regrettable par ceux qui sont supposés le guider.

Mais raison de plus de se méfier de ces bureaucrates et de prendre toutes nos précautions. Selon M. Saint-Laurent, le gouvernement d'Ottawa aurait droit, par des taxes indirectes, de prélever les montants qu'il veut pour constituer un fonds consolidé où il pourrait puiser n'importe quel montant pour des fins provinciales. Ce n'est pas juste pour M. Saint-Laurent de lui faire dire des choses pareilles. Lorsque fut plaidée la cause qui se termina par le jugement en question du Conseil privé, M. Saint-Laurent était l'un des avocats et ce fut l'une des causes qu'il perdit. Un jeune avocat sait que le fonds consolidé n'est pas un droit, mais une source de fonds qui découle d'un droit. C'est une méthode de comptabilité. Avec un tel raisonnement, il n'a qu'à puiser à ce fonds pour bâtir des écoles élémentaires des collèges classiques.

Il est temps, plus que jamais, d'ouvrir les yeux. Il est temps de s'unir pour conserver nos écoles. Il faut l'union de tous les partis de la province contre l'offensive générale du gouvernement d'Ottawa. Nos écoles sont des forteresses et, sans elles, nous n'aurions pas pu conserver notre foi et notre langue française. Il y a, dans les autres provinces, 75,000 Canadiens français qui ont perdu leur langue et leur foi parce qu'ils n'avaient pas le système scolaire que nous avons. Je suis d'avis que

le système éducationnel de la province de Québec a fait ses preuves, je crois aux valeurs morales et respecte les droits des minorités. Nous n'avons pas le droit de confier ce dépôt sacré à des organismes où nous sommes en minorité. Au moment de la Confédération, la clause la plus importante a été celle qui nous concédait le droit exclusif à l'éducation.

Revenant aux propositions fédérales, il rappelle que M. Saint-Laurent, propose un appât de \$100,000,000, tout en augmentant à \$16,000,000 les octrois aux universités.

En premier lieu, ce \$100,000,000 n'est pas tout à la disposition des universités, dit-il. Il y a \$50,000,000 de passé dans le fonds du Conseil des arts qui ne jouit que de l'intérêt. L'autre \$50,000,000 est confié à la Conférence canadienne des universités où nous sommes en minorité. Et cette somme de \$50,000,000 ne représente que \$5,000,000 par année pendant 10 ans. Je vous rappelle encore que l'un des membres de la Conférence des universités, ancien président, a même déclaré que l'aide aux universités est du domaine national et non pas provincial. On ne peut pas se fier aux gens qui n'ont pas notre mentalité ni notre manière de voir en ces questions.

Et le projet fédéral vise même l'éducation au palier secondaire par son projet d'aide aux collèges classiques. Comme Canadien tout court et comme chef du gouvernement du Québec, je ne peux pas pactiser avec ces théories-là, je ne peux pas y acquiescer et je ne peux pas être complice de ces gens. Nous n'avons pas le droit de confier ce dépôt sacré à des organismes où nous sommes en minorité.

Un peu plus loin, M. Saint-Laurent, lors de son discours, a fait une déclaration un peu singulière. Franchement, depuis que M. Lamontagne est rendu à Ottawa, on joue des tours au chef du gouvernement. D'après le compte rendu du discours de M. Saint-Laurent, il a dit: "Cette assistance fédérale aux universités peut être accordée sans faire une loi spéciale. Les sociétés philanthropiques, comme la fondation Carnegie, peuvent accepter des dons sans qu'une loi les y autorise." Il prétend que le gouvernement fédéral peut donner de l'argent sans faire des lois, tout comme un particulier. C'est effrayant de dire des choses semblables. Ceux qui veulent faire des cadeaux avec le bien du peuple doivent faire des lois. Si on veut faire des cadeaux avec notre propre butin, on doit au moins nous en demander la permission. Ils doivent procéder au moyen de lois. C'est élémentaire. À l'heure qu'il est, la situation financière des provinces est difficile, parce qu'elles n'ont pas les revenus auxquels elles ont droit.

Dans un but de coopération, il (l'honorable M. Duplessis) propose au fédéral des moyens d'alléger le fardeau des provinces et des institutions qui en dépendent au point de vue constitutionnel. Il demande, par exemple, à Ottawa, d'étudier avec soin la question de la hausse des taux d'intérêt que vient de décréter la Banque du Canada. Les restrictions sur le crédit intéressent beaucoup les universités dont les problèmes de construction sont augmentés, affirme-t-il. Le gouvernement de Québec lui-même est embarrassé. Il a des projets qu'il ne pourra pas réaliser maintenant, à cause de cela. J'attire également l'attention du fédéral sur les taxes qu'il impose aux maisons d'éducation, aux commissions scolaires, etc. Nous pourrions peut-être nous rencontrer et faire une entente à ce sujet, sans empiéter sur les droits de l'un et de l'autre.

Relativement au rapport Tremblay, auquel le chef intérimaire de l'opposition a fait allusion, les trois solutions proposées par le député de Saint-Maurice (M. Hamel), relativement aux universités, ne valent pas mieux l'une que l'autre. Si l'opposition a été écrasée aux dernières élections, c'est parce qu'elle était à la remorque du gouvernement centralisateur d'Ottawa. Le chef de l'opposition a parlé du rapport Tremblay. Ce rapport a été déposé le 16 février, pendant la session. Il fallait l'imprimer. De plus, il y a eu des élections en juin. Nous étions tellement anxieux de maintenir cette question au-dessus de la politique que nous n'avons pas voulu discuter le rapport pendant les élections. La Commission avait d'ailleurs suspendu ses séances pendant la lutte fédérale de 1953.

Nous n'avons jamais caché le rapport et j'en ai communiqué le résumé à la presse aussitôt qu'il a été traduit et imprimé. Il fallait aussi faire traduire le rapport lui-même. Il s'est glissé des erreurs d'impression et de traduction. Tout cela a retardé la publication du rapport. Mais je puis dire à la Chambre qu'il sera imprimé et distribué avant la fin de décembre. Nous n'avons aucune objection à sa distribution. Et pourquoi en aurions-nous? Le rapport supporte à 100 % la cause de l'autonomie et les politiques fiscales que je viens tout juste de soumettre à la Chambre et est conforme à l'attitude que le gouvernement a toujours défendue.

On a parlé d'octrois statutaires. On n'en a pas d'autres dans la province de Québec. Tous les octrois sont basés sur des Statuts. L'opposition passe son temps à se plaindre de ce qu'une partie des dépenses soit autorisée par Statut et voilà qu'elle demande de les augmenter. Une loi va être présentée. Lorsqu'il est possible de fixer les termes et la date des

paiements, nous n'avons pas d'objection à le faire. Les universités demandent que les octrois soient versés à des dates déterminées et je crois que c'est légitime. Elles ont leurs obligations. Mais nous avons aussi les nôtres. Il faut arranger les choses pour rencontrer la situation vis-à-vis de tout le monde. Nous ferons tout ce qu'il y a moyen de faire pour assurer la stabilité et la sécurité dans la distribution des octrois. Mais le meilleur moyen d'y arriver, c'est d'assurer d'abord la stabilité et la sécurité constitutionnelles. Un Statut peut se défaire à n'importe quelle session, mais on ne peut pas changer la Constitution.

L'honorable M. Duplessis cite ensuite les vers de Fréchette:

"Et notre vieux drapeau,
"Trempe de pleurs amers,
"Ferma son aile blanche
"Et repassa les mers".

Le drapeau repassa les mers, poursuit le premier ministre, mais 50,000 Français restèrent ici, en butte aux attaques des Iroquois, et plus encore sur promesses et aux tentatives d'achat. Ils ont donné leur sang, leur vie pour nous léguer un héritage sacré. Nous ne possédons rien de plus cher ni de plus précieux que nos droits exclusifs en matière d'éducation. En 1948, la province s'est donné un drapeau, symbole de notre désir de vivre et de survivre, symbole aussi de l'appel au devoir et à la solidarité. Nous voulons le maintenir, non dans un but de chicane contre qui que ce soit, mais dans un but de concorde dans le respect des droits de chacun. L'Union nationale ne faillira pas à la tâche et j'espère que toute la province présentera un front uni afin de conserver ses droits exclusifs dans le domaine éducationnel.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 h 40.

NOTES

1. Selon *La Presse* du 21 novembre 1956, à la page 1, M. Hamel aurait parlé un peu plus de deux heures.

2. René Hamel (1910-1982), candidat du Bloc populaire à la Chambre des communes dans Saint-Maurice-Lafleche en 1945. Candidat indépendant défait en 1949. Élu député libéral dans Saint-Maurice en 1952. Réélu en 1956 et chef intérimaire de l'opposition lors de la session 1956-1957, soit durant l'absence pour maladie du chef de l'opposition Georges-Émile Lapalme, lequel a subi une opération sérieuse.

3. M. Hamel parle ici d'un article paru dans la revue *Ad usum sacerdotum* en juillet 1956 et écrit par les abbés Gérard Dion et Louis O'Neill. Cet article: *L'immoralité politique dans la province de Québec*, dénonce les procédés jugés immoraux qui ont été employés lors des élections de 1956. Abbés Dion et O'Neill. *Les chrétiens et les élections*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1960, pages 113-123.

4. *Le Nouvelliste*, du mercredi 21 novembre 1956, à la page 15, rapporte que pendant le discours de M. Hamel (Saint-Maurice), "un spectateur s'est mis à applaudir à une déclaration" de ce dernier. "C'est un fait assez inusité au parlement et l'Orateur, l'honorable Maurice Tellier, a vite fait de rappeler à l'ordre ce spectateur, rappelant que les règlements de la Chambre ne permettent pas à l'assistance de manifester. Ce droit étant exclusif aux membres de la Chambre." L'incident aurait eu lieu, selon le *Quebec Chronicle* du 21 novembre 1956, à la page 3, au moment où M. Hamel remerciait les électeurs de Saint-Maurice, au début de son discours.

5. Tel qu'il est décrit dans *La Patrie* du 21 novembre 1956, à la page 12: "Le jugement de Lord Atkins, du Conseil privé donnait raison au procureur de l'Ontario contre le procureur général du Canada dans une cause dans laquelle l'Ontario en appelait du droit constitutionnel du gouvernement fédéral d'imposer la loi de l'assurance chômage."

Séance du mercredi 21 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève numéro 1, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation (M. Jeannotte);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- des commissaires d'écoles pour la Commission scolaire catholique de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe spéciale (M. Jeannotte);
- de Arthur Savard et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant La Mutuelle des employés civils (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires une compensation pour leurs services (M. Rochette);
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Magdeleine Ally-Degré, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de pratiquer l'art dentaire (M. Thibeault);
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'imposition d'une taxe foncière sur les propriétés de la Canadian International Paper (M. Ducharme);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Port-Alfred, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);
- de Milos Paunovic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la

profession d'avocat dans la province de Québec (M. Custeau);

- de la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Rochette);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle pour le président et les commissaires (M. Jeannotte);

- de la ville de Beauceville-Est et les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernatchez);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de l'"Union-Vie" (M. Bernard);

- de Samuel Solnik De Abravanel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Rochette);

- de Candiac Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Normandie (M. Pouliot, Laval);

- des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation à changer son nom en celui de l'"Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu" (M. Pouliot, Laval);

- de l'asile du Bon-Pasteur de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Les sœurs du Bon-Pasteur de Québec" (M. Cloutier);

- de la paroisse de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville de Repentigny" (M. Chartrand);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Rochette);

- de Côte-des-Neiges Investments Ltd. demandant l'adoption d'une loi confirmant des titres et droits de propriété de certains immeubles (M. Thibeault).

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Senneterre, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- de Fraser Institute, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Oliva Plourde, supérieure provinciale de la province de Trois-Rivières de la congrégation des Filles de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Henriette-Eugénie Starnes Larocque et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et déclarant obligatoire pour les appelés définitifs, le bail consenti par les susdits requérants d'un immeuble;

- de Mid-Town Motor Sales Ltd., demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat de bail entre elle et les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Patrick Labelle;

- de Joseph Samson Kaplan, avocat, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à régulariser son admission à l'étude du notariat;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente;

- du Conseil supérieur de la chiropratique, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens de la province de Québec;

- de Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat;

- de la Banque Royale du Canada, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant

un acte notarié passé entre la cité de Montréal et Globe Realty Corporation Limited;

- de Régis Reader et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption légale de Joseph Victor Dunn et changeant son nom en celui de Reader;

- de dame Eileen Mary White et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant lesdits exécuteurs testamentaires à faire des avances à même le capital de la succession de feu Douglas Watson Ogilvie;

- de Irving Sam Margolese, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Mark Irving;

- de la municipalité du village de Saint-Timothée, demandant l'adoption d'une loi concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited;

- de Barnabas Vizkelety, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit;

- de la succession de Georges R. Tylee, demandant l'adoption d'une loi déclarant ladite succession propriétaire absolu de certains immeubles;

- de Huibert Jacobus Vander Horst et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de First Christian Reformed Church;

- de Son Excellence Mgr Georges Cabana, chancelier de l'Université de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir l'incorporation de la Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à payer une indemnité aux membres de cette commission.

Règles de procédure concernant les bills privés

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose de simplifier la procédure parlementaire concernant la présentation des bills privés. Il suggère d'adopter immédiatement, en première et deuxième lecture, les projets de loi de nature privée, et de les référer ensuite au comité des bills privés ou des bills publics, pour étude. Cette adoption immédiate de deux lectures à la fois empêchera d'imprimer une foule de bills dans les ordres du jour et ne comporte aucun danger, aucune menace aux droits des intéressés. Il s'agit tout simplement de hâter la

procédure et d'éviter des frais d'impression inutiles. C'est une dépense de moins et cela donne plus de rapidité au travail parlementaire. La chose peut être faite facilement, étant donné qu'il n'y a pas de principe en jeu dans les bills de cette nature.

M. Hamel (Saint-Maurice) accepte cette façon de procéder pour aujourd'hui seulement. L'impression des bills privés sur l'ordre du jour pour la deuxième lecture permet, dit-il, à l'opposition de mieux suivre la marche de ces projets de loi. Il accepte la proposition du gouvernement, afin de permettre aux deux principaux comités parlementaires, ceux des bills privés et des bills publics, de commencer leur travail dès la semaine prochaine¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a beaucoup de jeunes députés dans l'opposition. Quand le comité ne siège pas dans l'avant-midi, ces jeunes députés n'ont pas de travail à faire. Il faut se souvenir toujours que l'oisiveté est la mère de tous les vices.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): La ville de Montréal va-t-elle présenter un bill cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai rencontré le maire de Montréal, ces jours derniers, à l'occasion du congrès des Ligues de propriétaires tenu dans la métropole. Il m'a alors déclaré que les autorités de la métropole n'ont pas l'intention de présenter de bill cette année, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y en aura pas.

Projets de loi:

Substitution de Marie J. A. A. Larocque

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Caron (Maskinongé) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Filles de Jésus, Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bellemare (Champlain) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Douglas Watson Ogilvie

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 concernant la succession de feu Douglas Watson Ogilvie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Banque Royale et Globe Realty Corp.

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Georges Robert Tylee

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 relatif à la succession de Georges Robert Tylee.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de l'Institut Fraser

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 modifiant la charte de l'Institut Fraser.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 constituant en corporation la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gérin (Stanstead) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

G. H. Godsall Equipment Ltd.

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant les

immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited dans la municipalité du village de Saint-Timothée, comté de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Fabien

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

First Christian Reformed Church

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 constituant en corporation First Christian Reformed Church.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joseph Samson Kaplan

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 concernant l'admission de Joseph Samson Kaplan à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 de la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adoption de
Joseph Victor Reader**

M. Lévesque (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant l'adoption de Joseph Victor Reader.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Lévesque (Bonaventure) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Irving Sam Margolese

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 changeant le nom de Irving Sam Margolese en celui de Margolese Irving.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Trois-Pistoles**

M. Plourde (Kamouraska) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Plourde (Kamouraska) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Senneterre**

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant la Commission scolaire de Senneterre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Barnabas Vizkelety

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Barnabas Vizkelety au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Admissions au Barreau

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 20 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Québec-Est (M. Maltais) dont elle a été saisie jeudi le 15 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)² félicite le gouvernement Duplessis de sa réélection. L'une des raisons essentielles de l'appui que Montréal a accordé au gouvernement, dit-il, réside dans les réformes ouvrières instaurées par le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Les ouvriers savent qu'ils sont leurs amis et l'honorable ministre est certainement l'un d'eux.

L'exposé que le premier ministre a fait, hier, sur le problème de l'éducation, est un chef-d'œuvre. Le premier ministre a parlé avec courage. Il (M. Hanley) déplore ensuite la manifestation organisée par des étudiants de l'Université Laval, à Québec, qui a eu lieu en face du parlement, spécialement quand la presque totalité des étudiants bénéficient des octrois provinciaux pour continuer leurs études. Je ne blâme pas, dit-il, les étudiants, car ils savent bien que le champion de leur cause, c'est le premier ministre de la province. Cette démonstration a été provoquée par quelqu'un, à Ottawa.

À l'heure actuelle, on s'inquiète de plus en plus du sort des personnes âgées, particulièrement de celles qui sont à la retraite. Me permettrait-on de recommander au gouvernement de songer à la construction de logements pour les vieillards? Je ne parle pas d'ériger de nouvelles institutions du genre

de celles qui leur sont destinées aujourd'hui, mais de bâtir de petites maisons particulières ou même des appartements, conçus pour abriter chacun un couple qui pourrait y passer ses vieux jours dans la joie et le bonheur. Je crois que la réalisation d'un tel projet est absolument nécessaire dans les grandes villes. Je n'ai pas dans l'idée de vouloir exiger du gouvernement provincial qu'il défraie, seul, le coût de construction de ces maisons à loyer modique et toutes les dépenses entraînées par l'exécution du plan. Je considère que cette exécution devrait incomber soit, à la fois, à la province et aux municipalités, soit à Ottawa, à la province et aux municipalités. Les logements seraient réservés aux personnes âgées de 65 ans et plus, dont les revenus ne dépassent pas \$3,500 par an. Je crois que, de cette façon, les vieilles gens pourraient garder leur indépendance, leur liberté et leur niveau de vie d'avant la mise à la retraite. Peut-être pourrait-on commencer immédiatement l'examen du problème et adopter le slogan: "Donnons aux citoyens âgés du Québec un coin de paradis!"

Il est grand temps que le gouvernement provincial intervienne dans l'administration de la ville de Montréal. L'Action civique a eu à lutter contre un candidat qui était mi-libéral, mi-partisan de la Ligue d'action civique. De plus, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, et sa Ligue de l'action civique ont fait l'impossible pour me faire mordre la poussière lors de la dernière élection provinciale. Cela a fourni à Frank Hanley l'opportunité d'infliger un échec au maire de Montréal.

La Ligue d'action civique se prépare à jouer un rôle dans les affaires provinciales. Je dois avertir le public de se tenir sur ses gardes contre ces gens qui se qualifient eux-mêmes de purs. Les gens bien-pensants dans Montréal les connaissent maintenant pour ce qu'ils sont: des hommes mesquins, vindicatifs et fanatiques. Et j'emploie le mot "hommes" dans un sens bien large.

Je suis convaincu que la présente administration est en voie de conduire la métropole du Canada directement à la banqueroute. Je suis convaincu que l'administration actuelle méprise totalement le conseil de ville, tout comme elle traite la minorité de langue anglaise de notre ville. La ville de Montréal s'était engagée à verser au Montreal St. Mary's Hospital une somme de \$500,000, mais ce montant ne fut jamais donné à cette institution. De son côté, le gouvernement provincial avait promis \$1,000,000 et il a honoré sa promesse. L'administration Drapeau-Desmarais a fait un affront à la minorité catholique de langue anglaise de

Montréal en ne nommant pas un catholique de langue anglaise à la direction de la salle de spectacles proposée.

Le gouvernement Duplessis traite très bien les catholiques de langue anglaise qui ont une généreuse part des crédits ouverts pour l'éducation. Dans le Québec, les catholiques de langue anglaise ne représentent que 15 % de la population, et ils obtiennent 24 % de l'argent dépensé par le gouvernement pour la construction de nouvelles écoles.

Puis, il (M. Hanley) félicite le gouvernement d'avoir nommé l'auteur du plan Dozois, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois), de même que le député fédéral de Saint-Laurent-Saint-Georges, M. Stuart Richardson, de s'être prononcé en faveur du plan. Voici un homme (l'honorable M. Dozois), dit-il, qui a bien servi la ville de Montréal, qui connaît bien ses problèmes et qui sait ce que la clique Drapeau-Desmarais accomplit. Je pourrais même dire, M. l'Orateur, que nous sommes en présence de l'administration Staline de Montréal.

Comme auteur du plan Dozois, le nouveau ministre sait mieux que moi que la clique Drapeau-Desmarais a bloqué le plan Dozois d'aménagement des quartiers insalubres et a fait tomber le rideau de la bureaucratie sur ce plan, destiné à améliorer les conditions de l'habitation dans l'un des treize secteurs de taudis de Montréal. Il sait que les gouvernements fédéral et provincial ont donné l'autorisation nécessaire à la mise en œuvre du plan. Il sait que le conseil municipal a approuvé le projet par le vote écrasant de 77 voix contre 4. L'application du plan est paralysée uniquement parce que c'est le plan Dozois et non le plan Drapeau ou Desmarais. La petitesse de ces deux administrateurs civiques retarde le progrès de la ville. Je ne pourrais recommander assez énergiquement au gouvernement et à cette Chambre de présenter et d'adopter une loi provinciale qui permettrait la mise en vigueur du plan Dozois immédiatement.

Il est regrettable que le groupe Desmarais-Drapeau ait décidé de ne pas présenter de bill de Montréal à cette session³. Ce refus signifie qu'une douzaine de problèmes majeurs vont demeurer sans solution pour une autre année, comme c'est le cas depuis l'arrivée de l'administration municipale actuelle. C'est le cas, par exemple, du problème des permis de taxi et celui du rapport de la commission Paquette sur les problèmes métropolitains. Il (M. Hanley) reproche à l'administration de ne pas donner suite aux recommandations du rapport Paquette, en dépit des demandes réitérées du conseil municipal, et

demande au gouvernement d'adopter la législation nécessaire pour maintenir le nombre de permis de taxi à ce qu'il est à Montréal et dans la région.

Au cours des derniers jours, il est devenu évident que la clique Drapeau-Desmarais négocie un autre emprunt de \$22,000,000. Avec cet emprunt, elle aura contracté pour \$85,000,000 d'emprunts en deux ans. Cela veut dire que nos administrateurs ont augmenté la dette municipale pour ce montant. Qu'a-t-on fait de tout cet argent? Il n'a guère profité à la métropole. Celle-ci attend encore l'autostrade est-ouest promise, et beaucoup d'autres promesses n'ont pas été remplies. Les commissions d'études nombreuses de la présente administration n'ont abouti à rien de concret. L'administration fera porter le fardeau de ses méfaits par nos enfants.

L'administration a porté au comité des dépenses capitales le repavage des rues, ce qui aurait dû être payé à même les revenus courants. Elle projette de bâtir un stade de 85,000 sièges, en laissant de côté un projet de l'ancienne administration pour la construction d'un centre sportif de l'est d'une capacité de 45,000 sièges jugée suffisante par les experts.

Cette administration n'a rien fait pour protéger les intérêts de la métropole en regard de la canalisation du Saint-Laurent. Elle a créé un bureau qui ne fait rien. Elle a même empêché un comité de la rive sud de se réunir. L'administration a même refusé de respecter ses engagements contractuels avec ses propres employés. Elle a refusé des subventions à des institutions de bienfaisance, même si le maire Drapeau a eu plus tard le cran de vouloir expliquer aux Montréalais le sens de la charité. Elle a négligé les centres récréatifs et augmenté les taxes.

Il (M. Hanley) recommande enfin un amendement à la loi électorale. Celui qui, à la suite d'une élection, réclame un recomptage judiciaire, dit-il, devrait être obligé de faire un dépôt de \$500. Le dépôt que requiert la loi électorale est actuellement de \$100. Il est trop bas. Le candidat libéral que j'ai défait a réclamé un recomptage judiciaire. Il n'était pas sérieux. Il n'était pas de bonne foi. Il ne fut présent à la cour que durant deux heures. Évidemment, le recomptage n'était pas nécessaire. Néanmoins, j'ai été obligé de payer des honoraires à mon avocat.

M. l'Orateur, mon épouse, ma secrétaire, mon organisateur, Sam Hill, mes amis et moi continuerons de servir les gens du comté de Sainte-Anne, sans égard aux questions de race, de religion ou de couleur politique, comme nous le faisons depuis les 20 dernières années.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)⁴ félicite le chef intérimaire de l'opposition, le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel), pour son magistral discours fait la veille devant la Chambre. Il s'est montré, dit-il, digne de la charge qui lui a été confiée de diriger les efforts de l'opposition durant l'absence regrettée de notre grand chef, le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme). Le Parti libéral n'a pas l'intention de critiquer la province et de la dénigrer, comme veut le laisser croire le premier ministre, mais ceux qui la dirigent et qui prétendent que le danger communiste plane sur la province. Il est du devoir de l'opposition de dénoncer les abus du gouvernement de l'Union nationale et elle va continuer à le faire dans l'intérêt des contribuables de la province. Les 20 membres de l'opposition représentent 48,5 % des électeurs de la province. Il est donc normal qu'elle surveille les affaires publiques. Nous avons l'intention de le faire du meilleur de notre compétence. D'ailleurs, si seulement neuf anciens députés libéraux ont été réélus, c'est parce que le bill 34 a bien fonctionné⁵.

Il (M. Hyde) se dit ensuite étonné de l'attaque lancée la veille par le premier ministre contre le premier ministre du Canada, M. Louis Saint-Laurent, au sujet de la question universitaire. Après cette attaque ultra-violente, dit-il, nous nous attendions à entendre le chef du gouvernement provincial poser sa candidature à la direction du Parti progressiste-conservateur.

Puis, il (M. Hyde) aborde la question de l'éducation, disant qu'en ce faisant il ne voulait pas placer les universitaires dans une situation telle que toute décision qu'ils pourraient prendre serait interprétée comme favorisant un groupe politique ou un autre. Sortons la politique de cette question universitaire, dit-il. Il reproche au premier ministre de n'avoir rien proposé pour régler le problème des universités. Le premier ministre, dit-il, a repoussé les trois suggestions formulées par le chef de l'opposition et les a traitées d'irréalisables⁶. Mais il n'a pas proposé d'autres solutions, préférant répéter que son gouvernement a dépensé jusqu'ici des millions de dollars pour la construction d'écoles ou d'hôpitaux.

De nouveau, le chef du gouvernement n'a même pas fait allusion aux demandes continues de tous les gens bien-pensants qui réclament des soumissions. Il a également évité de mentionner la partie des *Comptes publics* montrant que les étudiants qui ont reçu ses fameux cadeaux doivent rembourser à la province plus de \$2,000,000 pour ces soi-disant cadeaux.

J'aimerais répéter que personne n'a le monopole de la défense de l'autonomie et que le Parti libéral est aussi jaloux des droits de la province que le gouvernement. À entendre l'Union nationale, on croirait qu'elle a inventé l'autonomie. Pour le Parti libéral, autonomie signifie le droit d'administrer nos propres affaires conformément aux stipulations de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et de faire connaître nos droits et nos demandes légitimes. Cela signifie que, quand des problèmes litigieux se posent, des efforts sérieux et sincères doivent être faits pour les résoudre. Cela veut encore dire que des rencontres et des discussions doivent avoir lieu à tous les échelons, de manière à en arriver à des ententes qui assurent le respect des droits de toutes les parties. Pour l'Union nationale, autonomie semble signifier le droit de créer de la dissension par des appels à la race, à la langue, à la religion, et entourer la province d'une sorte de rideau de fer.

Le gouvernement invoque l'autonomie pour s'opposer aux offres fédérales concernant la route Trans-Canada, les programmes nationaux de santé, les programmes nationaux de construction d'habitations, et pour ne pas reconnaître des organismes tels que les commissions Massey sur les arts et les sciences, et Gordon, sur les perspectives économiques du Canada. On se sert de l'autonomie pour justifier la perte de \$300,000,000 par la province à cause de ses refus de collaborer, en vue de résoudre le problème fiscal. Il est vrai que nous allons cette année recevoir \$48,000,000 en péréquation, vu que nous sommes parmi les provinces pauvres. Même l'Union nationale ne pourrait refuser d'accepter ce paiement.

Devant la question de l'autonomie, l'Union nationale prend une attitude purement négative et ne sait que répondre toujours "Non!" Il est facile de critiquer et de détruire. Que l'Union nationale nous dise enfin et dise au public quels sont ses buts et quelles solutions elle propose. Quand il pense à l'autonomie, le premier ministre devrait songer un peu plus aux droits et à l'intérêt des gens de la province.

L'Union nationale invoque toujours l'autonomie dans ses relations avec Ottawa, mais elle a entièrement détruit l'autonomie des municipalités et des commissions scolaires, en monopolisant leurs sources de revenus en taxes. Au lieu de cela, elles se sont lancées dans une bataille financière désespérée afin de satisfaire leurs besoins toujours croissants, tandis que l'Union nationale ne cesse de monopoliser les sources de revenus vers lesquelles les municipalités pouvaient se tourner. Quant aux

corporations scolaires, le gouvernement provincial ne leur a même pas retourné les revenus prélevés expressément pour des fins d'instruction.

Le gouvernement élève son fameux cri d'autonomie lorsque le fédéral exerce ses droits constitutionnels de taxation, mais si un maire d'une municipalité québécoise a le malheur de critiquer l'Union nationale, les octrois auxquels sa municipalité a droit légalement lui sont immédiatement niés. Tous reconnaissent que les commissions scolaires et les corporations municipales doivent recevoir une assistance financière du gouvernement provincial. Le Parti libéral dit: "Si vous rencontrez les conditions spécifiques établies selon des normes uniformes en vertu de la législation de cette province, vous avez droit à telle aide." Le gouvernement, lui, dit: "Si vous supportez l'Union nationale, vous recevrez nos faveurs et privilèges, sinon, vous ne recevrez rien."

L'étude des *Comptes publics* révèle qu'au cours de l'exercice financier 1955-1956, le gouvernement a dépensé \$76,316,452 de plus que les \$331,201,660 autorisés par les législateurs à la session précédente⁷. Mais, malgré les dépenses excessives du budget, la province a tout de même reçu des revenus dépassant ses formidables dépenses. En fait, le revenu brut est tout près de \$460,000,000.

Le gouvernement soustrait les dépenses publiques au contrôle des députés. Le gouvernement dépense des sommes fantastiques sans l'approbation des Chambres, au moyen, surtout, d'octrois discrétionnaires. Les octrois discrétionnaires, cela veut dire que les fonds publics sont distribués au bon plaisir et à la discrétion de l'Union nationale. La Législature n'est pas consultée et elle est privée de tout droit de contrôle.

Durant la dernière année fiscale, 50 % du budget de la province, soit plus de \$200,000,000, ont été distribués en octrois discrétionnaires, c'est-à-dire, pour employer l'expression même du premier ministre, en faveurs et privilèges. Ces octrois sont transformés en menaces aux récipiendaires. Ils ne sont pas payés en un seul versement, mais en plusieurs, afin de garder le contrôle sur les récipiendaires. Chaque jour, nous sommes témoins de défilés de maires et de présidents de commissions scolaires qui sont obligés de comparaître devant le premier ministre, le chapeau à la main, demandant ses faveurs et privilèges, afin de pouvoir poursuivre leurs devoirs publics.

En plus d'être dégradant, ce système est malhonnête et contraire aux principes démocratiques. Le système d'octrois statutaires que nous

préconisons veut dire que les fonds publics seraient versés en droit aux corporations municipales et scolaires et autres institutions éducationnelles, en accord avec des normes uniformes déterminées par la législation de la province. Il faut à tout prix revenir au système des octrois statutaires. Le Parti libéral continuera de demander le remplacement des octrois discrétionnaires de l'Union nationale par des octrois statutaires.

Le député de Québec-Est (M. Maltais) a dit que la province de Québec est la plus riche province du pays⁸. Je suis tout à fait d'accord avec lui et nous sommes tous fiers d'avoir la province la plus riche. Mais est-ce parce que nous vivons dans la province la plus riche que nous devons payer plus de taxes qu'ailleurs ou souffrir la plus pauvre et la moins efficace administration de toutes les provinces? Est-ce parce que nous vivons dans la plus riche province que nous pouvons nous payer le luxe de perdre \$300,000,000 en revenus par notre refus de négocier à l'échelle fédérale-provinciale, ou est-ce que nous devons perdre cette importante somme pour protéger l'autonomie personnelle du premier ministre lui-même? Est-ce parce que nous vivons dans la plus riche province que nous nous trouvons à la quatrième place dans la production, *per capita*, ou est-ce parce que le gouvernement manque d'initiative?

Est-ce parce que nous vivons dans la plus riche province que nous pouvons refuser le million de dollars du Trésor fédéral pour la construction de nos routes, en vertu du programme de la route Trans-Canada? Non seulement nous perdons l'aide du fédéral, mais, parce que l'Union nationale refuse de demander des soumissions publiques, la construction de nos routes nous coûte deux fois plus que la valeur réelle. Est-ce parce que nous vivons dans la province la plus riche que le coût de la vie est plus élevé dans le Québec, et que nous devons payer les plus fortes taxes sur les permis d'auto, la gazoline, les cigarettes, les repas, etc.?

En face de la situation, le contribuable peut espérer une clarification de la loi de l'impôt et que des mesures soient prises immédiatement pour diminuer la double taxation d'un grand nombre de contribuables du Québec. Nous sommes déjà la province la plus taxée du Canada, et il n'y a aucune raison légitime pour que notre peuple soit pénalisé dans le champ de l'impôt personnel sur le revenu.

M. Parent (Hull) fait tout d'abord l'éloge de la classe ouvrière de son comté qui a voulu, au cours de l'élection générale, donner sa confiance à un représentant sur lequel elle pourrait s'appuyer. Il

rappelle ensuite que le comté de Hull a été une forteresse du gouvernement de l'Union nationale et que la majorité du juge Alexandre Taché a varié de 5,000 à 7,500 voix. Le candidat de l'Union nationale qu'on a présenté dans le comté de Hull, dit-il, n'était pas, en réalité, celui qui a brigué les suffrages. Il agissait non en raison de lui, mais en raison de ses affiliations⁹. Et, depuis le 20 juin, ce n'est plus le même qui dirige la nouvelle compagnie du patronage; il la dirige tout simplement avec l'aide de ce qu'on peut appeler dans une pièce de théâtre un souffleur. Ce même personnage qui en est l'animateur et le directeur n'est nul autre que celui qui m'a précédé en cette Chambre. Il continue à cumuler la fonction de la récompense reçue¹⁰.

Des députés ministériels protestent.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Hull et cite les articles du Règlement qui défendent d'attaquer la magistrature et le Conseil législatif dans un débat à la Chambre basse.

M. Parent (Hull) retire ses paroles.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) se lève pour expliquer que M. Parent est un nouveau député.

M. l'Orateur réplique qu'il est inutile d'insister, puisque le député de Hull a déjà retiré ses paroles.

M. Parent (Hull) rappelle une partie du discours du député de Pontiac (M. Johnston), dans laquelle il félicitait le gouvernement pour la construction du pont de l'Île aux Allumettes¹¹. Ce pont a pour fonction principale, dit-il, de donner accès à la province voisine. Cette œuvre est le résultat d'une saine collaboration entre trois gouvernements. Mais pourquoi la même collaboration ne pourrait-elle pas se manifester pour la construction d'un pont entre Hull et Ottawa? La population, appuyée par tous les corps publics, réclame cette amélioration depuis nombre d'années. Un comité a déjà été constitué pour l'étude de cette question. La Commission du district fédéral, la province d'Ontario, la ville d'Ottawa et la cité de Hull y sont représentées, mais le gouvernement de Québec n'y a encore délégué personne. Est-ce à cause de ses relations avec le gouvernement fédéral qu'il veut priver la population de Hull d'une amélioration aussi urgente? Il aurait mieux valu donner suite aux réclamations de la population de

Hull qui veut un pont moderne pour communiquer avec la capitale fédérale. Les deux ponts actuels appartiennent au Pacifique Canadien et à une autre compagnie. Comment se fait-il que le gouvernement de Québec laisse ainsi dans l'oubli les justes revendications de la cité de Hull? Hull a été négligée de façon regrettable par l'Union nationale au fil des ans. Il demande au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) de s'occuper de cette question et il l'invite à venir passer quelques jours dans son comté, afin de se rendre compte par lui-même de l'urgence d'un tel pont.

Le député de Hull (M. Parent) réclame ensuite la création d'une Cour du bien-être social dans la ville qu'il représente. Il s'agit d'un besoin immédiat, dit-il, dont l'urgence est reconnue depuis 10 ans. Une législation est déjà prévue à cette fin et tout ce qu'on attend, c'est la nomination d'un juge d'une compétence reconnue. Il serait alors beaucoup plus facile de relever la jeunesse délinquante.

La rénovation du palais de justice s'impose également pour le plus grand bénéfice des quatre comtés de l'ouest de la province. La situation de notre palais de justice est intolérable. Les murs et les plafonds n'ont pas reçu de peinture depuis 10 ou 15 ans. La malpropreté y stagne. Tout est en train de se décomposer. C'est une honte que de faire servir un pareil édifice à l'administration de la justice.

Je déplore aussi que la ville de Hull, forte de 50,000 âmes, ne possède même pas un centre de loisirs organisés. Nous avons des terrains de jeu, mais bien peu pour la jeunesse. Songez que nous vivons à proximité de l'Ontario. Si nous voulons garder notre jeunesse, il nous faut plus qu'un aréna. Le gouvernement devrait contribuer généreusement à l'établissement d'un centre de loisirs complet.

Ce voisinage de l'Ontario fait que nos besoins sont plus grands qu'ailleurs. Dans la province voisine, il n'y a pas de taxes de vente ni de taxes sur les repas. L'essence et les cigarettes sont également moins taxées.

Cette concurrence à meilleur compte de la part des marchands et des restaurateurs de l'Ontario indispose la population et cause du tort aux marchands de Hull. La margarine envahit le marché local. Le gouvernement doit donc nous aider davantage.

Dans l'Ontario, l'automobiliste est tenu de prendre des assurances de responsabilité publique. De 70 % à 80 % des automobilistes de l'Ontario ont de telles assurances. Dans le Québec, à peine 20 % des conducteurs d'auto ont une assurance de cette sorte. Je dis cela, non pas que je veuille exiger de la

population de notre province qu'elle s'assure! Mais je désire qu'on protège celui qui risque de payer pour celui qui est insolvable!

Il demande une meilleure répartition des taxes pour les municipalités et les commissions scolaires et réclame des octrois statutaires. Le gouvernement provincial, dit-il, ne devrait pas attendre plus longtemps pour donner aux municipalités et aux commissions scolaires les revenus dont elles ont absolument besoin. Une conférence réunissant les représentants du gouvernement provincial et des corps publics en question, dit-il, serait souhaitable pour régler le problème. En attendant, tous les octrois devraient être donnés sur une base statutaire. On prétend que c'est impossible?

Il (M. Parent) envoie porter au premier ministre (l'honorable M. Duplessis) un document établissant que tous les octrois scolaires, en Ontario, sont donnés d'après des barèmes statutaires¹²..

Il demande enfin que le gouvernement provincial paie des taxes à la ville de Hull pour les propriétés qu'il y possède et qu'il facilite à l'ouvrier l'accès à la petite propriété¹³. Il réclame l'amélioration du réseau routier dans l'ouest de la province, afin d'y attirer les touristes. Il signale que son comté est loin d'avoir tous les hôpitaux dont il a besoin. L'urgence d'une institution pour maladies mentales se fait particulièrement sentir, déclare-t-il. Actuellement plusieurs malades sont enfermés à la prison de Hull parce qu'on n'a pas l'hôpital pour les accueillir.

Il (M. Parent) accuse son adversaire aux dernières élections d'avoir fait campagne en distribuant des octrois, et de continuer aujourd'hui comme si c'était lui, le député élu par le peuple. Malgré la politiciannerie, dit-il, le comté de Hull a su se tenir debout.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande l'ajournement parce qu'il est 5 h 45.

Des députés refusent.

M. Courcy (Abitibi-Ouest)¹⁴: S'il fallait en croire les vantardises du gouvernement, l'Union nationale aurait placé la province de Québec au premier rang de la Confédération. Malheureusement, la province n'a pas progressé à pas de géant, comme on le prétend. Au contraire, elle est en cinquième position. La politique du gouvernement provincial a fait perdre, depuis 10 ans, au Québec la deuxième place qu'il occupait parmi les provinces du Canada.

Pourquoi ce recul? La raison en est bien simple. C'est que le gouvernement a laissé de côté toute préoccupation économique pour accorder son attention aux préoccupations électorales. Non content d'avoir puisé à pleines mains dans les fonds provinciaux pour assurer sa réélection, le gouvernement a engagé de façon inquiétante les budgets futurs de la province.

J'ai été élu parce que l'agriculture et la colonisation sont dans le marasme complet. Les électeurs de mon comté ont voté contre le gouvernement parce que leur situation est critique. La situation réelle de la colonisation et de l'agriculture devrait se juger par le degré d'avancement des paroisses, de même que par les revenus et le mode de vie des familles. Selon l'U.C.C.¹⁵ du diocèse d'Amos, les 63 paroisses de l'Abitibi présentent le triste tableau suivant: quatre seulement sont des paroisses agricoles et six sont sur le point de le devenir. Les 48 autres sont arrêtées dans leur développement et, pour la plupart, accusent un recul. Nous en trouvons cinq d'entre elles à la veille de fermer. Pourtant, nos colons et cultivateurs de l'Abitibi ont un investissement de \$35,421,000 répartis comme suit: \$19,000,000 en terrains et bâtisses, \$8,300,000 en machinerie et \$8,121,000 en métal.

Dans nos 63 paroisses, nous trouvons 6,530 fermes habitées, et, sur ce nombre, nous n'avons que 1,039 cultivateurs qui vivent des revenus de leur ferme. Nous trouvons aussi 1,610 cultivateurs qui gagnent leur vie, une partie sur la ferme et forcément une autre partie en forêt pour compléter les revenus nécessaires à la subsistance de leur famille et à leur organisation agricole. Ce qui est plus regrettable encore, c'est que la plupart s'en vont travailler dans les forêts de l'Ontario, les salaires étant plus avantageux que dans le Québec. On trouve 1,649 fermes, soit le quart, hypothéquées envers l'Office du crédit agricole provincial, et 3,900 anciens cultivateurs et colons qui résident sur leur lot sont forcés de travailler dans les mines, l'industrie ou dans le commerce pour gagner leur vie¹⁶.

Si on considère le revenu des cultivateurs et des colons de mon comté, on trouve que le profit net moyen est de \$371, mais sur les meilleures fermes¹⁷. Il n'est pas surprenant qu'avec un salaire si faible le cultivateur doive aller travailler en dehors de sa terre. Le gouvernement se vante de dépenser des millions pour la colonisation, mais ces millions sont dépensés en contrats et ils n'aident pas les cultivateurs et les colons. Il est faux de dire que la colonisation et l'agriculture sont prospères. À moins d'un changement radical dans la politique de colonisation

du gouvernement, il n'y aura pas de progrès dans la colonisation et encore moins de consolidation des paroisses. Il faut voir dans la colonisation plus qu'un homme à faire vivre, mais bien des familles entières à établir et des paroisses à développer.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Turpin) que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Dépôt de document:

Ministre de la Chasse et des Pêcheries, Rapport 1952-1953, 1953-1954 et 1954-1955

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des pêcheries, concernant les activités de la chasse et de la pêche pour les années budgétaires 1952-1953, 1953-1954 et 1954-1955. (Document de la session no 7)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures¹⁸.

NOTES

1. Cette mesure a été approuvée à l'unanimité par la Chambre, selon *L'Action catholique* du 22 novembre 1956, à la page 3.

2. *La Patrie* du 22 novembre 1956, à la page 12, rapporte que lorsque M. Hanley s'est levé pour parler, un seul député a applaudi. Il s'agit de M. J-Émilien Lafrance (Richmond), député libéral. M. Hanley a remercié M. Lafrance en des termes qui ont fait rire M. Dave Rochon. Par ailleurs, le journal mentionne également que M. Hanley aurait dit dans son discours: "L'éducation, c'est comme la boisson. Il y a des gens qui sont capables d'en prendre,

d'autres pas." Nous n'avons pu situer cette phrase dans son discours.

3. *Le Devoir* du 22 novembre 1956, à la page 3, mentionne qu'il reprend les arguments du commissaire Lucien Croteau sur la nécessité d'un bill de Montréal.

4. M. Hyde s'est exprimé en anglais lors de son discours, selon *L'Événement* du 22 novembre 1956, à la page 1.

5. Pierre Laporte rapporte dans sa chronique *Les élections ne se font pas avec des prières: Plusieurs centaines d'électeurs défranchisés par l'utilisation illégale de la "Formule 7"* ce que le député a voulu laisser entendre par cette affirmation. Il fait référence à une tactique que l'Union nationale aurait employée lors de l'élection provinciale du 20 juin 1956, afin de "défranchiser" plusieurs électeurs. Les organisateurs de ce parti se seraient servis de l'article 62 de la loi électorale (bill 34) qui autorise l'énomérateur à déclarer qu'il doute de la qualité d'électeur de certaines personnes. Il les inscrit sur la liste électorale, mais indique son doute et en donne la raison. L'énomérateur dresse ensuite une liste de toutes les personnes dont il conteste la qualité d'électeur. Cela se fait sur une formule qui porte le numéro 7 dans la loi électorale. Il signe cette liste qu'il remet aux réviseurs de la liste électorale. Les gens qui y apparaissent peuvent perdre leur droit de vote et doivent faire la preuve de leur qualité d'électeur. Laporte cite l'exemple du comté de Chambly où des organisateurs de l'Union nationale auraient demandé à des énumérateurs de signer en blanc des formules 7. Pour plus de détails sur cette question, voir *Le Devoir* du jeudi 22 novembre 1956, à la page 3.

6. Voir le discours de M. Hamel à la séance du 20 novembre 1956.

7. *Le Nouvelliste* du 22 novembre 1956, à la page 17, rapporte le chiffre de \$76,316,562.

8. Il cite le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône.

9. Il s'agit de M. Saint-Onge comme le rapporte *La Patrie* du 22 novembre 1956, à la page 12.

10. M. Parent fait référence à Alexandre Taché, ancien député de l'Union nationale dans la circonscription de Hull et président de l'Assemblée

législative de 1945 à 1955. Ce dernier est nommé juge à la Cour de magistrat des districts de Hull, Terrebonne et Pontiac, en 1956. *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Assemblée nationale du Québec, 1988, p. 543.

11. Voir le discours prononcé par M. Johnston lors de la séance du 15 novembre 1956. Nous ignorons à quel moment cela a pu se produire.

12. M. Parent aurait fait parvenir des statistiques sur les écoles au premier ministre. M. Duplessis a promis que le gouvernement les étudierait à l'occasion de la présentation d'un projet de loi qui concerne les corporations scolaires, selon le *Montréal-Matin* du 22 novembre 1956, à la page 6. Nous ignorons si cela a eu lieu lors de la présente séance.

13. *La Patrie* du 22 novembre 1956, à la page 12, précise que M. Parent a fait de l'humour avec les octrois accordés dans son comté, ce qui aurait fait réagir M. Sauvé en ces termes: "Vous avez trop d'octrois dans votre comté."

14. Il n'a pu parler qu'une quinzaine de minutes et poursuivra son discours le lendemain, soit le jeudi 22 novembre, selon *Le Soleil* du 22 novembre 1956, à la page 3.

15. Le sigle U.C.C. désigne l'Union catholique des cultivateurs.

16. *Le Nouvelliste* du 22 novembre 1956, à la page 17 mentionne que 510 cultivateurs vivent de la ferme et de la forêt et que 3,902 sont obligés d'aller travailler à l'extérieur.

17. Selon *Le Devoir* du 22 novembre 1956, à la page 3, suivant la comptabilité de 25 concurrents à un concours de fermes provinciales en Abitibi, le profit net est de \$731. Il s'agit probablement d'une erreur puisque tous les autres journaux rapportent plutôt \$371.

18. *L'Action catholique* du 22 novembre 1956, à la page 3, rapporte qu'un dîner d'État, au Bois-de-Coulonge, n'a pas permis la tenue d'une séance du soir.

Séance du jeudi 22 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des syndics de la paroisse de Sainte-Odile, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels (M. Pouliot, Laval);
- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Montréal-Laurier);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de Guerih Benzionovitch Seliesker, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis (M. Thibeault);
- de la ville de Marieville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);
- de Albin Carrière, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur une terre dans la paroisse de Boucherville (M. Ladouceur);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);
- de la corporation de la Trappe de Notre-Dame-du-Lac des Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi soustrayant la surface totale de son domaine à l'application de la loi provinciale des mines (M. Thibeault);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la paroisse de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville, sous le nom de ville des Mille-Isles (M. Pouliot, Laval);

- de Germaine et Gabrielle Thibodeau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le testament de feu Marie-Berthe Thibodeau (M. Custeau);

- de la corporation municipale du village de Price, demandant l'adoption d'une loi pour fixer le montant de la taxe foncière payable par la Compagnie Price Brothers et la Compagnie du pouvoir du Bas-Saint-Laurent (M. Gagnon, Matapédia);

- de Maurice Pollack Realty Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant propriétaire absolue, la pétitionnaire, d'une parcelle de terrain dans le quartier Saint-Antoine de la ville de Montréal (M. Custeau);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Théberge);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente, dite taxe d'éducation (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation de la ville de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- du comité de réalisation de la Cité-Jardin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tremblay);

- des héritiers de la succession de feu Marius Dufresne, demandant l'adoption d'une loi permettant aux exécuteurs testamentaires de procéder à un partage partiel des biens de ladite succession (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles protestantes de Pointe-Claire et de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe spéciale (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des syndics de la paroisse de Saint-Sixte, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation des oblates franciscaines de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation distincte sous le nom de Les oblates franciscaines de Saint-Joseph (M. Pouliot, Laval);
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);
- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève numéro 1, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation (M. Jeannotte);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- des commissaires d'écoles pour la Commission scolaire catholique de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe spéciale (M. Jeannotte);
- de Arthur Savard et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant La Mutuelle des Employés Civils (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires une compensation pour leurs services (M. Rochette);
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert).

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Serge Tucci, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat;

- de Myron Poplavsky, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Myron Poplove;

- de Robert Bernatchez, demandant l'adoption d'une loi pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale et scolaire sur le lot voisin dont il n'est pas propriétaire;

- de Paul de Dongo, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude et à la pratique du droit;

- des commissaires d'écoles de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Albert Provost, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris;

- de René Simard, en religion frère Pascal, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain;

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle pour le président et les commissaires;

- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom de L'Union-Vie.

Projets de loi:

Propriété de Robert Bernatchez

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant le titre de propriété d'un emplacement appartenant à Robert Bernatchez.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Union-Vie

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bernard (Drummond) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Acte de vente entre A. Provost et A. Mettarlin et B. Morris

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Côte-Saint-Luc

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Institut des frères de Saint-Gabriel

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bellemare (Champlain) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Myron Poplavsky

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 changeant le nom de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bellemare (Champlain) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sergio Tucci

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Sergio Tucci à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paul de Dongo

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul de Dongo à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 21 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Québec-Est (M. Maltais), dont elle a été saisie jeudi le 15 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'agriculture n'a pas connu le développement qu'on était en droit d'attendre, car à côté des industries minières prospères, des industries forestières bien développées et de commerces bien organisés, il aurait dû s'y développer une agriculture également prospère. Je reproche au gouvernement actuel d'avoir négligé notre agriculture en ne lui accordant qu'une très mince proportion de son budget, soit 5.43 %. Pour que la classe agricole ne déserte pas les campagnes pour que l'agriculture, si importante au point de vue économique, progresse, pour que le cultivateur soit capable de vivre, d'élever ses enfants, de les faire instruire, le gouvernement se doit d'augmenter la partie du budget consacrée à la terre et trouver des débouchés pour les produits, notamment ceux de l'Abitibi. L'Abitibi ayant une vocation économico-agricole, j'estime qu'il faut le plus vite possible, à cause de notre éloignement des grands marchés, que le gouvernement porte une attention toute spéciale à l'organisation des marchés agricoles de cette vaste région de l'avenir. Ce manque de développement est patent en Abitibi.

Je me demande pourquoi il faille chaque année voter des argents lors du débat sur le crédit agricole, alors que les députés de l'Union nationale

prétendent, depuis 20 ans, qu'elle (l'agriculture) a été sauvée par le crédit agricole. Elle est donc toujours en péril. Si, depuis 20 ans, il faut sans cesse sauver le cultivateur, c'est donc qu'il est toujours en mauvaise posture économique.

C'est donc admettre que le crédit agricole, même s'il prête, ne l'a jamais sauvée. Rien de surprenant que lors d'un récent banquet au Vatel, à Charlesbourg, le ministre de l'Agriculture, pessimiste, a censuré le travail de tous les missionnaires-colonisateurs en disant que rien ne sert de crier sur tous les toits au retour à la terre puisqu'il n'y a plus de terres arables au Québec. Ce sont là des paroles de démission.

Le ministre a aussi fustigé la politique de colonisation du gouvernement qui dépense pour l'établissement des colons un montant annuel de \$10,000,000 à \$12,000,000, lorsqu'il préconise l'amélioration des terres déjà cultivées, afin d'en obtenir un meilleur rendement, plutôt que de crier à l'établissement nouveau.

Le ministre a aussi condamné sa propre politique agricole en demandant au gouvernement d'Ottawa de protéger l'agriculture par des prix de soutien. Même si le ministre de l'Agriculture se laisse aller au découragement, les cultivateurs doivent continuer de lutter et se cramponner au sol. Je suggère au gouvernement d'augmenter la part des cultivateurs dans le budget.

Si le futur établissement est une absurdité pour nous, Canadiens français, comment se fait-il que la Société d'établissement rural, par sa section de l'émigration, trouvera de la terre arable dans la province pour ceux qui veulent s'établir chez nous? À côté d'industries prospères et de commerces bien développés, il nous faut une agriculture également prospère. Je demande au gouvernement de se ressaisir avant que la majorité des agriculteurs ne désertent la campagne. Je réclame une politique agricole progressive, audacieuse et constructive, pour aider ceux qui sont économiquement faibles, et ce, avant que la majorité des agriculteurs n'aient déserté la terre.

En terminant, je réclame des allocations de maternité, des octrois statutaires aux commissions scolaires et aux municipalités, une aide aux jeunes qui font leur cours classique, aux écoles normales et spécialisées, et un prêt total aux universitaires. Il faut également un meilleur entretien des chemins de colonisation et l'augmentation à \$20 la corde du prix du bois de pulpe vendu par les colons. Je suis en Chambre pour y faire entendre la voix d'Abitibi-Ouest.

L'honorable M. Miquelon (Abitibi-Est):

Pour répondre à l'orateur précédent, j'entends mettre en relief le progrès réalisé par la région abitibienne sous l'Union nationale. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) n'avait pas le droit de dépeindre l'Abitibi comme il l'a fait. Ses électeurs lui en tiendront compte. D'ailleurs, l'opposition a commencé à nous démontrer qu'elle continue d'avancer dans la voie de l'erreur et du dénigrement. Elle n'a pas compris les leçons qu'elle a reçues le 20 juin dernier. Ce n'est pas en dépréciant sa province, en niant ses progrès évidents et, surtout, en mettant en doute l'intégrité proverbiale de sa population que l'opposition obtiendra la confiance des électeurs. Bien que cette région soit très jeune et bien qu'elle ait été grandement négligée sous nos amis d'en face, elle n'a aujourd'hui rien à envier au reste de la province.

En 1944, nous n'avions qu'un hôpital de 25 lits à Amos pour les deux comtés d'Abitibi-Est et d'Abitibi-Ouest, soit une population de 75,000 âmes, avec la conséquence que les grands malades étaient forcés de se faire transporter à Montréal ou à Québec. Un voyage de 24 heures pour obtenir des soins médicaux.

Aujourd'hui, nous avons un hôpital de 200 lits à Amos et un autre de 200 lits à Val-d'Or. Un troisième de 100 lits est en construction à La Sarre. Notez bien que les hôpitaux d'Amos et de Val-d'Or ont été construits par l'Union nationale alors que le comté était représenté en Chambre par un membre de l'opposition.

C'est dire que le gouvernement actuel agit non pas en fonction des allégeances politiques, mais en fonction des besoins du peuple. De plus, nous avons à Macamic un magnifique et imposant sanatorium qui a coûté \$2,500,000. L'Union nationale ne fait pas de favoritisme politique avec la santé.

En matière d'éducation, 103 écoles ont été construites depuis 1948, dans mon comté, avec une aide généreuse du gouvernement. Nous avons, de plus, une école d'agriculture à La Ferme, une école d'arts et métiers à Amos, et ce beau séminaire d'Amos pour lequel le gouvernement a donné un octroi de \$1,000,000.

Prenons maintenant la voirie. La voirie laissait à désirer avant l'Union nationale. C'était un préjudice grave pour l'avancement de cette région. Il y a 20 ans, quand je suis allé m'installer en Abitibi, pour venir à Québec, il fallait faire environ 1,100 milles et il fallait faire un détour par l'Ontario. C'est l'Union nationale qui a donné la route Mont-

Laurier-Senneterre. Nous avons maintenant du pavage dans les quatre comtés.

Le gouvernement actuel a aménagé des routes de communication partout. Aujourd'hui, la plupart des grandes villes de la région sont reliées entre elles par des routes modernes. Le pavage de la route Mont-Laurier-Rouyn, d'une distance de 450 milles, a débuté en 1952 et sera entièrement terminé en 1957.

Grâce à cette route, le commerce de l'Abitibi, qui était autrefois détourné vers l'Ontario, se dirige maintenant vers Montréal. Toutes nos paroisses de colonisation sont aujourd'hui reliées par d'excellents chemins de gravier. En construisant la route de Senneterre au lac Bachelor, le gouvernement a ouvert une région minière qui sera dans quelques années aussi importante que celle de Chibougamau. J'espère que cette route sera prolongée pour relier le Lac-Saint-Jean à l'Abitibi. Par la construction de la centrale du Rapide-Sept, du barrage Dozois et de la centrale du Rapide-Deux, le gouvernement a donné à l'Abitibi l'énergie électrique qui est la cause directe de son développement industriel et dont les bienfaits s'étendent même aux colonies les plus éloignées.

En 1947, le gouvernement de l'Union nationale entreprenait le premier barrage au Rapide-Sept, malgré les critiques acerbes de l'opposition d'alors. Sous leur régime subséquent, les libéraux ont négligé cette entreprise et des milliers de dollars ont été perdus à cause du vol de fils de cuivre laissés à l'abandon. Le barrage a été terminé en 1944. Puis il y a eu construction de deux autres barrages, l'un au lac Dozois, l'autre au Rapide-Deux. Nous avons là la cause directe de l'essor industriel extraordinaire de l'Abitibi.

Aujourd'hui, toutes les compagnies de mines qui viennent s'établir chez nous sont sûres de trouver l'énergie électrique dont elles ont besoin. Aucune paroisse rurale, des 40 paroisses, de l'Abitibi n'était électrifiée avant le gouvernement actuel. Aujourd'hui, il n'y en a pas une qui ne soit pas électrifiée. Il s'est construit 550 milles de lignes de distribution qui alimentent environ 15,000 usagers.

Dans l'Abitibi comme ailleurs, le crédit agricole a amélioré et stabilisé la situation de l'agriculture, des corporations municipales, scolaires et de fabrique. Si, de l'aveu de tous, la colonisation est difficile en temps de prospérité, le gouvernement de l'Union nationale s'est efforcé de faciliter dans la mesure du possible le travail du colon. Non seulement les primes ont été multipliées, mais la motorisation a été fortement accentuée. Alors qu'il y avait jadis deux tracteurs à la disposition des colons,

il y en a maintenant 35. Aujourd'hui, nous avons vraiment le colon libre sur une terre libre.

Comparons la situation du colon d'aujourd'hui avec celle du colon d'autrefois. Aujourd'hui, quand un colon vient s'établir, il trouve des chemins pour circuler et un lot classifié. Aucun danger de construire sa maison sur la glace d'un lac comme cela, paraît-il, s'est déjà vu dans le passé. Aujourd'hui, le colon bénéficie des bienfaits de l'électricité et de chemins ouverts 12 mois par année. Il a des écoles aussi belles que celles qui se trouvent dans tous les autres comtés de la province. S'il demeure loin des centres, le gouvernement paie pour le transport des enfants. Voilà autant d'avantages fournis pour l'Union nationale.

On nous a reproché de ne pas ouvrir de nouvelles colonies. Nous ne faisons que nous rendre aux désirs des missionnaires-colonisateurs, pour aller à la consolidation et à la colonisation des paroisses existantes. Cette consolidation se poursuit avec de très bons résultats. Si le colon d'aujourd'hui est un colon libre sur une terre libre, c'est surtout parce que le marchand de bois ne peut plus s'introduire sur les terres destinées à la colonisation pendant les 16 premiers mois de l'occupation du terrain. Je reproche au député d'Abitibi-Ouest d'avoir déprécié son comté et déclare que ses électeurs auront à apprécier son attitude.

Je veux vous exposer, avant de terminer, deux projets que j'ai particulièrement à cœur; celui d'un abattoir et celui d'une pulperie dans la région du lac Matagami. On affirme que les ressources forestières sont très considérables dans le voisinage du lac Matagami. Les ressources hydroélectriques, dans la même région, avec la possibilité d'aménager des chutes d'eau encore inutilisées, pourraient fournir un développement et actionner des génératrices d'une puissance de 4,000,000 de chevaux-vapeur. On installerait une fabrique de pulpe non loin du lac. On y trouve aussi des gisements miniers très importants. Le projet de pulperie au lac Matagami constituerait une entreprise de l'ordre global de \$75,000,000.

Quant à l'abattoir, il s'agirait ici d'une entreprise coopérative de l'ordre d'un million de dollars. Prochainement, une délégation de l'Abitibi doit venir rencontrer les autorités provinciales et le premier ministre pour leur exposer ces deux projets et demander l'appui du gouvernement pour la réalisation du projet.

J'ai confiance que si ces projets sont jugés réalisables et profitables, ils seront bien accueillis. Les problèmes de l'Abitibi, inconnus du temps des

libéraux, ont été bien compris sous l'Union nationale. Le citoyen de l'Abitibi est aujourd'hui aussi bien partagé que celui de toute autre partie de la province, grâce à un gouvernement qui a compris les problèmes de cette région.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) rend hommage au nouveau ministre des Affaires municipales, l'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques). J'ai connu le nouveau ministre au conseil municipal de Montréal, dit-il, et je sais quels services il a rendus à la ville. Je considère que sa nomination dans le ministère est une acquisition pour la province, car je ne doute pas qu'il soit aussi efficace pour elle qu'il l'a été pour Montréal. Il (M. Rochon) consacre tout son exposé au problème de la circulation routière.

Une analyse sommaire des facteurs qui contribuent directement aux accidents, dit-il, nous amène à conclure qu'ils sont relativement peu nombreux. On peut les ramener à cinq: alcool, inexpérience, dépassements imprudents, vitesse excessive et présence en grand nombre sur les routes des camions.

L'alcool prive le conducteur de l'usage complet de ses facilités. Or, la conduite d'une automobile requiert cet usage complet. La police routière ne sera jamais assez sévère à l'endroit de ces gens qui s'aventurent en état plus ou moins avancé d'ébriété et qui mettent la vie de leurs semblables et la leur en danger. L'annulation du permis de conduire, la prison et l'amende, actuellement prévus, ne sont pas suffisants, il faudrait sans autre cérémonie confisquer le ou les véhicules appartenant aux coupables.

Également, aucun permis ne devrait être accordé aux gens qui font habituellement abus de l'alcool ou qui sont alcooliques. À mon sens, celui qui est pris à conduire en état d'ivresse devrait perdre son permis et, s'il cause un accident de personnes dans cet état, se voir confisquer sa voiture indéfiniment.

On condamne à des peines sévères les individus qui, sous l'effet d'une colère provoquée, blessent un citoyen. Pourquoi serait-on plus tolérant pour ceux qui, prévenus du risque qu'ils font courir à des personnes sans défense en conduisant sous l'effet de la boisson, n'hésitent pas à prendre quand même le volant?

On doit absolument tenir les gens qui conduisent en état d'ébriété à l'écart de nos rues et de nos autoroutes. Je sais que priver un homme de son véhicule cause parfois des désagréments, mais il

faut garder à l'esprit les souffrances causées par ceux qui tuent et qui estropient. Au cours des dernières années, les tribunaux ont sévi contre les conducteurs alcooliques et imprudents, mais je pense qu'ils ne sont pas allés assez loin. On ne devrait pas attendre qu'ils aient tué quelqu'un avant de prendre des mesures sévères. La société doit se protéger contre les irresponsables qui constituent pour elle un danger constant, dont seul le manque de sens civique empêche d'évaluer la gravité.

La deuxième cause des accidents mortels est l'inexpérience. Une proportion excessive des accidents est en effet causée par des jeunes gens de 18 à 25 ans. Ils ont appris à conduire, ou du moins ils croient savoir conduire parce qu'ils savent comment faire fonctionner une automobile. Ces jeunes sont trop souvent remplis d'audace, mal instruits des mesures de prudence, distraits par des compagnons bruyants, stimulés parfois par d'autres jeunes qui cherchent les émotions dans la vitesse ou lancent des défis au chauffeur ou trop souvent, aussi sous l'influence de l'alcool, manquent d'attention et de patience. Ils ne se reposent pas quand ils sont fatigués, vont vite et mettent en danger la vie des gens. Ils prennent toutes sortes de risques, particulièrement quand il s'agit de dépasser une voiture qui, à leur avis, ne file pas assez rapidement.

Il faut dire, d'autre part, que certains automobilistes roulent trop lentement et sont également, de ce fait, causes d'accidents. Ces automobilistes trop lents devraient être forcés par la police de s'immobiliser sur le bord de la chaussée pour laisser passer ceux qu'ils retardent ou emprunter des routes secondaires. La voie publique devrait être interdite aux flâneurs qui roulent à des vitesses de 20 à 25 milles à l'heure là où le bon sens les obligerait à aller à 40 ou 50 milles à l'heure. S'ils veulent flâner, qu'ils prennent les chemins de campagnes. La meilleure punition qu'on peut leur réserver, c'est de les arrêter sur le bord de la chaussée et de les y faire attendre que tous ceux qu'ils retardent indûment passent devant.

Il (M. Rochon) dénonce aussi les camions qui encombre les routes, bouchent la vue, s'arrêtent sur le bord du chemin sans allumer de feux pour indiquer leur présence. Les camions devraient être forcés de garder leurs fanaux allumés quand ils s'arrêtent sur le bord de la route, déclare-t-il. D'ailleurs, il est important de trouver une solution au problème que constitue leur présence toujours plus nombreuse sur nos routes.

La vitesse excessive est un terme relatif. Un conducteur qui tombe de sommeil va trop vite à

25 milles à l'heure et un imprudent ou un inattentif va toujours trop vite, quelle que soit la vitesse à laquelle il file. C'est une question d'appréciation.

Quoi qu'il en soit, les mesures préventives prises jusqu'ici sont loin de correspondre à ce qu'on fait dans d'autres domaines contre des menaces beaucoup plus bénignes. La gravité de la situation exige qu'après une analyse sérieuse des principales causes d'accidents, des mesures radicales doivent être prises pour les faire disparaître. Ces accidents qui coûtent un nombre fantastique de vies humaines.

Personne ne se plaindra de voir diminuer le nombre de voitures dans les rues et sur les routes, car il y en a déjà trop. Nous dépensons des millions et des millions de dollars chaque année dans la lutte au cancer et aux maladies du cœur. Nous devrions prendre des mesures similaires pour combattre les dangers de la circulation qui emportent chaque année autant de vies que toutes ces maladies ensemble. En se montrant plus sévère, en particulier, pour accorder des permis de conduire, on diminuera les dangers qui menacent ceux qui doivent se servir d'une automobile pour leurs affaires et pour autres voyages nécessaires.

M. Levesque (Bonaventure), après avoir rendu hommage à l'Orateur de la Chambre, formulé des vœux de prompt rétablissement à l'endroit du chef de l'opposition (M. Lapalme), félicite le député de Saint-Maurice (M. Hamel) du poste de confiance qui lui a été assigné comme chef parlementaire de l'opposition. Ensuite, il adresse l'expression de ses bons sentiments envers le proposeur et le secondaire de l'adresse et il fait un bref historique de son comté.

Dans le passé, le comté de Bonaventure a été représenté à l'Assemblée législative par des hommes aussi illustres qu'Honoré Mercier, qui, de Paspébiac même, lançait son dernier manifeste électoral à la population de la province, dit-il. Il y a aussi comme anciens députés de mon comté Sir François Lemieux, ce grand juriste qui fut par la suite juge en chef de la Cour supérieure, ainsi que l'honorable John Hall Kelly qui siégea pendant de nombreuses années au Conseil législatif et qui remplit plus tard les fonctions d'ambassadeur du Canada en Irlande.

Puis, il évoque le souvenir de feu le juge Pierre-Emile Côté, ancien ministre de la Voirie qui, pendant de nombreuses années, a représenté le comté. Je m'efforcerais de me rendre digne de mes prédécesseurs, déclare-t-il. Je remercie la population de mon comté d'avoir bien voulu me faire confiance.

Il se dit honoré d'avoir été élu représentant d'un comté qui a déjà eu des députés tels que Sir François Lemieux, Honoré Mercier et Pierre-Émile Côté.

Je veux signaler à l'attention du gouvernement et de la Chambre les multiples besoins du comté de Bonaventure dans les diverses sphères d'activité telles que le pouvoir électrique, la forêt, les pêcheries, les mines, le tourisme, l'agriculture et la voirie. Le gouvernement doit prendre des actions immédiates pour que mon comté bénéficie d'un volume d'énergie électrique suffisant pour ses besoins domestiques et industriels et nécessaire à la fondation d'usines et cela à des prix compétitifs et raisonnables.

Il (M. Levesque) s'appuie à diverses reprises sur certains passages du discours du trône

Le gouvernement doit faciliter la distribution du pouvoir électrique dans toutes les régions de la province, en particulier dans mon comté qui souffre actuellement d'une sérieuse pénurie d'électricité, tant au point de vue domestique qu'au point de vue industriel. Rappelons les nombreux efforts accomplis par les Chambres de commerce les conseils municipaux, les autorités religieuses, l'U.C.C.² auprès du gouvernement et de l'Office de l'électrification rurale dans ce sens.

À diverses reprises depuis 1952, les corps publics du comté de Bonaventure ont rencontré le premier ministre et les officiers supérieurs de l'administration provinciale pour obtenir une solution équitable au problème urgent que suscite la pénurie de pouvoir électrique dans le comté de Bonaventure, mais sans résultat.

L'Office provincial parle d'électricité pour le comté à \$75 du cheval-vapeur, alors que le pouvoir importé de la Côte-Nord est livré aux Boules à \$30 et à Murdochville, à \$40. J'appuie ma réclamation des corps publics de mon comté, j'insiste auprès du gouvernement pour que Bonaventure puisse bénéficier d'un volume de pouvoir électrique suffisant pour les besoins industriels et domestiques, actuels et futurs, du comté à un tarif intermédiaire entre celui payé aux Boules et celui de Murdochville, et il faut la construction immédiate d'une ligne de transmission électrique du centre de la Gaspésie jusqu'à New Richmond. Actuellement, la Coopérative d'électricité est obligée d'employer des moteurs Diesel, ce qui résulte en des taux prohibitifs et nuit sérieusement à l'expansion industrielle et au développement du comté.

Dans le domaine de l'industrie forestière, les ressources en bois de pulpe de mon comté sont sacrifiées aux étrangers, par le transport de bois brut,

non ouverts aux compagnies de pulpe et de papier du Nouveau-Brunswick, telles qu'à Bathurst, Dalhousie et Althotville. Des dispositions doivent être prises pour faire cesser cette anomalie qui cadre peu avec la politique d'autonomie provinciale du premier ministre. Par ailleurs, l'industrie du bois de sciage de mon comté manque de matière première, au point que la majorité des moulins à scie végètent ou sont menacés de fermer leurs portes.

Il serait préférable de travailler le bois sur place, dans Bonaventure, soit dans des scieries existantes, soit dans une fabrique de pulpe qu'on pourrait obliger les sociétés papetières étrangères à fonder. Le gouvernement doit mettre à la disposition de l'industrie de bois de sciage une partie des immenses limites forestières détenues par les compagnies étrangères dont une proportion considérable se perd chaque année faute d'exploitation rationnelle. Tel qu'énoncé dans le discours du trône, les ressources naturelles de la province doivent être exploitées dans l'intérêt de la population du Québec. Autrement, la jeune génération doit s'exiler à l'étranger, comme il arrive dans le cas du comté de Bonaventure, pour pouvoir gagner sa vie. Je souligne la nécessité d'un inventaire forestier et économique de la Gaspésie.

Dans le domaine de la voirie, il signale le mauvais état des chemins secondaires ou d'arrondissements et il rappelle l'urgence qu'il y a de voir à la reconstruction du pont de la rivière Cascapédia, incendié en 1952 et dont seules les approches ont été refaites.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement devrait contribuer au bien de l'agriculture en faisant du drainage dans le comté, car la métropole compte sur les comtés voisins pour fournir les produits agricoles à la population de Montréal. Il faut la construction d'une école d'agriculture, pour aider à garder les fils de cultivateurs sur la terre, et la construction d'une école d'arts et métiers pour les jeunes. Il est nécessaire de finir la route 9, de l'élargir, afin de faire face aux besoins de la circulation.

Il cite des statistiques pour démontrer que cette route à une seule voie est dangereuse pour la sécurité publique, car aux endroits, entre Saint-Hyacinthe et Chambly, où elle a deux voies, il n'y a pas eu d'accidents mortels, tandis qu'ailleurs, les accidents sont particulièrement nombreux.

À certains endroits cette route n'a que 22 pieds de large et il y circule 25,000 véhicules par jour, ajoute-t-il. C'est là qu'elle est dangereuse. Dans

les sections où la voie est double, il n'y a pas eu d'accidents mortels. Il serait facile de la terminer, car les expropriations sont faites pour une emprise de 160 pieds sur toute la longueur de la route. Elle est déjà vieille de 20 ans et le béton est usé. Le gouvernement a 160 pieds d'assise pour établir une voie additionnelle.

Il (M. Saint-Pierre) proteste contre l'ouverture des grills, des débits de boissons et des hôtels le dimanche dans son comté, depuis l'élection générale. Il rend hommage à son prédécesseur pour avoir maintenu ces endroits fermés le jour du Seigneur.

J'espère qu'on prendra les mesures pour protéger la jeunesse, dit-il. On devrait protéger cette jeunesse en mettant un frein à la distribution de la littérature immorale. Des octrois pour les bibliothèques municipales dans les villes devraient être donnés, afin d'habituer les jeunes à la bonne lecture et à lire davantage.

Le gouvernement devrait donner des octrois statutaires aux commissions scolaires, afin de donner plus de liberté aux administrateurs de ces corps publics qui remplacent les parents³. Si le gouvernement acceptait cette politique d'octrois statutaires, il aura bien mérité de sa province. Il prononce ensuite un plaidoyer en faveur de la jeunesse, tant urbaine que rurale.

M. Brown (Brome)⁴ expose en quelques mots la situation précaire des électeurs de son comté, en grande majorité des cultivateurs.

Le député de Pontiac dit que tout va bien dans son comté, que l'industrie et l'agriculture progressent. J'en suis fort heureux pour lui, déclare-t-il. Mais je suis un peu étonné, car moi, je représente un comté qui a eu un représentant de l'Union nationale pendant près de 20 ans et la situation n'est pas la même du tout. Pas une seule industrie nouvelle n'est venue s'y installer. Au contraire, nous en avons une et elle est partie il y a trois ans, alors que le comté était représenté par un député de l'Union nationale.

J'entends parler des progrès de l'agriculture à travers la province. Je suis à me demander si mon comté fait partie de cette province, car nos fermiers ont toutes les peines du monde à vivre. La classe agricole se plaint du fait que les intermédiaires accaparent tous les profits et que les cultivateurs en souffrent. Je représente deux sortes de fermiers: ceux qui vendent leur lait à Montréal et ceux qui le vendent aux crémeries, aux fromageries, etc. Dans le premier cas, nos fermiers reçoivent à peine 11 cents la pinte pour leur lait qui est vendu 21 cents à Montréal. En plus, ils doivent dépenser des milliers

de dollars pour assurer le transport de leur lait vers la métropole. Quant à ceux qui vont à la crémérie, ils reçoivent entre \$2.60 et \$3 le cent livres, ce qui équivaut à environ 7 cents la pinte. Comment veut-on qu'un fermier réalise des profits avec des recettes pareilles? Ces fermiers sont bien à plaindre, car ils ne peuvent vivre du revenu de la ferme. Nous rions de la crédulité des Indiens qui ont cédé leur territoire pour quelques breloques, mais, pendant que les habitants des villes paient 15 cents pour un navet, le fermier ne reçoit même pas 5 cents.

Pas plus tard que ces jours derniers, j'ai vendu une vache de 700 livres. Savez-vous combien j'ai eu? La somme ridicule de \$55. Quand on pense que les gens de la ville ont payé cette viande pas moins de 44 cents la livre. Quand on pense qu'un fermier reçoit de 50 à 75 cents pour une peau de veau qui servira à faire de 10 à 15 paires de chaussures pour nos enfants, qui se vendront au bas mot \$3.50 chacune. La colle, on sait ce que ça coûte aujourd'hui et l'on sait avec quoi cela se fabrique. Or, les fermiers ne reçoivent plus rien de cette source, car ce sont les grands abattoirs qui ont pris le contrôle du marché. Le gouvernement se doit d'avoir un peu plus de considération pour cette classe de la population qui demeure le meilleur élément de la race.

L'ouvrier se plaint de son sort, le professionnel aussi, mais le cultivateur, lui, travaille 15 heures par jour et l'on trouve ça tout à fait normal. Mon comté était demeuré stationnaire au point de vue de population, depuis 1901. Or, nous avons un revenu important en 1901, celui du tourisme. Nous sommes situés à la frontière du Vermont et nos sources de soufre attiraient beaucoup de touristes. Aujourd'hui, je regarde la brochure touristique de 75 pages que publie le gouvernement et je constate qu'il n'y est même pas fait mention du comté de Brome.

Je me suis toujours demandé ce que voulait dire l'étiquette d'"indépendant", dit-il. Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) me l'a prouvé et je félicite les électeurs de ce comté qui savent s'élire un indépendant si près du parti au pouvoir.

(Rires)

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le discours du trône m'a un peu déçu. Il n'a pas fait mention du salaire de nos ouvriers en général, surtout de nos ouvriers forestiers. La différence qui existe entre les ouvriers du Québec et ceux de l'Ontario, c'est que les nôtres sont moins expérimentés. Nous avons un surplus de main-d'œuvre, car nous commençons trop

jeunes à travailler. On accuse également les représentants des syndicats ouvriers tels que le C.T.C.C.⁵ de fausser la vérité en se servant de chiffres qui ne sont pas complets; mais ces mêmes représentants ont démontré clairement que les salaires des ouvriers ainsi que des chauffeurs de camion et de tracteur de chez nous sont inférieurs à ceux de l'Ontario et de plusieurs autres provinces, puisque les statistiques du salaire hebdomadaire nous placent dans une situation pas trop enviable. L'ordonnance 39 donnait \$4.50 à l'ouvrier à une époque où déjà mes hommes gagnaient \$8 et \$9 par jour, et donc, cette ordonnance ne suivait même pas le progrès. L'ordonnance est désuète et fixe un salaire minimum trop bas.

L'honorable M. Barrette (Joliette) se lève pour protester.

La vérité a ses droits et je suis obligé de soulever un point d'ordre parce que le nouveau député m'a mis en cause. Je ne puis le laisser induire la Chambre en erreur. On compare un salaire minimum fixé par une ordonnance aux salaires obtenus par des conventions collectives signées en Ontario, dit-il. Si l'on veut bien comparer des conventions collectives à d'autres conventions collectives, on verra qu'au Québec nous avons l'avantage.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à l'Orateur de rappeler à l'ordre le ministre.

Le ministre n'a pas le droit de faire un discours, déclare-t-il.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre a le droit de faire une rectification. Un ministre a le droit de contredire une déclaration qu'on lui prête et qu'il juge erronée; il a le droit de rétablir les faits.

M. l'Orateur: Le ministre du Travail a le droit, en vertu des règlements, de faire les rectifications qui s'imposent.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'affirme que les salaires dans le Québec sont les plus élevés et je le prouverai devant cette Chambre.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Les salaires des bûcherons de l'Ontario sont plus élevés que dans Québec. Il en est ainsi des chauffeurs de camion et de tracteur. Parlant de l'ordonnance 39, visant à augmenter de 20 % les salaires et les taux à forfait

des bûcherons, il s'agit là d'une déclaration par laquelle le ministre du Travail vise plus à l'intérêt politique qu'à l'intérêt réel des ouvriers forestiers.

Pour appuyer ses avances, il (M. Turpin) mentionne plusieurs articles de journaux d'où il ressort: premièrement, qu'il était grand temps que le gouvernement provincial augmente de 20 % les taux minima de l'ordonnance 39, puisque, même après l'augmentation, le taux minimum est encore inférieur au taux actuel de l'employeur; deuxièmement, que le ministre du Travail, en affirmant que cette augmentation apporterait \$1,500,000 par mois aux travailleurs en forêt, voulait dire en langage électoral de l'Union nationale que cette augmentation décrétée par son gouvernement n'apportait pas un sou de plus aux ouvriers forestiers; troisièmement, que le directeur du service forestier de l'U.C.C., par ses interventions répétées, a au moins le mérite d'avoir sauvé le principe du salaire minimum en obtenant que le gouvernement en relève le taux; quatrièmement, que toutes ces bagarres épistolaires dans la presse ont permis de mettre la vérité à jour et ont démontré que l'on s'intéresse de plus en plus au sort des travailleurs en forêt; et finalement, qu'il est important de ne pas trop s'attarder sur des points secondaires dans la discussion, mais de surtout faire l'unité sur l'urgence de proposer des solutions concrètes sur les problèmes essentiels de l'ouvrier forestier.

L'ordonnance 39 oblige à payer aux journaliers \$4.80 par jour ou \$124.80 par 26 jours d'ouvrage, dit-il. En ce cas, les compagnies forestières sont moins inhumaines que le gouvernement lui-même, puisqu'elles paient de \$5.50 à \$6.50 par jour. Ce qui veut dire qu'en pratique, l'établissement d'un salaire minimum ne suffit pas à protéger l'ouvrier forestier salarié. Nous croyons que la solution du problème réside moins dans une équation mathématique que dans la propagande éducative auprès du patron et de l'ouvrier.

En ce qui concerne le travail à la pièce, le bûcheron n'est pas entièrement protégé. Il faut tenir compte aussi des conditions de travail, et le gouvernement doit améliorer le sort des ouvriers forestiers avec désintéressement et loyauté.

Il parle aussi des routes qu'il faut construire ou améliorer, de l'entretien des chemins d'hiver. Comment il se fait que les contribuables sont obligés de contribuer à cet entretien, dit-il? Quelle justice y a-t-il entre un contribuable qui reste sur une grande route et auquel le gouvernement paie le plein montant de l'entretien, et un autre qui reste dans un

rang, ou sur une route secondaire, et qui est obligé de payer de fortes contributions pour pouvoir se servir des routes? Il me semble que le gouvernement devrait considérer ces suggestions et les étudier. Il devrait normalement payer en entier l'entretien des routes d'hiver, afin de donner justice à tous les contribuables.

(Applaudissements)

La motion est mise aux voix.

M. l'Orateur: Adoptée?

Des députés de l'opposition: Adoptée.

L'adresse est adoptée.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) se lève⁶.

Dépôt de documents:

Ministère de l'Agriculture, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1956. (Document de la session no 8)

Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que M. Daniel Johnson, député du collège électoral de Bagot, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre.

C'est un jeune homme de talent, qui connaît bien les règlements et qui fera honneur à la situation, dit-il.

Adopté nomine contradicente.

M. Johnson (Bagot) prend alors son fauteuil comme président du comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que l'opposition ne dit rien, dit-il. J'en conclus qu'elle concourt dans les éloges que j'ai faits du député de Bagot.

M. Johnson (Bagot): Je remercie le premier ministre de ses paroles élogieuses dites à mon égard et l'opposition de son silence sur ma réélection à la vice-présidence de la Chambre.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances de la province de Québec à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de quinze millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, et 4-5 Elizabeth II, chapitre 4.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur

ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien de prêts ont été consentis par l'Office, depuis le 1^{er} janvier 1956?

L'honorable M. Barré (Rouville): Au 31 décembre 1955, l'Office avait consenti 45,756 prêts pour un montant de \$129,255,895, et au 14 novembre 1956, le nombre des prêts consentis était passé à 50,386, pour un montant de \$139,880,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le crédit agricole a permis de placer 22,751 jeunes gens sur la terre. Le montant autorisé jusqu'à maintenant était de \$140,000,000. Il sera porté à \$155,000,000 avec la présente loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de prolonger d'un an l'application de cette loi. La loi était anormale, car on conçoit mal

qu'un homme qui a gagné sa maison ne puisse disposer de sa maison comme il veut et n'en soit pas maître. Mais des circonstances encore anormales la rendent encore nécessaire. Il y a des cas où il faut intervenir.

L'intérêt public doit primer et c'est là le pourquoi de la loi. Une seule ville a demandé que l'application de cette loi soit suspendue: ville Mont-Royal; aucune autre ville n'a demandé à être sujette à la Régie. Le seul but de la loi est de prolonger son application pendant un an. Il fallait coordonner les articles en conséquence.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) indique qu'il aimerait d'abord avoir en main le rapport Tremblay avant d'étudier le projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas ce que le rapport Tremblay vient faire là-dedans.

Des députés de l'opposition déclarent qu'ils ne sont pas prêts à adopter cette loi immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes prêts à retarder le débat si l'opposition le désire parce qu'elle n'est pas prête. Mais nous serons à cheval sur la procédure si elle veut s'objecter sans raison valable.

**Conseils du roi,
de la reine****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif aux Conseils du roi ou de la reine soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de faire disparaître une incertitude. Il y a deux ou trois ans, le Barreau avait demandé une révision de sa loi. Les amendements qu'il proposait visaient à lui donner le droit de faire des nominations. Il est arrivé que le pouvoir de nommer des conseillers devint incertain. Pour faire disparaître tout doute, nous disons que c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui fera les nominations.

M. Ross (Montréal-Verdun): On amende donc la loi du procureur général plutôt que celle du Barreau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi du Barreau concerne le Barreau et non pas le lieutenant-gouverneur.

À la demande du député de Verdun, il (l'honorable M. Duplessis) explique que les nominations faites depuis le 5 mars 1954, date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont valides.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subvention spéciale
pour Québec**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 30, soit remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder et à payer à la corporation de la cité de Québec, à même le fonds consolidé du revenu et de la manière qu'il déterminera, une subvention spéciale au montant de deux millions sept cent mille dollars, comprenant le versement de deux cent mille dollars effectué durant l'année 1956. Le solde de cette subvention, soit deux millions cinq cent mille dollars, sera payable à raison de deux cent cinquante mille dollars pour chacune des dix années subséquentes à l'année 1956.

"Cette subvention sera employée au paiement de l'intérêt et à l'amortissement du capital sur la dette municipale de la cité de Québec."

L'an dernier, la Législature a voté une loi accordant à Québec une subvention de \$1,000,000, soit \$200,000 par année pendant cinq ans. Le premier versement a déjà été effectué. Cette fois, ajoute-t-il, il s'agit de verser \$250,000 par année pendant 10 ans. Avec le montant déjà versé, ceci fera \$2,700,000. La Vieille Capitale est un endroit

historique et le siège des activités gouvernementales qui y paie des taxes. Québec, au point de vue historique, par sa grande université et ses institutions religieuses renommées, qui ne paie pas de taxes foncières à cette ville, joue un rôle considérable. Nous avons trouvé qu'il n'était pas juste de la laisser sans aide. Le montant est accordé pour éteindre sa dette et s'ajoute aux taxes que le gouvernement paie déjà. Nous avons jugé à propos de donner à Québec un montant annuel de \$250,000 devant servir au paiement annuel de l'intérêt et à l'amortissement du capital sur la dette municipale. C'est un geste approprié et enthousiaste que nous posons. Aujourd'hui, la situation des municipalités est des plus difficiles. Il y aura plus tard de nouvelles législations pour en aider. Les intérêts sont augmentés.

La décision récente de la Banque centrale de hausser le taux d'intérêt n'avantage pas la situation des municipalités. Les restrictions imposées par la Banque du Canada sur le crédit sont injustes pour les municipalités. Ces restrictions coûtent aux municipalités des centaines de milliers de dollars. Ce sont les commissions scolaires et les municipalités qui en subissent le plus le contre-coup. Nous espérons que les autorités fédérales paieront également des taxes immobilières. Le ministère fédéral du Transport doit \$1,000,000 en taxes d'eau à la cité de Québec. Il y a à Québec le cas du havre de Québec, où non seulement le gouvernement fédéral ne paie pas de taxes, mais où il vend l'eau aux bateaux qui s'approvisionnent quand ils s'arriment ici au quai. Il est à espérer que le geste posé par le gouvernement de Québec constituera un bon exemple pour celui d'Ottawa.

M. Ross (Montréal-Verdun): La clause où il est question que la subvention sera employée au paiement de la dette de Québec existait-elle dans l'ancienne loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi n'a pas été changée, sauf le montant. Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) voit-il des objections à cette loi?

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je voudrais que ce montant soit augmenté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceux qui n'ont rien donné voudraient faire augmenter le montant donné par les bleus.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Dans le temps, les revenus de la province étaient bien bas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province aussi.

(Rires)

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Fonctions et traitement des juges

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 219 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus 1941, chapitre 15), modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et par l'article 6 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "douze" par le mot "quatorze";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "dix" par le mot "douze".

2. Que l'article 236 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 8 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, les mots "sa fonction le 12 novembre 1952" par les mots "la fonction de juge des sessions le premier novembre 1956".

3. Que l'article 236a de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 9 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, les mots "sa fonction le 12 novembre 1952" par les mots "la fonction de juge des sessions le premier novembre 1956".

4. Que l'article 237 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 11, par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 12, remplacé par l'article 7 de la loi 13 George VI, chapitre 19, modifié par l'article 6 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 10 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié:

a) en y ajoutant, après le mot "retraite", dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots suivants: "Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il le juge conforme aux intérêts de la justice, autoriser tout juge des sessions à continuer l'exercice de ses fonctions après avoir atteint l'âge de soixante-quinze ans. Dans ce cas, la mise à la retraite a lieu à compter de la démission de ce juge ou à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.";

b) en remplaçant, à la fin du second alinéa, les mots "sa fonction le 12 novembre 1952" par les mots "la fonction du juge des sessions le premier novembre 1956".

5. Que l'article 238 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 12, remplacé par l'article 8 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 11 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin, les mots "sa fonction le 12 novembre 1952" par les mots "la fonction de juge des sessions le premier novembre 1956".

6. Que l'article 240 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 15, par

l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et modifié par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 12 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié en remplaçant, à la fin du premier alinéa, les mots "sa fonction le 12 novembre 1952" par les mots "la fonction de juge des sessions le premier novembre 1956".

7. Que l'article 266e de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 9 de la loi 14-15 George VI, chapitre 55, et par l'article 14 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du premier alinéa, le mot "douze" par le mot "quatorze";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du même alinéa, le mot "dix" par le mot "douze".

8. Que l'article 272 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 20, par l'article 16 de la loi 13 George VI, chapitre 19, et par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, soit de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "douze" par le mot "quatorze";

b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "dix" par le mot "douze".

9. Que l'article 273 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 11 George VI, chapitre 23, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

"Il est payé à chaque juge de district, lorsqu'il voyage pour l'exercice de ses fonctions, en outre de ses frais de déplacement, une somme de quinze dollars par jour, y compris les jours nécessairement occupés pour le déplacement, aller et retour, de l'endroit qui lui est assigné pour sa résidence, pour que";

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du sous-paragraphe a du paragraphe 1, les mots "magistrat de district en chef" par les mots "juge en chef de district";

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 1, le mot "six" par le mot "quinze" et, dans les quatrième et cinquième lignes du même sous-paragraphe, le mot "magistrat" par le mot "juge";

d) en abrogeant le paragraphe 2 et en numérotant comme 2 le paragraphe 3 actuel.

10. Que les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliquent à

tous les juges des sessions, à tous les juges de district et à tous les juges de la Cour de bien-être social, en fonctions lors de l'entrée en vigueur de ladite loi ou qui seront nommés par la suite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Jusque là, un juge devait obligatoirement prendre sa retraite à 75 ans comme si un homme perdait de ses capacités avec l'âge. Il y a des gens de 80 ans qui valent mieux que des gens de 25 ans. Un homme âgé de 80 ans peut être plus jeune mentalement et plus vigoureux qu'un homme qui a la moitié de son âge. Ceci s'applique aussi à sa condition physique. Ce qui compte, c'est la compétence et le jugement. La compétence ne se juge pas à l'âge.

La tendance de l'industrie à obliger les hommes à prendre leur retraite à 65 ans constitue une calamité. En ce faisant, l'industrie se prive des services d'hommes d'expérience qui possèdent quelquefois plus d'énergie que des hommes plus jeunes. Et l'on ne peut nier que, souvent, des personnes âgées ont plus d'expérience et de jugement. Le juge Laetare Roy, de la Cour des sessions de la paix, est venu me trouver pour me dire l'ennui d'une prochaine mise à la retraite.

Étant donné la tendance générale d'aujourd'hui au moindre effort, j'ai beaucoup apprécié l'attitude de M. Laetare Roy, un bon rouge et un excellent juge. Ça été une bénédiction (en riant) pour l'Union nationale, qu'ainsi les bons rouges se soient tournés vers elle!

Le juge Roy paraît plus jeune que bien des hommes de 50 ans et c'est peut-être, malgré son âge, le magistrat le plus actif et le plus dynamique de tous les tribunaux. Plusieurs députés de la Chambre qui l'ont rencontré sans savoir son âge refusent tout d'abord de croire qu'il a atteint l'âge de la retraite. Le juge Roy a subi une grave intervention chirurgicale il y a plusieurs mois, mais il paraît maintenant plus jeune et en meilleure santé que jamais auparavant.

Il est d'avis que le bill 12, loi faite à la demande d'un ancien député libéral⁷ qui, du haut du banc, a constaté ses erreurs passées, déclare-t-il, rendra de grands services.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne pourra forcer un juge à siéger après 75 ans contre son gré. Il révèle qu'Ottawa aurait voulu lui faire modifier la législation existante pour décréter

obligatoire la mise à la retraite des juges de la Cour supérieure âgés de 75 ans. J'ai refusé, affirme-t-il.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Travaux
de la Chambre**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que l'Assemblée sera saisie dès la semaine prochaine d'un projet de loi visant à permettre au gouvernement provincial de venir en aide aux commissions scolaires en piètre état financier.

Il annonce également que les comités des bills publics et privés commenceront à siéger mardi.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 9 heures.

NOTES

1. Comme le rapporte *Le Nouvelliste* du samedi 24 novembre 1956, à la page 12, "un incident a bien amusé la Chambre jeudi après-midi. Ceci se passait quelques minutes avant l'ouverture de la séance. Il n'y avait encore personne dans les galeries, mais quelques journalistes ont été témoins de la chose, pendant que, de l'extérieur, ils surveillaient l'arrivée de l'Orateur. En arrivant à son pupitre, M. Rochon y a découvert un superbe béret blanc, emprunté sans doute à un ancien partisan d'un certain mouvement politique de la province de Québec. Le député de Saint-Louis a protesté avec toute la véhémence dont il était capable mais sans succès. Les députés ont bien ri.

Pour couronner la farce, M. Rochon est allé accrocher son trophée à la couronne qui surplombe le banc de l'Orateur. Inutile de dire que la cocarde n'a pas fait vieux os sur son monument. Elle est descendue de son trône pour permettre à la Chambre de passer aux choses sérieuses".

Pour ce qui est du certain mouvement politique rapporté dans le journal, il s'agit d'un groupe de créditistes qui délaissent l'action électorale après les élections de 1948 pour former un groupe de pression connu sous le nom de *Les pèlerins d'un monde meilleur* qui ornent un béret blanc. Ce groupe appuie les libéraux de M. Lapalme lors des élections de 1956. (Paul-André Linteau, Réal Durocher et al., *Histoire du Québec contemporain, Tome 2, Le Québec depuis 1930*, Boréal compact, Montréal, 1989, pages 366 et 367.)

2. Union des cultivateurs catholiques.

3. M. Saint-Pierre est président de la commission scolaire de sa ville.

4. Le *Montréal-Matin* du 23 novembre 1956 nous indique qu'il s'agit de son "maiden speech", soit son premier discours en Chambre.

5. Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

6. Selon *La Patrie* du 23 novembre 1956 à la page 12, après le discours de M. Turpin, M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) voulait parler à son tour mais, comme il a tardé à faire connaître ses intentions, le président de la Chambre a déclaré l'adresse adoptée.

7. M. Laetore Roy (1882-1964) est un ancien député libéral du comté de Lévis de 1911 à 1912. (Bibliothèque de l'Assemblée nationale. *Répertoire des parlementaires québécois 1867-1978*, Assemblée nationale, Québec, 1988, pages 509-510)

Séance du mardi 27 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Donation de Michel Chapleau

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Téléphore Chapleau, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau, et que cette pétition soit maintenant adoptée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Téléphore Chapleau, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des syndics de la paroisse de Sainte-Odile, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisations annuels (M. Pouliot, Laval);

- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gagné, Montréal-Laurier);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de Guerih Benzionovitch Seliesker, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis (M. Thibeault);

- de la ville de Marieville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Custeau);

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);

- de la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ladouceur);

- de Albini Carrière, demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur une terre dans la paroisse de Boucherville (M. Ladouceur);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la corporation de la Trappe de Notre-Dame-du-Lac des Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi soustrayant la surface totale de son domaine à l'application de la loi provinciale des mines (M. Thibeault);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Auger);

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la paroisse de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville, sous le nom de ville des Mille-Isles (M. Pouliot, Laval);

- de Germaine et Gabrielle Thibodeau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le testament de feu Marie-Berthe Thibodeau (M. Custeau);

- de la corporation municipale du village de Price, demandant l'adoption d'une loi pour fixer le montant de la taxe foncière payable par la Compagnie Price Brothers et la Compagnie du pouvoir du Bas-Saint-Laurent (M. Gagnon, Matapédia);

- de Maurice Pollack Realty Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant propriétaire absolue, la pétitionnaire, d'une parcelle de terrain dans le quartier Saint-Antoine de la ville de Montréal (M. Custeau);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Théberge);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente, dite taxe d'éducation (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation de la ville de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- du comité de réalisation de la Cité-Jardin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tremblay);

- des héritiers de la succession de feu Marius Dufresne, demandant l'adoption d'une loi permettant aux exécuteurs testamentaires de procéder à un partage partiel des biens de ladite succession (M. Custeau);

- des commissaires d'écoles protestantes de Pointe-Claire et de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe spéciale (M. Pouliot, Laval);

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des syndics de la paroisse de Saint-Sixte, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels (M. Pouliot, Laval);

- de la corporation des oblates franciscaines de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation distincte sous le nom de Les oblates franciscaines de Saint-Joseph (M. Pouliot, Laval);

- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Laval);

- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pouliot, Laval).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque;

- bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus.

Projets de loi:

Substitution de Marie J. A. A. Larocque; Filles de Jésus (Trois-Rivières)

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 107 validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque;

- bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus.

Le comité étudie les deux bills séparément, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 107 et 112 sans les amender.

Substitution de Marie J. A. A. Larocque

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que le bill 107 validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Filles de Jésus, Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que le bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires une compensation pour leurs services;

- de Arthur Savard et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant La Mutuelle des employés civils;

- de Joseph Bruno Houde, connu sous le nom de Bruno Cyr, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe spéciale.

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Bruno Houde-Cyr

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Bruno Houde Cyr à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et changeant son nom de Joseph Bruno Houde en Joseph Bruno Cyr.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire catholique de Beaconsfield

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200

concernant la Commission scolaire catholique de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mutuelle des employés civils

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subvention spéciale pour Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec soit maintenant lu une troisième fois¹.

Comme les autres municipalités, Québec, berceau de la civilisation au nord du continent américain, doit aussi composer avec des taux d'intérêt ajoutés sur ses emprunts, suite à la politique adoptée par la Banque du Canada. C'est pourquoi le gouvernement désire augmenter sa subvention spéciale de \$1,000,000, votée à la session dernière, à \$2,700,000.

Ce montant comprend le premier versement de la première subvention. Le \$2,500,000 restant sera payé en 10 versements annuels de \$250,000 chaque. Déjà \$200,000 ont été versés, sur la subvention de \$1,000,000 votée, l'an dernier, pour une période de cinq ans. L'amélioration qu'apporte ce projet de loi montre que l'Union nationale fait encore mieux après les élections qu'avant. J'espère que l'autorité fédérale en fasse autant.

Il est important d'attirer l'attention sur le rôle que jouent en régime démocratique les corporations municipales et scolaires. Ce sont les administrations les plus rapprochées du peuple, celles dont les

attributions touchent au peuple de plus près. Depuis quelques années, elles ont vu leurs obligations augmenter considérablement. Malheureusement, leurs sources de revenus n'ont pas augmenté dans une proportion correspondante.

Cette situation est due à plusieurs causes dont la principale est une mauvaise répartition des impôts publics. Le gouvernement fédéral prend à lui seul plus de 75 cents sur chaque dollar d'impôt payé par les contribuables canadiens, ne laissant que 25 cents à partager entre les provinces, les municipalités et les commissions scolaires. C'est le même contribuable qui paie ces impôts dans le Québec et le dollar ne grossit pas en se rendant à Ottawa ni en revenant dans la province.

Au Québec, la propriété doit supporter le fardeau des impôts à la fois municipaux et scolaires. L'impôt foncier reste la principale source de revenus des corporations municipales et scolaires. Mais il y a une limite à ce que peuvent supporter les propriétaires en fait de taxes. Si on augmente l'impôt foncier à un tel point que cela décourage les gens d'accéder à la propriété, alors toute l'organisation économique des villes, des villages et des commissions scolaires sera perturbée. S'il est trop élevé, on fera disparaître le petit propriétaire et on découragera ceux qui ont l'intention de se construire des habitations. Ce serait là des conséquences désastreuses au point de vue social et familial.

En augmentant les taux d'intérêt, dans un but sans doute louable, la Banque du Canada a ajouté encore aux difficultés des corporations municipales et scolaires, et même des provinces. Car elles sont obligées d'emprunter à des taux élevés, qui pèsent considérablement sur les contribuables. Il ne faut pas oublier que lorsqu'on augmente les impôts, c'est le même contribuable qui est appelé à payer. De plus, si les commissions scolaires et les municipalités doivent mettre de côté de plus en plus de leurs revenus pour payer les intérêts sur leurs emprunts, elles seront incapables de rencontrer leurs obligations courantes. Il me semble qu'on pourrait en arriver à des méthodes qui tiendraient compte de ces difficultés. Les municipalités souffrent déjà d'une mauvaise répartition des sources de revenus entre Ottawa et les provinces, et cette restriction du crédit vient causer de nouveaux embêtements.

Le gouvernement de Québec ne veut nullement embarrasser les gens d'Ottawa; il leur demande seulement de rester chez eux, dans le domaine de ses attributions, soit en l'occurrence dans le domaine d'imposition alloué par la Confédération, ce qui réglerait bien des difficultés, par le fait même.

Quand j'entends des gens parler de la contribution du pays à certains organismes, je me demande comment ils peuvent oublier la contribution du Québec au développement du pays et à la civilisation sur tout le continent, en général.

Pour sa part, le gouvernement provincial a déjà fait beaucoup pour la ville et les contribuables de Québec. Nous avons assumé pour près de \$7,000,000 de dettes scolaires. Ces dettes diminuent la valeur de la propriété, car elles portent privilège et ont priorité sur les hypothèques. Elles représentent de plus, en intérêts et en amortissements, des charges annuelles considérables. En les assumant, nous avons aidé les contribuables. Nous les aidons encore avec ce projet de loi qui consacrera un quart de million par année pendant 10 ans à l'allègement de la dette municipale et de ses intérêts. C'est une excellente mesure et je remercie les députés de la région de Québec qui l'ont suggérée au gouvernement.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je suis heureux de cette subvention de \$250,000 que le gouvernement propose de verser à la ville de Québec, mais je trouve qu'elle n'est pas suffisamment généreuse et qu'elle ne rend pas justice à la capitale de la province. Il ne s'est pas écoulé 12 mois avant que le gouvernement ne réalise l'insuffisance du montant voté à la dernière session. Le présent projet de loi ne constitue qu'une réparation partielle.

En 1941, le gouvernement libéral avait voté une loi pour l'embellissement de Québec, avec un crédit de \$100,000, qui fut porté à \$150,000 en 1943. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, pas un sou n'a été versé à Québec en vertu de cette loi, et le gouvernement a bien peu contribué au développement de la ville. Comment il se fait que cette loi ne soit pas appliquée?

Québec est la capitale de la province. Le gouvernement y possède une grande quantité d'immeubles et y occupe un espace considérable. Ces propriétés sont exemptes de taxes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les propriétaires de bureaux qui sont loués par le gouvernement paient des taxes et aident ainsi la ville de Québec.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je dis que les propriétés de la couronne sont exemptes de taxes. Le gouvernement ne paie ni la taxe foncière, ni la taxe scolaire, ni la taxe spéciale, ni la taxe d'affaires sur les immeubles loués comme le font les autres

contribuables qui ont des immeubles dans les limites de la cité. Il n'y a pas de raison pour que les contribuables supportent seuls la lourde charge des édifices utilisés pour le bénéfice de la population de toute la province. D'ailleurs, l'aide fournie par le gouvernement provincial à la Vieille Capitale n'est pas proportionnelle aux propriétés qu'il possède dans la cité.

L'Union des municipalités demande que des compensations adéquates soient versées pour tenir lieu de taxes sur les propriétés publiques et plusieurs gouvernements ont déjà reconnu ce principe. La province d'Ontario, par exemple, verse cette année à Toronto, sa capitale, \$950,000 en compensation des taxes municipales, \$389,667 pour l'entretien des chemins, \$39,251 pour la prévention des incendies et \$66,108 pour le service de la police. La province d'Ontario paie à la ville de Toronto \$1,445,000 par an en taxes et octrois².

Le gouvernement de Québec, lui, ne paiera annuellement qu'un quart de million à sa capitale. Les immeubles qu'il y possède sont pourtant évalués à \$14,000,000, et, si le gouvernement provincial devait payer \$2.55 du cent (taxe foncière \$1.25, taxe spéciale \$0.20, taxe scolaire \$1.10) comme tout le monde, suivant les taux ordinaires, il devrait payer \$350,000 environ de taxe foncière à la cité de Québec. Ajoutez à cela la taxe d'affaires de 18 % sur les immeubles qu'il a loués, qui rapporterait \$65,000, et un octroi de \$100,000 par an pour l'embellissement de la capitale de la province. C'est donc une subvention de l'ordre de \$500,000 par année que le gouvernement devrait payer à la ville de Québec, soit un octroi global de \$5,000,000.

On sait que la ville n'est pas en état de rencontrer ses nombreuses obligations. Elle a des déficits considérables et a dû refinancer cette année un montant de \$900,000. Il me semble que le gouvernement devrait faire davantage. Il va recevoir plus de \$48,000,000 d'Ottawa en paiement de péréquation, et il est question qu'il porte de 7 % à 9 % son impôt sur les corporations, ce qui représentera en tout un revenu additionnel de \$62,000,000. Il est donc en mesure de se montrer plus généreux et je considère qu'il ne fait pas tout son devoir par le présent projet de loi.

M. Cloutier (Québec-Centre) félicite le gouvernement de son geste magnifique et généreux. Toute la population, dit-il, remercie comme il se doit le premier ministre de son attachement pour la Vieille Capitale et de son désir sincère de lui venir en aide. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement

provincial actuel vient en aide à la cité de Québec. Ce gouvernement, comprenant le caractère particulier, les obligations de cette ville et l'insuffisance de ses revenus, est venu à plusieurs reprises à son secours.

Il (M. Cloutier) rappelle l'octroi de \$200,000³, accordé l'an dernier, l'extinction de la dette de la commission scolaire, les subventions accordées aux hôpitaux, à l'Université Laval, aux terrains de jeux et aux associations de la jeunesse. L'an dernier, moi et mon collègue, le député de Saint-Sauveur, avons remis aux administrateurs municipaux un chèque de \$200,000, première tranche de l'octroi payable en cinq ans. L'année dernière, les autorités provinciales ont également payé \$150,000 pour les travaux du boulevard Saint-Sacrement, qui, normalement, auraient dû être exécutés aux frais de la ville.

La population de Québec sait se rappeler, au moment opportun, des faveurs qu'on lui fait, et le 20 juin la population s'est rappelée ce que le gouvernement avait fait pour elle. Le soir de ce jour, le député de Québec-Est (M. Maltais) a été élu.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande à l'Orateur de rappeler le député de Québec-Centre (M. Cloutier) à l'ordre. Ce n'est pas le moment, dit-il, de parler des élections quand on étudie un bill relatif à un octroi. Mais, si vous voulez en parler, nous sommes prêts.

M. l'Orateur: Pendant le débat sur le discours du trône, de chaque côté de la Chambre, on a souvent parlé des dernières élections. En ce moment, le député ne fait que mentionner que la population a manifesté sa reconnaissance, le 20 juin.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc,

Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 70.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lévesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est comme les élections du mois de juin.

M. Cloutier (Québec-Centre) répète que les gens de Québec savent reconnaître les mérites du gouvernement. Il rend ensuite hommage à l'administration de la Vieille Capitale. Je crois, dit-il, que les administrateurs municipaux ont fait tout leur possible pour mener à bien la tâche qui leur avait été confiée. Cependant, il est regrettable de constater que le gouvernement fédéral, contrairement au gouvernement provincial, ne rend pas justice à la ville. Les autorités fédérales devraient rembourser les sommes qu'elles doivent à la Vieille Capitale, au montant de plus de \$1,000,000.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Je trouve étrange l'attitude du député de Québec-Ouest (M. Galipeault). Il a cherché par toutes sortes de moyens à minimiser le geste généreux du gouvernement provincial qui a fait voter cette loi afin de venir en aide à la cité. Si le député avait fait une comparaison entre ce que les régimes libéraux ont donné et ce que la cité de Québec reçoit du gouvernement actuel, il aurait été plus convaincant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il en aurait rougi!

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) s'est plaint de l'insuffisance de l'octroi spécial, mais le gouvernement de l'Union nationale a fait pour la ville de Québec ce qu'aucun autre gouvernement n'avait fait avant lui. Le premier ministre a mentionné \$7,000,000 qui ont été dépensés pour agrandir les écoles de la Vieille Capitale. Ce montant, divisé en versements annuels, représenterait beaucoup

plus que ce que le député de Québec-Ouest ne réclame. Cet argent a déjà été remis à la cité, et la population en bénéficie déjà.

Le gouvernement provincial a allégé le fardeau des administrateurs de la Vieille Capitale en prenant à sa charge la dépense annuelle de \$30,000 qu'elle était obligée de faire pour l'École technique. Le député de Québec-Ouest n'a pas tenu compte également des millions de dollars que les autorités de la province ont déboursés pour attirer les touristes dans la ville et développer le tourisme, une richesse pour la cité de Québec.

Il (M. Boudreau) mentionne encore l'amélioration des voies de communication aux portes de Québec, notamment du côté du pont de Québec. Il parle aussi du bureau provincial de placement, et des offices sociaux qui viennent en aide à la population.

Tout cela, dit-il, vaut beaucoup plus que les \$500,000 par an que réclame le député de Québec-Ouest⁴. Je puis vous assurer que la population de la ville est contente et satisfaite. Et je suis particulièrement heureux d'apporter ici le témoignage de gratitude et de reconnaissance d'une population qui apprécie la générosité du gouvernement. Les autorités municipales sont satisfaites. Le député de Québec-Ouest aurait dû remercier lui-même le gouvernement. Je suis sûr que ses électeurs lui en tiendront compte.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a exposé de façon magistrale la portée, les conséquences, les raisons qui non seulement exigent le présent octroi, mais qui exigeraient un montant beaucoup plus considérable. Je l'en félicite. Je crois que son entrée dans cette Chambre sera un apport précieux pour l'opposition et pour l'Assemblée législative tout entière.

J'ai décidé de prendre part au débat à la suite du discours du député de Québec-Centre (M. Cloutier). Il a dit que les électeurs de Québec-Est, par leur vote du 20 juin, ont voulu remercier le gouvernement de ce qu'il avait fait. Mais ne peut-on pas se demander si le résultat du vote du 20 juin n'est pas dû aux pressions économiques et politiques que le gouvernement peut exercer par ses octrois discrétionnaires? Ne peut-on pas se demander si le résultat du vote du 20 juin n'est pas dû aux pressions exercées auprès de ceux qui s'occupent de nos corporations municipales et scolaires? Ne peut-on pas se demander si ce résultat n'est pas dû aux manœuvres répréhensibles que deux sociologues éminents ont dénoncées? Il (M. Hamel) conclut que cela s'était probablement passé ainsi.

La deuxième raison pour laquelle j'ai décidé de prendre part au débat, c'est que, depuis quatre ans, j'entends dire de l'autre côté de la Chambre qu'il n'est pas sain qu'un gouvernement perçoive des taxes pour les remettre à un autre gouvernement qui les dépense.

Je crois que ce principe est vrai. Mais ça n'est pas vrai rien que pour le gouvernement d'ailleurs. Le principe doit s'appliquer ici. Combien de fois les corporations municipales et scolaires ont demandé d'examiner le problème de la répartition des impôts, non seulement avec le fédéral, mais aussi avec le provincial! Il faudrait donc mettre en pratique ce que l'on prêche ici. Car il s'applique à tous les échelons, ce principe de Laurier si souvent cité par le premier ministre et d'après lequel il est mauvais qu'un impôt soit perçu par un gouvernement et dépensé par un autre.

Le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau) n'a pas le droit de parler de grande générosité. On ne peut parler de générosité du gouvernement envers la ville de Québec qui ne se sert pas de son propre argent, mais de l'argent des autres, de l'argent des contribuables. Il (M. Hamel) s'en prend ensuite à cette partie de la loi où il est dit que l'octroi sera payé par le gouvernement "de la manière qu'il le déterminera". Cette façon de procéder, dit-il, met un fil à la patte de tous ceux qui ont intérêt à retirer des octrois provinciaux. Il faut aller sans cesse faire des génuflexions devant ministres et députés. Il (M. Hamel) donne comme preuve de ces faits la présentation du chèque de \$200,000, l'an dernier, au maire de Québec par deux députés, en présence des journalistes et des photographes.

D'ailleurs, et cela s'applique à tous les cas d'octrois discrétionnaires accordés à quelque municipalité que ce soit, cette politique ruine l'autonomie des plus petits corps politiques, comme les corporations municipales et scolaires. Et, pendant ce temps, le gouvernement se bat pour que le pouvoir central à Ottawa fasse preuve de respect à l'endroit de l'autonomie du Québec.

Le temps est arrivé de mettre fin à cette politique de génuflexions et de respecter enfin l'autonomie des corporations municipales et scolaires, en établissant dans la province un système d'octrois statutaires basé sur des normes précises, faciles à établir. Je crois que dans la province de Québec, on devrait traiter les corps publics inférieurs comme le gouvernement de Québec veut être traité par un gouvernement supérieur. Au contraire, on foule aux pieds l'autonomie des corps publics inférieurs, ce qui fait qu'on n'est pas pris au sérieux quand la province réclame son autonomie à Ottawa.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Je veux remettre de l'ordre dans les choses. Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a fait grand état de la loi votée en 1941, pour accorder à Québec un subside de \$100,000, qui a été porté à \$150,000 en 1943, et en laissant entendre que ce subside pourrait se répéter chaque année. Quand on lit le texte, on s'aperçoit qu'il s'agissait d'une somme globale de \$100,000, pour fins d'embellissement de la capitale, payable pour les exigences non seulement de l'année en cours, mais des années à venir. De plus, le gouvernement d'alors pouvait commencer à payer quand il le voulait, même dans 10 ans s'il le désirait. C'est avec une loi comme celle-là que les libéraux espéraient régler la situation financière de la ville de Québec.

Il (M. Prévost) répond ensuite au représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) relativement aux conditions de paiement de l'octroi. Il rappelle qu'on trouve dans la loi de 1941, sous les libéraux, les mêmes termes que dans d'autres lois de ce genre, notamment celles de 1955 et de 1956 relativement aux octrois à payer à la cité de Québec. Alors, comme maintenant, dit-il, la loi déclarait que le gouvernement paierait aux conditions qu'il jugera à propos. Le "de la manière qu'il déterminera", contenu dans le projet de loi de 1956, ne constitue donc pas un précédent. Il se retrouvait exactement dans la loi libérale de 1941.

Il (M. Prévost) fait ensuite remarquer qu'il y a une différence considérable entre les deux lois. La loi de 1941 n'avait rien de précis et le gouvernement libéral payait comme il le voulait⁵. La loi de l'Union nationale, l'an dernier, accordait \$1,000,000 payable à raison de \$200,000 par année pendant cinq ans. La loi de cette année fixe un terme de 10 ans et la somme de \$2,500,000 sera payée à raison de \$250,000 pendant 10 ans.

Comme question de fait, le premier versement à la ville de Québec en vertu de cette fameuse loi a été fait en 1942: il était de \$40,538, à même la somme de \$100,000 votée en 1941. Le gouvernement libéral lui a ensuite payé \$48,300, en 1943, et \$42,000, en 1944, l'année des élections... Cela a pris si longtemps à l'administration Godbout pour payer le premier et le seul \$100,000 voté en 1941 que c'est l'Union nationale qui a fini de régler le compte, en 1945, par un chèque de \$32,000.

Dans le cas présent, il s'agit bien d'un octroi statutaire, puisque la somme accordée à Québec, \$2,750,000, est votée par une loi. La loi de l'Union nationale de l'an dernier offre bien une garantie statutaire avec les termes de versements annuels bien mentionnés.

C'est une éternelle répétition, ici, en cette Chambre. Depuis que j'y siège, chaque fois que le gouvernement actuel pose un geste dont la population va bénéficier, de l'autre côté on entend dire: ce n'est pas assez. Ces gens sont les seuls à le dire, parce que les électeurs de la province pensent autrement.

Le gouvernement libéral du passé n'a à peu près jamais aidé la cité de Québec. Il (M. Prévost) demande ensuite aux libéraux de ne pas oublier les sommes énormes que le gouvernement a dépensées pour la ville de Québec et les avantages indirects que la Vieille Capitale a obtenus par l'application des lois d'intérêt général comme celle de l'aide à l'habitation. Dans le cas de Québec, particulièrement, il faut penser, dit-il, à l'établissement du centre industriel de Saint-Malo, avec l'aide du gouvernement provincial. Dans ce centre, des milliers d'ouvriers québécois gagnent la vie de leur famille.

Les électeurs, comme ceux de mon comté, ont voté, au moment de l'élection générale, non pas pour obtenir des faveurs et des accomplissements de la part du gouvernement. Tout était fait au moment du vote. Ils ont voté pour dire merci, et je suis convaincu que si une élection générale était appelée maintenant, la majorité du gouvernement, en dépit de tout ce qu'on a pu dire et écrire, serait encore plus forte.

M. Rochette (Québec) se déclare très heureux de prendre la parole pour dire que son comté s'intéresse vivement à ce qui se passe dans la ville de Québec et, que dans une certaine mesure, son comté monte la garde autour de la ville elle-même.

Il est réconfortant, dit-il, de constater qu'il se trouve encore des gouvernements qui, loin de tout abandonner après les élections, font encore mieux après qu'avant. On a insinué que la subvention de \$200,000 par année pendant cinq ans, accordée l'an dernier, était pour influencer le vote. Bien au contraire. Les élections terminées, le gouvernement accorde une subvention de \$250,000 par année pendant 10 ans. Si l'on tient compte de la subvention de \$200,000 déjà payée, cela forme un montant de \$2,700,000.

La population de mon comté a été très favorablement impressionnée par le beau geste posé par le gouvernement en faveur de la cité de Québec. Pour ma part, je suis très heureux de cette nouvelle aide à la Vieille Capitale.

Il (M. Rochette) note que c'est la première fois qu'il prend la parole sur le parquet de

l'Assemblée législative et qu'il veut en profiter pour répondre à ceux qui ont prétendu que pour obtenir les octrois en faveur des commissions scolaires, il fallait se mettre à genoux. J'ai eu l'occasion, dit-il, de rencontrer à plusieurs reprises le secrétaire provincial et le surintendant de l'Instruction publique au sujet d'octrois en faveur des commissions scolaires. Jamais ils n'ont manifesté le moindre souci d'électoratisme et toujours ils ont défendu les intérêts véritables des commissions scolaires, sans s'occuper de savoir si cela faisait l'affaire du député. Le gouvernement attribue donc ses subventions suivant les besoins. Il (M. Rochette) remercie enfin le premier ministre de ce qu'il a fait pour la cité de Québec.

M. Lafrance (Richmond) félicite le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) de l'exposé qu'il a fait de la question se rattachant au bill 8. Il reproche aux députés ministériels de mêler toutes sortes de questions à celle qui est réellement en jeu, notamment de faire intervenir dans le débat la politique fiscale d'Ottawa et de défendre constamment l'autonomie du Québec. Nous mêlons tout avec Ottawa, dit-il. C'est de l'"Ottawamanie". De tels discours qui tendent à représenter Ottawa comme un pouvoir étranger ennemi, et pour peu que l'on garde cette mentalité chicanière, cela nous conduira au séparatisme avant 10 ans.

M. Maltais (Québec-Est): Mon comté ne peut rester silencieux après le geste magnanime que le gouvernement s'apprête à poser en faveur de la cité de Québec. On l'a dit et j'en sais quelque chose, les autorités de la cité de Québec ont été heureuses d'apprendre, l'an dernier, que le gouvernement leur accordait une subvention de \$200,000 pendant cinq ans. Inutile de dire combien elles ont été heureuses quand cette année, quelques mois après les élections, le gouvernement a annoncé qu'il était disposé à leur accorder \$250,000 pendant 10 ans, en plus du montant de \$200,000 déjà payé, ce qui fera un montant de \$2,700,000.

Je remercie sincèrement le gouvernement de ce beau geste en faveur de la Vieille Capitale. Qu'il soit assuré que tout le comté de Québec-Est est profondément touché de cette nouvelle législation. C'est une législation qui arrive à son heure. Parlant des conditions qui existent dans mon comté, je puis dire que, depuis quelques années, nous assistons à un développement considérable. Plusieurs nouvelles paroisses ont été organisées. Les petits propriétaires, très nombreux chez nous, sont contents qu'on ne les oublie pas.

Il n'est pas question de séparatisme dans la province de Québec. Nous voulons contribuer à la grandeur de notre province, pour contribuer à la grandeur du Canada tout entier, et tout le monde le sait.

Nous ne faisons pas de séparatisme quand nous défendons les droits de la province. Nous n'avons aucun motif de haine contre qui que ce soit. Mais nous estimons qu'il y a des questions fondamentales à propos desquelles il faut s'attacher à défendre la position du Québec.

Que nos amis de la gauche mettent donc autant d'énergie à réclamer ce qui nous est dû qu'ils en dépensent à tenter d'amoindrir l'œuvre du gouvernement.

Il (M. Maltais) remercie enfin le gouvernement et le premier ministre de la loi accordant \$2,700,000 à la ville de Québec et déclare que cette loi répond aux désirs des propriétaires, des locataires et de la population de toute la cité.

La motion: Que le bill 8 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Cusseau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Parent, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, Vachon, 88.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 8 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Affermage d'une concession forestière, Roberval

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre un arrêté en conseil concernant l'affermage d'une concession forestière dans le comté de Roberval. (Document de la session no 9)

Projets de loi:

Rivière Manicouagan

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay, soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi met en lumière l'un des nombreux développements formidables dont bénéficie la province de Québec, et la région du Saguenay en particulier. La population qui s'est établie à Baie-Comeau vivait d'abord uniquement de l'industrie du papier appartenant à la Quebec North Shore Co., dont le moulin fut inauguré en 1938. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, la compagnie, qui portait alors le nom de Ontario Paper, s'est incorporée en vertu d'une charte de la province de Québec sous le nom de Quebec North Shore Co. C'était la seule industrie de l'endroit à venir jusqu'à ces dernières années.

Depuis 1938, toute la population mâle de Baie-Comeau travaillait pour le compte de la North Shore. La population a augmenté considérablement depuis 15 ans et nous nous sommes trouvés en face d'un problème sérieux. Les enfants qui grandissent dans ce centre éloigné, que deviendraient-ils? Remplaceraient-ils leur père au moulin ou devraient-ils s'expatrier? Ce problème avait des répercussions familiales et sociales.

Nous avons cherché à remédier à la situation. Avec la collaboration du député de Saguenay (M. Ouellet), père du progrès du Saguenay, nous avons assumé la tâche de trouver des industries nouvelles qui fourniraient un emploi aux jeunes et stabiliseraient l'économie de cette région. Nous avons rencontré les autorités de la British Aluminum Co. avec celles de la Quebec North Shore, et une nouvelle industrie a pris naissance, incorporée en vertu d'une charte du Québec.

Cette nouvelle compagnie avait besoin d'électricité. Grâce aux efforts du ministère des

Terres et Forêts, nous avons commencé le développement de la Bersimis, qui a un potentiel de 1,700,000 chevaux-vapeur. L'Ontario Paper avait déjà un développement sur la Manicouagan dont le potentiel est de 2,100,000 chevaux-vapeur.

Il a donc été décidé d'accorder à la Manicouagan, subsidiaire de la Quebec North Shore, des pouvoirs additionnels de 100,000 chevaux-vapeur, portant ainsi sa production à 200,000 chevaux-vapeur pour lui permettre de fournir à l'aluminerie l'énergie dont elle aura besoin.

Cette aluminerie, qui doit avoir une production de 135,000 tonnes d'aluminium par année, devait être érigée en quatre phases. Cependant, on a révisé les plans et le programme doit être complété en deux phases. En 1957, nous aurons une usine en opération et, en 1959, la deuxième phase sera complétée. Ce développement, où 1,200 trouveront un emploi permanent, sera élargi encore davantage en 1959.

Toutes ces réalisations nécessiteront un investissement de capitaux de l'ordre de \$200,000,000 à \$250,000,000. Cette usine procurera de l'emploi à des centaines de personnes. On peut aussi se rendre compte de l'importance de ces travaux dans la région quand on constate qu'il faudra ouvrir de nouvelles rues, construire des aqueducs, construire des milliers de maisons, ce qui aidera à fournir encore d'autres emplois. Tout cela aidera à la stabilisation d'abord, puis au développement de Baie-Comeau. Ces activités économiques auront de profondes répercussions économiques et sociales dans la région du Saguenay.

Le présent bill en est un de concordance. Nous avons déjà établi les conditions du bail consenti à la Manicouagan Power en vertu de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 48, dans le cas de la location pour les premiers 100,000 chevaux-vapeur. Nous reprenons cette loi pour établir les conditions pour les 100,000 chevaux-vapeur additionnels. Il est donc prévu qu'en plus d'une période d'organisation, d'amélioration et de construction qui ne devra pas excéder cinq ans, la Manicouagan pourra obtenir un bail pour une période de 25 ans. De plus, elle pourra renouveler son bail pour une période de 25 années additionnelles aux mêmes conditions, sauf que la redevance ou royauté annuelle sera augmentée à \$1.25 par cheval-vapeur-an au lieu de \$1. Ce bail pourra être renouvelé pour une seconde période de 25 ans à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

Cette législation a pour but de donner effet à l'expansion merveilleuse dont bénéficie Baie-Comeau.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le premier ministre. Il a simplifié la loi énormément. Mais la chose qui me frappe, c'est la multiplicité des lois concernant la Manicouagan.

Ceci a commencé en 1949. Il (M. Hamel) cite la première législation en vertu de laquelle la compagnie qui exploite les ressources de la Manicouagan obtient un bail de 25 ans qui peut être renouvelé durant deux autres périodes de 10 ans.

Les intéressés, dit-il, avaient besoin d'une certaine sécurité pour savoir s'ils devaient investir des capitaux considérables. À ce moment, elle (la compagnie) s'est entendue avec le gouvernement et celui-ci a décidé de faire des concessions pour 45 ans. Je crois que le gouvernement était justifiable de faire les concessions qui s'imposaient.

En 1950, on est arrivé avec un amendement concernant la durée du bail. On a ajouté deux périodes de cinq ans pour construction et amélioration. Ce qui donnait, en tout, 55 ans, période à laquelle on a ajouté 25 ans avec des conditions à être déterminées plus tard. On arrive donc à 80 ans.

En 1955-1956, la même loi revient et l'on discute encore la durée du bail. On arrive avec un nouvel amendement. On enlève à la compagnie le droit de payer \$1.25 par cheval-vapeur pour lui dire: "Vous exploiterez aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil." L'élection se passe. Est-ce que la compagnie a opéré selon les dictées du gouvernement? Je l'ignore.

À la première session qui suit les élections, on rétablit les conditions qu'on avait modifiées avant l'élection. Il (M. Hamel) a l'impression que le gouvernement a annulé l'augmentation pour exercer une pression économique et politique sur la Manicouagan Power Co. et qu'il veut aujourd'hui rétablir les anciennes conditions du bill.

Ça sent mauvais, dit-il. Je n'accuse pas le gouvernement. J'ai même essayé de le défendre, mais je n'ai pas pu me convaincre. Après l'élection, on présume que la note d'opération - j'allais dire d'opéra - de la Manicouagan a été au diapason de l'Union nationale.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) murmure quelques mots à mi-voix.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne sais pas si le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a quelque chose à dire. J'attends encore son annuaire statistique. Soit dit en passant, il dérange la Chambre.

On fixe le prix qui sera payé en l'an 2000. Je reconnais que c'est le rôle du gouvernement de prévoir, mais qui nous dit ce que vaudra \$1.25 en l'an 2000? Depuis sept ou huit ans, la compagnie connaissait les conditions dans lesquelles elle pouvait exploiter la Manicouagan. Il n'y a pas de raisons particulières aujourd'hui pour qu'on fixe au-delà de l'an 2000 les conditions du bail. La compagnie était satisfaite en 1949. Elle était satisfaite aussi quand on a établi à 80 ans la durée du bail.

Je me demande si je vais être obligé de croire s'il y a du mystère dans la loi. Non, mais il y a eu des élections!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'impression du député de Saint-Maurice (M. Hamel) est ridicule. Jamais je n'ai entendu un député parler si longtemps pour dire si peu.

Il (l'honorable M. Duplessis) déclare ensuite qu'il prend l'entière responsabilité de la loi et des discussions qui l'ont précédée. Il est convaincu que personne n'osera attaquer son intégrité personnelle à ce sujet. Il dit être responsable des articles de la loi de l'an passé, réécriture qui était nécessaire afin d'encourager la production. C'était dans les derniers jours de la session. Après les élections, on lui a fait remarquer que les conditions avaient changé pour la section concernant l'augmentation de la production de chevaux-vapeur. C'est corrigé ici. Je jure, dit-il, que les élections n'ont rien eu à voir là-dedans. La loi n'a été dictée par aucune préoccupation électorale. Au fait, les conditions que l'on fait aujourd'hui à la Manicouagan, après l'élection, sont plus avantageuses que celles qui lui étaient faites par la loi d'avant les élections.

M. Hamel (Saint-Maurice) dit qu'il prend comme une simple coïncidence que cela se soit produit de cette façon et dans ce moment particulier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Lorsque la British Aluminum a décidé de venir s'établir au Canada, on l'a incitée à aller dans l'Ontario. Ses directeurs, dit-il, avaient probablement lu les dénigrement de l'opposition contre la province de Québec.

Il (l'honorable M. Duplessis) ajoute qu'il a rencontré Lord Portal et l'honorable M. Cunliffe pour les inviter à venir dans la province de Québec. Puis, il fait l'éloge de M. Schmoon, président de la Quebec North Shore Paper, qui a mis son influence au service de la province de Québec.

Mais une fois décidés de venir dans le Québec, dit-il, les directeurs de la compagnie British Aluminum étaient aux prises avec des problèmes financiers considérables découlant de la valeur de la livre sterling. Ils devaient absorber au moins \$175,000,000 des dépenses de l'établissement, et c'est alors que la North Shore leur a offert de fournir l'électricité, par le développement de la Manicouagan.

Le gouvernement a imposé alors des clauses protégeant la province, notamment en soumettant la compagnie à la Régie de l'électricité, en lui imposant la clause des salaires raisonnables et l'obligation d'employer de préférence des ouvriers de la province de Québec.

Je suis fier de ce qui a été fait et je souhaite à tous de faire des affaires comme celles-là. Il y a lieu d'être fier que la British Aluminum ait choisi Québec de préférence à l'Ontario pour y installer son aluminerie et je remercie à ce propos la Quebec North Shore qui a favorisé la venue de cette industrie en offrant de lui fournir de l'électricité.

Adopté. Le bill 7 est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 34, remplacé par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 25, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 48, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"2. En plus d'une période d'organisation, d'amélioration et de construction qui ne devra pas excéder cinq ans à compter de la sanction de la présente loi, le terme du bail ne devra pas excéder vingt-cinq ans. Il pourra être renouvelé, à l'option de Manicouagan, pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par Manicouagan au ministre des Ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la période initiale de vingt-cinq ans. Dans le cas de tel renouvellement, les conditions du bail seront les mêmes, sauf quant à la redevance ou royauté annuelle qui sera portée à un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit.

"Le bail pourra être renouvelé pour une seconde période de vingt-cinq ans à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera."

Si la province veut des industries nouvelles, elle ne les attirera pas en les menaçant de leur passer des menottes. Dans le cas de Baie-Comeau, il (l'honorable M. Duplessis) déclare que cela lui faisait mal au cœur de constater qu'après une période de prospérité, la ville et l'industrie de Baie-Comeau n'avaient plus d'ouvrage à offrir aux fils des pionniers de la ville. Quand j'ai pu leur trouver de l'ouvrage, à ces jeunes, pour éviter la dislocation de la famille, j'en ai été fier.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Révision du Code civil

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 13 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 47, soit remplacé par le suivant:

"3. Les dépenses résultant de l'application de la présente loi, qui ne devront pas excéder cent vingt-cinq mille dollars, seront payées à même le fonds consolidé du revenu."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce la nomination de l'honorable Jean-François Pouliot, ex-député libéral de Témiscouata à la Chambre des communes et membre du Sénat canadien, au poste de commissaire de la Commission de révision. Cette nomination sera effective à partir du 1^{er} décembre⁶. Il est qualifié pour participer à la révision du Code civil du Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice) conteste la compétence particulière de l'honorable Pouliot en matière de droit civil. Il regrette que le gouvernement n'ait pas à présenter un ou des rapports préliminaires sur le travail effectué jusqu'ici. Le public, dit-il, a le droit de savoir comment ont été dépensés les \$50,000 déjà votés. J'aimerais avoir une idée de ce qui a été accompli jusqu'à maintenant, avant de voter des fonds additionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition ne devrait pas douter que le très honorable Rinfret s'efforce de remplir sa fonction le plus consciencieusement possible. Il est l'intégrité personnifiée. J'ai eu quelques entrevues à ce sujet avec M. Rinfret et j'ai eu l'impression qu'une couple de rapports préliminaires avaient été soumis. La

tâche est ardue et très complexe. Il ajoute que le travail pourrait prendre quelque temps à être complété.

À plusieurs égards, le Code n'est pas adapté au monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, et il donne en exemple les sections qui traitent des droits de la femme mariée au Québec. Il faut prendre soin à ce que l'esprit du Code ne soit pas perdu dans le processus. Un code civil n'est pas le produit d'une génération spontanée. Il déplore enfin le fait que les avocats ont une tendance à plaider sur la jurisprudence plutôt que sur la doctrine.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande plusieurs explications. Il propose qu'il serait peut-être bon, puisque tous semblent s'entendre sur l'urgence de réviser le Code sur ce point en particulier, d'examiner cette question en premier lieu. Il suggère que le comité débute immédiatement sur les sections du Code civil traitant du statut de la femme mariée dans la province et qu'il soumette ses recommandations aux autorités provinciales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve que l'idée est bonne. Il demande ensuite au député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) ce qu'il pense du projet de loi.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ça coûte cher les avocats!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée⁷.

NOTES

1. Le débat a duré deux heures, selon *L'Action catholique* du 28 novembre 1956, à la page 10. Selon *Le Nouvelliste* du 28 novembre 1956, à la page 8, la séance a été marquée par la bonne humeur de part et d'autre de la Chambre. La loi concernant la révision du Code civil en particulier s'est terminée sur une note joyeuse.

2. Le *Quebec Chronicle* du 28 novembre 1956, à la page 3, précise qu'il s'agit d'une somme de \$1,445,026.

3. Le *Soleil* du 28 novembre 1956, à la page 12, rapporte \$250,000 au lieu de \$200,000. Le journal indique aussi que la dette de la commission scolaire s'élevait à \$3,941,067.

4. Le *Soleil* du 28 novembre 1956, à la page 12, indique \$250,000.

5. *La Presse* du 28 novembre 1956, à la page 59, est le seul journal à faire état de la phrase suivante: "La seule différence, c'est que la loi d'aujourd'hui précise que les versements devront être faits chaque année pendant 10 ans". Celle-ci entre en contradiction avec la présente affirmation. Nous avons préféré retenir la version rapportée par les autres journaux.

6. La révision du Code civil a été confiée, en février 1955, à l'honorable Thibault Rinfret, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada. Il a pour assistant Louis-Joseph Gagnon, avocat, qui agit à titre de secrétaire, et un sténographe, selon *L'Action catholique* du 28 novembre 1956, à la page 1.

7. Il n'y a pas eu de séance du soir en raison d'un caucus de l'Union nationale.

Séance du mercredi 28 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Greenfield Park

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Greenfield Park, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte de Mackayville

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Mackayville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les

articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de Téléphore Chapleau, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau (M. Blanchard).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 relatif à la succession de Georges Robert Tylee;
- bill 127 constituant en corporation la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke;
- bill 135 concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited dans la municipalité du village de Saint-Timothée, comté de Beauharnois;
- bill 152 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Projets de loi:

Succession Georges Robert Tylee

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 121 relatif à la succession de Georges Robert Tylee.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 constituant en corporation a Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

G. H. Godsall Equipment Ltd.

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited dans la municipalité du village de Saint-Timothée, comté de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham;
- bill 141 changeant le nom de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 concernant l'admission de Joseph Samson Kaplan à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire;

- bill 138 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 131 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain;

- bill 128 concernant la Commission scolaire de Senneterre;

- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Barnabas Vizkelety au nombre de ses membres, après examen.

Votre comité recommande de prolonger au 20 décembre inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Commission scolaire de Buckingham

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Myron Poplavsky

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 changeant le nom de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph Samson Kaplan

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 105 concernant l'admission de Joseph Samson Kaplan à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Admissions au Barreau

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Institut des frères de Saint-Gabriel

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Senneterre

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la Commission scolaire de Senneterre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Barnabas Vizkelety

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Barnabas Vizkelety au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Rivière-du-Loup, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie Paquet limitée, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'augmenter son capital-actions;
- de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, demandant l'adoption d'une loi autorisant la corporation à changer son nom en celui de l'Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu;
- des syndics de la paroisse de Sainte-Odile, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels;
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Guerih Benzionovitch Seliesker, demandant l'adoption d'une loi décrétant qu'il sera désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis;
- de la ville de Marieville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Trafalgar School for Girls, demandant l'adoption d'une loi afin d'augmenter le nombre de ses gouverneurs;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Syndics de Sainte-Odile

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 modifiant la charte des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de la Compagnie Paquet ltée

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 refondant la charte de la Compagnie Paquet limitée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Trafalgar School for Girls

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 modifiant la charte de Trafalgar School for Girls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Caron (Maskinongé) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Black Lake

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Guerih Benzionovitch Seliesker

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant le nom de Guerih Benzionovitch Seliesker.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dolbeau

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Spence (Roberval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Marieville

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la ville de Marieville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mont-Joli

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant la ville de Mont-Joli.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Raymond (Témiscouata) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Farnham

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 refondant et modifiant la charte de Farnham.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à Salaberry-de-Valleyfield

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 concernant l'annexion d'un territoire de la municipalité scolaire de Saint-Timothée à la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Convictions sommaires

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit de dissiper un doute qui s'est élevé à la suite d'un jugement. Un tribunal a décidé qu'en matière de convictions sommaires, seul le ministre chargé de l'exécution de la loi ou une personne autorisée par lui peut porter plainte. Le bill précise que la plainte peut être portée par toute personne intéressée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la

province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi est de la plus haute importance, car il constitue une affirmation des droits de la province et de son irrévocable volonté de faire respecter la Constitution canadienne, spécialement dans le domaine fiscal.

La Constitution canadienne est un pacte d'honneur conclu entre deux grandes races, affirme-t-il. Lorsque la Constitution canadienne a été soumise au Parlement britannique pour y recevoir sa sanction, après les résolutions de Québec et la réunion de Charlottetown, le Parlement de Westminster n'a pas donné un caractère législatif au pacte confédératif, il a consacré les droits naturels de la province de Québec. M. Adderley qui en a été le parrain à la Chambre des communes et Lord Carnarvon qui l'a piloté à la Chambre des Lords ont dit tous deux qu'il s'agissait de donner un effet législatif à un pacte conclu entre les deux éléments ethniques de notre pays. Lord Carnarvon a ajouté que ce pacte n'avait été accepté par la province de Québec, connue sous le nom de Bas-Canada, qu'avec l'entente bien définie que ses traditions religieuses et nationales seraient entièrement sauvegardées. Le Québec avait son caractère ethnique particulier. Ses représentants n'avaient donné leur consentement au pacte qu'avec l'entente que ses droits et ses traditions seraient respectés non seulement par une déclaration, mais par la consécration de son droit d'existence et des moyens de l'exercer.

Comme le disait un chef libéral bien connu, qui a eu ses périodes de gloire, le Parlement de Westminster n'a fait qu'authentifier le pacte. Il a agi à la façon d'un notaire constatant la volonté des parties par un acte authentique. Les acteurs de ce pacte étaient, d'un côté, les représentants du Bas-Canada, c'est-à-dire l'élément français et catholique et, d'un autre côté, les représentants de l'élément anglais et de foi protestante. Lapointe et Mercier ont dit aussi que la Confédération canadienne n'était pas la mère, mais l'enfant des provinces. Elle n'a pas été établie pour dominer les provinces, mais pour les renforcer. Un pouvoir central a été établi pour s'occuper des problèmes d'ordre national et international.

Mais les provinces ont gardé une juridiction exclusive sur des matières comme l'enseignement, les ressources naturelles, les hôpitaux, les droits civils et la propriété. Ce sont là, du reste, des droits que la Constitution n'a pas accordés à notre

province, mais qu'elle a consacrés; car nous les possédions déjà en vertu du droit naturel et des garanties obtenues en haute lutte par nos pères. La Constitution stipule que la province a des droits exclusifs en matière de taxation directe, et ce sont ces droits fiscaux, accessoires indispensables à l'exercice des droits constitutionnels de la province, que celle-ci veut exercer. Ce sont ces droits que nous voulons proclamer par la loi actuelle.

Pour exercer ces droits, il est indispensable que nous possédions des pouvoirs fiscaux correspondants. Car les pouvoirs financiers et fiscaux sont un corollaire indispensable des pouvoirs législatifs et administratifs. À quoi servirait aux provinces de posséder une juridiction exclusive en matière d'enseignement et d'hospitalisation, par exemple, si elles n'ont pas les revenus suffisants pour bâtir des écoles et des hôpitaux? Comme question de fait, la Constitution donne aux provinces le pouvoir exclusif de lever des taxes directes pour des fins provinciales. Par le présent projet de loi, nous ne faisons donc qu'exercer partiellement un droit que nous reconnait la Constitution.

Il s'agit de prolonger de cinq ans la loi de l'impôt provincial sur le revenu, c'est-à-dire de 1957 à 1961. Pourquoi cinq ans? Parce que dernièrement, à Ottawa, il y a eu un changement d'attitude pour le mieux, une avance importante dans la reconnaissance des droits de la province. Et, comme Québec ne cherche que la coopération, nous faisons concorder la période d'application de cette loi avec la période mentionnée par les délégués à la conférence fédérale-provinciale et avec celle des ententes fédérales-provinciales. La période de cinq ans est approximativement la même que celle au cours de laquelle sera en vigueur le prochain accord fiscal entre Ottawa et les gouvernements provinciaux. Ce nouvel accord entrera en vigueur l'an prochain. Notre loi fait écho aux pressions de la Constitution, qui accordait des pouvoirs financiers spécifiques aux provinces et ne remplaçait que deux taxes par des subsides: la taxe d'accise et la taxe de douane. Québec n'a participé jusqu'ici aux accords fiscaux entre Ottawa et les provinces que durant la période de la guerre. Nous affirmons donc, une fois de plus, notre désir de vivre et de survivre conformément à la Constitution canadienne, dans le respect des droits de chacun.

S'il y a d'autres provinces qui ne veulent pas exercer leurs droits, c'est leur affaire. Nous voulons exercer les nôtres. La province de Québec a besoin des siens parce qu'ils sont essentiels à sa vie nationale. Et elle entend les faire respecter. En vertu

de la loi provinciale de l'impôt sur le revenu personnel, la province n'exerce que partiellement ses droits. Nous pourrions réclamer plus. Nous ne réclamons, encore une fois, qu'une partie de ce que nous avons le droit de réclamer pour montrer notre bonne volonté. C'est encore une manifestation de notre désir de coopérer, d'en arriver à une entente juste et définitive.

La Constitution canadienne est basée sur la décentralisation législative et administrative. Elle est basée aussi sur le bon sens. La centralisation a toujours été la condition *sine qua non* de l'établissement de la dictature, du racisme et du bolchevisme, tandis que la décentralisation est la source des droits démocratiques. Un pays comme le Canada, avec deux cultures, ne peut pas être administré par un seul gouvernement. Notre pays est trop vaste et ses problèmes sont trop multiples pour que nous puissions avoir un gouvernement unitaire qui soit en même temps un gouvernement démocratique. Et une administration démocratique implique une décentralisation fiscale en même temps qu'administrative. Prétendre le contraire, c'est faire injure aux Pères de la Confédération.

L'impôt sur le revenu perçu dans la province de Québec a rapporté au Trésor fédéral \$284,179,810 en 1953-1954, et \$285,873,287, en 1954-1955. Or, l'impôt provincial sur le revenu a rapporté \$25,223,454, en 1954, et \$30,205,000, l'année suivante. Ce n'est donc qu'une petite fraction de ce que le même impôt a rapporté au fisc fédéral. C'est toujours le même contribuable qui paie les impôts, les taxes scolaires, municipales, provinciales et fédérales. Et les trois quarts de ce qu'il verse au fisc vont à Ottawa, tandis que l'autre quart doit être partagé entre les provinces, les municipalités et les commissions scolaires. Est-ce juste? Je dis que c'est là une situation souverainement injuste, contraire à la Constitution et à l'équité.

Dans le cas de l'impôt sur le revenu, sur lequel nous avons des droits bien clairs en vertu de la Constitution, puisqu'il s'agit d'un impôt direct, les huit neuvièmes vont à Ottawa et un neuvième seulement reste à Québec pour l'accomplissement des responsabilités provinciales. Est-ce juste? Et qu'on n'oublie pas que nous avons fait écho aux demandes des évêques et archevêques en portant la base de l'exemption à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les personnes mariées, alors que les exemptions d'Ottawa ne sont encore que de \$1,000 et \$2,000 respectivement.

N'est-il pas normal pour la province de réclamer une fraction minime de ses droits quand

cette province se développe à pas de géant et que ses obligations se multiplient à cause de ce développement, que l'essor économique multiplie les obligations du gouvernement? Ce désir est d'autant plus compréhensible que, chose extraordinaire, l'expansion économique entraîne des frais pour la province et les municipalités alors que c'est Ottawa qui retire les marrons du feu. Chose extraordinaire, c'est la province et les municipalités qui paient pour ce développement, mais c'est Ottawa qui en retire le bénéfice de l'expansion industrielle en imposant des taxes. Non seulement nous percevons moins d'un neuvième de l'impôt sur le revenu, mais nous devons déboursier des sommes considérables pour les écoles, les hôpitaux, les chemins. Est-ce que cela peut rester comme cela? Est-ce que cela peut rester dans le *statu quo*? Je dis non. Nous voulons affirmer nos droits de manière partielle pour montrer que nous ne les abandonnons pas. C'est pour cela que la province veut proclamer bien haut qu'elle entend défendre ses droits. Nous serons patients, mais seulement jusqu'à la limite de la patience.

En 1942, le gouvernement libéral de Godbout a vendu pour une chanson les droits que possédait la province de Québec en matière d'impôt sur le revenu personnel, sur le revenu des corporations. Ce n'était pas un chant de victoire, croyez-le bien, mais un chant d'abandon, d'abdication qui a coûté cher à la province. On a beau dire qu'à ce moment-là c'était la guerre, cela ne justifie rien. L'on sait qu'il n'y a pas de place où la loyauté de la population s'est manifestée aussi bien que dans la province de Québec. Mais charité bien ordonnée commence par soi-même.

Or, le gouvernement libéral du Québec a également laissé le fédéral pénétrer dans le domaine des successions. Ottawa n'avait jamais osé y pénétrer, étant donné que c'est un domaine exclusivement provincial. Un autre empiètement! Les libéraux avaient ainsi vendu les droits de la province, ses deux plus grandes sources de revenus pour moins de \$20,000,000 par année. Les autres provinces avaient obtenu des conditions plus avantageuses comme c'était le cas de la Colombie-Britannique. Ce n'est pas en écrasant la province de Québec qu'on pourra faire régner la justice.

Après la renonciation de 1941 et l'abandon de 1942, renonciation et abandon qui stigmatisent le gouvernement du temps, nous nous sommes trouvés dans une situation difficile. Chaque fois qu'Ottawa pénètre dans un champ provincial et promet d'en sortir, il s'y enfonce plus profondément. En 1942, Ottawa avait dit que la province recommencerait à

exercer ses droits après la guerre? A-t-il respecté cet arrangement? Non, la promesse n'a pas été tenue. L'histoire de 1917 se répétait. De la même façon, en 1917, Sir Thomas White, ministre fédéral des Finances, avait promis qu'Ottawa sortirait du champ de l'impôt sur le revenu; Ottawa n'en est jamais sorti. Après la dernière guerre, Ottawa lui-même, pour demeurer dans le champ provincial, a demandé au gouvernement provincial actuel, qui venait d'être élu, de continuer à abandonner les droits du Québec afin de régler les problèmes de l'après-guerre. Nous avons refusé; nous avons répondu à Ottawa: "Respectez donc votre parole." Dans le domaine des assurances, le Conseil privé a dit aux autorités fédérales: "Ce n'est pas de votre domaine!" Mais Ottawa y est resté. Des provinces ont signé un accord avec Ottawa pour cinq ans afin de régler les problèmes de l'après-guerre. Au bout des cinq années, on nous a encore convoqués à Ottawa pour un autre arrangement temporaire de cinq ans, afin de préparer la guerre de demain. Ce sont des faits. Nous avons refusé.

Maintenant Ottawa a trouvé un autre prétexte: aider les provinces pauvres, et cela, de façon à continuer l'accaparement. Nous ne sommes pas dupes de ses tactiques. Ottawa n'a pas le droit de prendre dans la province, pour en faire cadeau ailleurs, de l'argent destiné à des fins provinciales. Nous sommes prêts, nous-mêmes, à aider les provinces dites pauvres, qui sont moins nombreuses qu'on le prétend, mais on devrait au moins nous en demander la permission. Ottawa prétend collecter 17 % de ses revenus pour des fins provinciales alors que le gouvernement fédéral n'a pas le droit de prendre de l'argent pour des fins provinciales.

Le Québec reconnaît la nécessité d'aider les provinces pauvres, mais il est inadmissible que les 17 % des revenus du gouvernement fédéral proviennent de sources de revenus qui devraient normalement servir pour des fins provinciales. Il est inadmissible que le gouvernement fédéral prenne 17 % du revenu qui devrait revenir normalement aux provinces pour faire des cadeaux à certaines provinces.

La déduction de 10 % est une amélioration, mais ce n'est pas suffisant, étant donné les obligations du Québec, notamment dans les champs de l'enseignement et de la santé publique. Nous voulons construire des écoles, des hôpitaux, aider l'enseignement spécialisé, universitaire de façon raisonnée, aménager de nouvelles routes, aider l'enseignement secondaire et artistique. Et, à l'heure qu'il est, la province de Québec est paralysée par

suite du fait de l'accaparement des sources provinciales de revenus par le fédéral. Les corporations municipales sont dans une situation difficile; nous voulons leur venir en aide. Nous voulons bâtir des hospices pour les vieux et les vieilles, des orphelinats, ce qui est de véritable législation sociale. À l'heure actuelle, malheureusement, la province de Québec est paralysée momentanément dans la marche vers le progrès, et cela, parce qu'Ottawa s'approprie les trois quarts des revenus.

On accuse le gouvernement provincial de se rendre coupable de double taxation, mais le fait de supprimer la double taxation signifierait abolir les corporations municipales et scolaires. Il n'existe aucune alternative. Je trouve étrange qu'on parle de double taxation parce qu'une province, dans l'exercice partiel de ses droits, a établi un impôt sur le revenu. C'est un sophisme puéril. Je n'ai jamais vu de sophisme aussi injurieux pour l'intelligence humaine! Ce n'est pas celui qui taxe 10 fois moins, qui se rend coupable de double taxation, mais bien celui qui taxe 10 fois plus, qui est le responsable.

Il s'agit d'une loi dont les répercussions sont de si grande envergure et qui représente tellement de choses qui nous sont chères, qu'il est temps de faire l'union sacrée non pas pour un homme ou un parti, mais pour une race, une province ayant gagné de haute lutte leur droit à la vie et à la survie d'une province qui veut grandir. Le Québec réclame le respect de ses droits non pas dans un but égoïste, mais en vue de coopérer à la grandeur et la prospérité du pays. C'est le devoir de chacun de poser un acte qui manifeste un esprit de solidarité sur lequel la race a le droit de compter, que nous devons à nos pères et surtout aux générations futures¹.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis d'accord avec le premier ministre pour admettre la grande importance de cette loi. Le rôle de l'opposition, dit-il, n'est pas de s'opposer systématiquement aux lois mais c'est le devoir de l'opposition, quand les circonstances et l'intérêt général l'exigent, de coopérer avec le gouvernement pour voter les lois que l'intérêt général du peuple demande. Ce fut l'attitude de l'opposition, depuis 1944, et c'est la façon d'agir de l'opposition actuelle. Si c'est le devoir des oppositionnistes de coopérer, c'est aussi leur droit d'obtenir les renseignements et les documents qui permettent d'étudier une question à son mérite. Or, l'opposition n'a pas, en ce moment, ce dont elle a besoin pour considérer ce problème capital.

Il (M. Hamel) reproche au premier ministre d'avoir dit que cette loi ne demande qu'une partie des droits de la province de Québec. Nous n'avons pas le droit de réclamer autre chose que la totalité de nos droits, ajoute-t-il. Le Parti libéral a une longue tradition autonomiste qui remonte à Honoré Mercier, et c'est l'intention de l'opposition actuelle de défendre notre autonomie de façon réaliste, en se tenant au-dessus de toute partisanerie politique, au-dessus des questions de parti, et pas seulement sur le plan électoral. Ce que je reproche surtout à l'Union nationale dans ce domaine, c'est de faire de la politique avec un problème de cette importance. C'est un grand danger que l'on fait ainsi courir à notre autonomie, et il est injuste pour la population de mettre une teinte d'électoralisme dans un problème de cette envergure.

Ce n'est pas mon rôle de défendre les régimes antérieurs, mais c'est juste de les défendre contre toute injustice de démasquer une injustice. Le premier ministre a parlé des ententes de 1942. Je les ai condamnées personnellement et je les ai combattues. Je réalisais que lorsqu'un gouvernement entre dans un domaine particulier, il est impossible de l'en sortir. Mais le premier ministre, s'il avait voulu être juste, aurait dit que ces ententes comportaient un article permettant d'y mettre fin après un mois d'avis, le 31 mars de chaque année.

La province de Québec pouvait, en vertu du texte de l'entente conclue en 1944 entre Québec et Ottawa, résilier l'entente en donnant avis un mois avant le 31 mars et jamais Québec n'a donné cet avis. Si on avait voulu enlever toute teinte d'électoralisme à ce débat, le premier ministre se devait de rappeler cet article. Et si, après 1944, j'ai combattu l'Union nationale, c'est parce que le gouvernement, après avoir combattu M. Godbout sur cette question des ententes, n'a pas pris les moyens d'en sortir, comme l'y autorisait le contrat intervenu entre Ottawa et Québec. Il ne s'est pas prévalu de l'article susdit, bien qu'il ait fait la guerre à M. Godbout au sujet des ententes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement, L'article 6 des ententes ne donnait que des droits verbaux, souligne-t-il. J'ai moi-même demandé à M. Ilsley, alors ministre du Revenu national et des Finances, si le gouvernement fédéral sortirait de cette entente avec Québec et cesserait de taxer, si la province française utilisait l'article 6. M. Ilsley m'a répondu non et nous étions en face de trois taxes au lieu de deux. Il (M. Ilsley) a déclaré qu'il ne servirait à rien

de vouloir recourir à l'article parce qu'Ottawa continuerait à lever l'impôt.

M. Hamel (Saint-Maurice): La loi est la loi et, si M. Ilsley ne voulait pas s'y soumettre, il fallait prendre les moyens nécessaires pour la lui faire respecter. On aurait dû soumettre cette question à la Législature et prendre des mesures pour obliger Ottawa à se retirer. Il ajoute que la province de Québec se trouve en face d'un problème extrêmement sérieux. La province a des droits et elle entend les conserver. Il se peut que le gouvernement d'Ottawa se soit servi de prétextes pour entrer dans les champs provinciaux. Le peuple réclame souvent des initiatives nouvelles et il ne fait pas de distinction entre les autorités auxquelles il s'adresse. Il se soucie peu des juridictions particulières de chacun; la population ne s'occupe pas des attributions exactes des dirigeants auxquels elle s'adresse, pourvu qu'il obtienne ce qu'il veut.

Le malheur, c'est que les différents pouvoirs sautent sur ces prétextes pour essayer d'établir leur juridiction dans des domaines qui ne leur appartiennent pas, au-delà des limites qui leur sont fixées. On se sert aussi des commissions supposées indépendantes, comme la commission Rowell-Sirois, en 1936. C'est sur la recommandation de cette commission que le gouvernement fédéral est entré dans les sphères sociales. Et ce n'est pas parce que les libéraux gouvernent actuellement à Ottawa que cela se passe de cette façon. Cela est vrai quel que soit le parti au pouvoir.

En 1933, le ministre actuel des Finances de la province était ministre fédéral. Et il n'avait pas le même point de vue qu'actuellement sur certaines questions. M. Drew n'a-t-il pas déjà dit que le Canada n'avait pas besoin de 10 gouvernements? Et si je dis cela, c'est pour démontrer qu'il faut faire abstraction de partisanerie politique dans une discussion comme celle-ci. Il reproche au premier ministre de n'avoir pas soumis à la Chambre provinciale la question de la résiliation des ententes de 1942. Nous aurions alors été en bonne posture, dit-il, pour faire l'union sacrée en face d'Ottawa.

C'est en face de la complexité formidable du problème constitutionnel et fiscal que le gouvernement de Québec a constitué la commission Tremblay. L'opposition libérale s'est ralliée au gouvernement, parce qu'elle croyait que cette commission fournirait des renseignements nécessaires pour combattre le fédéral, qu'elle fournirait aux députés les renseignements nécessaires à l'intelligence du problème et à la défense de nos

droits. Cette commission Tremblay a siégé pendant des années et le peuple du Québec est allé devant elle présenter ses problèmes par l'entremise de ses corps publics. Durant ce temps-là, il a fallu prolonger son mandat et voter des crédits nécessaires. L'opposition a fait cause commune avec le gouvernement et a fait confiance aux commissaires. Cette commission a conquis la confiance du peuple. On attendait avec anxiété et impatience le rapport officiel, déposé en février de cette année, qui devait nous fournir des renseignements importants et des informations nécessaires, avec l'interprétation des commissaires, dans le but d'assurer le bien du peuple, avec le souci de trouver les moyens les plus efficaces pour que Québec conserve avec son drapeau sa langue et sa foi.

Il (M. Hamel) veut lire le rapport Tremblay pour savoir si cette commission suggère un moyen d'éviter la double taxation. Les contribuables du Québec, dit-il, en payant leur impôt fédéral, peuvent déduire du montant de cet impôt une somme de 10 % et la faire servir au paiement de leur impôt provincial. Toutefois, la base de l'impôt de Québec n'est pas la même que celle de l'impôt d'Ottawa. Il en résulte ceci: l'impôt provincial, dans le cas de personnes ayant un revenu considérable, représente plus que le montant de 10 % déductible de l'impôt fédéral.

Si la commission Tremblay suggère un moyen d'éviter la double taxation je suis en faveur de ce moyen. Ce rapport contient peut-être des suggestions concernant d'autres moyens aussi efficaces d'affirmer les droits de la province ou de procéder. Si la commission ne suggère pas un tel moyen, je suis en faveur du bill du gouvernement. Il rappelle que le rapport a été déposé en février 1956, mais que le premier ministre, qui avait réclamé de l'opposition l'union sacrée, en face du fédéral, a caché le rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas droit de me prêter des motifs de cette sorte, surtout s'ils sont basés sur des faussetés. À ce moment-ci, le député n'a pas droit de discuter ce rapport. Mais ce rapport a été publié en résumé dans tous les journaux, dès sa parution.

Il (l'honorable M. Duplessis) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles prononcées par le chef intérimaire de l'opposition, alléguant qu'elles sont contraires aux dispositions de l'article 556 du Règlement, qui exigent que lors de la motion proposant la deuxième lecture d'un bill, le débat ne porte que sur le principe du bill.

Des députés ministériels et des députés de l'opposition interviennent et discutent sur le point d'ordre.

M. l'Orateur rend jugement en faisant remarquer qu'on n'a pas le droit de dire que le premier ministre a caché un document. Il déclare que le principe du bill est de prolonger le délai d'application d'une loi déjà dans les Statuts et que la discussion de tout autre sujet est hors d'ordre et contraire à l'article 556 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous savons tous qu'actuellement le bill impose à une certaine catégorie de personnes un double impôt. Je ne dis pas que c'est un mal, mais comment peut-on me reprocher de me demander s'il n'y aurait pas un moyen qui soulagerait le contribuable de la double taxation. S'il n'y en a pas, je serai en faveur du bill tel qu'il est.

Mais, pour savoir si ce moyen existe, il faut référer au rapport d'une commission en qui le peuple a placé sa confiance. Cette commission a discuté des relations fiscales. Elle a étudié le problème à tous ses échelons, et le rapport de ces experts est le seul aujourd'hui susceptible de nous éclairer sur tout le problème. Il est donc sûr que ce rapport discute des relations fiscales. Il est sûr que ce rapport a été imprimé. Il est sûr qu'il a été distribué à certaines personnes.

M. l'Orateur: Par moyen détourné, le chef de l'opposition revient sur un sujet discuté et sur lequel une décision a été rendue.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois que ce geste de ne pas avoir remis au législateur de cette province un rapport imprimé publié et payé...

M. l'Orateur: Je regrette de dire qu'on ne peut à ce stade-ci revenir sur cette question du rapport. On n'en n'a pas appelé de ma décision tout à l'heure. Je demande donc qu'on s'en tienne à cette décision.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne parlerai pas de la publication du rapport, mais j'ai le droit de me demander quelle suggestion fait le rapport dans le domaine de l'impôt sur le revenu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde connaît ces suggestions par les journaux qui en ont donné des résumés. Les

suggestions ont été publiées dans les journaux, du moins la substance. J'ai fait mon possible pour hâter la publication du rapport; il le sera bientôt. Mais sa publication, son impression, sa distribution sont la responsabilité de la commission.

Celle-ci a fait connaître ses vues dans les journaux. Elle a communiqué aux journaux un résumé de ses conclusions, résumé qui a été publié et commenté dans les éditoriaux. Tout le monde sait ça excepté le député. L'opposition a donc été en mesure de se mettre au courant des conclusions de la commission.

M. Hamel (Saint-Maurice): On dit que l'on attend la publication du rapport. Comment se fait-il, si l'impression du rapport n'est pas terminée, tel qu'on le prétend, que \$50,000 ont été payés avant le 31 mars 1956 pour l'impression du rapport?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on veut demander cette question au moment de l'étude des résolutions du bill, nous y répondrons. Mais maintenant il s'agit de la loi, et toute discussion sur le rapport est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est impossible de se prononcer sur ce bill sans considérations partisans, sans avoir le point de vue des experts qui ont étudié cette question fiscale.

Il ne nous est pas possible d'examiner cette loi sérieusement sans avoir devant nous le rapport de la commission Tremblay. Nous ne prendrons pas sur nous la responsabilité de voter en faveur de cette loi tant et aussi longtemps que l'on ne nous aura pas remis le rapport de la commission Tremblay. Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas voulu distribuer le rapport durant la campagne électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député peut parler de la loi. S'il veut voter contre la loi, ce ne sera pas la première bêtise qu'il fera. Je n'ai rien à voir à la publication du rapport. C'est l'affaire de la commission. Que l'on discute donc de la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): On ne peut pas dire que cela n'a rien à voir avec la loi. La commission a étudié ces questions. Il est essentiel de connaître les conclusions des experts et l'absence de ce rapport est déplorable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande une décision pour de bon.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas d'une motion pour production de document. Autrement dit, vous devez vous en tenir au contenu du projet de loi. C'est simplement une loi pour étendre la portée de la loi actuellement en vigueur, et si le chef intérimaire de l'opposition ne peut en discuter sans le rapport Tremblay, qu'il le dise.

On ne doit plus revenir sur cette question de rapport.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision de l'Orateur².

M. l'Orateur: La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?"

La question est mise aux voix: Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lévesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

À la suite du vote sur la décision de l'Orateur, le vote sur la deuxième lecture de la loi est appelé.

Les députés de l'opposition se retirent de la Chambre.

(Rires à droite)³

La motion: Que le bill 4 soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, 67⁴.

Contre: 0⁵.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 4 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessaires par ses développements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Les députés de l'opposition font leur rentrée en Chambre.

Des députés ministériels: Honte, honte! Déserteurs!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Imaginez-vous comment l'avenir de la province de

Québec serait protégé et comment les droits de la province seraient en sécurité s'ils étaient confiés et protégés aux mains de gens comme eux, des sauveux? (Rires)

M. Hamel (Saint-Maurice) se lève ensuite et tente de donner des explications sur l'attitude de l'opposition. J'ai droit de répondre à l'accusation à savoir que nous étions des sauveux, dit-il. Nous n'en sommes pas, mais nous nous opposons énergiquement aux méthodes de rouleau compresseur du gouvernement appuyées par son écrasante majorité.

M. le président: Le comité entre en fonction au moment où le président appelle tout le monde à l'ordre. On ne peut plus permettre qu'on s'écarte de l'étude du bill, article par article. Nous en sommes à l'article 1 du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous ne discuterons pas de la résolution 1 parce que le gouvernement nous refuse des informations dont nous avons besoin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, soit modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 3^o, par le suivant:

"3^o "année d'imposition" désigne chacune des années civiles 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961." Il s'agit tout simplement de prolonger l'application de la loi pendant cinq autres années.;

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du paragraphe 3^o, les chiffres et mot "1954, 1955, et 1956" par les chiffres et mots "1954 à 1961 inclusivement".

Adopté.

2. Que l'article 170 de ladite loi soit modifié en y ajoutant, après le paragraphe c, l'alinéa suivant:

"De même, les impôts décrétés par la présente loi pour chacune des années d'imposition de 1957 à 1961 feront partie des revenus de la province pour l'année financière commençant le premier avril de chacune de ces années d'imposition respectivement."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Les députés de l'opposition se retirent de nouveau en bloc⁶.

Des députés ministériels huent l'opposition

La motion est mise aux voix: Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 67⁷.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 4 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une troisième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même vote⁸!

La motion est mise aux voix: Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-

Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, 66.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 4 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste alors avec véhémence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a plus rien maintenant devant la Chambre sur lequel le chef de l'opposition par intérim peut soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur: Il n'y a pas lieu de protester contre quoi que ce soit. Il n'y a rien devant la Chambre présentement. Le vote est enregistré et il n'y a plus de motif de protestation.

M. Lafrance (Richmond): Le chef de l'opposition a droit de se lever sur une question de privilège.

M. l'Orateur: Il n'y a pas de question de privilège. Il n'y a rien eu d'appelé.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est une question de privilège. Le gouvernement, profitant de sa majorité, a refusé...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat est terminé. On ne reprend pas deux fois le même débat. Les députés sont élus pour rester en Chambre et non pas pour se sauver.

M. Hamel (Saint-Maurice): Une question de privilège peut être soulevée en n'importe quel moment. Nous avons le privilège d'obtenir des informations et nous avons le droit de protester.

Loi du développement minier

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi concernant le développement minier

dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi concernant le développement minier dans la province.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) propose: Que l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 57, soit remplacé par le suivant:

"4. Ils prépareront et délivreront au lieutenant-gouverneur en conseil, dans le ou les délais que celui-ci fixera, un rapport de leur travail et de leurs suggestions."

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette mesure était une preuve manifeste d'imprévoyance. Comment se fait-il que le gouvernement ne soit pas capable de passer une loi sans qu'il faille l'amender à la session suivante? Et pourquoi ne pas fixer de délai dans le bill lui-même? Nous avons toute une série de commissions qui peuvent siéger indéfiniment parce qu'on ne leur a fixé aucun délai pour faire rapport. Pourtant, la Chambre a besoin de ces rapports. Nous nous objectons à ce que celle-ci puisse siéger et dépenser jusqu'à la fin du monde. Nous sommes fatigués de voir continuellement dépenser les deniers publics pour des commissions qui ne font pratiquement jamais de rapport.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Les anciens régimes libéraux ne se sont pas préoccupés de la mise en valeur de nos ressources minérales. Le gouvernement actuel s'en occupe, mais ne peut tout prévoir.

La commission était composée de gens compétents et elle a travaillé sans interruption. Mais

leur tâche est telle qu'il faut leur fournir les moyens de la continuer.

(Applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

La production minière était passée de \$100,000,000 à \$400,000,000 en 10 ans. Les conditions ont tellement changé qu'il importe de faire étudier la situation par des experts.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si Me Normand Grimard, président de la commission, n'était pas aussi avocat de la couronne, avocat de la commission des liqueurs et avocat de la commission des loyers pour l'Abitibi. Je conçois difficilement qu'un homme puisse occuper tant de fonctions à la fois et les remplir efficacement. Me Normand Grimard, de Rouyn cumule trop d'autres fonctions pour trouver le temps de s'occuper efficacement et avec diligence de ce travail de révision.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Me Grimard était l'organisateur de mon adversaire ministériel lors des élections du 20 juin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Après le geste que le chef de l'opposition a posé tout à l'heure, en sortant de la Chambre avec tout son groupe, il n'a certainement pas bonne mine. La commission a tenu, à ma connaissance, plusieurs réunions à Québec et dans toutes les parties de la province, mais il ne faut pas oublier que les grands progrès miniers réalisés chez nous, en ces dernières années, posent des problèmes très complexes; il importe d'avoir des experts pour étudier la situation et faire rapport à la Chambre. Quant à M. Grimard, il est l'un des hommes les plus brillants de sa génération et il possède une grande capacité de travail.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil)

propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 4 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon le *Montréal-Matin* du 29 novembre 1956, à la page 5, le discours de M. Duplessis (Trois-Rivières) est constamment interrompu par des applaudissements.

2. L'intervention de M. Hamel en Chambre pendant l'étude du bill 4 aura duré trois quarts d'heure selon le *Montréal-Matin* du 29 novembre 1956, à la page 7.

3. Comme le rapporte *La Presse*, du 29 novembre 1956, à la page 40: "M. Hamel se leva et fit signe à ses députés de le suivre. Ce que tous firent sur-le-champ. Ils étaient tous dans le petit hall, à côté des bureaux du président de la Chambre, quand se fit l'appel des noms."

4. *Le Devoir*, du 29 novembre 1956, à la page 3, note que M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) est resté en Chambre et a voté du côté des députés ministériels.

5. Comme le rapporte *La Presse*, du 29 novembre 1956, à la page 40: "M. Duplessis insista ensuite pour que l'Orateur demande à ceux qui étaient contre de se lever à leur tour, ce que fit l'Orateur, le rire aux lèvres, puisqu'il s'adressait à des banquettes désertes."

6. Selon *La Presse*, du 29 novembre 1956, à la page 1: "cette sortie en bloc des députés de l'opposition avant un vote est un événement que les vétérans de la colline parlementaire disent sans précédent. Le greffier de la Chambre basse, Me Antoine Lemieux, qui occupe ces fonctions depuis 14 ans, a déclaré, pour sa part, qu'il était témoin d'un tel événement pour la première fois".

Selon *La Presse*, du 29 novembre 1956, à la page 1, "plusieurs députés libéraux ont paru n'avoir été mis au courant de l'intention de M. Hamel de quitter l'enceinte de l'Assemblée législative qu'à la dernière minute. Quelques uns ont même hésité, semble-t-il, à le suivre. On a remarqué par la suite que M. Rochon (Montréal-Saint-Louis), n'est revenu que longtemps après ses collègues et que M. Ross (Montréal-Verdun), qui assiste généralement à toutes les séances du début à la fin, n'est pas revenu du reste de la séance."

7. *Le Soleil* du 29 septembre 1956 note que "M. Frank Hanley, député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, est demeuré en Chambre et a voté avec les ministériels."

8. Comme le rapporte *Le Devoir* du 29 novembre 1956, à la page 7: "M. Hamel a entraîné ses partisans hors de la Chambre au moment du vote en deuxième lecture. Les députés libéraux sont ensuite revenus pour sortir une seconde fois au moment du vote sur les résolutions, et immédiatement après ce vote, le premier ministre a demandé, sans hésiter, le vote en troisième lecture en ajoutant: "même vote". Juste à ce moment les membres de l'opposition rentraient, mais il était trop tard."

Séance du jeudi 29 novembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Laval-Ouest**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Laval-Ouest, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**L'Industrielle,
compagnie d'assurance sur la vie**

M. Maltais (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Rochette), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de L'Industrielle, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de L'Industrielle, compagnie d'assurance sur la vie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Maltais).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 176 ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955;

- bill 113 constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance.

Projets de loi:

**Acte de vente entre A. Provost
et A. Mettarlin et B. Morris**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

L'Union-Vie

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 102 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski;

- bill 125 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup;

- bill 114 concernant l'adoption de Joseph Victor Reader;

- bill 103 constituant en corporation First Christian Reformed Church;

- bill 111 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;

- bill 225 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul de Dongo à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec;

- bill 120 changeant le nom de Irving Sam Margoless en celui de Margoless Irving.

Et, sans amendement, le bill 162 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Sergio Tucci à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Fabien

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Trois-Pistoles

M. Plourde (Kamouraska) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Plourde (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adoption de Joseph Victor Reader

M. Levesque (Bonaventure) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant l'adoption de Joseph Victor Reader.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Levesque (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**First Christian
Reformed Church**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 constituant en corporation First Christian Reformed Church.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Côte-Saint-Luc**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paul de Dongo

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 225 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul de Dongo à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Irving
Sam Margolese**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 changeant le nom de Irving Sam Margolese en celui de Margolese Irving.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sergio Tucci

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Sergio Tucci à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation des Oblates franciscaines de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation distincte sous le nom des Oblates franciscaines de Saint-Joseph;

- de Germaine et Gabrielle Thibodeau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le testament de feu Marie-Berthe Thibodeau;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Côte des Neiges Investments Ltd., demandant l'adoption d'une loi confirmant des titres et droits de propriété de certains immeubles;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 20 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Adrian Popovici, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à la profession d'avocat;

- de Georges Weisz, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Weisz en celui de Wise;

- de Milos Paunovic, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:**Commission scolaire
de Charlesbourg**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Lauzon**

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Samson (Lévis) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Côte-des-Neiges
Investments Ltd.**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 concernant le titre de Côte-des-Neiges Investments Ltd. à certains immeubles à Côte-des-Neiges en la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Marie-Berthe Thibodeau**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 198

concernant la succession de Marie-Berthe Thibodeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adrian Popovici

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Adrian Popovici à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Oblates franciscaines de Saint-Joseph

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 constituant en corporation les Oblates franciscaines de Saint-Joseph.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Georges Weisz

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 changeant le nom de Georges Weisz en celui de Georges Weisz Wise.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Milos Paunovic'

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milos Paunovic' à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Progrès scolaires¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Voici une loi qui est progressive, qui répond aux besoins d'une situation changeante et qui va faciliter considérablement le règlement des problèmes financiers de nos commissions scolaires. Ces commissions sont chargées de l'enseignement élémentaire, qui constitue le fondement essentiel de l'édifice éducationnel de la province, et doit, comme tel, recevoir une considération toute particulière des autorités provinciales.

Certains considèrent que le toit de la structure est plus important que ses fondations ou même que ses murs, ce que représente l'enseignement secondaire. Il faut s'occuper d'abord de l'enseignement primaire, parce qu'il est à la base de tout. Avant de s'occuper de la couverture, il faut s'occuper des fondations. Sans l'école élémentaire, pas d'écoles secondaires ni d'universités possibles.

C'est là notre premier devoir, sans oublier, bien sûr, que nous devons nous occuper de l'éducation à tous ses niveaux. C'est donc un devoir d'alléger le fardeau des commissions scolaires et de faciliter l'accès des écoles au plus grand nombre possible.

Depuis quelques années surtout, cet enseignement élémentaire prend de l'ampleur et se rattache même en certains cas à l'enseignement secondaire. L'enseignement élémentaire a évolué. Il est beaucoup plus étendu aujourd'hui et les élèves atteignent des niveaux plus élevés. Et à présent, dans plusieurs cas, on retrouve une partie de l'enseignement élémentaire dans le curriculum du primaire. Il est donc important qu'il reçoive en premier lieu l'aide financière du gouvernement et c'est ce que l'Union nationale a fait.

On parle de centraliser les écoles dans les campagnes, ou du moins de les coordonner en un endroit précis, au lieu d'avoir ce que nous appelons l'école du rang. L'exception confirme la règle et il peut arriver que ce système soit nécessaire en certains cas.

Mais d'une manière générale, il n'est pas recommandable à plusieurs points de vue. D'abord parce que ces écoles du rang représentent un investissement de millions de dollars que nous n'avons pas les moyens de mettre de côté. De plus, l'école du rang suscite un intérêt que l'école centrale ne pourra jamais provoquer. Je dis cela, en passant, parce que des projets ont été caressés dernièrement qui ne peuvent pas se réaliser dans les conditions présentes.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1944, nous avons constaté que les commissions scolaires étaient aux portes de la banqueroute. Elles n'avaient pas les moyens de réparer les écoles, et encore moins d'en construire de nouvelles. Elles n'avaient pas non plus les moyens de payer les salaires dus aux instituteurs et institutrices. C'était une situation due à l'imprévoyance et à la négligence des régimes libéraux successifs.

En 1946, nous avons alors assumé d'un seul coup pour \$100,000,000 de dettes scolaires, accumulées, sauvant ainsi les commissions scolaires de la banqueroute, leur permettant ainsi de pouvoir songer à faire des constructions qu'elles n'avaient pas alors le pouvoir de réaliser, et de mieux payer leur personnel enseignant. Cela leur a donné une stabilité financière qu'elles n'avaient pas connue depuis longtemps et a sauvé l'enseignement primaire dans la province. Car la plus grosse part des revenus était absorbée par le paiement des intérêts et de l'amortissement sur ces dettes. Nous avons établi des

commissions scolaires sans dettes, ce qui n'existait nulle part au pays et probablement nulle part au monde.

Mais ce n'était pas tout de régler le passé. Il fallait faire affronter le présent et préparer le futur. Il fallait bâtir les écoles qui manquaient. Il (le gouvernement) leur a d'ailleurs aidé d'une façon exceptionnellement généreuse à le faire. De 1944 à 1956, le gouvernement actuel a consacré \$140,000,000 à la construction de 3,510 écoles nouvelles comprenant 15,124 classes. Ces écoles ont coûté en tout \$254,454,436 et la contribution du gouvernement dépasse de beaucoup 50 % du coût². L'actif que représentent ces nouvelles écoles pour les commissions scolaires est d'au moins \$300,000,000. Les \$140,000,000 affectés à la construction des écoles représentent beaucoup plus de la moitié du coût total des bâtiments neufs. Nous avons également contribué pour au-delà de 50 % à la réparation de 13,879 écoles, ce qui a représenté pour le gouvernement une dépense de \$8,711,177.

Le total de ces deux montants, soit \$148,711,000, ne représente encore qu'une partie des subventions que nous avons versées aux commissions scolaires. L'an dernier seulement, nous avons versé \$19,179,964 pour aider au paiement des salaires du personnel enseignant. Ces subventions ont été payées d'avance dans une proportion de 60 %, alors qu'autrefois, quoique moins élevées, elles étaient payées un an après.

Dans ces trois cas seulement, le gouvernement a donc donné plus de \$160,000,000. Et nous l'avons fait avec plaisir. Le gouvernement entend continuer sa politique généreuse. Trop de gens oublient que dans nos écoles élémentaires, il y a 850,850 élèves, fils de cultivateurs et d'ouvriers pour la plupart, qui reçoivent là une instruction indispensable, sans laquelle ils ne pourraient jamais accéder aux écoles supérieures. C'est le bon sens même qu'avant de s'occuper de la couverture, il faille s'occuper des fondations. Ça ne veut pas dire que nous ne faisons pas la part large à tous les autres secteurs de l'enseignement. Mais il n'est pas raisonnable, ni patriotique, ni juste, ni loyal de demander au gouvernement de négliger les fondations, de négliger 850,850 élèves pour s'occuper seulement d'un nombre beaucoup plus restreint.

La loi actuelle a pour but de compléter, de perfectionner l'œuvre que nous avons commencée. Les commissions scolaires ont fait des dépenses pour construire de nouvelles écoles, même si le gouvernement a fait sa grosse part, et elles devront

continuer de construire. Il n'est pas sage d'exiger que le gouvernement fasse tout. Les parents et les commissions scolaires ont les premières responsabilités en matière d'enseignement. Le devoir de l'État n'est pas de les remplacer, mais de jouer un rôle supplétif en les aidant à remplir leurs obligations.

D'après les chiffres du surintendant, le nombre des élèves augmente au rythme de 40,000 par année. Ça veut dire que, dans cinq ans, nous aurons 200,000 élèves de plus. Et cela ne comprend pas les 40,000 qui fréquentent les écoles spécialisées, ni ceux qui fréquentent les écoles d'enseignement ménager, les écoles des beaux-arts, les écoles de musique, les écoles normales. Il y a en tout plus d'un million d'élèves qui ont besoin d'aide. Il faudra donc continuer à bâtir de nouvelles écoles, payer des salaires plus élevés pour un personnel enseignant accru.

En somme, après avoir donné pour l'enseignement élémentaire des centaines de millions, nous faisons une loi pour alléger encore le fardeau des commissions scolaires en assumant une partie importante des dettes qui s'élèvent à environ \$140,000,000. Nous assumons la moitié de ces dettes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ne vous fâchez pas pour nous autres!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais je regarde toujours l'opposition pour voir si elle n'est pas sortie. La loi à l'étude va coûter à la province environ \$6,000,000 par année. L'engagement total que nous contractons se situe entre \$60,000,000 et \$70,000,000.

Et encore une fois, ce n'est qu'une partie des subventions que nous payons à l'enseignement élémentaire. Le gouvernement paiera la moitié du total des dettes des commissions scolaires qui se qualifieront pour l'aide.

C'est le surintendant de l'Instruction publique qui verra lui-même, après un rapport de la Commission municipale de Québec, à décider le montant que représenteront les 50 % payés par le gouvernement. C'est lui qui s'occupera de faire parvenir les chèques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Aux députés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand ce sont des députés qui s'occupent de leurs affaires, il peut être certain que les chèques vont

parvenir à destination, mais pas quand ce sont des députés qui se sauvent derrière le trône de l'Orateur³.
(Hilarité générale)

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): (Riant)
Si c'était du cash, ils ne se sauveraient pas!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce sont des députés qui se cachent!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le surintendant va-t-il cacher son rapport⁴?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Suivant l'expression favorite de l'opposition, la loi que nous présentons est une loi statutaire. Les octrois sont statutaires et la période de temps pour les payer est aussi statutaire. Je ne m'attends pas à des félicitations de l'opposition, mais j'espère au moins qu'elle va approuver la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice):⁵ J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du premier ministre. Mais, je me le demande, quand est-ce qu'on pourra enfin examiner le problème de l'éducation sans entendre des vantardises de campagne électorale? Le premier ministre a parlé pendant une demi-heure pour dire que l'école élémentaire est nécessaire. La Palisse aurait dit la même chose.

Le premier ministre a souligné qu'à son arrivée au pouvoir, les commissions scolaires étaient aux portes de la banqueroute. Pourquoi affirmer des choses qui ne sont pas conformes aux faits? Cela, toujours dans le but de se vanter! Cette façon de traiter le problème crée un sentiment de méfiance et de doute sur la manière dont on le règle.

L'Union nationale n'a pas sauvé l'enseignement. Les commissions des écoles n'étaient pas sur le point de faire faillite en 1946 quand le gouvernement provincial a promis de payer toutes leurs dettes. Aujourd'hui, ces corps publics se trouvent dans une bien plus mauvaise posture.

Il (M. Hamel) rappelle qu'en 1946 le gouvernement disait résoudre le problème scolaire pour 100 ans. De 1867 à 1946, soit en 79 ans, les commissions s'étaient endettées de \$90,000,000. Depuis que l'Union nationale a déclaré prendre à sa charge toutes les dettes des commissions, 10 années se sont écoulées. Or, actuellement, en novembre 1956, nos commissions scolaires ont \$212,282,700 de nouvelles dettes. Le gouvernement a beaucoup donné. C'est vrai, bien qu'il n'y ait pas lieu de se vanter de générosité faite avec l'argent du peuple.

Le temps est arrivé de voir les choses telles qu'elles sont. Quand j'entends l'Union nationale se vanter des montants d'argent qu'elle a donnés, je me demande si ce n'est pas la meilleure preuve, la preuve la plus accablante, de l'incompétence du gouvernement. Des millions et des millions ont été dépensés; et les commissions se sont endettées plus que jamais, en dépit du fait que du côté ministériel l'on crie, depuis 1946, que l'Union nationale a sauvé l'enseignement primaire. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres provinces, nous n'avons pas l'instruction gratuite. Les traitements payés à nos institutrices et à nos instituteurs sont, chez nous, inférieurs à ceux qui se paient dans la majorité des autres provinces, et cela, bien que des milliers de religieux et de religieuses, moins rémunérés que des laïcs, consacrent leur vie à l'enseignement!

Comment se fait-il que, malgré les millions que le gouvernement prétend avoir dépensés pour l'éducation, les dettes de nos commissions scolaires se chiffrent par \$212,282,700? Comment se fait-il que, dans la province de Québec, les dettes scolaires et municipales *per capita* sont plus élevées que dans les autres provinces?

À titre d'exemple, il relève la dette par personne dans chacune des provinces: Terre-Neuve, \$11; Île du Prince-Édouard, \$35; Saskatchewan, \$56; Nouvelle-Écosse, \$75⁵; Nouveau-Brunswick, \$91; Manitoba, \$101; Ontario, \$119; Alberta, \$127; Colombie-Britannique, \$131; Québec, \$137. Au Québec, cela fait une dette moyenne de \$137 par personne, dette *per capita* la plus lourde qui soit au Canada.

Comment cela se fait-il? Il n'y a pas de mystère. Si les dettes scolaires sont si élevées alors que le gouvernement dépense tellement pour l'enseignement, la seule raison, c'est que l'argent dépensé est mal utilisé. Une grande partie de ces sommes sont sacrifiées à l'électoralisme. On force les commissions scolaires à faire construire leurs écoles par des amis du régime et cela coûte très cher.

J'aimerais avoir devant les yeux le rapport de la commission Tremblay afin de voir, non dans un but électoral, mais dans l'intérêt du public, ce que les membres de cet organisme disent à propos de l'éducation. Malheureusement, bien que le mémoire soit terminé depuis neuf mois, nous ne l'avons pas devant nous. Je dois l'avouer, nous sommes un peu jaloux parce qu'il y a des privilégiés qui, eux, l'ont entre les mains.

Il y a 10 ans, on ne parlait pas de danger de banqueroute des commissions scolaires, malgré les déclarations actuelles du gouvernement. Mais, maintenant, presque tous les jours, les quotidiens

contiennent des nouvelles de nature à inquiéter les honnêtes gens de la province, convaincus du fait qu'il faut s'occuper particulièrement de la jeunesse pour qu'elle puisse sortir victorieusement de la lutte pour la vie.

Les journaux ne cessent de publier des nouvelles alarmantes sur la situation de maintes commissions scolaires. Il (M. Hamel) mentionne alors une série d'articles parus dernièrement dans les journaux et mettant en lumière les difficultés financières rencontrées par des commissions scolaires. Celle de Laval-des-Rapides, par exemple, souligne-t-il, s'est vu refuser l'argent qu'elle voulait emprunter. La même chose est survenue à la Commission scolaire de Chicoutimi. Celle de Rapide-des-Chênes est en retard, chaque année, pour le paiement des salaires des instituteurs.

Et le gouvernement prétend avoir sauvé l'enseignement. Comment les millions qu'il a dépensés ont-ils donc été utilisés? On en a eu un exemple dans le comté de Chambly. La construction d'écoles a coûté des centaines de milliers de dollars de plus qu'il aurait fallu. Voilà comment s'explique tout le problème de l'éducation! Pourquoi le coût des écoles a-t-il été trop élevé? Parce que les commissions scolaires ont été obligées de prendre des entrepreneurs et des architectes, amis du gouvernement. C'est à cause du patronage politique dans l'octroi des contrats de construction que nos instituteurs, nos professeurs se voient souvent dans la nécessité de priver leurs enfants. Le gouvernement, devant ces faits, n'a pas le droit de prétendre qu'il a sauvé l'éducation.

Je crois que la solution du problème réside dans un système d'octrois statutaires ou presque tous statutaires. L'opposition le demande depuis des années. C'est ce qui démontre l'utilité de l'opposition dans un Parlement britannique et l'efficacité d'une opposition vigoureuse!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Quand elle reste en Chambre!

M. Hamel (Saint-Maurice) cite alors d'autres articles publiés dans des quotidiens du Québec. L'un de ces articles exposait la situation désespérée de l'école d'Hudson (Vaudreuil) qui a dû fermer ses portes à cause de sa situation financière. Ce n'est qu'après quelques jours, dit-il, que l'institution a pu de nouveau recevoir ses élèves.

L'honorable M. Prévost (Montmorency)
déclare qu'il en donnera la raison.

M. Hamel (Saint-Maurice) remarque que le gouvernement provincial a commencé par offrir un octroi de \$5,000 à la direction de l'école, puis, quelques jours plus tard, \$28,000. Pourquoi se demande-t-il? Parce que, entre temps, il y a eu du marchandage. Avec un système d'octrois statutaires, on ne verrait pas cela.

Il (M. Hamel) rappelle que le fonds spécial pour l'éducation a été établi pour payer les dettes scolaires. Le 31 mars 1956, dit-il, on avait recueilli \$232,439,813. Une somme de \$54,000,000 a été utilisée pour éteindre des dettes scolaires, mais \$163,000,000 ont été dépensés de façon arbitraire. La chose est malheureuse. Le système des octrois discrétionnaires est trop répandu. Nous avons besoin d'établir dans cette province un système d'octrois statutaires, réclamé par tous les gens bien-pensants. La loi actuelle me semble une loi statutaire. Je m'en réjouis.

La loi exclut la moitié de la population de la province de Québec, soit les villes de Montréal et de Québec. Mais c'est un pas en avant, et l'opposition constate avec plaisir que le gouvernement commence à donner des octrois statutaires. C'est à cause de cela que les libéraux voteront en faveur du bill, parce que nous sommes en train de mener une lutte en faveur des octrois statutaires et que nous gagnons du terrain, en espérant que l'administration continuera dans cette voie.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Pour bien se rendre compte de ce qui existe actuellement dans le domaine de l'éducation primaire, il faut se souvenir de ce qui existait dans la province, sous les administrations qui ont précédé l'Union nationale. Ce regard sur le passé nous inspirera de l'admiration pour le patriotisme de nos pères qui, avant 1900, ont supporté seuls le poids de l'éducation dans la province de Québec.

Il (l'honorable M. Prévost) présente ensuite des comparaisons basées sur les pourcentages respectifs des dépenses scolaires payées par les contribuables et par le gouvernement libéral du temps. En 1904, par exemple, dit-il, le gouvernement dépensait \$575,000, tandis que celles des parents, représentés par les commissions scolaires, s'élevaient à \$2,000,000; 23 % dans un cas et 77 % dans l'autre.

Dix ans plus tard, les parents paient \$5,700,000, soit 78 %, et le gouvernement \$1,600,000, soit 22 %⁶. Dix ans plus tard, en 1924, la contribution du gouvernement diminuait. La part des parents est de \$15,466,000, soit 81 %, et celle du gouvernement de \$3,700,000, soit 19 %. En 1934, les parents paient

\$21,600,000, soit 80 %, et le gouvernement \$5,200,000, en tout 20 %⁷. Au total, les budgets étaient moins de \$30,000 à cette époque.

En 1944, on assiste à un réveil sur le plan éducationnel, avec l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Le peuple du Québec, à ce moment, a décidé que le progrès à rebours avait assez duré. La part des citoyens dans l'éducation primaire s'établit à \$27,300,000, soit 60 %, et celle du gouvernement double à \$16,134,000, soit 40 %⁸. Et l'ascension continue. En 1949, les contribuables paient \$34,800,000, ou 45.3 %, et le gouvernement \$41,002,000, soit 54.7 %⁹. En 1950, la contribution du gouvernement monte à \$46,000,000, à \$76,921,000 en 1954-1955, et à \$84,000,000, en 1955-1956, pour toutes fins éducationnelles.

Ces chiffres démontrent bien par quelle période de stagnation a passé la province sous l'administration libérale, au point de vue éducationnel. Le gouvernement de l'Union nationale a été extrêmement généreux avec l'instruction élémentaire et les difficultés financières rencontrées par certaines commissions scolaires ne sont pas attribuables au gouvernement. Pendant une période d'environ 40 ans, les gouvernements se sont contentés d'une maigre contribution de 19 % ou 20 % aux dépenses pour l'enseignement.

Dès 1944, on voit le réveil et, depuis 1950, c'est une période d'élan et une poussée spectaculaire vers le progrès dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement a doublé en moins de six ans seulement, de 1949 à 1955, sa contribution à l'éducation. L'autorité provinciale a pris une plus grande part des frais de l'enseignement et, en 1954, le gouvernement a assumé beaucoup plus de 50 % des frais. Cette année, le gouvernement consacre à l'éducation plus de \$80,000,000, soit près de 21 % de tout le budget de la province.

J'ai vécu, à titre de président et de membre de la commission scolaire de ma paroisse, il y a quelques années, la période creuse de l'éducation. J'ai connu à la fois l'ancien et le nouveau régime dans ce domaine. Les commissaires n'avaient pas un sou à dépenser pour payer les salaires du personnel enseignant, encore moins pour construire ou réparer des écoles. Les conditions hygiéniques y étaient terribles. En certains endroits, les écoles étaient des hangars où on n'aurait pas entreposé son bois de chauffage, à cause de l'humidité. La pluie y entraînait par la toiture et les fenêtres et, en hiver, la situation était intolérable. Je me rappelle d'une école de mon comté qui avait été condamnée par l'inspecteur d'écoles, parce que jugée inhabitable. Il y a 25 ans, elle était encore là.

Les temps ont changé. L'Union nationale a voté des lois pour assister les commissions scolaires, alors que les libéraux, au pouvoir, n'en avaient adopté aucune. Grâce à l'appui financier des autorités provinciales, on a bâti des écoles et le professorat est mieux rémunéré.

Il (l'honorable M. Prévost) cite ensuite des chiffres pour démontrer que le progrès s'est aussi fait sentir dans le département lui-même, par des augmentations de salaire substantielles au service civil, où le salaire moyen est monté de \$2,140 à \$3,400.

Les inspecteurs d'écoles, dit-il, qui étaient jusqu'alors considérés comme des mendiants de luxe, obligés souvent de quêter leurs moyens de transport, qui avaient \$2,700 en moyenne en 1944, ont maintenant \$5,258. Le salaire des professeurs d'écoles normales est passé de \$2,700 à \$4,537, en 10 ans. Dès 1944, l'Union nationale a donc procédé à la réorganisation du département de l'Instruction publique et amélioré la situation du personnel.

Il met au défi l'opposition de continuer de nier qu'il y ait eu 3,510 écoles nouvelles construites, depuis 1944-1945, par le gouvernement de l'Union nationale. De 1944 au 16 novembre 1956, le nombre des professeurs, dit-il, est monté de 26,000 à 37,000. C'est 11,000 de plus. Pendant la même période, le nombre des élèves dans les écoles élémentaires est passé de 612,000 à 878,000. C'est 260,000 élèves de plus. Où les logerait-on si des écoles nouvelles n'avaient pas été construites?

Il (l'honorable M. Prévost) ajoute que, sous les administrations libérales, pas une loi n'a été votée pour aider l'éducation dans la province de Québec. Bien plus, dit-il, les libéraux vont maintenant jusqu'à dire que nous n'avons pas construit autant de nouvelles écoles depuis 1944. Il reproche principalement au député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'avoir fait circuler une brochure dans laquelle on répand cette inexactitude. Si, par fiction, on faisait disparaître tout à coup de la province les écoles construites depuis 1944, on se trouverait en face d'un spectacle horrible.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre pour souligner que le fait de dire qu'il n'y a pas plus d'écoles en 1956 qu'en 1944 ne veut pas dire qu'on n'en a pas bâti de nouvelles.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Si l'opposition ne sait pas que nous avons construit plus de 3,000 écoles nouvelles, il y a 11,000 professeurs et 450,000 enfants qui le savent. Il cite

ensuite des chiffres pour démontrer que dans le domaine des primes de traitement au personnel enseignant, l'augmentation a été de 833 % depuis 1944. Depuis deux ans seulement, dit-il, cette augmentation a été de 140 %.

En 1943-1944, sous le régime libéral, 32 institutrices recevaient de \$300 à \$399 de salaire; il n'y en a aucune aujourd'hui. En 1943-1944, 6,023 institutrices recevaient entre \$400 et \$499; aujourd'hui aucune. En 1943-1944, 597 institutrices recevaient entre \$500 et \$599; aujourd'hui aucune. En 1943-1944, 44 institutrices recevaient entre \$1,300 et \$1,399; aujourd'hui 1,095. En 1943-1944, 28 institutrices recevaient de \$1,400 à \$1,500; aujourd'hui 1,279. Il poursuit son énumération et conclut que 812 instituteurs reçoivent aujourd'hui plus de \$3,000, alors qu'il n'y en avait pas en 1943-1944.

Je n'appelle pas cela une augmentation, dit-il, mais un bond spectaculaire. J'ai vécu la période où l'on payait le personnel enseignant un an en retard. C'est le premier ministre actuel qui a instauré la politique de payer 60 % du montant avant le temps, pour favoriser les commissions scolaires et le personnel enseignant.

En 1944-1945, - leur meilleure année -, les libéraux donnaient \$600,000 en octrois aux corporations scolaires. En 1955-1956, le gouvernement actuel donne \$24,000,000. Pour faire un bond comme celui-là, il faut pratiquement partir du néant.

Il note des augmentations particulièrement considérables dans le domaine de l'aide aux commissions scolaires protestantes, et dans le domaine des pensions et fait des comparaisons entre les salaires payés sous les régimes libéraux et le présent gouvernement au personnel laïque de l'enseignement.

Et l'on ose dire, dit-il, qu'il n'y a pas d'amélioration sur le plan éducationnel! Encore une fois, il faut être parti du néant pour montrer des améliorations comme celles qui se sont faites sous l'Union nationale.

Il fait alors un exposé de la situation concernant la corporation scolaire d'Hudson, près de Montréal, qui est restée fermée, tout récemment, pendant une semaine environ, dû à un manque de fonds. Les difficultés vécues là-bas sont le résultat d'un problème hérité d'une administration précédente.

Quand la Commission scolaire de Hudson a décidé de construire une nouvelle école, qui coûte environ deux fois le prix d'écoles comparables

ailleurs dans la province, le gouvernement a donné un octroi de \$9,500 pour l'achat d'un terrain, \$220,000 pour la construction, un autre de \$85,000 pour ajouter des classes, et un autre de \$3,700 pour une autre considération, de 1951 à 1955. Or, l'évaluation foncière de la municipalité n'était que de \$547,000.

Ces difficultés sont le résultat d'une mauvaise administration et de commissaires trop ambitieux. Les commissaires ont simplement décidé d'une construction excédant les moyens des contribuables. Ils ont emprunté une somme de \$328,000 et, au 13 novembre dernier, la taxe scolaire n'était même pas imposée. Nous avons tenté d'intervenir, mais la Commission ne s'en est pas occupée.

Les responsables de cette situation ne sont plus là. Le problème aurait pu se régler pour la moitié du prix, si l'on avait procédé autrement. Au moment où nous accordions des octrois spéciaux pour garder l'école ouverte, la taxe scolaire n'était même pas prélevée. La générosité du gouvernement a été mise en cause. La réponse est péremptoire. Pour une évaluation totale de \$547,000, nous avons accordé des octrois au montant de \$373,000, entre 1951 et 1956.

Les difficultés financières des commissions scolaires proviennent de problèmes locaux. De plus, les nouvelles restrictions sur le crédit frappent durement les corps publics et les petits industriels. Les disponibilités pour prêts découlent de ces restrictions de crédit, dit-il, et doivent être centrées sur la Banque du Canada, qui exige le double.

Il parle ensuite de la situation au Rapide-des-Chênes. Il regrette que l'on en soit rendu à faire de la politique sur le dos de l'éducation et des commissions scolaires. Un projet d'école de \$326,000, dit-il, a été mis de l'avant, le printemps dernier, sans que les plans n'aient été approuvés et sans qu'un octroi du gouvernement n'ait été accordé. Devant les protestations des contribuables, trois commissaires ont démissionné.

Récemment, le chef intérimaire de l'opposition a dit que la commission scolaire n'avait pas payé ses professeurs. Le jour même, des commissaires étaient à Québec et m'ont envoyé un message pour me dire que les traitements avaient été payés.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. Il déclare qu'il a parlé en se basant sur un article publié par un journal. Il est possible, dit-il, que le traitement ait alors été payé.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a des gens qui veulent absolument dénigrer le plan éducationnel et nuire à nos commissions scolaires en parlant sans être au courant de tous les faits, en déformant la vérité et en étant injustes envers le gouvernement. Quand le député de Saint-Maurice (M. Hamel) lisait un article concernant la Commission scolaire d'Hudson, la commission m'envoyait une délégation pour me dire que l'article en question était mal fondé.

Il analyse ensuite la situation à Laval-des-Rapides. Il déclare que l'école est en construction et que les difficultés ont été soulevées par les restrictions sur le crédit.

En se basant sur un article de la revue *Pie-XII*, il souligne qu'il va falloir que chacun prenne ses responsabilités et que l'on comprenne que l'État ne peut tout payer. Son rôle doit demeurer un rôle subsidiaire. Ce rôle, l'Union nationale l'a rempli sans lésiner.

Il signale le cas d'une commission scolaire qui, avec des revenus de \$35,000, s'est fait un budget de plus de \$200,000¹⁰. Après, dit-il, on écrit au gouvernement pour lui demander de payer la différence. Avec une telle façon de procéder, on va droit au paternalisme d'État, et c'est un système qui n'est pas recommandable, qui est même dénoncé par les plus hautes autorités religieuses. Nous avons, dans la province de Québec, 2,000 corporations scolaires. Le chef intérimaire de l'opposition a cité six cas qui lui fournissaient matière à critique et il n'y avait rien de correct dans aucun de ces cas.

Il (l'honorable M. Prévost) parle du traitement accordé aux minorités et déclare qu'elles ont été traitées avec justice. Le traitement qu'elles reçoivent dans la province de Québec, dit-il, est une leçon pour ceux qui ne l'accordent pas.

Il est certain, pour tout esprit de bonne foi, que le gouvernement actuel, dans le domaine de l'éducation, a accordé plus que tout autre gouvernement. Le député de Saint-Maurice aime à faire des comparaisons entre le Québec et l'Ontario. Or, les statistiques démontrent qu'en 1955, l'Ontario dépensait 13.55 % de son budget pour l'éducation et le Québec, 18.5 %. En 1956-1957, Québec garde encore l'avantage. Le pourcentage est respectivement de 21 % dans le Québec et de 20 % en Ontario.

Sous l'Union nationale, l'aide à l'éducation a été considérablement augmentée et, malgré ce que prétend l'opposition, les taxes scolaires sont beaucoup plus élevées dans les cités ontariennes que dans les localités du Québec. Il compare ainsi l'imposition, pour fins scolaires, entre Ontario et

Québec, en s'attardant, entre autres, à Windsor, Kitchener et St. Catharines. En Ontario, dit-il, les taxes sur la propriété imposées par les commissions scolaires sont beaucoup plus élevées que celles qui sont imposées dans le Québec. À Outremont, la taxe scolaire est de 80 cents par \$100 d'évaluation municipale et, à Sault-Sainte-Marie, en Ontario, cette même taxe est de \$7.03. Les charges des contribuables ontariens sont plus lourdes de cinq ou six fois dans certains cas.

M. Lafrance (Richmond) déplore que les discours du premier ministre et du secrétaire provincial (l'honorable M. Prévost) n'aient été qu'un tissu de vantardises. À entendre le secrétaire provincial, dit-il, c'était le néant au point de vue scolaire avant l'Union nationale. Mais où donc a-t-il fait lui-même son cours? Il a parlé de la générosité du gouvernement pour les minorités. Mais qui donc a établi cette tradition, sinon le Parti libéral?

L'opposition ne nie pas que l'on dépense beaucoup, mais ce qu'elle constate, c'est que les résultats sont loin d'être impressionnants. Dans notre province, 75 % des jeunes ne vont qu'à la 7^e année; des écoles doivent fermer leurs portes; des professeurs ont de la difficulté à se faire payer. Québec est la seule province où l'on n'a pas la gratuité scolaire. Malheureusement, quand l'opposition parle de gratuité scolaire, la droite crie au paternalisme. C'est pourtant le cardinal Villeneuve qui l'a lui-même recommandée.

Non, le malheur c'est que le gouvernement s'occupe beaucoup plus d'électoratisme que d'éducation. Les commissions scolaires sont actuellement sous la botte des politiciens. Auparavant, les octrois étaient accordés par le surintendant, non par le ministre comme maintenant.

Des voix ministérielles: C'est faux!

M. Lafrance (Richmond) demande enfin au gouvernement de songer davantage à la jeunesse et un peu moins à l'incidence politique.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne,

Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 5 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 39, soit remplacé par le suivant:

"5. Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même le fonds d'éducation institué par la loi 10 George VI, chapitre 21, et ses amendements ou, au cas d'insuffisance de ce fonds, à même les revenus de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, et ses amendements."

M. Hamel (Saint-Maurice): Le changement de date, 1^{er} mai 1956 au lieu du 1^{er} février prévu par

le bill 5, m'intrigue, étant donné que les élections ont eu lieu le 20 juin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une des modifications apportées par le présent bill à la loi de l'an dernier, c'est que la période couverte est étendue du 1^{er} février au 1^{er} mai 1956. Ces trois mois additionnels n'augmentent guère les déboursés du gouvernement. Les dettes à rencontrer ont été contractées, dans une proportion de 90 % et peut-être même de 97 %, avant le 1^{er} février.

M. Hamel (Saint-Maurice): Même en admettant ces explications du chef du gouvernement, les dettes contractées dans ces trois mois, en comparaison de celles contractées entre 1946 et le 1^{er} février de cette année, revêtent un caractère assez gênant; 1956 a été une année d'élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai justement limité la loi au 1^{er} mai, soit près de deux mois avant les élections, pour éviter tout soupçon du genre. La période n'a sûrement pas été étendue pour couvrir des promesses électorales. Les élections, de toute façon, n'ont eu lieu que le 20 juin et, si le gouvernement avait voulu couvrir par cet amendement des promesses d'élection, il aurait étendu bien d'avantage cette période d'application de la loi.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné

(Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 5 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-

Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thériage, Thibault, Tremblay, Turpin, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 5 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

7. \$21,000,000, selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1956, à la page 9.

8. \$25,300,000, selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1956, à la page 9.

9. \$41,000,000, selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1956, à la page 9.

10. Le *Quebec Chronicle* du 30 novembre 1956, à la page 2, indique \$235,000 au lieu de \$35,000.

NOTES

1. *La Patrie* du 30 novembre 1956, à la page 12, rapporte que le débat a duré 2 heures 45 minutes.

2. Selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1956, à la page 5, il s'agit plutôt de 90 % du coût.

3. D'après *L'Événement* du 30 novembre 1956, à la page 10, le premier ministre fait allusion à l'incident survenu au cours du débat concernant l'impôt sur le revenu. Les députés libéraux sont alors sortis en bloc de la Chambre basse. Voir à ce sujet la séance du 28 novembre 1956.

4. Toujours selon *L'Événement* du 30 novembre 1956, à la page 10, le chef intérimaire de l'opposition évoque un événement qui s'est produit la veille. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) avait alors accusé le premier ministre de cacher le mémoire de la commission Tremblay.

5. *L'Action catholique* du 30 novembre 1956, à la page 9, mentionne que la dette par personne en Nouvelle-Écosse est de \$73.

6. \$1,500,000, selon le *Montréal-Matin* du 30 novembre 1956, à la page 9.

Séance du mardi 4 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission des écoles catholiques
de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Municipalités scolaires
de Bagotville et de Chicoutimi-Nord

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Saguenay (M. Ouellet), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Bagotville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord, dans le comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Bagotville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord, dans le comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles.

Charte
de Tracy

M. Gagné (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladouceur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gagné, Richelieu).

Royal Trust Company et
Barclays Trust Company

M. Somerville (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi fusionnant The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi fusionnant The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 110 ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

Et, sans amendement, le bill 123 modifiant la charte de l'Institut Fraser.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 206 changeant le nom de Georges Weisz en celui de Georges Weisz Wise;

- bill 155 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Bruno Houde Cyr à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et changeant son nom de Joseph Bruno Houde en Joseph Bruno Cyr;

- bill 161 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Adrian Popovici à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 231 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milos Paunovic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:**Succession Patrick Labelle et
Mid-Town Motor Sales Ltd.**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de
l'Institut Fraser**

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 modifiant la charte de l'Institut Fraser.

Adopté

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bruno Houde-Cyr

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Bruno Houde Cyr à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et changeant son nom de Joseph Bruno Houde en Joseph Bruno Cyr.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Adrian Popovici

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 autorisant le Barreau de la province de Québec à

admettre Adrian Popovici à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Georges Weisz

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 changeant le nom de Georges Weisz en celui de Georges Weisz Wise.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Milos Paunovic'

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milos Paunovic' à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des exécuteurs testamentaires de la succession de feu Benjamin Cecil Fitch, demandant l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Insurance Company à payer à dame Shulamith Firch l'argent retenu en dépôt;

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville Normandie;

- de l'asile du Bon Pasteur de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui des sœurs du Bon-Pasteur de Québec;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léonard-De-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever une taxe de vente, dite taxe d'éducation;

- de Collège des chiropracticiens, demandant l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Projets de loi:

Asile du Bon-Pasteur de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 concernant l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Municipalités scolaires de Chicoutimi,
Jonquière, Alma et Dolbeau**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Benjamin Cecil Fitch**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 concernant la succession de Benjamin Cecil Fitch.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Normandie

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 constituant en corporation la ville Normandie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
des chiropraticiens**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 constituant en corporation le Collège des chiropraticiens du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
d'Arvida**

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Orateurs à la dissolution
de la Législature**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette Assemblée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
marchés agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi de l'an dernier fixait à Québec le bureau-chef de l'Office des marchés agricoles. Or, les affaires se transigent en très grande partie à Montréal. Le bill dit que l'Office aura son bureau-chef à Montréal et un autre bureau à Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Assistance publique et écoles de protection de la jeunesse**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales.

La contribution des cités et villes aux frais de l'assistance publique, qui était de 33 %, est réduite à 24 %. Celle des municipalités rurales reste de 15 %. Elle avait déjà été réduite il y a quelques années. Pour les écoles de protection de la jeunesse, les corporations municipales payaient jusqu'à maintenant une contribution de 50 %. Le projet de loi réduit cette contribution à 15 % dans les cas des municipalités rurales, et à 24 %, dans celui des cités et villes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi 24 %?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pour établir une concordance entre ce que les municipalités paient pour l'assistance publique et ce qu'elles paient pour les écoles de protection de la jeunesse.

La loi de l'assistance publique continuera de relever du ministère de la Santé en ce qui concerne l'hospitalisation. À compter du 1^{er} janvier, toutes les questions qui ne sont pas directement reliées à la santé publique relèveront du ministère de la Jeunesse et du Bien-être social.

De plus, les demandes en matière d'assistance publique seront soumises à un juge de la Cour municipale ou, là où une telle cour n'existe pas, à un juge de district désigné par le juge en chef. Le recours au juge pourrait s'effectuer dans le cas où la municipalité se refuserait à une demande. Il est clair qu'une ville comme Trois-Rivières, qui doit consacrer, chaque année, une protection très importante de son budget à l'assistance publique, accueillera avec enthousiasme le nouveau projet de loi proposé par le gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Membres de la Commission des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant la pension des membres de la Commission des accidents du travail de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Orateurs à la dissolution de la Législature**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette Assemblée.

Adopté.

Assistance publique et écoles de protection de la jeunesse**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales.

Adopté.

Convictions sommaires**L'honorable M. Rivard (Montmagny)** propose,

selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il y a doute sur l'interprétation de l'article qui dit que: "Toute plainte ou dénonciation peut être faite ou portée par le plaignant ou par le dénonciateur en personne, ou par son avocat, ou par toute autre personne autorisée à cet effet, ou par une personne quelconque dans les cas où il n'est pas requis par la loi que le plaignant ou dénonciateur doit avoir un intérêt particulier."

Il y a doute sur l'interprétation à donner à ce passage, et on s'est demandé si une personne majeure peut porter plainte quand une disposition législative attribue à un ministre l'application d'une

loi. Le bill no 18 rend plus clair le texte en y ajoutant ceci: "Toutefois une disposition législative attribuant à un ministre de la couronne l'administration, l'application ou l'exécution d'une loi ne confère pas à ce ministre un intérêt particulier au sens du présent paragraphe et partant, ne lui confère pas un droit exclusif de poursuivre en pareille matière."

Cela signifie que même si l'administration d'une loi est confiée à un ministre, quelqu'un d'autre pourra porter plainte. Cela sera très utile dans le cas des associations des propriétaires d'autobus et de camions qui ont intérêt à faire respecter la loi relative aux transports et à la circulation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas si simple. On veut corriger non seulement la loi, mais un jugement. Or, il ne faut pas que le législateur intervienne chaque fois qu'un jugement lui semble erroné; c'est un mauvais principe. Sinon, on assisterait à un sabotage du système de la séparation des trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, base de la démocratie. La démocratie exige une séparation nette entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Montesquieu allait jusqu'à dire que la disparition des trois pouvoirs entraînerait la disparition de la véritable démocratie. Pour résoudre le problème actuel, il y aurait deux solutions qui laisseraient intacte la séparation des pouvoirs et qui éviteraient de créer un précédent.

Le premier moyen serait d'amender la loi des convictions sommaires pour permettre, dans des cas particuliers et au sujet de questions strictement de droit d'aller en appel avec une permission spéciale. Le second moyen serait d'invoquer une loi qui existe déjà: chapitre 8, Statuts refondus de 1941, soit la loi concernant les questions soumises à la Cour du banc de la reine par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le gouvernement pourrait s'adresser à la Cour d'appel pour faire modifier le jugement rendu par un tribunal inférieur.

Pourquoi ne pas créer un droit d'appel, ou ne pas soumettre à la Cour du Banc de la reine le jugement dont on se plaint? On voit dans le bill no 18 une violation du principe de la séparation des pouvoirs; et il (M. Hamel) lui reproche d'avoir un effet rétroactif et de créer un précédent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question d'empiéter sur les prérogatives du pouvoir judiciaire. Mais le Parlement est convoqué pour légiférer en vue de faire face à la situation de l'heure. C'est pourquoi, à la lumière de l'expérience, nous faisons des lois répondant aux

exigences du moment. La loi des convictions dit que tous les citoyens peuvent porter plainte et poursuivre dans le cas de crimes, de délits, offenses contre la société. Le bill no 18 a pour but de rendre cette loi plus claire, étant donné qu'on a émis des doutes à ce sujet, comme le montre le jugement du 26 octobre¹. Nous ne faisons que clarifier l'ancien texte, afin d'éviter des procès et des difficultés.

Quant au reproche de rétroaction, formulé par le député de Saint-Maurice, j'y réponds en citant l'exemple de ce qui se passe dans les autres Parlements. Plus précisément, il (l'honorable M. Duplessis) cite le cas d'une loi relative aux successions, passée par le gouvernement anglais. Le jugement rendu par la Cour des sessions l'a été par des gens intelligents et il faut préciser la loi parce que c'est une cause de procès, de difficultés, ajoute-t-il.

Grâce au bill 18, les associations de propriétaires d'autobus, et les autres associations qui s'intéressent à la sécurité routière, pourront intervenir et poursuivre les coupables. C'est une amélioration. Le jugement en cause n'a pas été rendu dans l'esprit de la loi ni dans l'intérêt public. On y confirme que c'est au ministre de poursuivre; mais un ministre ne peut s'occuper de 30,000 ou 40,000 cas par année.

Des députés de l'opposition demande la mise aux voix pour la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel,

Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 18 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice) s'étonne du fait qu'on veuille toucher à un article de loi qui existe peut-être depuis une quarantaine d'années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois qu'un jugement est rendu dans ce sens-là, le jugement n'est pas dans l'esprit de la loi ni dans l'intérêt du public. On y affirme que c'est au ministre de poursuivre; mais un ministre ne peut pas s'occuper de 30,000 ou 40,000 cas par année.

M. Hamel (Saint-Maurice) répète ses suggestions du début. On ne doit légiférer, déclare-t-il, que le moins possible. Il ne faut pas compliquer davantage la législation.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier

(Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 18 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Annexion à Salaberry-de-Valleyfield

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant l'annexion d'un territoire de la municipalité scolaire de Saint-Timothée à la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de régulariser une situation anormale. L'école dont on envisage l'annexion a été construite pour la Canadian Arsenal par la Wartime Housing Limited pendant la guerre. Elle devait recevoir les enfants des employés de la Canadian Arsenal. Il y avait deux classes pour les enfants protestants, six classes pour les enfants catholiques de langue française et six classes pour les enfants catholiques de langue anglaise. Comme la Canadian Arsenal après la construction ne voulait pas payer les salaires du personnel enseignant et l'entretien de cette école, l'achat du mobilier, c'est le gouvernement de la province qui a tout payé, au total de \$139,000. À date, la situation est anormale, car l'école ne relève d'aucune commission scolaire. Il s'agit donc de régulariser la situation en annexant l'école à la Commission de Salaberry-de-Valleyfield. La municipalité scolaire de Salaberry devient responsable du passif et de l'actif de l'école. Les parties concernées étaient toutes d'accord.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans un cas d'annexion, il y a toujours partage des actifs. Alors pourquoi ne procède-t-on pas en vertu du code scolaire qui fixe la procédure à suivre dans ces cas? Il tient à ce que tous les intéressés aient l'avantage de se faire entendre. Je crois, ajoute-t-il, que l'on fait ici un acte de force.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi faire revenir les intéressés? Ils ont dit qu'ils étaient heureux de la solution. Et nous, de l'Union nationale, nous comprenons du premier coup.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste pour que le bill soit référé au comité des bills privés et pour que les intéressés soient entendus. Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 17 concernant l'annexion d'un territoire de la municipalité scolaire de Saint-Timothée à la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, soit renvoyé au comité des bills publics".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde,

Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 69.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité plénier.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 69.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 17 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Hydro-Québec
et Beauharnois L. H. & P. Co.**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15

concernant Hydro-Québec, Beauharnois Light, Heat and Power Company et l'accès par leurs employés à la petite propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) souligne le caractère humanitaire de l'aide offerte par Hydro-Québec à son personnel dont les membres peuvent ainsi devenir propriétaires. Il y voit l'œuvre du président du conseil d'administration de cette entreprise d'État, M. le notaire J.-A. Savoie, auquel on doit une autre louable initiative, celle d'avoir créé un fonds pour secourir les étudiants.

M. Hamel (Saint-Maurice): Un employé bénéficiant d'un prêt n'a que 30 jours pour rembourser ce prêt s'il vient à quitter son emploi. Il demande au gouvernement d'étudier la possibilité d'étendre ce délai. Il proteste aussi contre le fait que le bill a un effet rétroactif au 23 juin 1955.

Il n'est pas surprenant de voir des organismes gouvernementaux dépenser des sommes avant d'y être autorisés, déclare-t-il. Le gouvernement fait souvent cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas d'une dépense mais d'un placement.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est ça, le premier ministre parle selon les circonstances. Devant les employés de l'Hydro, il dira que l'employeur leur donne de l'argent grâce à la législation de l'Union nationale, et ici, il dit que ce n'est pas une dépense mais un placement.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la pollution des eaux

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose:
1. Que l'article 4 de la loi 4-5 Élisabeth, chapitre 11, soit remplacé par le suivant:

"4. Le comité doit commencer et poursuivre son travail avec diligence et faire son rapport au lieutenant-gouverneur en conseil dans le ou les délais que celui-ci fixera."

2. Que l'article 5 de ladite loi soit modifié en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes les mots "cent cinquante" par les mots "deux cents".

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Un délai de huit mois a été d'abord accordé au comité de cinq membres chargé d'étudier la pollution des eaux pour faire son rapport.

Or, une année s'est écoulée et le comité n'a pas encore fait rapport. Il devait agir avec diligence et il ne l'a pas fait. Il note que dans la région du lac Saint-Louis, endroit qui le touche plus

particulièrement, les eaux sont polluées au point qu'il est défendu de se baigner dans le lac à plusieurs endroits, près de plusieurs localités. Il cite, en exemple, le cas de l'Ontario Water Resources Commission, qui fait un travail similaire à celui du comité québécois de la pollution des eaux. Il est temps que le comité fasse son rapport, conclut-il, déjà trop de délais ont été accordés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi est basée sur le bon sens et sur les besoins de la province. Pour l'apprécier à sa juste valeur, il faut connaître le sujet. La critique continuelle de la part de l'opposition constitue une pollution des fonctions parlementaires. Nombreux sont les canaux et les égouts qui polluent des cours d'eau autrefois sains. Cette situation comporte de multiples problèmes qui varient selon les lieux et les conditions qui prévalent dans chaque cas.

Il y a des cours d'eau privés, des cours d'eau de comté, d'autres qui baignent plusieurs comtés, plusieurs provinces et même plusieurs pays. Il cite la rivière Ottawa comme étant l'une des plus polluées. Or, il s'agit d'un cours d'eau d'une nature interprovinciale et même internationale, dit-il. Ce problème nécessite une coopération entre le Québec et l'Ontario, et même la collaboration du gouvernement fédéral.

La canalisation du Saint-Laurent va avoir des répercussions dans le lac Saint-Louis. Elle crée une situation des plus difficiles. C'est facile de dire que le problème est aisé et que la pollution consiste en l'empoisonnement des rivières. Mais de quelle façon allons-nous envisager ce problème? Il ne sert à rien de régler pour ici la situation d'un cours d'eau, si ce cours d'eau est alimenté pas un autre d'une nature internationale.

C'est pour cela que nous avons nommé des gens compétents tels que l'honorable juge Aimé Marchand, président, M. Wilfrid Gariépy, ancien député de Trois-Rivières aux Communes, M. Raymond O'Hurley, préfet du comté de Lotbinière, M. T.-O. Lafrenière, ingénieur sanitaire, et M. Charles-Léon Lorrain, secrétaire. Le comité n'est entré en fonction que depuis le 7 août dernier et il a fait beaucoup d'ouvrage; nous ne pouvons pas lui dire: Dépêchez-vous.

Il faut qu'il prenne le temps qu'il faut pour se renseigner complètement avant de présenter un rapport et de formuler des suggestions, étant donné l'ampleur des problèmes qu'il doit étudier. C'est au comité de décider quand il doit faire son rapport. Presque toutes les villes de la province sont

intéressées au problème de la pollution. Ce problème est important au point de vue pêcheries et tourisme. Il faut avoir tous les renseignements nécessaires pour en faire une étude approfondie, tant au point de vue hygiène que du côté légal.

M. Lafrance (Richmond) insiste sur l'importance du problème de la pollution des eaux et attire l'attention de façon toute particulière sur la pollution des eaux de la rivière Saint-François, dans les Cantons-de-l'Est.

Le stade des études est terminé depuis longtemps, dit-il. On connaît depuis longtemps les causes de la pollution des eaux. Le temps est venu d'apporter des mesures radicales.

Du train où vont les choses, nous nous verrons forcés de voter contre les commissions gouvernementales qui deviennent une véritable comédie. Les commissions d'études, telles qu'elles existent dans la province de Québec sous le régime actuel de l'Union nationale, sont un gaspillage de fonds publics. Il rappelle ce que disait le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) en 1936, quand il condamnait le régime des commissions instituées par le gouvernement du temps.

Le premier ministre a changé d'opinion, dit-il, car il n'y a pas eu un seul gouvernement de la province où il y a eu tant de commissions inopérantes que sous l'Union nationale. Ces commissions, telles que constituées sous l'administration actuelle, sont un gaspillage des deniers publics qui servent à paralyser certains hommes. Le gouvernement cherche surtout à faire durer les traitements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est injuste de parler ainsi des membres de la commission d'étude des problèmes de la pollution des eaux. J'ai une grande confiance en ces hommes, mais le problème est tellement important qu'il faut nécessairement qu'on prenne le temps de l'étudier.

M. Hamel (Saint-Maurice): La commission a été créée l'an dernier, au cours d'une session pré-électorale, et le gouvernement a alors déclaré qu'il fallait de toute nécessité s'attaquer à un problème très sérieux, celui de la pollution des eaux. Comme exemple de la pollution des eaux, la découverte d'un grand nombre de poissons morts dans le Saint-Laurent cet été démontre celle-ci.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela s'est d'ailleurs répété après le mois de juin.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement est sérieux ou il ne l'est pas. Au cours de l'année qui précède les élections, il dit que le problème de la pollution des eaux est de la plus haute importance et que les commissaires devront faire rapport dans un délai de un an. Il criait sur tous les toits qu'il s'agissait d'un problème urgent. L'opposition a appuyé la loi présentée dans le mois de décembre 1955. La santé de la population était en jeu. Après avoir soutenu que le règlement du problème était urgent, le premier ministre attend huit mois pour nommer les commissaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des élections dans l'intervalle. Il a été impossible de procéder avec la rapidité désirée. Cette loi est basée sur le bon sens et sur les besoins de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est clair que le gouvernement a voulu nommer une commission susceptible de siéger jusqu'à la fin du monde. Si le problème était sérieux, comme l'a dit le premier ministre, le gouvernement est-il justifiable d'avoir attendu huit mois pour nommer les commissaires? Et pourquoi vient-il nous demander aujourd'hui de porter de \$150,000 à \$200,000 le crédit autorisé pour la commission? Le comité n'est en fonction que depuis trois mois et l'on réclame un crédit additionnel de \$50,000. Est-ce qu'on tripote avec l'argent du peuple? Je me demande ce qu'on a pu faire avec le \$150,000. A-t-on au moins dépensé \$5,000 ou \$10,000 pour la commission? Ils n'ont pas dû avaler dans un si court délai le montant de \$150,000. La requête du gouvernement est injustifiable. L'une des clauses du bill supprime tout délai au terme duquel la commission doit soumettre son rapport. La date à laquelle le rapport doit être soumis est ainsi laissée à la discrétion du cabinet provincial.

En Ontario, une loi a aussi été passée, en mars dernier, concernant le problème de la pollution des eaux et l'on a procédé très rapidement. Celle-ci a commencé beaucoup plus tôt à siéger. On dirait que le gouvernement veut nous donner l'impression que les commissions ne sont créées que pour favoriser des amis. Il se peut que certains membres de la commission ne soient pas en mesure de faire diligence.

Il (M. Hamel) n'a rien à dire contre les commissaires, mais, si certains sont trop vieux pour occuper leurs anciennes fonctions, ils doivent être aussi trop vieux pour faire partie de la commission. Comment un homme, comme le juge Marchand, qui

démissionne de la Cour d'appel parce qu'il est malade ou trop vieux, peut-il aider une telle commission. Et M. Gariépy est plus près de 80 que de 75? Il met en doute la capacité de M. Gariépy de remplir cette fonction, à cause de son âge. Ce comité, dit-il, n'a même pas encore présenté de rapport préliminaire.

Le gouvernement ne s'occupe pas de façon sérieuse d'un problème sérieux et la présente loi ne se justifie pas de façon sérieuse. Si le gouvernement disait que le problème est plus complexe que nous l'avions d'abord prévu, nous sommes obligés de demander un délai additionnel, l'opposition ne s'objecterait point. Mais on aurait pu attendre que ce comité ait au moins présenté un rapport préliminaire écrit. En somme, on nous demande de signer un chèque en blanc. L'opposition ne peut accepter cette façon de procéder. Il annonce que son groupe se prononcera contre tout projet de loi accordant des extensions de délai aux commissions provinciales pour la production de leur rapport final.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rétorque en déplorant tout d'abord que le chef intérimaire de l'opposition semble vouloir revenir à ses habitudes d'autrefois. Le gouvernement, dit-il, a nommé cinq commissaires, dont deux rouges. Le député de Saint-Maurice a donc critiqué les rouges. Peut-être est-ce pour confirmer ce qu'il disait autrefois, à l'effet que plus une province se donne aux rouges, plus elle s'appauvrit.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Ça fait plusieurs fois qu'on me sert cette citation en Chambre. Je n'ai jamais dit ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition, qui déplore le délai apporté à la nomination des commissaires, semble oublier que les travaux sessionnels ont pour effet de retarder la considération des mesures administratives et qu'il y a eu élections à l'été. Si les nominations avaient été faites avant les élections, l'opposition les aurait qualifiées de caractère politique. Les commissaires ont fait valoir qu'ils ne pouvaient présenter un rapport complet dans le délai fixé par la loi originale. C'est la seule raison pour laquelle le gouvernement a décidé de demander immédiatement les modifications présentes.

Il (l'honorable M. Duplessis) regrette les insinuations du député de Saint-Maurice, insinuations qui mettent en doute la compétence des membres de la commission. Il reproche au chef de

l'opposition de formuler des remarques malveillantes sur le compte de ces deux commissaires. Il a voulu insinuer que le juge Marchand et M. Gariépy sont trop vieux pour travailler...

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai fait des insinuations injustes à l'endroit de qui que ce soit.

M. le président: La déclaration du premier ministre est conforme au règlement. Le premier ministre a simplement regretté au nom de la Chambre les paroles que le chef de l'opposition avait eues à l'endroit du juge Marchand, ancien membre de la haute magistrature et de M. Gariépy. Le point d'ordre n'est pas justifié.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle aussitôt de la décision du président.

M. le président rédige alors son rapport à l'Orateur et demande le vote.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat, le chef intérimaire de l'opposition, parlant du président de la commission constituée en vertu de la loi concernant la pollution des eaux, l'honorable juge Aimé Marchand, ancien juge de la Cour d'appel, a tenu des propos à l'effet suivant: "Si le juge a dû démissionner de la Cour d'appel, c'est que, ou bien il était trop vieux ou bien, malade; mais alors, pourquoi le nommer président de cette commission?" Lorsque le premier ministre a exprimé sa surprise et son regret pour de tels propos, le chef intérimaire de l'opposition a soulevé un point d'ordre que j'ai rejeté.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) en appelle à la Chambre de ma décision.

M. Hamel (Saint-Maurice) tient toutefois à souligner, avant la mise aux voix, que ce rapport du président du comité ne mentionnait pas que le premier ministre lui imputait des motifs inavouables.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux.

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions relatives au bill 11 et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Nouvelliste* du 5 décembre 1956, à la page 5 nous donne plus de détails concernant les motivations de la loi avec un exemple précis:

"Presque tout le débat a tourné autour d'un jugement rendu le 26 octobre dernier par le juge Laetace Roy, de la Cour des sessions de la paix de Québec. Dans cette cause, l'Association de camionnage de Québec poursuivait un citoyen d'Edmunston, Nouveau-Brunswick, pour avoir fait du transport dans la province de Québec sans l'autorisation de la Régie des transports. Or, le juge Roy a décidé que ce n'était pas à l'Association de porter plainte dans un tel cas, mais au ministres des Transports."

2. Les élections ont eu lieu en juin.

Séance du mercredi 5 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal;

- bill 147 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile.

Et, sans amendement, le bill 117 concernant la succession de feu Douglas Watson Ogilvie.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 151 concernant la ville de Mont-Joli.

Projets de loi:

**Succession
Douglas Watson Ogilvie**

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 concernant la succession de feu Douglas Watson Ogilvie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Banque Royale
et Globe Realty Corp.**

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Syndics
de Sainte-Odile**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 147 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Mont-Joli

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant la ville de Mont-Joli.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, demandant l'adoption d'une loi pour se faire déclarer propriétaires absolus et sans conditions de certains lots;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe d'éducation et de verser une indemnité annuelle aux membres de cette commission scolaire;

- de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la nomination des marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels;

- de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Maurice Pollack Realty Company Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant propriétaire absolue la pétitionnaire d'une parcelle de terrain dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal.

Projets de loi:

Oeuvre et fabrique de Saint-Sauveur-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant une propriété des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Maurice Pollack Realty Co.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société des décorateurs-ensembliers

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134

modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paroisse Notre-Dame de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 concernant la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Taxe d'éducation à Sainte-Adèle

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation des courtiers en immeubles

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de la pollution des eaux¹

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: 1. Que l'article 4 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 11, soit remplacé par le suivant:

"4. Le comité doit commencer et poursuivre son travail avec diligence et faire son rapport au lieutenant-gouverneur en conseil dans le ou les délais que celui-ci fixera."

2. Que l'article 5 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "cent cinquante" par les mots "deux cents".

M. Brown (Brome)²: Me serait-il permis de citer certains passages des *Misérables* de Victor Hugo, qui ont rapport au problème à l'étude? On verra que le problème est ancien. Les *Misérables*, roman social d'Hugo, a été écrit en 1862. Il (M. Brown) cite alors le passage suivant: "Paris jette par an vingt-cinq millions à l'eau... Au moyen de quel organe? Au moyen de son intestin. Quel est son intestin? C'est son égout. Que fait-on de cet or-fumier? On le balaye à l'abîme. On expédie à grands frais des convois de navires afin de récolter au pôle austral la fiente des pétrels et des pingouins, et l'incalculable élément d'opulence qu'on a sous la main, on l'envoie à la mer. Tout l'engrais humain et animal que le monde perd, rendu à la terre au lieu d'être jeté à l'eau, suffirait à nourrir le monde."

Il reprend également le passage dans lequel Hugo prône la récupération des eaux d'égout et rappelle que la sottise des Romains de ne pas l'avoir fait leur a coûté leur empire. Il poursuit ensuite sa lecture en ces termes: "Ces tas d'ordures du coin des bornes, ces tombereaux de boue cahotés la nuit dans les rues, ces affreux tonneaux de la voirie, ces fétides

écoulements de fange souterraine que le pavé vous cache, savez-vous ce que c'est? C'est de la prairie en fleur, c'est de l'herbe verte, c'est du serpolet et du thym et de la sauge, c'est du gibier, c'est du bétail, c'est le mugissement satisfait des grands bœufs le soir, c'est du foin parfumé, c'est du blé doré, c'est du pain sur votre table, c'est du sang chaud dans vos veines, c'est de la santé, c'est de la joie, c'est de la vie. Ainsi le veut cette création mystérieuse qui est la transformation sur la terre et la transfiguration dans le ciel [...]. Chaque hoquet de nos cloaques nous coûte mille francs. À cela, deux résultats: la terre appauvrie et l'eau empestée. La faim sortant du sillon et la maladie sortant du fleuve."

En somme, il y a près de 100 ans que ce romancier français a suggéré de faire servir à des fins utiles ces déchets qui polluent les eaux. Cela démontre que le problème n'est pas nouveau. De fait, on s'en inquiétait déjà il y a des milliers d'années. Dans cet ordre d'idées, il (M. Brown) déplore qu'on n'utilise pas plutôt les déchets pour fertiliser les terres, comme le font les Chinois depuis deux mille ans. Là est la solution du problème de la pollution des eaux, dit-il.

Le fleuve Saint-Laurent est en quelque sorte l'égout collecteur de la province. De Montréal seulement, 50,000,000 de gallons d'eaux ménagères s'y déversent chaque jour³. Par ailleurs, chaque famille du Québec utiliserait en moyenne 100 gallons d'eau par jour.

Les eaux d'égout sont épurées industriellement dans certaines villes d'Europe. Dans la même veine, des expériences faites aux États-Unis démontrent la possibilité de récupérer les matières solides et organiques en suspension contenues dans ces eaux ménagères et de les faire servir ensuite à la fertilisation des terres ou autres usages semblables. On en tire des quantités considérables d'engrais et de produits chimiques de tout genre, qui vont parfois jusqu'à payer les dépenses faites pour la fondation et le fonctionnement des usines spéciales où l'on assainit les eaux.

Pour Montréal seule, 1,500 pieds cubes de matières solides pourraient être récupérés et vendus aux cultivateurs. Le prix moyen pour ce type de fertilisant spécial est de 45 cents la tonne et compense normalement les coûts d'opération de l'usine.

C'est de ce côté que devraient porter les recherches du comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux. L'eau du fleuve s'en trouverait assainie par le fait même et il deviendrait possible de s'y baigner sans danger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Sur un ton moqueur) Il est plaisant de voir qu'un député de l'opposition ait voulu se placer dans la compagnie de Victor Hugo pour nous parler d'égouts. On aurait pu citer d'autres passages de cet écrivain dont la réputation a franchi les siècles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre exagère. Hugo est né au siècle dernier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De toute façon, en entendant le député de Brome citer ces passages de l'écrivain français, on aurait pu se demander, avec ce critique moqueur: "Où, ô Hugo, huchera-t-on ton nom?"

(Sur un ton plus sérieux) En matière d'hygiène publique, la province de Québec est bien plus avancée que la France, où l'on trouve encore bien des endroits où il n'y a ni aqueduc ni égout. D'ailleurs, une usine utilisant les déchets qui polluaient jusqu'ici les eaux de l'Outaouais a déjà été installée dans le comté de Gatineau. Mais nous sommes loin de la loi et j'espère que les orateurs suivants vont nous servir des considérations un peu plus élevées. Il cite enfin Boileau: "Ce qui se conçoit bien..."

M. Hamel (Saint-Maurice): La citation du député de Brome était parfaitement au point. Le problème de la pollution des eaux est extrêmement important et requiert une attention immédiate. L'opposition a approuvé sans réserve la mesure, l'an dernier. Le premier ministre se plaint. Si, comme on le prétendait l'an dernier, le problème était si urgent, il aurait dû s'en occuper sérieusement, au lieu de laisser passer les élections pour nommer les commissaires⁴. De plus, si le chef du gouvernement laissait ses ministres libres de régler leurs problèmes, toutes sortes de difficultés seraient évitées. Il est bien entendu que le premier ministre n'a pas le temps de s'occuper de tous les détails. Le temps est arrivé, pour lui, de lâcher un peu de lest et de faire davantage confiance à ses collègues.

On a pris huit mois à nommer le comité d'étude. La loi relève du ministère de la Santé. Pourquoi alors l'avoir laissée inopérante pendant huit mois, sous le prétexte que le chef du gouvernement ne pouvait s'occuper de la question? Le gouvernement gaspille, par le fait même, les deniers publics. Je veux savoir comment l'argent a été dépensé jusqu'à maintenant et pourquoi, comme il a été spécifié à l'origine, la commission ne doit pas faire rapport en dedans d'un an. Les libéraux

n'appuieront pas un bill étendant la durée de vie d'une commission qui n'est pas active.

D'autre part, l'âge de certains commissaires est passablement avancé. Un des commissaires (M. Marchand) doit avoir 75 ou 78 ans, puisque c'est un ancien juge de la Cour d'appel. Je crois que M. Wilfrid Gariépy a 82 ans. Il (M. Hamel) demande ensuite où la commission a siégé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef intérimaire de l'opposition dit que je m'occupe de trop d'affaires. Quand un ministre est malade et qu'il y a un projet de loi concernant son ministère, on me demande de le présenter. De l'autre côté de la Chambre, c'est toujours le chef intérimaire de l'opposition qui parle, si bien que quelques-uns de ses députés se disent: "Pourquoi de bons rouges comme nous sont-ils obligés de soutenir le Bloc⁵?"

M. Lafrance (Richmond): Quels sont ces députés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont des députés qui n'ont pas perdu leur nom. Par ailleurs, le juge Marchand a été l'un des cerveaux les plus brillants de la province de Québec et, au cours de sa carrière, il a remporté des succès qui en ont fait l'un de nos plus grands juristes. C'est un travailleur, un homme d'expérience. Est-ce que le député de Saint-Maurice voudrait insinuer que le juge Marchand est impotent et devenu incapable de comprendre? C'est injuste. Je suis heureux de la nomination du juge Marchand, un ancien organisateur de Sir Lomer Gouin, et de celle de M. Gariépy, député fédéral de Trois-Rivières. Tous deux sont des hommes d'une grande compétence. Il y a encore du bon monde du côté libéral.

Je trouve curieux d'être obligé de défendre deux anciens rouges. M. Gariépy a été ministre des Affaires municipales d'Alberta et député de Trois-Rivières. C'est un homme compétent. Son âge n'est pas aussi avancé. Il a été un adversaire politique, mais nous ne faisons pas de politique avec ces questions. D'ailleurs, on a attendu après les élections pour nommer les commissaires, afin de bien montrer qu'il ne s'agissait pas de nominations politiques.

Il s'agit seulement de prolonger le délai pour permettre de faire un rapport convenable au sujet d'un problème complexe, aux nombreux aspects médicaux, légaux, etc., afin de soumettre au gouvernement les recommandations susceptibles de permettre des solutions au problème. Ce problème de la pollution des eaux est vieux comme le monde. On

l'a confié à des gens compétents. Et l'opposition critique. C'est la première fois que je vois un chef de l'opposition reprocher au gouvernement de demander une autorisation au Parlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons posé quatre questions au premier ministre. Pourrait-il nous dire quand les commissaires ont siégé, combien de séances ils ont tenues, quel montant a été dépensé à même le \$150,000 déjà voté, et combien de rapports ont été présentés? Au lieu de répondre à cela, le premier ministre fait des farces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai dit hier et je le répète: les commissaires n'ont été nommés que le 7 août 1956. Pourquoi me le demander encore? Le juge Marchand est leur président.

Le chef intérimaire de l'opposition me reproche de trop travailler. Pendant les sessions, je suis en Chambre et j'assiste à toutes les séances des comités. Je ne veux pas désappointer l'opposition en lui donnant le spectacle d'un homme qui ne travaille pas.

Quant aux dépenses de la commission, le président reçoit \$800 par mois et les autres membres \$600. Quant au secrétaire, il touche \$450 pour la même période.

Combien de temps ils ont siégé? Sous ce rapport, je leur fais confiance. Ce sont d'honnêtes gens. Je ne peux pas les suivre indéfiniment. Sous la nouvelle loi, le comité devra faire rapport au cabinet. Ils ont une foule de documents à consulter. Ils doivent répondre à des demandes qui n'ont pas été faites du temps de Victor Hugo.

Au sujet du nombre de séances que la commission a tenues, je ne le sais pas. Je vais téléphoner au juge Marchand pour le lui demander. Quant aux rapports écrits, la commission n'a pas eu le temps d'en faire. Les membres n'ont été nommés qu'il y a trois mois. Il n'y a pas un enfant qui vient au monde au bout de trois mois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il paraît que pour les éléphants, ça prend trois mois⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous limitons nos dépenses à \$200,000 et nous voulons que la Chambre nous donne le mandat de demander ces rapports. Le problème est beaucoup plus complexe que semble le croire l'opposition. Le gouvernement a besoin de l'avis d'experts avant de légiférer. Les membres du comité sont compétents et

sérieux. On ne peut gêner leur travail en leur fixant des délais qui les empêcheront d'étudier le sujet à fond.

En terminant, il (l'honorable M. Duplessis) réitère sa confiance envers les commissaires de la commission nommée pour étudier le problème de la pollution des eaux.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre a parlé, tout à l'heure, de ceux qui ont perdu leur nom. Il faisait évidemment allusion au député de Saint-Maurice (M. Hamel) et à moi-même qui avons pris part au mouvement du Bloc populaire que nous avons laissé quand il est disparu⁷. Le chef du gouvernement devrait être le dernier à parler de ceux qui ont perdu leur nom, lui qui a été élu chef des conservateurs et qui s'est mué en chef de l'Union nationale⁸.

Il (l'honorable M. Duplessis) a rappelé ce que disait autrefois le député de Saint-Maurice des libéraux. Pour ma part, je peux dire, parodiant ce qu'a dit autrefois le chef intérimaire de l'opposition, que la pire chose qui puisse arriver à une province, c'est de se donner à l'Union nationale.

En 1936, le chef actuel du gouvernement condamnait le régime des commissions institué par le gouvernement du temps. Le premier ministre a dû changer d'opinion, car il n'y a pas eu un seul gouvernement de la province où il y eut tant de commissions inopérantes que sous l'Union nationale. Il serait temps que l'on cesse d'étudier et que l'on commence à agir. J'ai ici une liste de 15 commissions qui n'ont jamais fait de rapport.

Je ne suis pas, non plus que les libéraux, opposé à une commission qui va étudier le problème de la pollution des eaux. Ce à quoi les libéraux sont opposés, c'est à l'incurie et au peu de sérieux du gouvernement. Ces commissions, telles qu'elles sont constituées sous l'administration actuelle, sont un gaspillage des deniers publics qui servent à paralyser certains hommes. Le gouvernement cherche surtout à faire durer les traitements. Le problème de la pollution des eaux est connu et on connaît aussi les moyens d'y remédier. Il importe de cesser d'étudier et de passer à l'action.

Il (M. Lafrance) parle ensuite de la pollution des eaux de la rivière Saint-François. Le gouvernement, dit-il, devrait prendre des mesures pour remédier immédiatement au problème de la pollution des eaux de cette rivière. Du train où ça va, ça va prendre cinq à 10 ans pour obtenir des résultats concrets. Il annonce enfin qu'il votera contre la loi telle que formulée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a discuté d'une façon injuste à l'endroit des commissaires.

M. Lafrance (Richmond): Je n'ai pas attaqué l'intégrité des commissaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a dit que ce sont des commissions pour paralyser certaines gens. Ceci est indigne et injuste à l'endroit des commissaires.

Pour ce qui est du problème lui-même, je suis persuadé qu'il n'y a pas un homme, quelles que soient ses connaissances générales, qui puisse l'étudier sérieusement sans y prendre le temps nécessaire. Il y a des commissions dans tous les pays du monde. C'est un système reconnu qui aide à la bonne administration.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y a pas eu de rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des rapports.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le rapport Tremblay, on ne le voit pas encore venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef intérimaire de l'opposition sait fort bien qu'il y a eu un rapport Tremblay. Les journaux en ont pris connaissance et en ont donné la substance. Je n'ai rien à voir avec l'impression du rapport. À un certain moment, le président de la commission a noté des erreurs, et il a demandé que le rapport ne soit pas distribué tant que ces erreurs n'auront pas été corrigées. Je l'ai déjà dit, nous aurons bientôt ce rapport. Des copies seront distribuées aux membres de cette Chambre. Nous ne savons pas encore si nous pourrions le distribuer gratuitement à tous ceux qui s'intéressent au problème, car c'est un rapport très volumineux dont l'impression coûte cher. De toute façon, nous n'avons pas à nous plaindre. Substantiellement, la commission donne raison à l'attitude que nous avons adoptée depuis 12 ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): La façon dont vient de parler le premier ministre fait réaliser une fois de plus de quelle façon on se moque des prérogatives de cette Chambre. En donnant un résumé aux journaux et en n'en donnant pas aux députés, le premier ministre n'a pas respecté la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre, à l'ordre!

M. le président: Je ne permettrai pas un débat sur la commission Tremblay. Le premier ministre n'a fait que répondre à une interpellation. Que l'on s'en tienne à la pollution des eaux.

M. Hamel (Saint-Maurice) veut parler.

Des voix ministérielles: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour demander que l'on s'en tienne aux règlements de la Chambre.

M. Lafrance (Richmond): Le premier ministre a dit que les commissions ont fait des rapports. J'ai ici une liste d'une quinzaine de commissions qui n'ont pas fait de rapport de leurs activités. On en discutera en temps et lieu, car je crains que si j'en parle actuellement, on me déclarera hors d'ordre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Cette loi a-t-elle pour effet de prolonger indéfiniment le délai accordé à la commission? Si ce délai était fixé à la fin de l'année 1957, je crois que la commission, si le temps ne lui suffit pas, pourrait revenir demander un autre délai. Mais, dans ce cas, la Chambre aurait l'occasion de se demander pourquoi la commission veut une extension. Ne pas fixer à la commission un délai pour faire rapport, c'est une invitation ouverte à la négligence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai expliqué au moins 20 fois que les membres de la commission ont été nommés le 7 août. Ils se sont mis à l'œuvre immédiatement. Je répète que les commissaires avaient une foule de documents à obtenir et à considérer. La province de Québec est immense. Les commissaires devront se déplacer parce que nous avons des cours d'eau partout et que la pollution des eaux ne se limite pas à un seul endroit. Nous estimons que la commission entraînera des dépenses qui se chiffreront à \$200,000. Il est évident qu'en limitant les dépenses à \$200,000, on prend les moyens pour que l'enquête ne s'éternise pas. Nous espérons que ce montant sera suffisant et qu'il permettra aux membres de produire un rapport qui satisfera la Chambre et toute la population. Si ce montant ne suffit pas, il faudra revenir devant la Chambre.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 11 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin,

Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 11 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 11, en conséquence, est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que les bills privés et publics sont

nombreux et que de nombreuses personnes sont venues de loin pour prendre part à l'étude de ces bills en comité. Nous allons, dit-il, avec le consentement de la Chambre, ajourner la séance et descendre à la salle des comités, pour continuer l'étude des bills privés et publics.

Il propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Le débat n'a duré qu'une heure seulement, selon *La Patrie* du 6 décembre 1956, à la page 12.

2. M. Brown a prononcé son discours dans sa langue maternelle, l'anglais, selon *Le Nouvelliste* du 6 décembre 1956, à la page 3.

3. *L'Action catholique* du 6 décembre 1956, à la page 3, est le seul journal à rapporter 15,000,000 de gallons.

4. Les membres de la commission, nommés le 7 août 1956, sont Aimé Marchand, ancien juge de la Cour d'appel, président, Wilfrid Gariépy, Théo. Lafrenière, Raymond Horley, commissaires, et Léon Lorrain, secrétaire, selon *La Patrie* du 6 décembre 1956, à la page 12.

5. Le premier ministre fait allusion au Bloc populaire. À la suite du plébiscite de 1942 et de la crise de la conscription, des libéraux fédéraux dissidents fondent un nouveau parti, le Bloc populaire canadien, dirigé par Maxime Raymond. Ce parti possède une aile provinciale conduite par André Laurendeau. Lors des élections provinciales de 1944, quatre députés seulement sont élus. Le Bloc avait alors récolté 15.2 % des voix. L'année 1948 est difficile pour le parti puisqu'André Laurendeau en quitte la direction pour le journal *Le Devoir* et qu'aucun candidat ne se présente aux élections provinciales. Le parti disparaît peu de temps après. Les résultats ne sont d'ailleurs guère plus

réjouissants sur la scène fédérale. Paul-André Linteau, *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, tome 2, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Compact, 1989, pages 150-155 et 366.

6. *La Patrie* du 6 décembre 1956, à la page 12, avance plutôt quatre mois. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur.

7. René Hamel a été candidat du Bloc populaire dans la circonscription de Saint-Maurice lors des élections provinciales de 1944, député de ce parti à la Chambre des communes en 1945 dans la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche, puis candidat indépendant défait en 1949. Il est enfin élu député libéral dans la circonscription de Saint-Maurice à l'Assemblée législative en 1952. Pour sa part, Émilien Lafrance s'est porté candidat dans la circonscription Richmond-Wolfe aux élections fédérales de 1945. C'est en 1952 qu'il est élu député libéral à l'Assemblée législative dans Richmond. *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1988, pages 274 et 315.

8. M. Duplessis a été candidat conservateur défait dans la circonscription de Trois-Rivières lors des élections provinciales de 1923, puis député conservateur de cette circonscription à l'Assemblée législative en 1927 et 1931. Il est enfin élu chef du Parti conservateur en 1933 et réélu député en 1935 avant de fonder l'Union nationale le 7 novembre 1935. *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1988, page 191.

Séance du jeudi 6 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 148 modifiant la charte des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu;
- bill 172 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg.

Et, sans amendement, le bill 192 modifiant la charte de Trafalgar School for Girls.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 124 constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie;
- bill 157 refondant la charte de la Compagnie Paquet Limitée;
- bill 189 concernant le titre de Côte-des-Neiges Investments Ltd. à certains immeubles à Côte-des-Neiges en la cité de Montréal.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 160 refondant et modifiant la charte de Farnham;
- bill 211 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- bill 149 modifiant la charte de la ville de Marieville;

- bill 116 modifiant la charte de la ville de Black Lake;

- bill 165 constituant en corporation les Oblates franciscaines de Saint-Joseph.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 159 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;
- bill 129 concernant le nom de Guerih Benzionovitch Seliesker.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 130 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Questions et réponses:

Réfugiés hongrois

M. Lafrance (Richmond): À la suite de la conférence tenue récemment à Ottawa et après que le gouvernement fédéral et quelques-uns des gouvernements provinciaux ont promis d'aider les Hongrois sans ressources qui ont fui la terreur communiste dans leur patrie, le gouvernement se propose-t-il de venir en aide aux immigrants hongrois victimes des persécutions du régime communiste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement de la province de Québec aidera, en autant qu'il lui sera raisonnablement possible, les 250 immigrants hongrois qui arriveront à Québec, samedi le jour de l'Immaculée Conception, à bord du navire Arosa Sun. Il déplore le sort de ces gens qui viennent chercher refuge au Canada. J'ai reçu un télégramme du très honorable Louis Saint-Laurent, ajoute-t-il, premier ministre du Canada, au sujet de l'arrivée, au Canada, de ces victimes des infamies actuelles du régime odieux de Moscou. Je lui ai renvoyé un télégramme. Ce télégramme a été soumis mercredi soir au conseil des ministres de la province, une dépêche a été envoyée à M. Saint-Laurent pour lui porter l'assurance que la province de Québec et le gouvernement feront leur possible et tout ce qui est raisonnable de faire pour venir en aide à ces malheureuses victimes de la persécution communiste¹.

Élections municipales à Montréal

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Qu'est-ce que pense le premier ministre de la requête pour la tenue immédiate d'élections municipales à Montréal? Y aura-t-il des élections municipales à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le conseil municipal de la métropole est composé de 99 membres, dont un tiers est nommé par les corporations, et les deux autres tiers, par des élus du peuple. Les échevins sont nommés pour trois ans, mais de telle façon que les locataires n'en élisent qu'un sixième.

J'ai lu dans les journaux que deux membres du conseil ont demandé d'organiser les élections à l'avance. Je ne sais cependant si c'est conforme aux faits. Je ne vois pas comment ces deux membres pourraient changer la date des élections et comment ils pourraient faire mettre de côté les prescriptions de la charte.

M. Lafrance (Richmond): Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) a-t-il l'intention de se présenter à la mairie de Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Richmond est-il le porte-parole du député de Montréal-Saint-Louis?

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai pas besoin de personne pour exprimer mes opinions personnelles, pour me mettre les paroles dans la bouche. Je n'ai pas du tout l'intention de me présenter à la mairie. Que je veuille me présenter ou non, cela ne regarde que moi. Et lorsque j'ai quelque chose à dire, je n'ai pas besoin de personne pour le dire.

Je suis capable de le faire moi-même! Je dis carrément ma façon de penser. Dans les circonstances, je crois avoir accompli mon devoir en posant cette question au premier ministre. Je l'ai posé en tant que député de Montréal et en tant que citoyen de la métropole, c'est tout.

Employés du gouvernement

M. Brown (Brome) réclame la liste des noms, prénoms et adresses des employés du gouvernement de la province, ou de tout organisme dépendant de ce gouvernement, qui exercent une

fonction publique dans le comté de Brome, en indiquant en regard de chaque nom la fonction particulière de chaque employé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La demande du député de Brome n'a pas de bon sens, car de la façon dont elle est rédigée, la motion signifie qu'on réclame les noms de presque tous les employés de la province, vu que tous les ministères, l'Hydro-Québec, des organismes gouvernementaux tels que la Commission des relations ouvrières, la Commission des accidents du travail envoient des employés dans le comté. Cela obligerait les autorités à fournir des renseignements sur un trop grand nombre de gens.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois que la demande faite par le député de Brome est correcte. Le député veut savoir le nom des personnes qui travaillent spécialement dans sa circonscription. C'est la seule chose dont il soit question. Si le gouvernement n'a rien à cacher, il est facile de répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne doit pas faire d'insinuations. Le gouvernement n'a rien à cacher; mais la rédaction de la motion ne permet pas au gouvernement de donner satisfaction au représentant de Brome.

Il cite le cas des inspecteurs qui vont faire des enquêtes dans le comté. Pendant l'enquête, ils exercent une fonction publique; le gouvernement serait donc tenu à fournir leurs noms. Or, le cas des inspecteurs n'est pas isolé; innombrables sont les employés du gouvernement qui sont obligés de passer par la circonscription dans l'exercice de leurs fonctions.

M. Brown (Brome) explique sa motion et répète ce qu'a dit le député de Saint-Maurice (M. Hamel).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut tout de même pas exiger de donner les noms de tout le personnel du ministère de la Santé, du ministère des Mines, par exemple. Quand on demande des renseignements, il faut que le gouvernement puisse y répondre.

Est-ce qu'on va maintenant exiger les adresses de tous les employés? Nous ne sommes pas un almanach du peuple. On va suspendre ça et ça reviendra?

Projets de loi:**Frères hospitaliers de
l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 modifiant la charte des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Charlesbourg**

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Trafalgar
School for Girls**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant la charte de Trafalgar School for Girls.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Mutuelle
des employés civils**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de la
Compagnie Paquet, Ltée**

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 refondant la charte de la Compagnie Paquet, Limitée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Côte-des-Neiges Investments Ltd.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 concernant le titre de Côte-des-Neiges Investments Ltd. à certains immeubles à Côte-des-Neiges en la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Farnham**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 refondant et modifiant la charte de Farnham.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Marieville**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la ville de Marieville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Black Lake**

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Oblates franciscaines
de Saint-Joseph**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 165 constituant en corporation les Oblates franciscaines de Saint-Joseph.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 165 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Rivière-du-Loup

M. Raymond (Témiscouata) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Raymond (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Guerih Benzionovitch Seliesker

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant le nom de Guerih Benzionovitch Seliesker.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dolbeau

M. Spence (Roberval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Spence (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Téléspore Chapleau, demandant l'adoption d'une loi concernant la donation de Michel Chapleau à Téléspore Chapleau;
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des héritiers de la succession de Marius Dufresne, demandant l'adoption d'une loi permettant aux exécuteurs testamentaires de procéder à un partage partiel des biens de ladite succession;
- de la ville de Tracy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation et déterminant ses pouvoirs.

Projets de loi:**Testament
de Marius Dufresne**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 concernant le testament de Marius Dufresne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**École des
hautes études commerciales**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Donation
de Michel Chapleau**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 concernant la donation de Michel Chapleau à Télesphore Chapleau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 modifiant la charte de la cité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Tracy**

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 modifiant la charte de la ville de Tracy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagné (Richelieu) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Loi des
problèmes de la voirie**

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Oka

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 concernant la municipalité d'Oka, comté des Deux-Montagnes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des problèmes de la voirie

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté.

Demandes de documents:

Juges de la Cour supérieure

M. Levesque (Bonaventure) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie des décrets ministériels adoptés, s'il en est, en vertu des dispositions de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 19, prévoyant l'augmentation du nombre des juges de la Cour supérieure.

Adopté.

Projets de loi:

Orateurs à la dissolution de la Législature

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette Assemblée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 13 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne le mot "six" par le mot "sept".

2. Que l'article 42 de ladite loi soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La personne qui remplit la charge d'Orateur suppléant au moment de la dissolution de l'Assemblée législative la conserve et continue d'en exercer les pouvoirs jusqu'au jour fixé par proclamation pour l'expédition des affaires."

3. Que l'article 43 de ladite loi, remplacé par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 11, et par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, soit modifié

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "sept" par le mot "huit";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, le mot "quatre" par le mot "cinq".

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Une augmentation de \$2,000 par année ne serait pas exagérée, ce qui porterait l'indemnité des députés et certainement aussi des conseillers législatifs à \$8,000. La mesure s'impose pour mettre l'Orateur sur le même pied que les ministres. Mais, je crois aussi qu'une augmentation de l'indemnité parlementaire, versée aux députés, s'impose. Ces derniers ont de plus en plus d'ouvrage à mesure que l'importance économique de la province grandit. Les demandes s'accumulent. Il leur faut payer des secrétaires pour leur correspondance de plus en plus abondante. Il leur faut faire un grand nombre de dons qui leur viennent de tous côtés. En effet, le député est invité à verser une contribution à toutes sortes d'organisations et il doit consacrer beaucoup de

temps hors session à s'occuper de ses électeurs. Le coût de la vie s'élève pour lui comme pour les autres.

Je crois que le gouvernement devrait prendre cette demande en sérieuse considération. Il serait bien que le gouvernement étudie la possibilité d'augmenter notre indemnité. Je parle en mon nom personnel. J'ai l'habitude de prendre mes responsabilités. Je ne me cacherai pas derrière les portes pour demander une augmentation. Je la demande publiquement. Si les électeurs n'aiment pas mon geste, ils pourront en juger en temps opportun.

Partout les salaires augmentent. Le salaire de tout le monde a augmenté au cours des cinq ou six dernières années et on ne proteste pas. Pourquoi pas celui des députés de cette Chambre? Pour que les hommes politiques puissent s'acquitter honnêtement de leurs fonctions, il faut les payer. Je crois que le meilleur moyen d'avoir des hommes politiques honnêtes, c'est de les payer. À Ottawa les députés gagnent \$10,000 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon! Ils ne gagnent pas, ils reçoivent \$10,000!

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Qu'ils le gagnent ou qu'ils le reçoivent, c'est beaucoup plus que ce que nous avons. Une augmentation de \$2,000 de l'indemnité parlementaire serait souhaitable et équitable. Je pense que personne ne peut s'opposer à une augmentation de salaire. Je prie le premier ministre de prendre la demande en considération. Je suis sûr qu'avec sa générosité habituelle le premier ministre va consentir à nous donner une augmentation de \$2,000 qui nous aiderait énormément, au moins pour payer ce qu'il nous en coûte pour un secrétaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas douteux que les fonctions de député comme celles des ministres sont beaucoup plus onéreuses que les gens se l'imaginent généralement. Leur travail ne consiste pas seulement à venir à la Chambre basse pendant la session. Il leur faut recevoir les gens chez eux, écouter leurs réclamations, régler leurs problèmes. L'essor de la province provoque une multiplicité de problèmes. Vu l'importance prise par la province aujourd'hui, un député qui veut s'occuper de son mandat ne peut guère faire autre chose. Il est sollicité de toutes parts pour des souscriptions pour des baptêmes, des mariages, des funérailles, des célébrations. Il doit souscrire, payer un employé pour sa correspondance. Nous allons étudier la question.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette assemblée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 37, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Il a son siège social dans la cité de Montréal, mais il tient dans la cité de Québec un bureau où peut être valablement faite toute signification, production de documents, demande, requête ou autre procédure émanant de la division d'appel établie suivant l'article 47 du Code de procédure civile. Il peut siéger à tout endroit de la province."

M. Hamel (Saint-Maurice) ne s'objecte pas à ce changement, mais se demande si le texte de l'article 1 n'est pas de nature à jeter un peu de confusion chez ceux qui peuvent avoir à recourir à la loi. L'article dit:

"Il (l'Office) a son siège social dans la cité de Montréal, mais il tient dans la cité de Québec un bureau où peut être valablement faite toute signification, production de documents, demande, requête ou autre procédure émanant de la division d'appel établie suivant l'article 47 du Code de procédure civile..."

Pourquoi ne pas enlever tous les mots après "ou autre procédure"? On pourrait simplement s'en tenir à ce que dit le Code de procédure civile à propos des significations à être faites à une corporation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec la loi actuelle, une signification à Montréal et à Québec est bonne. D'ailleurs, l'Office n'a pas été institué pour provoquer des chicanes mais pour aider les cultivateurs. L'amendement apporté aujourd'hui a été suggéré par le président de l'Office lui-même, le juge Georges-H. Héon.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est tout de même une correction que le gouvernement apporte à sa loi. Ce n'est pas la première fois qu'il doit corriger ses lois. Si on n'accepte pas notre suggestion, il faudra encore corriger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On dirait que le député veut chiquer la guenille.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Ce sont des paroles antiparlementaires. Je demande au premier ministre de les retirer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'y suis pas obligé, mais je puis bien retirer la guenille.

M. Hamel (Saint-Maurice): Que le premier ministre retire ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas objection à les retirer si ça choque certaines oreilles, mais il s'agit simplement d'une expression populaire qui signifie que l'on critique à tort et à travers.

M. Lafrance (Richmond): C'est faux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça, c'est polisson!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre retire-t-il ses paroles, oui ou non? Je demande une décision au président.

M. le président: Je crois que le premier ministre les a retirées quand il a dit qu'il consentait à le faire si ça choquait certaines oreilles.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Allocations aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis que je préside aux destinées de ce ministère, je ne me souviens pas d'avoir présenté et expliqué une législation qui me procure autant de contentement et de plaisir. Depuis la présentation de la première loi, je ne pense pas qu'il y ait eu de mesure qui ait apporté autant de bonheur aux mères nécessiteuses. L'augmentation est d'environ 70 %.

Il remercie le premier ministre et ses collègues du cabinet pour la collaboration qu'ils ont apportée à l'élaboration de cette nouvelle loi. Il existe dans la province, continue-t-il, une loi qui a été passée sous le premier gouvernement actuel, soit le 15 décembre 1938. Je pense qu'il est bon de souligner le fait que toutes les lois existantes dans le même domaine, dans cette province, des lois telles que les pensions aux aveugles, aux vieillards, aux invalides, ont été passées sous l'inspiration de celui

qui dirige le gouvernement actuel. Depuis sa mise en force, en 1938, la présente loi a apporté des bienfaits immenses aux mères nécessiteuses. De 1938 au 31 décembre 1955, 44,958 mères ont été assistées de même que 119,973 enfants. Au 31 octobre 1956, nous payions des pensions à 16,123 mères et à 48,274 enfants.

Nous présentons une loi qui a pour effet d'apporter des bienfaits immenses. Le taux de base actuel payé pour une mère et un enfant est de \$40 dans les villes de 5,000 âmes et plus et de \$35 dans les municipalités de moins de 5,000 âmes. La législation a pour effet de porter ces montants à \$60, effaçant la disparité qui existait entre le sort des mères des villes et celles des campagnes. Jusqu'à présent, nous payions en moyenne \$42 par mois. Cette moyenne deviendra de \$72, soit une augmentation de l'ordre de 70 %. À l'heure actuelle, le revenu permmissible sur lequel était basé le calcul des allocations était de \$400 par année. La loi a pour effet de porter ce montant à \$600.

La loi va plus loin. Elle dit que, pour fins d'assistance publique, pour une personne qui demande à être hospitalisée, l'allocation actuelle ne pourra être comptée. De plus, nous portons le taux de chacun des enfants, après le premier, à \$3 par mois. Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième enfants, ce taux était actuellement de \$1 par mois; il était de \$2 pour les sixième et septième enfants, et de \$3 pour le huitième et les autres. Maintenant, tous les enfants, après le premier, auront \$3.

Il est évident que non seulement 16,000 mères nécessiteuses recevront une augmentation sensible, à partir du 15 avril 1957, mais bon nombre d'entre elles, qui ne pouvaient bénéficier de la loi, seront éligibles. Le chiffre de 16,000 sera considérablement augmenté. Cette augmentation se chiffrera à \$6,000,000 et plus. Nous voulons que la nouvelle loi entre en vigueur le 1^{er} mars prochain.

En terminant, le ministère réitère ses remerciements à l'endroit du premier ministre et des autres ministres. Tous ont coopéré à cette mesure de bienfait, de bien-être et de bénéfice pour les mères nécessiteuses.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) rappelle que le Parti libéral a dénoncé depuis plusieurs années le scandale d'une allocation insuffisante aux mères nécessiteuses. La présente loi n'améliore pas la situation; de plus elle est antifamiliale, et antisociale déclare-t-il. Les nouvelles allocations n'amélioreront pas considérablement le sort des mères nécessiteuses.

Il cite l'exemple d'une mère de famille avec un enfant qui recevra \$60, tandis qu'une autre avec trois enfants ne recevra que \$66. Une femme avec 10 enfants ne recevra que \$87, soit \$2.90 par jour pour nourrir, vêtir et instruire ces enfants. C'est là que cette mesure devient antifamiliale, car elle causera sûrement la désagrégation de la famille, parce qu'elle reste insuffisante.

Il réclame une allocation de base normale pour la mère avec un enfant, et une allocation mensuelle plus substantielle pour chacun des autres enfants à charge. Sans cela, la mère sera forcée de fermer la maison et de placer ses enfants pour aller travailler, dit-il. Au lieu de jeter le désespoir dans ces familles, le gouvernement devrait y mettre un peu de soleil. Dans le cas de désertion de l'un ou l'autre des époux, la loi décrète que l'autre conjoint devra attendre cinq ans avant de bénéficier de cette loi. Il faudrait des allocations durant cette période d'attente. Quand le mari est malade ou emprisonné, la mère doit attendre 12 mois avant d'obtenir le secours de l'État.

Il réclame de l'aide pour la mère épuisée et malade, dont l'époux ne peut pas travailler, et pour les veuves malades et qui n'ont pas d'enfants. De plus, les allocations ne devraient pas cesser à 16 ans quand le bénéficiaire est encore aux études, ajoute-t-il. Il regrette que M. Georges Lapalme ne soit pas en Chambre pour voir le gouvernement réaliser en partie le programme libéral des allocations sociales.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je ne peux laisser terminer ce débat sur une note partisane. Il reproche au député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) qui l'a précédé d'avoir précipité le débat dans la politique partisane en affirmant que la loi était antisociale, antifamiliale et qu'elle ne représentait qu'un pas vers ce que demandait le Parti libéral. Ce que vient de dire le député est tout simplement l'antithèse de la vérité. Il faut vraiment avoir du toupet pour faire une telle affirmation.

À peine au pouvoir, les libéraux ont saboté la loi que nous avions passée. Les libéraux devraient être les derniers à prononcer de telles paroles et l'aide aux mères nécessiteuses n'a jamais été un article du programme libéral, dit-il. Aujourd'hui, ces gens viennent demander d'augmenter l'aide aux mères nécessiteuses, eux qui, en 1939, se sont empressés de saboter la loi que nous avions passée en 1937. Ces champions de l'aide aux mères nécessiteuses, ce sont eux qui ont pris la loi de 1937 qui accordait aux mères nécessiteuses une pension de \$40 par mois plus \$5 par enfant et qui l'ont réduite à

\$25 par mois pour les mères nécessiteuses des villes et à \$20 par mois pour celles de la campagne. Non satisfaits, ils ont réduit l'allocation des enfants à \$2.50 et, encore, ont-ils fixé un plafond à \$45 par mois.

M. Lafrance (Richmond): Ce n'est pas M. Godbout...

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Richmond (M. Lafrance).

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette iniquité a été accomplie par le ministère Godbout-Bouchard. Oui, c'est bien M. Godbout, celui que vous avez promené dans la province, celui que vous avez embrassé sur les deux joues aux élections de l'été dernier et celui que vous avez poignardé entre les deux omoplates, aux élections précédentes. Je suis fatigué, quant à moi, de cette hypocrisie, de cette manie de l'opposition de faire de la politique avec une telle question. De l'autre côté de la Chambre, on s'accroche à faire de la politique avec la misère des gens. Vous n'avez pas le droit de réclamer la paternité de cette loi. Le peuple du Québec n'a pas jugé des promesses mais des actes. C'est parce que le peuple du Québec sait juger les hommes à leurs actes et non à leurs vantardises que nous sommes encore ici et que nos adversaires sont restés de l'autre côté.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 6 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: 1. Que la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses adoptée en 1937 et reproduite au chapitre 180 des Statuts refondus, 1941, soit modifiée en y ajoutant, après l'article 10, le sous-titre et les articles suivants:

"Base des allocations"

"10a. La base des allocations accordées en vertu de la présente loi est de soixante dollars par mois dans le cas d'une mère gardant avec elle un enfant, plus, le cas échéant, une allocation mensuelle de trois dollars pour chacun de ses autres enfants à sa charge.

"10b. L'allocation dont peut bénéficier une mère en vertu de la présente loi ne doit pas être réduite du fait d'un revenu n'excédant pas six cents dollars par année. Dans le cas d'un revenu supérieur à cette somme, seul l'excédent est déduit du montant de l'allocation.

"10c. Les allocations versées à une mère en vertu de la présente loi et le revenu, n'excédant pas six cents dollars par année, visé par l'article 10b ne doivent pas entrer en ligne de compte pour les fins d'hospitalisation en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec."

2. Que l'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 55, soit de nouveau modifié:

- a) en remplaçant le paragraphe b par le suivant:
- "b) Déterminer les règles que doit suivre l'Office et les faits et les circonstances dont il doit tenir compte dans l'appréciation des besoins des bénéficiaires;"
- b) en y retranchant les paragraphes c et h;
- c) en y ajoutant après le mot "allocations", dans la dernière ligne du paragraphe i, les mots "et, de plus, autoriser l'Office à accorder des allocations additionnelles d'assistance dans les cas d'invalidité de la mère ou de son mari".

M. Hamel (Saint-Maurice) se déclare heureux, pour sa part, de constater que la législation nouvelle va enfin faire disparaître de la province le scandale éhonté que constituait jusqu'ici le système d'allocations aux mères nécessiteuses. Il y aurait lieu de faire davantage, l'allocation pour les enfants demeurant encore trop minime, mais l'opposition ne peut faire autrement que de voter pour la loi qui représente une certaine amélioration. Dès mon entrée en cette Chambre, dit-il, j'ai réclamé cette amélioration...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le principe du bill a été adopté unanimement et l'opposition, qui a voté pour, ne peut pas recommencer le débat sur les résolutions.

M. Hamel (Saint-Maurice): La théorie qu'énonce le premier ministre n'est pas conforme aux règlements. Nous sommes en comité plénier sur les résolutions. Ce que dit le premier ministre s'appliquerait si nous étions en comité plénier sur le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le même règlement pour les résolutions que pour le bill lui-même.

M. Hamel (Saint-Maurice) prétend alors qu'il a droit de dire, au moment des résolutions, que le montant accordé est insuffisant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) lui rappelle que les députés de l'opposition ont tous voté pour le \$60 par mois. Pourquoi recommencer le débat?

M. Hamel (Saint-Maurice) revient quand même à la charge.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre. La Chambre est en comité

plénier sur les résolutions qui donnent le moyen de mettre la loi à exécution.

M. le président donne raison au député de Deux-Montagnes et cite l'article 565 qui défend au comité de décider du fonds d'un bill. En troisième lecture, on pourra le faire, mais pas maintenant.

M. Hamel (Saint-Maurice): La somme de \$3 par mois pour un enfant ne donne que 10 cents par jour à une mère pour habiller, nourrir et entretenir généralement un enfant. Elle ne peut lui donner qu'un demi-verre de lait par jour, avec cette somme minime.

M. le président: On ne peut pas faire indirectement ce qui est défendu directement. Vous avez voté, en deuxième lecture, pour ce \$3. Vous ne pouvez pas recommencer le débat.

Les résolutions sont adoptées

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Galipeault, Gérin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette,

Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turpin, 81.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

Les résolutions relatives au bill 6 sont, en conséquence, agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande que la troisième lecture soit remise à une date ultérieure.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend un hommage à la communauté de Saint-Sulpice, affirmant que son histoire de dévouement, de devoir et de philanthropie s'identifie avec l'histoire même de Ville-Marie, devenue la cité de Montréal. En 1937, dit-il, la situation financière des Sulpiciens

était devenue particulièrement difficile, à la suite du chômage et de la dépression. À un moment donné, ils ont été victimes de spéculations malheureuses qui les ont mis aux portes de la banqueroute. Ils devaient \$5,000,000 et l'actif qu'ils possédaient était gelé.

C'est alors que le gouvernement a décidé d'intervenir et de s'occuper du règlement de leurs problèmes financiers. Tout d'abord, l'Union nationale a obtenu des créanciers qu'ils réduisent leur créance de \$1,000,000. Puis, le gouvernement a payé un fort montant des dettes, soit \$3,500,000, en prenant les biens en garantie. Et les Sulpiciens ont été sauvés de la banqueroute.

Aujourd'hui, presque toutes les dettes sont payées et le gouvernement se prépare à remettre graduellement aux Sulpiciens certains des biens pris en garantie. Le premier de ces biens sera tout probablement le terrain de la rue Saint-Jacques, où le Transportation Building est situé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement est-il propriétaire de ces biens?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province est encore propriétaire de tous les biens commerciaux des Sulpiciens, sauf ceux qui ont été vendus pour éteindre la dette. Le gouvernement n'est pas intervenu dans l'affaire des Sulpiciens pour s'enrichir, mais pour aider une communauté à laquelle nous devons énormément et dont le désintéressement et la philanthropie sont bien connus. Comme je l'ai dit tout à l'heure, notre premier geste sera de la remettre en possession du terrain de la rue Saint-Jacques, sur lequel se trouve la Transportation Building et qui vaut probablement \$1,000,000.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;
- bill 3 prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;
- bill 4 prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- bill 5 modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province;
- bill 7 modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay;
- bill 8 modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec;
- bill 10 modifiant la loi concernant le développement minier dans la province;
- bill 12 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges;
- bill 13 modifiant la loi concernant la révision du Code civil;
- bill 14 relatif aux Conseils du roi ou de la reine;
- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham;
- bill 102 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski;
- bill 103 constituant en corporation First Christian Reformed Church;
- bill 105 concernant l'admission de Joseph Samson Kaplan à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire;
- bill 107 validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque;
- bill 111 concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;
- bill 120 changeant le nom de Irving Sam Margolese en celui de Margolese Irving;
- bill 127 constituant en corporation la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke;

- bill 131 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain;

- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Barnabas Vizkelety au nombre de ses membres, après examen;

- bill 135 concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited dans la municipalité du village de Saint-Timothée, comté de Beauharnois;

- bill 141 changeant le nom de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove;

- bill 162 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Sergio Tucci à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 225 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul de Dongo à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est amendé:

a) en ajoutant après le paragraphe *d*, ce qui suit comme paragraphe *e*:

"*e*) acquérir, posséder, administrer et gérer les hôpitaux, maisons de convalescents et de convalescentes actuellement possédés par la corporation dite "La congrégation des Filles de Jésus";

b) les paragraphes *e, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u* et *v* deviennent:

"*f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u, v* et *w*."

2. L'article 10 est amendé en remplaçant le paragraphe *g*, par le suivant:

"*g*) les pouvoirs énoncés aux paragraphes *h, i, j, k, l, o, r, s, t, u*, et *v* de l'article 5."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 121 relatif à la succession de Georges Robert Tylee, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est amendé en remplaçant, dans le quatrième "Attendu" de la page 2, les mots "Attendu que, le premier décembre 1889," par:

"Attendu que, le premier décembre 1890,".

2. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Nonobstant les termes du testament de feu dame Marie-Marguerite Desjardins, veuve de Pierre Dion et épouse en secondes nocces de Honoré Brisebois, passé en forme authentique le 24 août 1884, devant le notaire G. N. Fauteux, sous le numéro 430 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne le 2 décembre 1892 sous le numéro 36,352, en vertu de l'acte de vente par Demontigny et Grignon, protonotaires de la Cour supérieure pour le district de Terrebonne, à feu Charles D. Tylee, fait et passé le 26 octobre 1896 et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne le 23 février 1897 sous le numéro 40,766, qui lui a conféré un titre légal et valide, ledit Charles D. Tylee est devenu propriétaire absolu, définitif et incontestable des immeubles décrits dans le préambule de la présente loi."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 128 concernant la Commission scolaire de Senneterre, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant de la dixième ligne, à la fin de l'article, les mots suivants:

"sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens immeubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone, vendus ou achetés dans les limites de la municipalité scolaire de Senneterre, dans le comté d'Abitibi-Est."

2. L'article 2 est modifié en biffant dans la troisième ligne à la page 2 les mots:

"de l'article 4";

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 4 comme article 5:

"5. Le revenu annuel perçu par les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Senneterre, dans le comté d'Abitibi-Est, sera, après déduction des dépenses encourues par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, par lesdits commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois, par lesdits commissaires et les syndics de la municipalité scolaire dissidente de Lac Tiblemont, dans le comté d'Abitibi-Est, au prorata du nombre d'enfants de chacune des dénominations religieuses, catholique romaine et protestante, respectivement, résidant dans le territoire commun aux commissaires et aux syndics et fréquentant les écoles soumises à leur contrôle."

À défaut d'entente entre les parties, pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique, à ce sujet, est définitive."

4. L'article 5 devient article 6.

Projets de loi:

Filles de Jésus, Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Georges Robert Tylee

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 relatif à la succession de Georges Robert Tylee.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Senneterre

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 concernant la Commission scolaire de Senneterre.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 152 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est biffé et l'article 4 devient article 3.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 176 ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'annexe est biffée.

encore aucune nouvelle du navire et on ne savait pas non plus quel était le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants contenus dans ce premier envoi. Un autre océanique transportant 450 réfugiés est également attendu à Québec mardi prochain, le 11 décembre".

Projets de loi:

Commission scolaire de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 152 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Acte de vente entre A. Provost et A. Mettarlin et B. Morris

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 176 ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Le journaliste du *Nouvelliste* du vendredi 7 décembre 1956 ajoute que: "Hier, on n'avait

Séance du mardi 11 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Bertrand), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième

rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 187 concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau;

- bill 196 concernant la succession de Benjamin Cecil Fitch.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune Lorette;

- bill 199 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

- bill 201 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Et, sans amendement, le bill 193 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Questions de privilège:

Déclaration de M. Pierre Desmarais

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le 5 décembre dernier, M. Desmarais a pris la parole à un banquet de la Ligue d'action civique de Montréal. Il a alors fait la déclaration suivante: "Certains membres du conseil de ville sont au service d'un parti. Je pense spécialement à Frank Hanley qui défend les intérêts de Québec avant ceux de Montréal."

Cette déclaration et les circonstances dans lesquelles elle a été faite sont bien typiques de M. Desmarais. Tout d'abord, il a voulu tenir ces propos en mon absence, dans mon dos. C'est l'attitude habituelle de M. Desmarais. Il semble étrange toutefois qu'il n'ait pas songé à faire ses remarques au cours de la séance du conseil municipal. J'y assiste et j'y prends souvent la parole.

Le soir précédent, j'ai accusé publiquement M. Desmarais, au conseil, de mal diriger les membres de la Ligue d'action civique. Il n'a pas répondu. Il n'a pas eu le courage de se lever et de me répondre devant le conseil. Il a attendu une rencontre de son petit groupe pour faire ses accusations. Je connais bien à présent les techniques de salissage de M. Desmarais et de ses amis de la Ligue d'action civique. Seul mon adversaire libéral à la dernière élection provinciale s'est levé pour prier son maître, M. Drapeau, de m'empêcher de ridiculiser la Ligue.

Mais, M. Desmarais et les autres membres de la Ligue préfèrent procéder par voie d'insinuations et tenter de salir leurs adversaires, en leur absence. J'ai mis à jour ces tactiques véreuses au cours de la dernière élection, alors que le maire Drapeau a tenté de convaincre mes électeurs que même le pape était contre moi. Comment pouvait-il s'imaginer faire croire aux gens de Sainte-Anne que le pape se préoccupe d'une élection ici? Je ne sais pas. Mais cela démontre jusqu'où ce groupe peut s'abaisser pour atteindre ses objectifs. Je ne veux pas revenir sur ce qui s'est passé lors des élections de Sainte-Anne, mais je n'ai pas besoin de dire que les accusations du maire sont passées inaperçues. Je n'ai pas besoin, je pense, d'analyser le résultat de ces élections.

M. Desmarais m'accuse d'être au service d'un parti. Je puis rappeler à M. Desmarais que j'ai été élu comme député indépendant depuis 1948. Je n'ai jamais tenté de cacher mon appui fréquent au gouvernement de l'Union nationale, surtout dans les cas où les intérêts supérieurs de la ville de Montréal sont en jeu. C'est un gouvernement qui a donné à la province une administration progressive sous la direction d'un premier ministre dynamique. Je puis rappeler à M. Desmarais que, depuis que je suis dans mes fonctions, Montréal a reçu quelque \$900,000,000 d'octrois de ce gouvernement. Je crois que j'ai eu un rôle à jouer dans l'obtention de quelques-uns de ces octrois.

M. Lafrance (Richmond): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de faire un discours sur une question de privilège.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Je veux seulement souligner que j'ai toujours eu à cœur les intérêts de la métropole. En autant que je suis concerné, je n'ai pas honte de réaliser que mes demandes au gouvernement ont apporté aide et bien-être à la population de mon comté et de Montréal d'une façon générale. Je n'ai pas honte de réaliser

que mes efforts ont sauvé au trésorier de la cité de Montréal de fortes sommes d'argent. Je ne rougis pas d'avoir servi de parrain au bill de Montréal, préparé par l'administration civique, en plusieurs occasions. Je n'ai pas à rougir de ce qu'à la suite de mes efforts et de la coopération du gouvernement, les enfants de mon district aient obtenu des centres de récréation, au lieu d'être condamnés à jouer dans les rues. Je pourrais continuer ainsi longtemps l'énumération.

Il est regrettable de constater que M. Desmarais et les membres de l'Action civique adoptent une attitude belliqueuse à l'endroit du gouvernement provincial et qu'ils se mettent ainsi à dos l'administration de laquelle le conseil de ville reçoit ses pouvoirs. Je le regrette parce que je sais que, si une telle attitude était adoptée aussi par le gouvernement de la province, ce dont je doute, ce serait attribuable à M. Desmarais et à la Ligue d'action civique.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les règlements de la Chambre ne permettent pas de prononcer un aussi long discours sur une question de privilège.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a été attaqué, en tant que député de la Chambre, en son absence. Je ne participe pas à la discussion, mais il est certain qu'il a le droit de rétablir les faits.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'ai déjà averti mes électeurs, pendant les dernières élections, que la clique de la Ligue d'action civique, c'est-à-dire la clique Drapeau-Desmarais, tente de s'introduire dans l'arène provinciale. Je regrette que les contribuables de Montréal doivent être sacrifiés pour satisfaire les ambitions politiques fanatiques de quelques hommes étroits et les intérêts de la Ligue d'action civique.

Projets de loi:

Succession Benjamin Cecil Fitch

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 concernant la succession de Benjamin Cecil Fitch.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 196 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 201 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 concernant les commissaires

d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette

M. Rochette (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Municipalités scolaires de Chicoutimi, Jonquière, Alma et Dolbeau

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

- de Albin Carrière demandant l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur une terre dans la paroisse de Boucherville;

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Anne de Varennes, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gertrude Louise Short et autres, demandant l'adoption d'une loi donnant certains pouvoirs pour l'administration des biens de la substitution créée par le contrat de mariage de Thomas F. Davidson et de son épouse;

- de la corporation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- la pétition du Gaz provincial du nord de Québec limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles protestants de Pointe-Claire et de Beaconsfield, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe spéciale;

- des syndics de la paroisse de Saint-Sixte, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à préparer des actes de cotisation annuels;

- des commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Projets de loi:

Succession Marie-Ida Grenier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119

concernant certains biens de feu dame Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession

Thomas F. Davidson

M. Russell (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 concernant la succession de feu Thomas F. Davidson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Russell (Shefford) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sainte-Anne de Varennes

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 accordant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne de Varennes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Gaz provincial du nord de Québec ltée

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 concernant le Gaz provincial du nord de Québec ltée.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété d'Albini Carrière

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commissions scolaires de Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est et Saint-Yves de Laval

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndics de Saint-Sixte

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire protestante de Pointe-Claire et Beaconsfield

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 222 concernant les

commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lévis

M. Samson (Lévis) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 refondant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Samson (Lévis) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Allocations aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants soit maintenant lu une troisième fois.

La loi actuelle, votée en 1937 et mise en application en décembre 1938, loi que le présent bill amende, a rendu des bienfaits énormes aux mères nécessiteuses de la province. Celles-ci ont reçu, de décembre 1938 à octobre 1956, le montant global de \$88,185,958. Mais cette somme ne représente qu'une partie de l'aide apportée aux mères nécessiteuses. De plus, la nouvelle loi exigera un déboursé d'environ \$6,000,000 de la part du gouvernement.

Même avant les amendements que nous apportons aujourd'hui, il n'y avait pas une province dépassant Québec pour les montants alloués aux mères nécessiteuses. Elle dépensait même plus, dans ce domaine, que la province d'Ontario, considérée comme la plus riche au Canada. Avec les présents amendements, non seulement Québec sera un peu en avance sur les autres provinces de la Confédération, mais elle les dépassera de beaucoup quant à l'aide accordée aux mères nécessiteuses.

Mais beaucoup de gens en cette Chambre et d'autres aiment critiquer, dénigrer leurs compatriotes. Ils disaient, dans le passé, que nous ne donnions pas assez. Ils renvoient constamment à l'Ontario et prétendent que l'Ontario fait plus que le Québec. Il est grand temps, je pense, de mettre les choses au clair. Je ne peux m'empêcher d'être agacé lorsque j'entends ces comparaisons injustes entre le Québec et l'Ontario. À écouter ces gens-là, on croirait qu'ils prennent quelque plaisir sadique à essayer de montrer la population du Québec sous un mauvais jour. Ces gens-là aiment bien les demi-vérités. Il est temps de dire toute la vérité.

Évidemment, le gouvernement n'était pas sous l'impression qu'il donnait trop, puisqu'il propose aujourd'hui de donner davantage. Mais ces gens, de mauvaise foi ou par ignorance, omettaient de considérer, en plus des allocations régulières, les montants versés également aux mères nécessiteuses par diverses organisations d'assistance sociale, comme celles du service social, diocésain ou autres, qui mettent aussi à contribution les deniers du peuple.

Il serait injuste de ne pas tenir compte de l'effort de la population de Québec en outre de ce que prévoit la loi d'allocation. Des millions de dollars ont ainsi été distribués, chaque année, aux

mères nécessiteuses en dehors de l'application de la loi. Et ces organismes sont subventionnés par le gouvernement, donc avec de l'argent provenant des taxes payées par le peuple. Le peuple du Québec - et c'est lui qui paie pour cette allocation - n'a jamais manqué de cœur à l'endroit de ses mères dans le besoin.

C'est pourquoi aujourd'hui, à l'occasion de la présentation de cette loi qui vient augmenter l'allocation, je tiens à préciser que la province dépensait jusqu'ici plus que toute autre province pour ses mères nécessiteuses et je défie quiconque en cette Chambre de prouver le contraire. Elle veut quand même faire davantage aujourd'hui, et il y a lieu d'espérer que l'approbation de la mesure sera unanime.

M. Lafrance (Richmond): La présente loi sera d'un grand secours pour les mères nécessiteuses. Il s'agit pour la province de dépenses additionnelles annuelles de l'ordre de \$6,000,000. Quelque 61,319 personnes en profiteraient, mères de famille et enfants. Il (M. Lafrance) insiste sur le devoir de l'État de protéger la famille et sur la recommandation du pape Pie XII à cet État pour qu'il s'occupe tout spécialement des enfants abandonnés et des femmes laissées seules avec des enfants.

Il souligne ensuite le tragique de la situation des familles qui ont perdu leur chef. Je veux profiter, dit-il, de la circonstance pour rendre hommage aux mères de famille qui, privées de l'aide de leur mari, ont eu le courage de garder leurs enfants avec elles. Mais je ne puis que déplorer cette pitance véritablement scandaleuse qu'on donne depuis des années à ces femmes méritantes.

Il fait alors l'éloge de son chef, le député d'Outremont, qui a été le champion des mères nécessiteuses en réclamant un traitement plus équitable et une aide plus généreuse.

En disant ces choses, nous ne faisons pas de petite politique, déclare-t-il. Nous faisons seulement notre devoir de mandataires du peuple. De l'autre côté en Chambre, on a dit que c'était exciter des appétits stériles. Nous allons continuer à faire ce que notre conscience nous dicte.

Pourquoi cette manie de toujours vouloir nous donner en exemple au monde entier? Encore tout à l'heure, on prétendait qu'il s'agit des allocations les plus élevées.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas parlé d'allocations les plus élevées. J'ai dit que nous avons donné plus que tout autre gouvernement, si l'on tient compte de tout ce que la province a donné, de toutes les façons, aux mères nécessiteuses.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre laisse entendre que nous sommes bien en avance devant les autres. Mais il faut voir les faits tels qu'ils sont. On ne doit pas oublier que, dans les autres provinces, il y a des allocations additionnelles pour le chauffage, pour le vêtement, pour les soins médicaux. Il faut tenir compte de la gratuité scolaire, ce qui fait une centaine de dollars au moins par famille moyenne. Donc, avant de crier au miracle, il importe de considérer les faits.

Il (M. Lafrance) reproche ensuite au gouvernement de ne pas augmenter les sommes allouées pour le huitième enfant d'une famille et les enfants plus jeunes. Le projet de loi, dit-il, ne favorise donc que les petites familles et n'accorde qu'une aide très insuffisante aux familles nombreuses.

C'est une anomalie. Une mère qui n'a qu'un enfant recevra \$60, soit \$30 par personne, mais une mère de sept enfants aura \$78 par mois, ce qui fera une moyenne de \$9.75 par personne et une mère de famille de 10 enfants aura \$87, ce qui fera seulement \$7.90 par personne. C'est de nature à limiter les naissances.

Il (M. Lafrance) soulève alors un point d'ordre pour faire entrer en ligne de compte des statistiques sur la diminution de la natalité dans la province. Il est inquiétant de constater que, depuis 10 ans, la natalité n'a augmenté que de 4 % au Québec alors qu'elle a augmenté de 7 % en Ontario et de 8 % dans l'ensemble du Canada. C'est là une des conséquences des lois antifamiliales du gouvernement. Il faudrait prévoir une allocation plus forte par enfant et une allocation graduée aussi selon l'âge des enfants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que c'est à cause du gouvernement?

M. Lafrance (Richmond): C'est à cause des lois du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre des enfants augmente avec le nombre des pères de famille. Le député de Richmond s'écarte du sujet à l'étude. Ces considérations ne relèvent pas de l'économie du projet de loi. Elles pourront être discutées en un autre moment.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand on étudie une loi de caractère social, il est juste de pouvoir en discuter les répercussions et la portée. Nous sommes parfaitement dans l'ordre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député est hors d'ordre. Il n'y a aucune relation entre le taux de la natalité et les allocations destinées aux mères nécessiteuses. La preuve, c'est que le taux était plus élevé avant l'adoption de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ailleurs, ce ne sont pas les veuves qui ont les enfants.

M. Lafrance (Richmond): Je dis que ce sont surtout les petites familles qui vont profiter de l'augmentation.

M. l'Orateur donne lecture du passage du Règlement de la Chambre stipulant que les députés doivent s'en tenir, dans leurs discussions, à la teneur du bill.

M. Lafrance (Richmond) cite les paroles de M. Esdras Minville sur l'importance du rôle des familles nombreuses au Québec. Le projet de loi, dit-il, est injuste pour ces familles. Ainsi, la somme ajoutée est la même pour un enfant de 15 ans que pour un enfant d'un an. On devrait accorder plus à mesure que l'enfant grandit, car les dépenses ne sont pas du tout les mêmes.

Enfin, il (M. Lafrance) s'élève contre l'article du bill 6 en vertu duquel le gouvernement pourra autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil et l'office qui administre la loi à accorder, à leur discrétion, des allocations additionnelles d'assistance aux mères nécessiteuses dans les cas d'invalidité de la mère ou de son mari. On devrait, déclare-t-il, établir des barèmes dans la loi au lieu de laisser le tout à la direction du gouvernement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette clause va beaucoup moins loin que la loi en vigueur qui accordait déjà des pouvoirs beaucoup plus considérables aux autorités provinciales, puisqu'elles avaient le droit d'accepter des cas non prévus par les législateurs qui étaient par ailleurs dignes de sympathie. Or, l'opposition a voté cette loi autrefois.

M. Lafrance (Richmond): On n'a pas le droit de rien dire. On n'est pourtant pas venu ici pour encenser le gouvernement. Si nous le faisons, nous nous rendons coupables de complicité. Jamais nous n'accepterons d'en être les complices.

M. Rochette (Québec): Tous les députés s'entendent sur l'importance d'aider les mères

nécessiteuses. Le gouvernement de l'Union nationale ne demanderait pas mieux que de faire davantage. Nous sommes tous émus de la situation difficile dans laquelle se trouvent des milliers de mères nécessiteuses, mais il y a un problème budgétaire. Le Trésor provincial ne peut pas déboursier plus que ce qu'il perçoit en taxes. Une trop grande partie du produit de ces taxes s'en va ailleurs, à Ottawa. Le jour où cela changera, où la province aura toutes les sources de revenus qui lui reviennent en droit, nous serons en mesure de faire mieux.

J'ai été entraîné vers la vie publique parce que j'ai vu dans les rangs de l'Union nationale des hommes soucieux de trouver des solutions aux problèmes sociaux. Il (M. Rochette) félicite alors le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) pour le beau travail qu'il a accompli avec le gouvernement. Ce n'est pas pour encenser personne, mais c'est parce que je suis intéressé à ce qu'il se fasse du bien dans la province. Je suis convaincu que la loi avec ses amendements va apporter un soulagement considérable à une classe de la société. Il termine en disant qu'il est prêt à coopérer dans la plus grande mesure possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): La critique des députés libéraux a fait en sorte que le gouvernement a pris des mesures pour corriger une situation lamentable. Je suis heureux que le gouvernement admette que le montant était insuffisant.

La loi actuelle corrige une situation qui, à mon sens, était extrêmement déplorable. Le ministre dit que la province de Québec est celle qui donnait le plus fort montant aux mères nécessiteuses. C'est possible. Mais la raison, c'est qu'il y avait plus de mères nécessiteuses chez nous qu'ailleurs, malgré les prétentions de prospérité. Ce n'est pas parce que notre loi était plus généreuse, mais parce que la misère était plus grande dans notre province que dans les autres.

Le ministre dit que plusieurs mères nécessiteuses recevaient de l'aide du gouvernement en dehors de la loi. Je n'en ai pas rencontré souvent qui étaient dans ce cas. Mais j'en ai rencontré très souvent qui se plaignaient parce que les allocations étaient insuffisantes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Seulement dans la ville de Montréal, il y a 2,400 mères nécessiteuses qui reçoivent de l'aide du gouvernement à part leurs allocations régulières. Plus de la moitié, des mères nécessiteuses de la province sont dans ce cas. En plus des allocations, elles

reçoivent de l'aide par l'intermédiaire d'agences sociales. Que l'argent vienne de ces agences ou du gouvernement, on doit se rappeler que tout cela sort des poches du public.

Lorsqu'on fait des comparaisons avec les autres provinces, il faut les établir sur des bases justes, en tenant compte de tous les facteurs. On n'a pas le droit de se laisser aveugler par des considérations partisans pour diminuer le mérite qui revient au peuple du Québec. Qu'on n'hésite pas à dire qu'avec ce que la population paie, nous donnons aux mères nécessiteuses plus que dans toutes les autres provinces au Canada. C'est ainsi qu'à Montréal, les mères nécessiteuses ont reçu non seulement l'allocation prévue par la loi, mais aussi des millions de dollars payés par des organismes que subventionne le gouvernement.

Soyons de bonne foi. N'essayons pas de faire passer les nôtres pour des gens mesquins. Nulle part dans la Confédération canadienne, la population n'est plus charitable que celle de la province de Québec, et elle ne reçoit pas tout le crédit pour l'aide qu'elle fournit à ses compatriotes les moins fortunés. Quelle satisfaction, quelle gloire retire-t-on à vouloir rapetisser ses compatriotes, à les réduire au rang de mesquins?

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons approuvé la loi en deuxième lecture et nous allons l'approuver aussi en troisième lecture, parce qu'elle constitue un progrès. Mais le principe dont s'inspire le gouvernement dans la préparation de ses lois sociales, ne faisant aucune distinction quant au nombre d'enfants, me paraît basé sur une philosophie que le catholicisme réprouve. C'est la philosophie malthusienne qui vise à encourager les petites familles plutôt que les grandes. Une mère avec un enfant touchera \$60 par mois. Elle se débrouillera probablement avec \$60 pour un seul enfant, mais plusieurs de ses obligations se voient multipliées à chaque enfant qu'elle a. Celle qui a deux enfants ne touchera que \$3 de plus. Le logement est le même sans doute, mais il y a beaucoup d'autres dépenses qui doublent. Elle ne reçoit que \$3 pour chaque enfant à nourrir, et elle doit les vêtir et faire face à toutes les autres dépenses. Et plus la mère a d'enfants, plus sa situation devient difficile.

Prenons une mère de famille avec quatre enfants, ce qui est une moyenne en notre province. En Colombie-Britannique, elle touche \$111.25; en Alberta, \$105; au Manitoba, \$99.50, plus diverses allocations spéciales qui peuvent porter ce montant à \$139.50; en Ontario, entre \$80 et \$124; au

Nouveau-Brunswick, \$67.50; Terre-Neuve et la Saskatchewan accordent \$60, contre \$69 au Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il n'y a pas une moyenne de quatre enfants par famille en Colombie-Britannique. Le nombre moyen des enfants diffère dans les diverses provinces. Il n'est pas même de deux en Colombie-Britannique; il serait près du double au Québec. La Colombie-Britannique n'a donc guère à déboursier pour des familles comptant quatre enfants.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais il faut que nous adaptions nos lois aux conditions qui existent dans notre province. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement abandonne ainsi notre philosophie traditionnelle en matière familiale pour se rapprocher du malthusianisme.

De toute façon, la loi représente tout de même un progrès et corrige une situation déplorable. C'est pourquoi nous allons voter pour. Nous considérons que nos critiques ont porté leurs fruits. Et nous ne faisons que notre devoir quand nous blâmons le gouvernement de ne donner que quatre trente sous par mois pour un enfant.

Il faut cependant éviter dans toute la mesure du possible que les organisateurs politiques du gouvernement aillent dans les familles et fassent chanter les pauvres qui ont besoin de secours sociaux. Le gouvernement et le ministre n'en ont peut-être pas connaissance, mais ça se fait. On se présente chez les gens et on dit: "Si vous n'appuyez pas le régime, vous allez perdre vos allocations."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ça s'est fait chez nous, par vos gens à vous qui menaçaient les électeurs de perdre leurs allocations familiales.

M. Hamel (Saint-Maurice): Possible. Raison de plus pour enlever aux organisateurs politiques, quels qu'ils soient, la possibilité de faire chanter les pauvres. C'est pour cela qu'il faut déterminer les barèmes avec autant de précision que possible.

Il propose alors, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de le modifier pour ce qui a trait à des allocations additionnelles d'assistance dans les cas d'invalidité de

la mère ou de son mari, de façon à définir le barème de ces allocations, au lieu de tout laisser à la discrétion du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier d'une façon évidente parce qu'il propose d'amender des résolutions votées à l'unanimité par la Chambre et qui ne lui sont pas actuellement soumises, et aussi parce qu'il affecte un bill de finance, ce qui nécessite la recommandation du lieutenant-gouverneur, suivant les exigences des dispositions des articles 483 et 548 du Règlement.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que l'amendement vient en conflit avec une résolution unanimement adoptée par la Chambre et qui n'est pas soumise au comité, et aussi parce qu'il est contraire à une nombreuse jurisprudence, toujours confirmée par la Chambre, qui est à l'effet que tout amendement se rattachant à un bill dont l'objet est une matière de finance doit être proposé par un ministre de la couronne sur recommandation préalable du lieutenant-gouverneur, et il maintient le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et déclare l'amendement irrégulier et nul comme contraire aux dispositions des articles 483, 538, 548, 755 et 793 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thériberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant de procéder à la troisième lecture du bill, il me faut faire certaines mises au point. Avant l'Union nationale, il n'y avait pas de pensions aux mères nécessiteuses et aux orphelins. On ne peut pas contredire ce fait. Mon gouvernement a fait ses preuves dans le domaine de la législation sociale. Conséquemment, quels sont ceux qui offrent le plus de garanties aux mères nécessiteuses? Ceux qui n'ont rien fait pour elles pendant qu'ils étaient au pouvoir, soit pendant 40 ans, ou ceux qui, après seulement deux années d'administration, ont passé une loi d'allocations pour leur venir en aide?

Depuis la mise en force de cette loi, mon gouvernement a payé \$88,000,000 aux mères nécessiteuses et aux orphelins de la province de Québec. C'est plusieurs fois l'évaluation de centaines de nos municipalités rurales.

Le chef de l'opposition s'est plu à critiquer en massacrant la logique et le bon sens. Le chef de l'opposition a dit, par exemple, que la présente loi était une invitation à appliquer la politique de Malthus. Malthus prêchait la limitation des naissances, ce qui est une pratique antisociale et contraire aux enseignements de l'Église. Malgré cela, le chef de l'opposition dit qu'il votera en faveur de la loi. C'est un manque de logique.

Le chef de l'opposition officielle a reproché au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse de ne pas procéder par arrêtés ministériels pour augmenter les pensions. Il reproche donc au ministre de vouloir donner des pensions statutaires. Il n'y a rien de plus illogique.

Laissons l'opposition continuer ses critiques. Le gouvernement continuera, pour sa part, d'aider les veuves et les orphelins. Aux mères nécessiteuses et aux orphelins, notre amicale coopération et l'expression de notre désir de continuer à améliorer leur situation, et à l'opposition nos profondes sympathies.

Des députés ministériels: Vote, vote!

Une voix: L'opposition sort encore¹.

M. Lafrance (Richmond): On va revenir!

M. Hamel (Saint-Maurice): On sort quand le gouvernement refuse de nous donner le rapport de la commission Tremblay.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, non! L'opposition sort quand il y a des élections.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thériberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin Vachon, 80.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 6 est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Membres de la Commission
des accidents du travail**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la pension des membres de la Commission des accidents du travail de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet autorise le gouvernement à accorder une pension annuelle de \$7,000 à un membre de la Commission des accidents du travail qui, après avoir rempli ses fonctions comme tel pendant au moins

10 ans, donne sa démission, est mis à la retraite ou encore devient incapable de les exercer en raison de maladie ou d'infirmité corporelle.

La même mesure accorde à la veuve, à compter du décès d'un membre de la Commission, une pension annuelle de \$2,500. Dans le cas où ce commissaire a travaillé pendant six ans, la pension sera de \$6,000, et sa veuve, s'il y a lieu, aura droit à \$2,000.

Deux membres de la Commission, Me Philippe Monette, c.r., et M. H.-M. Rocheleau sont actuellement dans un état de santé qui laisse à désirer. Il faut les remplacer et pourvoir à leur pension. Ils ont contribué de manière importante, sinon en argent, du moins de leur propre santé et efforts, à cette pension qu'ils méritent amplement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette loi n'a aucun sens. Je suis favorable aux pensions, parce que je crois que, dans nos conditions économiques modernes, il est nécessaire de faire des réserves pour ses vieux jours. Mais je suis opposé à une pension sans contribution. Comme c'est le cas aujourd'hui.

Actuellement, les membres de la Commission des accidents du travail sont déjà protégés par des pensions. Je ne suis pas opposé à ce que nos fonctionnaires s'assurent des pensions, mais je suis opposé à ce que le gouvernement fasse des cadeaux avec l'argent du public.

Peu important les raisons personnelles qui motivent la présentation d'une telle loi, il faut se rappeler que les employés les moins payés du gouvernement paient leur part du programme existant et ne reçoivent qu'une maigre pension. Par ailleurs, si un commissaire prenait sa retraite à 31 ans, c'est exactement comme si le gouvernement lui donnait un montant d'une couple de cent mille dollars.

Je suis en faveur de la protection raisonnable de nos fonctionnaires. Mais ce ne sont pas nos fonds que la Commission des accidents du travail utilise, mais les fonds imposés aux industriels et aux employeurs. Il faut réaliser quel précédent on inclut dans notre législation.

Pourquoi ne faisons-nous pas la même chose pour les autres commissions? Actuellement, les petits fonctionnaires paient pour leur pension. Il n'est pas raisonnable de les laisser contribuer comme ils le font si les autres n'ont pas besoin de le faire. J'aurais honte de toucher une pension sans y avoir contribué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef intérimaire de l'opposition a prononcé un

discours dont il n'aura pas raison d'être fier. Les pensions prévues par cette mesure ne sont pas payées à même les fonds publics, mais à même les fonds privés.

Même en politique, il faut avoir du cœur. Il y a des convenances qu'il faut observer. Lorsque M. Oscar Drouin, ancien président de la Commission, est décédé, la Chambre a voté à l'unanimité une pension de \$450 par mois à sa veuve. Je pourrais citer une foule de cas où d'anciens membres de commissions ont bénéficié de pensions. Le chef intérimaire de l'opposition a cité toute une liste de commissions temporaires. On ne peut les comparer avec la Commission des accidents du travail.

M. Philippe Monette était un brillant avocat de Montréal et un partisan libéral. Il a quitté son bureau et laissé sa profession pour devenir membre de la Commission. Puis, après 11 ans, il est tombé malade. Les gens qui ont du cœur ne font pas de démagogie avec un cas comme celui-là. M. Monette a droit à une pension et je suis fier d'y avoir pensé, surtout quand cela ne coûte rien aux contribuables. Ce sont les employeurs qui paient.

M. H.-M. Rocheleau est un ancien employé de chemin de fer qui a renoncé à tous les avantages que lui garantissaient ses services pour accepter de faire partie de la Commission. La présente loi est une loi humanitaire. C'est une loi qui s'inspire de précédents. C'est une loi dont je suis fier.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 59.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée². Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne crois pas qu'il fut opportun pour le gouvernement de payer des pensions de \$7,000 à des membres de la commission, quand il paie avec tant de parcimonie celles auxquelles ont droit les accidentés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas le temps de faire de la démagogie. Il s'agit de payer une pension à deux hommes qui se sont dévoués au service de la Commission. Chose certaine, cela ne coûtera pas ce que valent les services de ces deux commissaires.

M. Lafrance (Richmond) soulève un point d'ordre.

M. le président: Tout membre de cette Chambre a droit de qualifier de démagogiques des propos qu'il considère être de nature démagogique.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision du président du comité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au début du débat, l'honorable chef de l'opposition a déclaré qu'il n'était pas séant de payer une pension de \$7,000 à un membre d'une commission qui est si parcimonieuse lorsqu'il s'agit de payer des pensions aux accidentés du travail; l'honorable premier ministre, en référant à ces propos, a dit que ce n'était pas le temps de faire de la démagogie; sur le point d'ordre soulevé par le député de Richmond, j'ai décidé que tout membre de cette Chambre avait droit de qualifier de démagogiques des propos qu'il considère être de nature démagogique.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Labege, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 22 concernant la pension des membres de la Commission des accidents du travail de Québec.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du bill article par article.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qu'est-ce que fera le gouvernement si les membres des autres commissions veulent obtenir une pension similaire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cas n'est pas le même. Le travail des membres de la Commission des accidents du travail est beaucoup plus ardu que celui de certains membres d'autres commissions. Ils doivent consacrer tout leur temps à leurs fonctions tandis que, dans les autres cas, les commissaires ne prennent qu'une partie de leur temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que des actuaire ont établi le coût de cette pension?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question d'actuaire dans le cas d'une pension à un homme malade.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne suis pas opposé à ce que l'on continue à payer son salaire à M. Monette tant qu'il sera malade, mais je m'oppose à ce que l'on établisse un principe aussi général.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des problèmes de la voirie

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi

relative aux problèmes de la voirie provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose: Que l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 33, soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "cent" par les mots "deux cent vingt-cinq".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur la table de la Chambre deux rapports préliminaires de la Commission, dont la majeure partie porte sur la construction d'une autoroute de Montréal à Saint-Jérôme. Ces rapports sont signés par les commissaires, MM. Ernest Gohier, président, Maurice Forget et Lucien Dansereau. Ce bill prolonge de 12 à 30 mois, dit-il, le délai accordé au comité chargé d'étudier les problèmes de la voirie provinciale pour faire son rapport et porte de \$100,000 à \$225,000 le crédit autorisé pour le paiement des dépenses de ce comité.

M. Hamel (Saint-Maurice): Sur les \$100,000 qui ont été déjà votés, quelle somme a été dépensée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cinquante mille dollars en salaires, en frais de voyage et en services de techniciens.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le comité se compose de M. Ernest Gohier, ingénieur en chef du ministère de la Voirie, du colonel Forget

et de M. Lucien Dansereau. Le président gagne \$9,000, les deux commissaires, chacun \$8,000, je crois, et le secrétaire \$5,000. Il a fallu aller voir ce qui se fait aux États-Unis. Le voyage des commissaires a été très utile, car c'est là le pays le plus avancé en ce qui concerne la construction des autoroutes. Il y a eu déjà deux rapports qui ont été présentés à date. Un troisième est en préparation, qui devrait être fourni dans une quinzaine de jours. Le comité a assumé des dépenses pour des projets de routes, notamment une qui doit relier Montréal à Saint-Jérôme. Le tracé de cette future artère est aujourd'hui définitivement établi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand ont été nommés les commissaires?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La loi a été sanctionnée le 10 février 1955. Les commissaires ont dû être nommés deux mois après, en avril ou en mai.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est une commission comme les autres. Les membres sont nommés à vie. Quand vient le moment de former un tel organisme, le gouvernement dit que tout est urgent. Puis, quand la loi est faite, tout traîne. Ça démontre exactement l'imprévoyance des autorités.

Toutes les commissions du gouvernement sont nommées pour la forme avec, derrière la tête, l'intention de prolonger les délais. C'est une façon de donner à des amis politiques une part du gâteau.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Je ne peux pas laisser passer ces remarques sans les relever, en toute justice pour les commissaires. Jamais un comité n'a fait autant de travail en si peu de temps. Ce que le chef de l'opposition dit des commissaires n'est pas juste. M. Gohier, que le Parti libéral a gardé à son poste d'ingénieur en chef de la voirie, en est le président et M. Lucien Dansereau, de *La Presse*, n'est pas un ami politique. Le comité avait de nombreux problèmes à étudier et il a procédé rapidement.

Les plans de l'autoroute du nord de Montréal sont prêts et le tracé a été établi en moins d'un an. Mais on demande aux commissaires d'étudier des problèmes ailleurs, et le comité mérite les félicitations du gouvernement et de la Chambre pour son excellent travail.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le comité a été si expéditif, on s'explique mal l'obligation de lui

donner une fois et demie de plus de temps pour finir son travail. Le gouvernement procède toujours de la même façon. Il nomme ses commissions pour un an et l'opposition vote généralement pour la loi. Mais le gouvernement a toujours, derrière la tête, l'intention de prolonger les délais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a beaucoup d'imagination. Cela n'empêche pas qu'il y a dans la province un problème urgent, celui de la voirie, notamment celui de la circulation de Montréal vers le nord. Mais la construction de cette route nécessaire cause des problèmes. Il ne faut pas qu'il se produise des étranglements de la circulation.

Il y a aussi le gâchis qu'on a fait avec la canalisation du Saint-Laurent. On a décidé, à un moment, de faire passer le canal sur la rive sud. Il y a eu alors des protestations considérables. La voie maritime, entre autres, a créé d'innombrables problèmes quant à la liaison entre l'île et la rive sud. J'ai averti les autorités de Montréal de voir à leurs intérêts. À l'heure actuelle, les difficultés qui existent vont être quintuplées. On va modifier des voies de chemin de fer et il y aura le problème que pourra causer le refoulement des eaux.

Des gens de la ville de Montréal et de la région sont allés consulter notre commission d'étude des problèmes de la voirie. C'est une preuve qu'on a foi en sa compétence. Si les gens de Montréal et de la rive sud ne se réveillent pas, ils pourraient le regretter. Ils pourraient se rendre compte qu'il est trop tard pour agir.

Les bateaux évidemment, lorsqu'ils empruntent un canal, y pénètrent à son point de départ. Or, le canal passe loin du port de Montréal. L'honorable M. Marler pourrait consacrer un peu moins de temps aux problèmes des autres et un peu plus de temps aux siens³. Il pourrait ainsi nous éviter ce gâchis.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça m'amuse de constater qu'une fois encore le premier ministre veut faire porter sur le dos d'Ottawa ce qui ne va pas dans la province. La commission a besoin de 15 mois additionnels. Ça dépend, selon le premier ministre, d'Ottawa. C'est toujours la même rengaine.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) dit quelques mots en faveur de la mesure, notant qu'elle intéresse hautement la métropole.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 23 est agréée.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque,

Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 60.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 23 est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

**Comité d'étude des problèmes de la voirie,
Rapport préliminaire**

Rapport préliminaire du comité d'étude des problèmes de la voirie provinciale. (Document de la session no 10)

**Comité d'étude des problèmes de la voirie,
Rapport progressif**

Rapport progressif du comité d'étude des problèmes de la voirie provinciale. (Document de la session no 11)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Les whips du gouvernement et de l'opposition s'affairaient alors à ramener en Chambre les députés qui avaient quitté leur siège. À ce moment, le député de Richmond (M. Lafrance), l'un des whips libéraux, sortait de la Chambre à la recherche de l'un des députés manquant à l'appel, selon *Le Soleil* du 12 décembre 1956, à la page 12.

2. Plusieurs journaux, dont *La Presse* du 12 décembre 1956, à la page 58, rapportent plutôt que la deuxième lecture est votée par 60 voix contre 17.

3. George Carlyle Marler est alors ministre des Transports au fédéral dans le cabinet de Saint-Laurent. *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1988, p. 387.

Séance du mercredi 12 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 198 concernant la succession de Marie-Berthe Thibodeau;

- bill 186 concernant la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal.

Et, sans amendements, le bill 106 concernant une propriété des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité aussi recommande de prolonger au 24 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Élimination
de taudis à Montréal**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une loi qui donnera les pouvoirs au conseil municipal de Montréal de réaliser le plan Dozois. Le gouvernement veut, en procédant tout de suite à la

première lecture de la loi, éviter des frais à la province.

M. Hamel (Saint-Maurice) préfère avoir quelque temps pour étudier la question; il veut voir le texte et se renseigner sur les dispositions de cette mesure avant la première lecture.

Questions et réponses:

Véhicules à moteur

M. Levesque (Bonaventure) se lève pour attirer l'attention du ministre des Transports sur l'article 11 de la loi des véhicules à moteur. Cet article prévoit qu'en cas de transfert d'un véhicule, les deux parties doivent se rendre à un bureau de l'administration provinciale pour le transfert de licence.

Quand il s'agit d'une transaction qui a eu lieu entre deux particuliers, dit-il, l'article est raisonnable, mais il est bien évident qu'un marchand ne peut se rendre continuellement au bureau d'enregistrement. Cette partie de la législation est singulièrement désagréable pour les marchands. En Gaspésie, le bureau est parfois éloigné de 15 à 20 milles du poste du vendeur d'autos lorsqu'on veut être en règle avec les autorités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne peut y avoir de débat sur le sujet. Si le député désire avoir des renseignements, le ministre des Transports pourra les lui donner.

M. Levesque (Bonaventure): J'ai voulu attirer l'attention de la Chambre et du ministre sur la situation. Est-ce que le ministre des Transports prévoit prendre des mesures pour y remédier? Et présenter un bill pour améliorer la situation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les lois présentées à la Législature passent d'abord par le Conseil des ministres; or chacun des ministres prête le serment de garder le secret sur ce qui se décide au Conseil. Il ne peut révéler les intentions du ministère.

Le député me paraît un charmant garçon; nous sommes prêts à l'éclairer s'il nous le demande, termine-t-il.

Régie provinciale des loyers

M. Théberge (Chambly) demande le nombre des requêtes qui ont été soumises à chacun des bureaux du 1^{er} janvier 1956 au 1^{er} novembre 1956.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Une telle question n'a pas de bon sens.

M. Hamel (Saint-Maurice): On veut savoir si l'existence des bureaux est justifiée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement est prêt à fournir des renseignements raisonnables, mais non pas les autres. Il est possible de dire le nombre des bureaux, des employés. Les requêtes sont innombrables comme les décisions rendues par les administrateurs. Il y a des milliers de requêtes rien qu'à Montréal.

Bourse universitaire

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) veut obtenir du gouvernement des informations sur le nombre des élèves d'université qui ont reçu des bourses au cours des deux dernières années fiscales.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) prie de modifier la rédaction de sa demande, car les statistiques du ministère de la Jeunesse correspondent non à l'année fiscale, mais à l'année scolaire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) y consent.

Employés du gouvernement

M. Brown (Brome) veut savoir le nom, les adresses, les fonctions de tous les employés de la province et de tout organisme du gouvernement qui exercent une fonction publique dans le comté de Brome.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement ne peut fournir ces renseignements; trop d'employés, trop d'inspecteurs des divers ministères et des différentes commissions gouvernementales sont appelés à passer par Brome.

M. Brown (Brome) ne veut que les noms des employés installés à demeure dans son comté, et

cela, notamment pour leur adresser des vœux à l'occasion des fêtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La motion est mal rédigée. Il conseille au député de procéder à une autre rédaction. Les informations désirées exigeraient des recherches trop considérables et les demandes sont trop vagues. Il conseille au député de procéder à une autre rédaction plus précise.

Les textes, tels que rédigés, me font penser, dit-il, à cet avocat qui, pour plaider, se contentait de dire: "J'en appelle au bon sens et à la bibliothèque." Cet homme perdait toutes ses causes!

Ententes ou conventions du gouvernement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), à propos de plusieurs motions demandant au gouvernement de fournir toutes les ententes, conventions "par correspondance ou autrement", il fait retrancher le "ou autrement".

On nous demande, explique-t-il, l'impossible: fournir la copie de communications téléphoniques, de conversations. Les autorités provinciales répondront à différentes questions posées par les libéraux.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a passé sur le no 24¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas important. Je ne veux pas donner d'indigestion au député de Saint-Maurice qui cite déjà bien des statistiques dans ses discours; je ne peux lui donner un annuaire.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): On lui administrera un digestif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne restera plus rien.

Projets de loi:

Oeuvre et fabrique de Saint-Sauveur-des-Monts

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant une propriété des curé et marguilliers de l'œuvre et

fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe d'éducation à Sainte-Adèle

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paroisse Notre-Dame de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 concernant la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Marie-Berthe Thibodeau

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 198 concernant la succession de Marie-Berthe Thibodeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 198 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Caisse nationale d'économie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Stanislaw Wodnicki, demandant l'adoption d'une loi lui accordant une licence pour la profession dentaire;
- de Candiac Development Corporation, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève numéro 1, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation;
- de l'hôpital Sainte-Justine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Marie Isabelle Violette Aline Sabrevois de Bleury Bouthillier, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier;

- de Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi fusionnant The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande de prolonger au 24 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Candiac

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 constituant en corporation la ville de Candiac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Charles Bouthillier

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 concernant le testament de Charles Bouthillier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Caisse nationale d'économie

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 concernant la Caisse nationale d'économie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hôpital Sainte-Justine

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Royal Trust Company et Barclays Trust Company

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Longueuil

M. Théberge (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Théberge (Chambly) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 concernant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Stanislaw Wodnicki

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stanislaw Wodnicki à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Sainte-Genève

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Genève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Service de taxis dans l'Île-de-Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 concernant le service de taxis dans l'Île-de-Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Comité des subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Comité des voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Dépôt de documents:

Travaux de drainage

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats d'entreprise entre le gouvernement de la province de Québec et toutes personnes, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, relativement à l'exécution de travaux de drainage, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance.

Adopté.

Office pour la vente des produits agricoles

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 23 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles (4-5 Elizabeth II, chapitre 37).

Adopté.

Salle de concert à Montréal

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal (4-5 Elizabeth II, chapitre 24).

Adopté.

Papier journal

M. Dionne (Rimouski) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province (4-5 Elizabeth II, chapitre 26).

Adopté.

Voirie et ponts au Saguenay

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, par l'exécution de travaux de voirie ou de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance.

Adopté.

Forces hydrauliques

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation de forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement.

Adopté.

Concessions forestières

M. Turpin (Rouyan-Noranda) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels

adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 30 novembre 1956, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Acquisition de territoires forestiers

M. Turpin (Rouyan-Noranda) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-52, chapitre 38).

Adopté.

Forces hydrauliques de la rivière Bersimis

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} décembre 1955 jusqu'au 30 novembre 1956, relativement à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques ou de lignes de transmission d'électricité, à des travaux de coupe de bois ou de défrichement, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux.

Adopté.

Projets de loi:

Assistance publique et écoles de protection de la jeunesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit tout d'abord, dit-il de réduire de 33½ % à 24 % la contribution des corporations de cités et villes en matière d'assistance publique, à compter du 15 avril 1957. Le bill prévoit aussi une importante réduction de la contribution des municipalités aux écoles de protection de la jeunesse à compter de la même date.

Dans le cas des municipalités régies par la loi des cités et villes, la contribution est diminuée de 50 % à 24 %; la part des municipalités régies par le Code municipal est diminuée, d'autre part, de 50 % à 15 %. Ces modifications signifient une économie de plusieurs millions de dollars pour les municipalités, l'allègement d'un fardeau considérable.

Le bill a pour effet de transférer du ministère de la Santé au ministère du Bien-être social la juridiction administrative dans le domaine des orphelinats, garderies d'enfants, placements des enfants abandonnés, adoptions et institutions d'assistance publique, autres que les hôpitaux, sanatoriums et hospices.

Enfin, le projet de loi veut faire cesser certains abus en matière d'assistance publique. La loi prévoit actuellement que lorsqu'un indigent voit sa demande d'assistance refusée par le conseil municipal, l'appel se fait simplement par voie d'affidavit qu'il est difficile de contrôler. Le bill en discussion modifie cette clause et stipule que dorénavant un indigent à qui un certificat d'indigence a été refusé pourra en appeler à un juge municipal ou à un juge de district, selon le cas.

M. Hamel (Saint-Maurice) ne peut voir de changement important. Peut-être, dit-il, qu'on peut apporter certaines améliorations par ce changement de ministère. La principale modification introduite par le bill semble être le transfert d'une partie de la juridiction du ministère de la Santé à celui du Bien-être social et de la Jeunesse.

Ce changement m'inquiète quand je constate la philosophie qui semble inspirer le ministère de la Jeunesse. À ce ministère, on semble vouloir s'éloigner des principes fondamentaux qu'on a toujours observés dans la province au chapitre du bien-être social. Le ministère avait acquis de l'expérience dans le domaine qu'on lui enlève. Par contre, le ministère de la Santé a une tradition beaucoup plus ancrée dans ce domaine des institutions charitables.

Il (M. Hamel) trouve également étrange qu'on n'ait pas placé les municipalités de ville sur le même pied que les municipalités rurales au chapitre de l'assistance publique. La misère est souvent plus

grande dans les centres urbains que dans les centres ruraux, déclare-t-il.

Enfin, il trouve malheureux qu'on ait compliqué la procédure dans le cas d'un indigent qui veut en appeler du refus d'un certificat par le maire ou un conseil municipal. On se sert de l'assistance publique pour faire du patronage politique. La loi prévoit jusqu'ici que cet appel pouvait se faire sans frais. On a enlevé les mots "sans frais". Mais s'il y a quelqu'un à qui une telle clause peut être nécessaire, c'est bien l'indigent. D'autre part, si on veut réduire des abus, qu'on pense plutôt aux formules "roses". Je crois que c'est là qu'on les trouvera surtout².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Rien dans la loi n'a pour but de forcer un indigent à intenter des procédures. Tout ce que nous voulons, c'est que ce soit l'indigent lui-même qui demande les secours et qu'il prouve son indigence. Actuellement, on procède par affidavit et l'on ne peut assermenter un affidavit. Il est donc juste que l'on fasse venir l'indigent dans la boîte et qu'il déclare sous serment qu'il est dans la nécessité. Il est bon d'assermenter la personne désirant faire reconnaître son indigence; la nouvelle procédure marquera donc une amélioration. Le système d'affidavits donnait lieu à une foule d'abus; on ne savait même pas, parfois, si l'affidavit était réellement signé par la personne dont le nom y apparaissait. Un autre exemple, c'étaient les fermiers qui souvent redonnaient leur propriété à leurs enfants pour pouvoir ensuite prétendre qu'ils étaient sans ressources.

L'augmentation prodigieuse des coûts de l'assistance publique a fait en sorte qu'il était urgent de les rationaliser. Le coût total pour le gouvernement, qui s'élevait à \$4,500,000 en 1944, atteint maintenant \$75,000,000.

Quant au traitement différent pour les villes et la campagne, il est juste et raisonnable que la campagne soit l'objet de considérations particulières, car elle est dans une situation particulière. Les revenus sont moins élevés à la campagne.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon

(Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 78.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 33a de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 187), soit remplacé par le suivant:

"33a. Toutefois, la contribution municipale prévue par l'article 33 sera, quant aux corporations régies par le Code municipal, réduite de trente-trois et un tiers pour cent à quinze pour cent à compter du quinze avril 1952 et, quant aux corporations municipales de cités et de villes, elle sera réduite de trente-trois et un tiers pour cent à vingt-quatre pour cent à compter du quinze avril 1957. Le gouvernement de la province assumera et payera ces réductions, à compter de ces dates respectives, à même le fonds consolidé du revenu."

Adopté.

2. Que la contribution municipale prévue par l'article 27 de la loi des écoles de protection de la jeunesse sera, à compter du quinze avril 1957, réduite à quinze pour cent, quant aux corporations régies par le Code municipal, et à vingt-quatre pour cent, quant aux corporations municipales de cités et de villes. Le gouvernement de la province assumera et payera ces réductions, à compter de cette date, à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 20 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles

de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Certaines parties d'assistance sont confiées au Bien-être social, car ce ministère s'occupe du bien-être et le ministère de la Santé garde ce qui concerne la santé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'y vois pas d'objection pour les orphelinats, mais il ne devrait pas en être de même pour les hospices...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Interrompant le député de Saint-Maurice) Le gouvernement aurait pu procéder par ordre en conseil pour transférer un département à un ministère. Nous avons voulu faire un changement statutaire.

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Levesque (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thérberge), que la motion en discussion soit modifiée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales soit renvoyé de nouveau au comité plénier, avec instructions d'en retrancher les dispositions ayant pour but de confier au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse l'administration de la loi de l'assistance publique relativement à certaines catégories d'institutions, et avec instructions de rétablir la disposition d'après laquelle les requêtes ayant pour but d'obtenir le bénéfice de la loi de

l'assistance publique, malgré le refus de l'autorité municipale, doivent être entendues sans frais et sans que le juge ne soit astreint à observer les règles ordinaires de la preuve devant les cours de justice."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il est irrégulier, parce qu'il affecte une matière de finance et propose de changer le mode de paiement de certains frais.

Seul un ministre peut faire une proposition qui, si elle est approuvée, entraîne des dépenses pour la province.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, décide que, conformément à une longue jurisprudence et aux raisons qu'il a données lors d'une décision rendue hier (le 11 décembre 1956, page 150 des procès-verbaux), l'amendement est irrégulier et nul et doit être rejeté.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin. 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemar, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turpin, Vachon, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

chapitre 187, page 331): "Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, quand, dans un but d'humanité et de protection publique, le service de l'assistance publique juge convenable l'hospitalisation d'une personne dont l'état d'indigence n'est pas reconnu par une municipalité, il est cependant loisible au service de l'assistance publique, sous l'autorité du ministre, de payer, en tout ou en partie, l'hospitalisation de cette personne".

Ainsi, les libéraux ont critiqué à plusieurs reprises le gouvernement sur l'utilisation de cette clause de la loi sur l'assistance publique. (Voir les *Débats de l'Assemblée législative*, séance du 20 janvier 1956). On reproche, entre autres, l'utilisation de cette formule rose, afin de favoriser certaines personnes pour le remboursement de leurs frais d'hospitalisation.

NOTES

1. M Duplessis ne parle pas de la motion de M. Hamel réclamant le rapport original de la commission Tremblay.

2. Les formules roses sont utilisées par les indigents pour soumettre leur demande de remboursement au gouvernement à la suite d'une hospitalisation. La critique de M. Hamel prend sa source dans l'article 37 de la loi sur l'assistance publique (Statuts refondus de la province de Québec, 1941, vol III,

Séance du jeudi 13 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 134 modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec;
- bill 163 concernant le testament de Marius Dufresne.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- bill 204 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

**Dépôt du rapport de la
commission Tremblay**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose les cinq volumes du rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, la Commission Tremblay.

(Applaudissements unanimes de la Chambre)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en fais parvenir des copies au chef de l'opposition (M. Hamel) par un page. J'en fais également parvenir des copies, dit-il, au député le plus distingué de l'opposition, le député de Montréal-Verdun (M. Ross). Tous les députés et les courriéristes parlementaires pourront en obtenir une copie en s'adressant à mon chef de cabinet, Me Émile Tourigny, en donnant un reçu.

M. Hamel (Saint-Maurice): S'agit-il du rapport original de la commission ou d'un rapport corrigé? Je voudrais comparer avec les copies qui seront enfin distribuées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On dirait que c'est devenu une obsession chez le chef de l'opposition (M. Hamel). C'est le rapport de la commission Tremblay. Le chef de l'opposition en a parlé à tort et à travers, en Chambre, en arrière du trône de l'Orateur et en dehors. Nous aurons l'occasion de revenir là-dessus. Pour le moment, je dépose le rapport de la commission Tremblay.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel rapport? Dans la motion que j'ai inscrite au *Feuilleton*, je réclame une copie du rapport original.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai donné la copie du rapport officiel.

Projets de loi:

**Société des
décorateurs-ensembliers**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensembliers du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Chicoutimi**

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Marius Dufresne

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 concernant le testament de Marius Dufresne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pointe-Claire

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 204 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 204 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en ville sous le nom de ville des Mille-Isles.

Projets de loi:

Mille-Isles

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 constituant en corporation la ville des Mille-Isles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bernard (Drummond) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Vachon (Wolfe) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission des loyers et Office des marchés agricoles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 concernant la Commission des loyers et l'Office des marchés agricoles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture ait lieu au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 26 concernant la Commission des loyers et l'Office des marchés agricoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 3 de la loi 14-15 George VI, chapitre 20, remplacé par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 11, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"3. Le président de la Commission reçoit un traitement annuel de treize mille dollars et les autres commissaires, de neuf mille dollars."

Adopté.

2. Que l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 37, soit modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, le mot "onze" par le mot "treize".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 26 concernant la Commission des loyers et l'Office des marchés agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Élimination de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre étudie le bill immédiatement, en précisant que le chef de l'opposition a reçu une copie du projet de loi au cours de la matinée¹. D'ailleurs, dit-il, le projet de loi n'est pas contentieux. Nous voulons seulement donner une plus grande autonomie à Montréal en conférant plus de pouvoirs au conseil municipal. Nous lui donnons le pouvoir de réaliser le plan

Dozois s'il le veut. Nous pourrions peut-être le voter en deuxième lecture aujourd'hui et remettre la troisième lecture à une autre séance, étant donné qu'il s'agit d'une mesure non contentieuse.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente à nouveau de reporter la première lecture du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'opposition a maintenant le bill en main.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre interprète le bill après l'avoir lu et étudié. De notre côté, nous venons à peine de recevoir le texte du bill et nous n'avons pas eu le temps encore de l'étudier. Il est possible qu'il ne soit pas contentieux, selon le point de vue du gouvernement, mais il est possible aussi qu'il le soit, à d'autres points de vue. Il (M. Hamel) demande que la discussion en deuxième lecture soit remise à une autre séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans ce cas-là, nous allons siéger. La Chambre pourra siéger ce soir ou demain s'il le faut.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est évident que ce bill pourra être contentieux dans certains milieux. Je ne veux pas prendre une attitude qui laisserait croire que nous voulons brusquer les choses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne s'agit pas de brusquer les choses, bien au contraire. Il s'agit d'un projet qui est devant la population de Montréal depuis plus de deux ans et que tous les Montréalais connaissent. Le conseil municipal de Montréal l'a approuvé à une majorité de 77 voix contre 4. Nous avons reçu une requête signée par 64 conseillers de Montréal, qui se prononcent en faveur du projet.

Le gouvernement ne prend pas sur lui de forcer l'application de ce plan. Nous donnons au conseil municipal de Montréal les moyens de le réaliser, s'il le veut. Bref, c'est une mesure qui accroît l'autonomie de Montréal.

Le bill crée un office municipal de l'habitation salubre qui se substituera au comité exécutif de la ville de Montréal contrôlé par le maire Jean Drapeau et M. Pierre Desmarais et qui aura, pour l'exécution des travaux, tous les pouvoirs dudit comité exécutif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tenue d'élections conformes à la loi

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 99 pour faciliter la tenue d'élections honnêtes dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monseigneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 13 décembre 1956
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 concernant Hydro-Québec, Beauharnois Light, Heat and Power Company et l'accès par leurs employés à la petite propriété;

- bill 17 concernant l'annexion d'un territoire de la municipalité scolaire de Saint-Timothée à la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec.

Projets de loi:

Municipalités scolaires de Chicoutimi, Jonquière, Alma et Dolbeau

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que, vu les circonstances particulières concernant le bill 187 concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau, les droits et les frais d'impression et de traduction que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, et qu'ils ne soient pas tenus, quant à ce bill, d'en payer pour l'avenir, le cas échéant.

Adopté.

Oka

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes, soit maintenant lu une deuxième fois.

Comme on le sait, Oka est une municipalité pittoresque dans un comté pittoresque qui a manifesté depuis longtemps un bon jugement électoral constant. Cette municipalité s'est développée à un rythme particulièrement rapide depuis 10 ans et ses besoins en eau potable ont augmenté dans la même proportion.

Malheureusement, par suite du drainage des terres environnant cette municipalité, les approvisionnements d'eau de l'ancien aqueduc sont devenus insuffisants, et le conseil municipal a dû faire un référendum pour obtenir la permission de construire un aqueduc plus moderne et suffisant pour les besoins présents et futurs de la population.

Il faut exproprier deux terrains appartenant à MM. Geoffrion et Saint-Aubin pour y installer l'usine de filtration. Des négociations n'ont pas amené d'entente au sujet du prix entre le conseil et les propriétaires.

Étant donné qu'une partie de la population d'Oka est composée de villégiateurs et qu'il importe de faire les travaux nécessaires avant l'été, il

convient de prendre des moyens plus rapides que ceux qu'offre le Code municipal.

M. Hamel (Saint-Maurice) aurait préféré que la municipalité procède par bill privé, afin de donner l'occasion aux opposants, s'il y en a, de faire valoir leurs arguments devant le comité des bills privés.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Lors du référendum, sur 155 voteurs, 144 ont approuvé le projet et seulement 11 ont fait valoir des objections. Par ce bill, la Chambre rend grand service à la population d'Oka et au comté de Deux-Montagnes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit plutôt d'un bill de nature publique, puisqu'il s'agit de la santé de la population d'Oka. Le système actuel d'aqueduc a été condamné par les autorités et il faut construire un filtre.

La municipalité d'Oka est dans une situation particulière à cause du grand nombre de propriétés religieuses et autres qui sont exemptées de taxes. Il ne faut pas que le fardeau des taxes retombe seulement sur un petit nombre, et c'était le devoir du député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) de prendre les moyens pour que la passation de ce bill ne coûte rien à la municipalité.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le lac de Deux-Montagnes n'a que peu de profondeur sur une grande partie de sa superficie. Il n'y a qu'un endroit, près d'un escarpement, où il y a suffisamment d'eau profonde pour installer les pompes et l'usine de filtration, d'après les plans des ingénieurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ces pouvoirs d'expropriation ont été accordés déjà. Ils ne sont pas nouveaux et on les trouve par exemple dans la loi de la voirie.

Le but de la loi, c'est d'obtenir possession plus vite, pour que les travaux commencent à bonne heure, le printemps prochain.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Service de taxis dans l'Île de Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 concernant le service de taxis dans l'Île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Dozois) remercie d'abord le premier ministre de lui avoir fait l'honneur de l'inviter à entrer dans le gouvernement. Il fait ensuite l'éloge de son prédécesseur, le député de Montmorency (l'honorable M. Prévost). Le projet de loi, dit-il, stabilise pour une autre année, soit du 30 avril 1957 au 30 avril 1958, le taux et le nombre des taxis dans l'Île de Montréal.

Le taxi pose un problème d'envergure métropolitaine. Une commission l'a déjà étudié, mais cette année, il n'est pas encore réglé, et comme il n'y aura pas de bill de Montréal, cela complique les choses. Seule la création d'un organisme métropolitain pourrait apporter une solution à ce problème.

C'est à la demande des chauffeurs et propriétaires de taxi que le gouvernement a décidé de présenter le projet de loi. Le gel est donc continué jusqu'au 30 avril 1958. Nous croyons que d'ici le printemps 1958, un règlement interviendra pour empêcher le secteur économique du transport par taxi de tomber dans le chaos. C'est un genre d'activité très important, qui rend de précieux services au public.

À Montréal, le nombre des taxis ne devra pas être augmenté après le 30 avril prochain. La taxe payée par les propriétaires de taxis demeurera la même.

Dans les autres municipalités de l'Île, autres que la cité de Montréal, le nombre des taxis ne devra pas excéder un permis par 400 de population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) est l'homme tout désigné pour faire écho au problème des taxis dans l'Île de Montréal. Il (l'honorable M. Duplessis) le félicite sur la façon dont il a présenté le bill. Le gouvernement, ajoute-t-il, a pris sur lui de présenter le bill, afin d'éviter des dépenses injustes aux chauffeurs et propriétaires de taxi qui, autrement, auraient dû payer la présentation d'un bill privé. De plus, la présentation de ce projet de loi n'aurait pas été nécessaire si la cité de Montréal avait présenté un bill, puisque la solution du problème du taxi aurait pu être apportée dans un tel bill. Le gouvernement, en présentant le bill, n'agit que dans l'intérêt public.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) dit quelques mots pour signifier son approbation à la mesure. Il précise qu'il souhaite que la question du permis métropolitain puisse être réglée avant trop longtemps.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 25 concernant le service de taxis dans l'Île de Montréal soit renvoyé au comité des bills privés en général."

Il (M. Lalonde) soutient que les intéressés pourraient ainsi se faire entendre. Ils ne peuvent pas, dit-il, le faire en Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) souligne le caractère démocratique de cet amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette mesure est dilatoire. Le comité des bills privés a été ajourné au mois de janvier dernier. L'opposition veut simplement retarder l'adoption de la mesure.

Ça fait trois ans que cette clause apparaît dans les bills présentés par Montréal. Le maire m'a même dit, il y a quelque temps, que s'il y avait eu un bill de Montréal, cette année, la clause y aurait été inscrite. Il y a là un problème important, et le moyen de ne pas aggraver la situation, c'est de s'empreser de lui apporter une solution. Nous voulons que les chauffeurs et propriétaires de taxi passent un joyeux Noël en sachant que leur question est réglée.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques)

appuie les dires du premier ministre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je ne vois aucune urgence. Le nombre des permis étant encore gelé pour plus de quatre mois.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): De toute façon, les intéressés ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue, puisque c'est à leur demande que la loi est votée.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 18.

Contre: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibault, Tremblay, Vachon, 65.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc,

Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibault, Tremblay, Turpin, Vachon, 83.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Cloutier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Compton), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibault, Tremblay, Turpin, Vachon, 83.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 25 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget supplémentaire
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec (Agriculture) pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour le prévention de la délinquance juvénile: réparations à l'école Notre-Dame-de-Liesse, Montréal (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche - Dépenses et immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Services des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires: constructions, réparations, etc. (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions et à des particuliers: constructions, réparations, etc., dans les centres non organisés (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisations de bibliothèques pédagogiques et scolaires, de cours de perfectionnement et d'examens (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie: construction de bateaux, etc. (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses - Dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions cent trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux: entretien des pauvres, contributions, constructions, etc. (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le montant est assez considérable. Est-ce un résultat des récentes aventures électorales? J'ai entendu parler d'une lettre dans laquelle on disait que le budget était défoncé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette lettre a été écrite pour permettre à l'opposition

de parler. C'est le résultat du programme considérable que le gouvernement entreprend dans le domaine de la construction d'hôpitaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je trouve le montant demandé exorbitant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'argent a été affecté à la construction d'hôpitaux. Depuis 1944, le gouvernement en a construit 106.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce dans le budget supplémentaire, tout ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un supplément d'hôpitaux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre: service forestier et protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts: extinction et prévention des incendies forestiers (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-

routes - Consolidation à la voie carrossable du Pont de Québec et réparations diverses (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de pont permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont sur la rivière Richelieu entre Richelieu et Chambly - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparations et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1957, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$15,823,000.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Loi des subsides No 1, 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Le projet de loi a été distribué dans la matinée aux membres de l'opposition. Il s'agit d'un texte de 22 clauses réparties sur neuf pages, selon le *Montréal-Matin* du 14 décembre 1956, à la page 5.

Séance du mardi 18 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Sorel

M. Gagné (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Ladouceur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Jonquière-Kénogami (M. Ouellet), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième

rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 214 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval;
- bill 235 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 166 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 229 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 228 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stanislaw Wodnicki à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Motions de condoléances:

Décès du député de Mégantic¹

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ajournement de la Chambre, jeudi dernier, il s'est produit une tragédie qui a suscité d'universels regrets. Notre ami à tous, le député de Mégantic, est décédé subitement d'une crise cardiaque. Je connais M. Labbé depuis 25 ans et l'amitié qui nous unissait ne s'est jamais rompue. Sa mort m'a causé une vive émotion. C'était un homme d'une intégrité proverbiale, d'une loyauté légendaire, d'un dévouement sans bornes et d'une charité que des milliers de personnes ont pu apprécier. Il laisse le souvenir d'un excellent député, d'un homme très populaire, d'un législateur averti, dont le bon jugement constituait toujours une contribution appréciable à notre travail.

Ses collègues du Conseil exécutif ont eu maintes fois l'occasion d'apprécier ses grandes qualités de cœur et d'esprit. J'ai assisté à ses funérailles et c'était vraiment consolant de voir la foule énorme réunie à Thetford pour lui rendre un ultime hommage. J'ai profité de l'occasion pour exprimer à son épouse, retenue au lit depuis quelques

années, les condoléances du gouvernement et de la Chambre et l'assurer que le souvenir de son mari restera inoubliable. Je propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle le fasse en signe de deuil pour la mort de notre collègue de Mégantic, qui laissera parmi nous un souvenir impérissable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je tiens à m'unir au premier ministre pour présenter à la famille de M. Labbé mes plus sincères condoléances. Comme tout le monde, j'ai été profondément surpris d'apprendre la nouvelle de ce décès. J'ai déjà exprimé à Mme Labbé les regrets de l'opposition. Quel que soit le parti auquel il appartienne, quand un homme qui a été notre collègue pendant tant d'années disparaît, c'est un peu comme si nous perdions un frère. Je réitère à la famille en deuil l'expression de nos profondes condoléances.

Projets de loi:

Commissions scolaires de Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est et Saint-Yves de Laval

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 214 concernant les commissaires d'écoles pour les municipalités de Pointe-aux-Trembles, de Montréal-Est et de Saint-Yves de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 214 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hôpital Sainte-Justine

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 235 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 235 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de L'Abord-à-Plouffe

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Stanislaw Wodnicki

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 228 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stanislaw Wodnicki à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 228 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sainte-Geneviève

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 229 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Geneviève, numéro 1 (village), dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 229 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la communauté des sœurs de Sainte-Anne de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Magdeleine Ally-Degré, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de pratiquer l'art dentaire;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Port-Alfred, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la cité de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Giffard

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 modifiant la charte de la cité de Giffard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité scolaire de Port-Alfred

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 232 concernant la municipalité scolaire de la ville de Port-Alfred.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Magdeleine Ally-Degré

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Magdeleine Ally-Degré au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de Sainte-Anne de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239

concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants;
- bill 9 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;
- bill 11 modifiant la loi concernant la pollution des eaux;
- bill 19 concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette Assemblée;
- bill 21 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;
- bill 22 concernant la pension des membres de la Commission des accidents du travail de Québec;
- bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 114 concernant l'adoption de Joseph Victor Reader;
- bill 117 concernant la succession de feu Douglas Watson Ogilvie;
- bill 123 modifiant la charte de l'Institut Fraser;
- bill 129 concernant le nom de Guerih Benzionovitch Seliesker;
- bill 138 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 148 modifiant la charte des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu;

- bill 149 modifiant la charte de la ville de Marieville;

- bill 155 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Bruno Houde Cyr à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et changeant son nom de Joseph Bruno Houde en Joseph Bruno Cyr;

- bill 161 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Adrian Popovici à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 165 constituant en corporation les Oblates franciscaines de Saint-Joseph;

- bill 189 concernant le titre de Côte-des-Neiges Investments Ltd. à certains immeubles à Côte-des-Neiges en la cité de Montréal;

- bill 192 modifiant la charte de Trafalgar School for Girls;

- bill 206 changeant le nom de Georges Weisz en celui de Georges Weisz Wise;

- bill 231 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milos Paunovic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd., avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les septième et huitième lignes, les mots "et reproduit comme annexe "A"".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 118 validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans la huitième ligne, les mots "(annexe "A")";

b) en biffant, dans la quatorzième ligne, les mots "(annexe "B")".

Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 124 constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 12 est modifié en ajoutant après le mot "eux", dans la cinquième ligne du paragraphe *a*, ce qui suit:

"2. à la nomination aux fonctions."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 modifiant la charte de la ville de Dolbeau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-article 428*a*, le mot "quinze" par le mot "douze".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 147 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes de la page 5, les mots "dressé et homologué par les syndics" par ce qui suit:

"dressé par les syndics et homologué".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 151 concernant la ville de Mont-Joli, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 16*b* par ce qui suit:

"16*b*. Le propriétaire d'un véhicule automobile est présumé responsable de toute contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique commise avec ce véhicule automobile.

"Si lors d'une telle contravention le véhicule est conduit par une personne ou sous la garde d'une personne autre que le propriétaire, ce dernier, à moins qu'il n'ait repoussé la présomption édictée par l'alinéa précédent, et la personne en question sont tous deux passibles de ladite contravention et le tribunal peut, à sa discrétion, condamner l'un ou l'autre ou les deux à la fois, selon qu'il le juge à propos, suivant les circonstances."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 159 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en insérant après le mot "dollars", dans la sixième ligne, les mots "sa vie durant".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 172 concernant les commissaires d'écoles pour la

municipalité de la ville de Charlesbourg, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié:

a) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "douze cents dollars (\$1,200)" par les mots "huit cents dollars (\$800)";

b) en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots "six cents dollars" par les mots "quatre cents dollars (\$400)".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 113 constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié dans la version anglaise seulement.

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les cinq dernières lignes du troisième paragraphe, les mots "de l'assemblée générale; tels règlements demeurent en vigueur jusqu'à leur ratification avec ou sans modifications, à la première assemblée générale annuelle" par les mots "de l'assemblée générale annuelle; tels règlements, à moins qu'ils ne soient ratifiés à la première assemblée générale annuelle, ne sont en vigueur que jusqu'à cette assemblée."

3. L'article 6 est modifié:

a) en remplaçant, dans les sixième et septième lignes, les mots "l'étendue des pouvoirs ci-dessus énumérés," par les mots "la portée de l'alinéa précédent,";

b) en insérant avant le dernier paragraphe qui commence par les mots "Nonobstant la section XXVII" le paragraphe suivant:

"Elle a aussi le pouvoir de réaliser toutes opérations et faire toutes conventions nécessaires à la poursuite de ses affaires."

4. L'article 10 est modifié:

a) en remplaçant, aux neuvième et dixième lignes, les mots "au nombre des administrateurs;" par les mots suivants: "au nombre des administrateurs et, si les dispositions du paragraphe *b* de l'article 9 l'exigent, au terme d'office de certains d'entre eux;";

b) en biffant, dans la quatrième ligne de la page 6, les mots "ou spécial".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 116 modifiant la charte de la ville de Black Lake, avec

les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot "ou" par le mot "et".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 6 comme articles 7, 8 et 9.

"7. Nonobstant les dispositions du chapitre 220 des Statuts refondus de Québec, 1941, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, la ville pourra acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales, manufacturières ou industrielles, dont le coût total ne devra pas dépasser cinquante mille dollars.

"8. La ville est autorisée à louer ou à vendre lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant six pour cent d'intérêt sur le coût de construction.

"9. Pour les fins susdites, la ville pourra emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille dollars par un règlement d'emprunt conformément aux prescriptions et formalités de la loi des cités et villes et de la loi des dettes et emprunts municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 217)"

3. L'article 7 devient article 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 160 refondant et modifiant la charte de Farnham, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. En insérant après l'article 27 ce qui suit comme article 28:

"28. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant l'article 488, par le suivant:

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, mais ne comprennent pas les machineries ni leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds."

2. L'article 28 devient article 29.

3. L'article 29 est biffé.

4. L'article 37 est modifié:

a) en ajoutant, après le premier paragraphe du sous-article 532b, ce qui suit:

"La cité est également autorisée à prélever une taxe de vente de même nature que celle imposée

par l'article 5 de la loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements), *mutatis mutandis*."

b) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième paragraphe, les mots "de l'article 4" par les mots "des articles 4 et 5".

5. L'article 40 est modifié en biffant, dans les sixième et septième lignes, les mots "l'article 8 de la loi 11 George VI, chapitre 92."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 211 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en insérant, dans la seizième ligne du sous-article 495, après les mots "juge municipal", ce qui suit:

"ou à son défaut un avocat membre en règle du Barreau de la province".

2. L'article 13 est modifié en ajoutant, après les mots "nouveau rôle", dans la dernière ligne du sous-paragraphe 498, ce qui suit:

"Cependant, après le quinzième jour de décembre de chaque année, le conseil municipal est autorisé à procéder à l'homologation du rôle d'évaluation, sans attendre les décisions du bureau de révision; les décisions du bureau de révision rendues après l'homologation du rôle prennent force et effet à compter du jour de leur dépôt au bureau du greffier de la cité."

Projets de loi:

Succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 110 ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Banque Royale et Globe Realty Corp.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 118 validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la

Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Mutuelle des employés civils

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 124 constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Dolbeau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 130 modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Syndics de Sainte-Odile

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 147 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Mont-Joli

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 151 concernant la ville de Mont-Joli.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Rivière-du-Loup

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 159 modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Charlesbourg

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 172 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

L'Union-Vie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Black Lake

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Farnham

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 refondant et modifiant la charte de Farnham.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 211 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Élimination de taudis à Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet a eu comme origine, explique-t-il, une requête de cinq associations de Montréal qui ont demandé, en 1952, aux autorités municipales d'étudier le problème des taudis. Un comité a été formé par l'exécutif qui publia, en septembre 1954, un rapport sur l'élimination des taudis dans un secteur donné. Ce rapport, adopté le 4 octobre 1954 par l'exécutif, ne fut soumis au conseil que le 21 juin 1955. Ce délai s'explique par le fait qu'en octobre 1954 des élections ont eu lieu, qui ont apporté des changements au comité exécutif. Le 21 juin, le conseil votait à l'unanimité une motion adoptant en principe le rapport du comité. Le 10 août 1955, l'exécutif de Montréal devenait mandataire du gouvernement provincial en vue de l'exécution du projet. Un comité fut alors formé pour réétudier le projet. Des représentants de l'exécutif et de la Société centrale d'hypothèques et de logement constituaient ce comité qui, après cinq mois d'étude, présentait un second rapport approuvant le projet initial en restreignant quelque peu l'étendue. Le 13 mars 1956, Québec offrait \$1,000,000 pour aider à son exécution.

Toutefois, le 13 mars, sur proposition de M. Pierre Desmarais, secondé par le maire Drapeau, un comité de 16 membres, présidé par le conseiller Sullivan, était formé pour réétudier le projet. Le 16 avril, le comité Sullivan approuvait les conclusions du comité par un vote de 14 contre 2 et, le 20 avril, le conseil municipal adoptait une résolution manifestant sa volonté non équivoque d'aller de l'avant. Par la suite, Ottawa adoptait un arrêté ministériel autorisant le ministre des Travaux publics, l'honorable M. Winters, à préparer et à signer les projets d'entente, en vertu des articles 23 et 34 de la loi nationale de l'habitation.

Le fédéral fit parvenir à la ville des projets d'entente, et le premier ministre se rendit rencontrer les administrateurs de Montréal pour affirmer son désir de collaboration. Depuis, le comité exécutif n'a rien fait. Le conseil ne peut rien faire tant qu'il ne sera pas saisi de ces projets d'entente par un rapport de l'exécutif. L'exécutif ne bouge pas.

Ce projet est le fruit de plusieurs années d'étude. Il a été corrigé et amélioré à maintes reprises et a reçu, dans sa forme actuelle, l'approbation des gouvernements et de l'immense majorité des conseillers. Le conseil municipal a clairement manifesté son désir de voir le projet se réaliser, et ce, à deux reprises, soit au mois de juin 1953 et au mois d'avril 1955. En dépit de ces deux votes du conseil municipal, le premier à l'unanimité, et l'autre, de 77 contre 4, le comité exécutif a refusé carrément de se rendre et de donner suite aux désirs du conseil. Récemment encore, soit à la fin de novembre, le comité exécutif, par une vote de 4 à 3, y compris le vote prépondérant du président, a refusé de soumettre au conseil municipal les projets d'entente entre la cité et les autorités fédérales et la cité, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Certaines personnes, peu nombreuses ont déclaré depuis que tant et aussi longtemps qu'elles occuperaient les fonctions qu'elles occupent, le projet ne se réaliserait pas. C'est à la suite de cette décision de l'exécutif que 64 conseillers, soit la majorité dans chacune des classes A, B et C ont fait parvenir une requête au gouvernement provincial lui demandant de conférer au conseil municipal l'autorité pour procéder dans ce cas.

Le bill n'a pas pour but d'imposer le projet à la ville de Montréal, mais de donner au conseil le pouvoir de le réaliser, s'il le juge à propos. La charte de Montréal confie le gouvernement de la cité au conseil municipal. Cependant, pour agir, le conseil doit être saisi des projets par un rapport de l'exécutif. Or, l'exécutif refuse de soumettre les projets d'entente au conseil. C'est donc une législation qui assure au conseil municipal de Montréal une plus large autonomie. Si la Chambre refusait de donner suite à la requête de 64 conseillers, c'est alors que nous battrions en brèche l'autonomie de Montréal. Le conseil municipal, en vertu de la charte de Montréal, est souverain et le bill n'a pas l'intention d'imposer une manière de voir ni de forcer le conseil municipal à mettre le plan à exécution. C'est un projet de loi qui assure au conseil municipal une plus large part d'autonomie. En vertu de cette loi, les conseillers municipaux auront des pouvoirs qu'ils restent absolument libres d'exercer ou non.

Nous devons nous rendre au désir des 64 conseillers qui ont soumis le projet de loi. Si certains membres du conseil municipal s'opposent à la mise à exécution du projet, ils n'auront qu'à faire valoir leurs objections devant le conseil municipal. Ceux qui s'opposent au projet auront l'occasion de faire connaître leurs vues et de convaincre, s'ils en

sont capables, les autres membres du conseil. C'est la majorité qui décidera. On sait que si le conseil de ville vote en faveur du plan et que le maire et le comité exécutif refusent d'agir, le conseil de ville aura l'autorité de former un comité de logement salubre ayant tous les pouvoirs et prérogatives nécessaires à cette réalisation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tout le monde réalise la nécessité de faire disparaître les taudis dans la ville de Montréal et ailleurs. Je me demande si la façon du gouvernement provincial est la bonne. Je ne crois pas. Tout le monde, à Montréal veut travailler à la démolition des taudis, ajoute-t-il. Le gouvernement provincial ne voit pas d'objection à des ententes avec le fédéral à ce sujet².

La question est débattue depuis longtemps dans la métropole. Ainsi, un projet a été soumis au conseil municipal de Montréal qui, le 20 avril 1956, en a approuvé le principe par un vote de 77 à 4. Le ministre a dit que rien n'avait bougé, depuis le 30 avril dernier. Pourquoi? Pourquoi le comité exécutif a-t-il, à un moment donné, changé d'attitude et s'est-il opposé au projet?

Qu'est-ce qui a bien pu survenir? Est-ce à cause de l'amendement apporté à la loi fédérale, qui décrétait qu'une seule chose serait permise: démolir les taudis et reconstruire au même endroit? Je crois que c'est là la raison. À la suite du vote du mois d'avril par le conseil municipal, le gouvernement fédéral a modifié sa loi, permettant l'utilisation du sol d'un secteur démoli pour d'autres fins que la construction domiciliaire.

C'est pour cela que le comité exécutif de Montréal n'a pas voulu procéder avec le projet tel que préparé. Le projet de reconstruction ne tient pas compte de cet amendement qui a de grands avantages. De toute façon, on ne peut pas accuser les opposants d'être de mauvaise foi, sans se préoccuper de ce qui a pu se produire pour justifier ce changement d'attitude. Le conseil municipal n'a-t-il pas d'autres alternatives que celle de s'adresser à la Législature? Ce projet de loi est de nature purement privée, puisqu'il amende la charte de Montréal.

Il ne m'appartient pas de dire au conseil municipal de Montréal quoi faire. On nous dit que 64 conseillers municipaux ont présenté une requête au gouvernement provincial pour lui demander d'intervenir; ces conseillers ont parfaitement le droit de signer une requête, mais il eût été plus normal pour eux de présenter au gouvernement une résolution dûment votée à la majorité du conseil. Je crois que le principe posé dans ce projet de loi est

dangereux, ce principe d'une autorité supérieure qui passe par-dessus la tête d'une autorité inférieure pour imposer une manière de voir.

On se souvient qu'il y a quelques années, une requête portant 800,000 signatures fut présentée au gouvernement de Québec pour lui demander de mettre fin à une certaine situation³. Le gouvernement a alors fait la sourde d'oreille à la voix de la majorité des électeurs de la province. Si ces gens avaient alors décidé de passer par-dessus la tête du gouvernement de Québec pour demander au gouvernement fédéral d'intervenir, je me demande ce qui serait arrivé. Cela prouve le danger d'une pareille procédure, mais c'est celle que le bill demande d'adopter. Si l'on permet à des gens qui ne sont pas satisfaits d'une autorité de s'adresser à une autre autorité, tout peut se produire.

Le conseil municipal a tous les pouvoirs pour réaliser ce qu'il désire. La charte lui permet, dit-il, d'en appeler de la décision du maire. La charte dit que les règlements, les résolutions et les contrats sont soumis au maire pour être approuvés et signés par lui. S'il refuse, il doit motiver son opinion et le conseil prend connaissance des raisons invoquées par le premier magistrat à l'appui de son veto.

Si le conseil, malgré ce veto, approuve de nouveau ce règlement, cette résolution ou ce contrat, le maire est tenu de les signer et, s'il refuse, ils ont force de loi tout comme s'il les avait approuvés. Le comité exécutif de Montréal est obligé de donner effet au désir du conseil municipal. S'il refuse, il y a certainement des moyens légaux à prendre.

La loi créera de l'anarchie dans l'administration de Montréal, car il y aura deux comités, et les employés ne sauront pas à qui ils doivent obéissance. C'est un précédent dangereux qui peut conduire loin, car qui empêchera plus tard de former un comité qui dirigerait la construction d'un métro, par-dessus la tête du comité exécutif? Des problèmes légaux découleront de cette dualité de comités, notamment dans le cas des aqueducs, des égouts, des rues. Ces problèmes relèveront-ils du comité exécutif ou du comité de l'habitation salubre?

Il (M. Hamel) exprime aussi des doutes sur le caractère démocratique du projet de loi. On veut passer, dit-il, par-dessus la tête du maire de Montréal, qui est pourtant élu par l'ensemble des électeurs. La mesure a simplement pour but de décapiter le maire de Montréal.

Il (M. Hamel) proteste contre l'exclusion du maire de Montréal de ce comité de l'habitation. D'après la charte, le maire fait partie de tous les comités *ex officio*. C'est contraire à l'esprit de la charte de la métropole. Le gouvernement n'a peut-

être pas de mauvaises intentions, mais le fait est là. Le maire élu par tous les électeurs ne sera pas là.

Si le comité exécutif ne fait pas son devoir d'après la charte, dit-il, on peut toujours recourir aux tribunaux; et si les pouvoirs de l'exécutif sont trop étendus, pourquoi ne pas les restreindre par une loi générale au lieu de s'attaquer comme on le fait à une décision particulière?

Le bill est de nature à donner des inquiétudes sérieuses à ceux qui croient à l'importance de l'autonomie municipale. D'autre part, il s'agit d'un projet de loi d'une nature privée, puisqu'il amende la charte de Montréal. Et comme le problème des taudis est urgent et qu'il est de nature absolument privée, nous n'avons pas l'intention de prendre sur ce bill une position de parti. Notre groupe n'en fait pas une question de discipline partisane, et chaque député de la gauche est libre de voter suivant ses convictions et sa conscience, mais à mon avis, dit-il, le bill du gouvernement s'inspire d'une volonté de centralisation.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance)⁴ salue ses électeurs et dit prendre part au débat parce que ces derniers lui ont demandé et parce qu'il a déjà siégé au conseil municipal.

Selon moi, le problème à l'étude est parfaitement clair. Les électeurs de mon comté sont en faveur de la disparition des taudis et une minorité ne peut pas imposer ses vues à la majorité. À mon avis, déclare-t-il, le comité exécutif se moque du conseil municipal, et le gouvernement fait bien de donner au conseil les moyens de faire respecter sa volonté. Pour moi, c'est bien clair, voilà 50 ans que j'entends parler d'élimination des taudis. Il ne s'est rien fait avant aujourd'hui. Eh bien, en voilà un projet. Nous avons maintenant un projet devant nous et nous devons le réaliser.

Si quelques-uns s'opposent pour leurs raisons à eux, que deux ou trois n'imposent pas leurs vues à la majorité... C'est ça la démocratie, la minorité doit se soumettre à la majorité. Si certains politiciens qui sont à la tête de l'administration municipale refusent d'exécuter le projet, c'est le devoir du gouvernement de l'imposer pour le plus grand bien de la métropole et pour son autonomie. La majorité des conseillers demandent la réalisation du plan Dozois. C'est le cas de nombreuses associations. Des éditoriaux publiés dans les journaux de la métropole le réclament. Il (M. Custeau) en cite un de *La Presse*.

Il se dit déçu de l'attitude du comité exécutif de Montréal en face du problème. Ce qui compte, dit-il, c'est de remplacer du pourri par du neuf. Le

comité exécutif se moque du conseil. Le conseil municipal a approuvé le projet par 77 voix contre 4, et ce ne serait rien pour ces gens-là. Il faut arrêter cela. Les adversaires du projet essaient de brouiller les choses.

On a parlé tantôt d'immeubles à 8 ou 12 étages. On est allé chercher ces chiffres dans deux rapports différents. Mais, le nombre d'étages importe peu. Ce qui compte, c'est qu'on va remplacer des taudis par des maisons salubres. Si des immeubles de 10 étages sont bons pour Outremont ou Westmount, ce devrait être bon ailleurs aussi. L'affaire est claire, il n'y a rien de louche là-dedans.

Le projet ne coûtera absolument rien, ou presque rien à la ville, et ce projet nettoiera le secteur le plus infecté de la métropole. La Société centrale d'hypothèques et de logement s'engage à payer \$3,500,000; Québec, \$1,000,000. Et il y a un grand philanthrope qui offre de payer \$1,000,000 pour construire un centre sportif dans le quadrilatère rénové. On oublie également de dire que 800 familles mal logées seront ainsi transférées dans des maisons convenables. La moyenne des loyers n'y sera que de \$45 par mois. Lorsque les travaux seront terminés, l'administration sera collée à un comité d'habitation. Les locataires paieront 20 % de leur revenu mensuel. S'il y a un déficit, la ville et la Société centrale d'hypothèques l'absorberont.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):

L'autonomie de Montréal n'est pas lésée par cette loi. Si cette mesure n'a pas encore été réalisée, c'est à cause de l'opposition systématique et conspiratrice de deux hommes et de deux hommes seulement: MM. Drapeau et Desmarais. Il accuse le maire d'avoir mal interprété certains faits pour justifier son opposition au plan Dozois. Je ne blâme pas les membres de la Ligue d'action civique, qui sont l'objet de pressions et craignent de passer pour des profiteurs s'ils votent en faveur du projet Dozois. Il ne leur en veut pas d'avoir suivi les directives de leur chef, surtout lorsqu'ils ont entendu le maire Drapeau, aux prises avec le ressentiment populaire, dénoncer ceux qui se prononçaient en faveur du plan Dozois comme des profiteurs de taudis. Il remercie le gouvernement d'avoir présenté cette mesure qui permettra de commencer le travail de démolition des taudis et de construire des maisons salubres pour les ouvriers de Montréal. Il fait l'éloge du plan Dozois. La population de Montréal, dit-il, devra être éternellement reconnaissante au gouvernement d'avoir passé cette mesure. De l'avoir introduite et de l'avoir fait sans porter atteinte à l'autonomie de la

métropole. Le conseil municipal, dont il fait partie, précise-t-il, de même que le public en général sont en faveur de cette loi.

Il (M. Hanley) accuse le maire Drapeau d'avoir mal interprété les faits et, dit-il, de ne pas avoir donné un compte rendu exact de dossiers officiels dans un effort pour prouver que toute la population montréalaise, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral avaient tous tort et que lui seul avait raison. Selon le maire Drapeau, Montréal aurait besoin d'un plan de plus d'envergure, d'un projet de 25,000 maisons. Mais New York, qui ne traîne sûrement pas de l'arrière, n'a pourtant commencé son projet d'élimination des taudis qu'avec la reconstruction de 120 appartements, en 1935. Le maire prétend qu'un projet d'élimination des taudis ne devrait pas se réaliser dans le centre de la ville. Mais c'est à cet endroit de New York qu'est situé un centre d'habitations à bon marché. De plus, où est le fameux projet de 25,000 maisons du maire? C'est un simple rêve.

Il est aussi étrange que le maire ait eu recours à la question de nationalité au sujet du plan Dozois, prétendant que ce serait dresser un mur entre les personnes de nationalités anglaise et française. Il n'existe présentement aucune malaise entre la population anglaise et la population française de Montréal. Si un tel état de choses survenait, le seul responsable en serait Jean Drapeau, car il a fait plus que tout autre pour rendre les relations tendues entre ces deux groupes ethniques. L'exécution du plan Dozois doit commencer sans délai, car il y a 12 autres secteurs dans le Grand Montréal, dont un dans le comté de Sainte-Anne, qui ont besoin d'être rénovés. La réalisation du projet Dozois est un devoir auquel personne ne doit se dérober.

M. Tremblay (Maisonnette)⁵ rappelle d'abord qu'il est conseiller municipal de Montréal et que, comme tel, il a eu l'occasion de siéger avec le ministre actuel des Affaires municipales le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Dozois) lorsque celui-ci était commissaire. Il loue l'esprit de travail, la droiture, l'intégrité et la grande honnêteté du parrain du bill. Il se dit fier de l'appuyer. Il déclare que le projet de loi est une mesure essentiellement démocratique qui vise à faire prévaloir les vœux de la majorité des conseillers montréalais contre une petite minorité. C'est une loi, dit-il, dont profitera la classe ouvrière. Jamais le conseil municipal ne pourra se prononcer sur le projet Dozois si l'exécutif ne lui soumet pas un rapport à cet effet. Et l'exécutif ne veut pas

soumettre de rapport. Au conseil, c'est une véritable tour de Babel.

Certains gens m'ont demandé pourquoi je n'ai pas signé la requête de la majorité des conseillers en faveur de la réalisation du projet et sur laquelle j'aurais à me prononcer comme député. Je ne pouvais pas concevoir comment, en ma qualité de conseiller, j'aurais pu signer une requête qui aurait été adressée au député de Maisonneuve. Le plan Dozois est un projet rentable. Il coûtera \$40,000 par année à la ville. Mais il ne faut pas oublier que, au bout de 50 ans, la métropole deviendra propriétaire d'immeubles qui vaudront des millions de dollars. Avec ce projet, Ottawa et Québec viennent en aide à la ville de Montréal. Ottawa nous remet ainsi une partie de notre butin.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) se prononce en faveur du principe du bill et il annonce qu'il votera pour la loi en deuxième lecture, mais il demande que les représentants de la minorité puissent faire entendre leur point de vue devant le comité des bills privés. Il déclare qu'il votera pour la mesure parce que celle-ci permet la mise à exécution du projet Dozois, un projet concret, dit-il. Le plan Dozois n'est pas parfait, mais il a reçu généralement un accueil favorable. Ce n'est qu'un début, on pourra l'améliorer.

Il (M. Hyde) ne veut pas contribuer à retarder la mise en application. Il déplore l'incurie des administrations précédentes, à Montréal, qui n'ont pas tenté de régler le problème de la disparition des taudis. Il regrette que l'attitude du comité exécutif ait fourni au gouvernement l'occasion d'intervenir dans les affaires du conseil municipal de Montréal. Le gouvernement aurait pu, au lieu de prévoir la création d'un organisme avec pouvoirs spécifiques, trouver un moyen d'accorder au conseil des pouvoirs d'ordre général, qui auraient pu valoir dans d'autres cas. La mesure constitue un précédent très dangereux. Le gouvernement fait un mauvais pas et c'est l'une des plus mauvaises mesures jamais présentées.

Il est à espérer qu'on puisse la corriger en comité, en lui donnant une portée plus générale. Le bill en étant un à caractère privé, le vote ne saurait être astreint aux lignes de parti. Même si je vote contre mon chef, dit-il, je l'assure de mon entier appui dans sa lutte contre la présente administration de l'Union nationale. La façon dont on a décidé, toutefois, de créer comme un second exécutif pour son application, dit-il, n'est pas sans soulever certaines craintes. Des conflits sont à prévoir entre

l'Office d'habitation et le véritable comité exécutif. Toutefois, en deuxième lecture, c'est le principe du bill et non sa modalité qui est en jeu.

M. Lafrance (Richmond): Je déplore l'incurie des administrations antérieures qui ne se sont pas intéressées au problème de l'élimination des taudis. Si le gouvernement était intervenu de façon impartiale, je n'aurais pu qu'applaudir au geste. Il s'agit de l'un des plus mauvais projets à être présentés devant la Chambre.

Tout en déplorant le chancre des taudis, il déclare qu'il votera contre la loi parce qu'elle est une violation flagrante de la constitution de Montréal et un sabotage de l'autonomie de la plus grande ville de la province. Il considère le problème comme un problème local qui ne relève pas de la Législature. Il ne veut pas, en votant pour le projet de loi, se rendre complice d'une violation flagrante de l'autonomie municipale.

Il déplore que l'on fasse de cette question un ballon politique. Par suite de l'action du gouvernement, dit-il, l'Assemblée législative, qui doit être le sanctuaire des lois, est devenue le carrefour des chicanes politiques. Le climat de la Chambre souffre de cette situation. Le gouvernement fait un mauvais pas. Ce projet de loi constitue un grave accroc à notre régime démocratique et devient une loi d'exception. J'aurais préféré que l'on hâte plutôt la date des élections et qu'on permette la tenue d'un référendum sur la question.

La pègre de Montréal est ligüée contre l'administration Drapeau. Au lieu de contribuer à loger convenablement ceux qui sont mal logés, je crains fort que le projet de loi ne contribue à envenimer le problème.

M. Pouliot (Laval)⁶: À titre de représentant d'un comté, le plus peuplé de la province, en partie situé dans la ville de Montréal, je me réjouis de la nomination de M. Dozois au poste de ministre des Affaires municipales et du projet à l'étude. Il proteste contre l'attitude du député de Richmond (M. Lafrance) et ses excès de langage. Depuis des années, on parle de ce problème des taudis, déclare-t-il. Tout le monde parle depuis toujours de la nécessité de supprimer les taudis. Pour la première fois, on est en face d'un projet concret.

Le projet de loi à l'étude permet à tous ceux qui veulent agir contre la plaie des taudis de le faire. Tout le monde se demande quand nous allons nous débarrasser des taudis. C'est le temps d'agir et nous avons l'occasion d'agir. Allons-nous rater cette

occasion à cause de l'obstruction d'un petit groupe? Est-ce que l'on doit laisser deux hommes entêtés décider de la démolition des taudis demandée par toute la population? Le moment est venu d'agir, et cette loi aidera à réaliser le plan Dozois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi en discussion est bien clair et s'impose par sa nécessité. Les députés de Montréal ont fait entendre la voix de l'opinion publique, tandis que le chef de l'opposition permanente a voyagé à travers le monde. On dirait que le chef de l'opposition ne comprend pas le bill. Tout ce que nous faisons, c'est de donner au conseil municipal pleins pouvoirs pour réaliser le plan Dozois d'élimination de taudis, s'il le souhaite.

Il résume brièvement les arguments qui ont été apportés de part et d'autre et insiste sur la situation qui existe à Montréal. C'est T.-D. Bouchard, dit-il, qui a imposé à la métropole du Canada un régime extraordinaire sans avoir au préalable consulté qui que ce soit, sans qu'il n'y ait eu présentation d'un projet de loi de la métropole. Il a passé par-dessus la tête des administrateurs municipaux. Et à ce moment-là, les auteurs politiques de l'opposition actuelle n'ont éprouvé aucun scrupule pour l'autonomie de Montréal. Depuis ce temps-là, le gouvernement est intervenu à diverses reprises pour régler des problèmes qui intéressent la population de Montréal.

Il n'y a rien d'anormal dans le présent bill. Quand *Le Devoir* avait du bon sens et était un journal respectable, Louis Dupire écrivait des articles réclamant la suppression des taudis. Rien ne s'est fait.

Il ne s'agit pas, pour la Législature, de se substituer à la volonté de Montréal, mais d'empêcher une minorité de bloquer une mesure progressive voulue par la majorité. D'après la Constitution, les municipalités relèvent de l'autorité provinciale, dit-il. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce que nous intervenions à un moment donné pour donner suite à la volonté de la population.

Depuis des dizaines d'années, on réclame la démolition des taudis. Rien ne s'est fait. Il y a trois ans, bientôt, qu'un projet d'élimination des taudis a été soumis à Montréal. On a dit: Un autre projet serait peut-être meilleur. Maintenant que nous avons un plan, qui a été soumis et qui a été approuvé, il y a des gens qui prétendent que d'autres plans seraient préférables.

Il faut un commencement. Si on attend toujours quelque chose de meilleur, il n'y aura

jamais de commencement. Si nous ne commençons pas quelque part, nous ne ferons jamais rien. La loi actuelle n'impose pas le plan; elle donne aux représentants du peuple le droit d'agir s'ils veulent agir.

Il y a deux personnes dans l'exécutif qui s'entêtent à ne pas vouloir faire justice aux revendications du peuple. Est-ce que les gens de Montréal vont être conduits par leurs représentants ou par deux personnes?

Serait-il démocratique de laisser conduire Montréal par des gens qui s'opposent à la volonté de la population? Tout le monde semble en faveur de commencer ce plan. Nous donnons au conseil l'autorité d'agir. C'est devant le conseil de ville que MM. Drapeau et Desmarais devront faire leurs représentations.

L'immense majorité est en faveur du projet et il n'est pas raisonnable de laisser deux personnes s'opposer à la réalisation des désirs de la majorité.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 70.

Contre: MM. Brown, Courcy, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 12.
(Applaudissements prolongés)

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 27 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 27 autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres soit renvoyé au comité des bills privés en général", afin de permettre à tous les intéressés de se faire entendre.

Il explique qu'il a voté en faveur du bill en deuxième lecture, mais qu'il croit que les intéressés devraient avoir le privilège de se faire entendre avant la troisième lecture. Il serait intéressant, dit-il, de savoir pourquoi certains administrateurs de Montréal sont contre le projet de loi.

Il rappelle ce qu'il avait dit auparavant concernant ses craintes quant à la confusion qui sera créée par la présence de deux exécutifs à Montréal. De plus, dit-il, nous devrions pouvoir savoir pourquoi certains administrateurs de Montréal sont contre le projet.

Cela ne représenterait pas un retard important dans la réalisation du projet, puisqu'il s'agit d'un projet dont il est question depuis plus de quatre ans. Ce ne sont pas quelques semaines qui mettront le projet en danger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève alors un point d'ordre. La motion est hors d'ordre parce que le bill a été adopté en principe, précise-t-il.

De plus, c'est un bill public. Il ne peut pas être renvoyé au comité des bills privés.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite l'article 560 des règlements et soutient que c'est absolument le moment où cette demande doit être faite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va prendre le vote.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande de parler de la motion.

M. l'Orateur: Si le premier ministre veut retirer son point d'ordre, vous pourriez continuer à discuter de la motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte.

M. Hamel (Saint-Maurice) poursuit en disant qu'il comprend que les membres de la Chambre peuvent différer d'opinions sur le but même de la loi.

Là où nous ne pouvons que faire l'unanimité, ajoute-t-il, c'est sur le droit des intéressés de se faire entendre. Il donne alors lecture du télégramme qu'il a reçu de MM. Drapeau et Desmarais.

Cette demande du maire de la métropole et du président du comité exécutif, dit-il, me semble absolument justifiée, et je ne crois pas que l'on puisse refuser au maire de Montréal de se faire entendre, qu'il ait raison ou tort. Il a été assermenté et il a juré de prendre les intérêts de la ville de Montréal. Il a été élu par une majorité assez confortable. C'est donc dire qu'il représente quelque chose. La création du comité de l'Office municipal de l'habitation salubre provoquera une crise d'autorité à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition, en tous les cas son chef intérimaire et le député de Westmount-Saint-Georges, se place dans une position illogique. La motion de deuxième lecture dit: "que soit maintenant lu...". Ils ont voté en faveur et maintenant ils veulent retarder. Ça fait quatre ans qu'on discute de ce projet. Deux ou trois rapports ont été préparés. La motion est de nature à retarder inutilement les choses. Que le maire ou le président de l'exécutif viennent ici, ils ne nous apprendront rien de nouveau, car on ne fait pas le procès du projet Dozois ici, mais nous donnons des pouvoirs au conseil municipal. S'ils ont des déclarations à faire, ou des représentations, qu'ils les fassent au conseil municipal. Lors de ma visite à l'hôtel de ville de Montréal il y a quelques mois, le maire m'a déclaré qu'il n'approuverait jamais le projet Dozois.

Ni le maire, ni le président de l'exécutif ne peuvent s'arroger le droit de remplacer le conseil municipal. Ils n'ont pas été élus pour faire obstacle au conseil. On veut retarder la mesure par des procédures dilatoires. Ils ne peuvent rien faire ici. Qu'ils aillent au conseil. S'ils y ont la majorité, le projet ne passera pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a-t-il reçu le télégramme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. J'ai reçu le télégramme de deux citoyens importants de Montréal, mais qui ne sont que deux sur 99. Ils demandent que le bill soit référé au comité des bills privés de la Chambre basse, afin de pouvoir faire des représentations "de la plus grande importance". Les deux, Desmarais et le maire, disent que le projet

Dozois de \$13,500,000 d'élimination de taudis ne sera jamais réalisé tant qu'ils seront en fonction, malgré l'approbation des gouvernements fédéral et provincial, du conseil municipal et des organismes publics de Montréal.

J'ai répondu au maire que le bill 27 a pour effet de donner au conseil une autonomie dont il a besoin. Je lui ai dit de s'adresser aux conseillers. Nous, nous ne faisons que donner le pouvoir aux conseillers. Le fait de référer ce bill au comité des bills privés ne ferait que retarder encore l'exercice des prérogatives du conseil.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Earl, Gagnon (Compton), Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité plénier.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, y compris le préambule, les termes suivants signifient:

"a) "charte": la charte de la cité de Montréal;

"b) "cité": la cité de Montréal;

"c) "comité exécutif": le comité exécutif de ladite cité;

"d) "conseil": le conseil de ladite cité;

"e) "conseiller": tout membre de ce conseil, sauf le maire

"f) "maire": le maire de ladite cité;

"g) "office": l'Office municipal de l'habitation salubre constitué en vertu de l'article 3;

"h) "projet": le projet d'élimination des taudis et de construction d'habitations salubres visé à l'article 2

"i) "président": le président de l'office ci-dessus défini;

"j) "vice-président": le vice-président de cet office."

M. Hamel (Saint-Maurice) trouve radical ce paragraphe de l'article 1 qui définit le mot "conseiller": tout membre de ce conseil, sauf le maire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le maire conserve toutes les attributions qu'il a, sauf qu'il n'a pas le pouvoir de bloquer la volonté des conseillers.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il ne conserve pas ses attributions, puisqu'il est exclu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Chaque fois que la chose va venir devant le conseil, il va avoir le droit de discuter et de voter. Mais il ne pourra pas mettre de bois dans les roues si le conseil décide de donner suite au projet.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

La séance est suspendue

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude article par article du bill 27.

Les articles 5 à 16 sont adoptés⁷.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. Les assemblées spéciales convoquées par l'office seront présidées par le maire ou, en son absence, par le pro-maire ou, en l'absence de l'un et de l'autre, par un membre du conseil désigné à la majorité des conseillers présents.

"Toute décision de la personne qui présidera l'assemblée pourra être révisée, et confirmée ou rejetée, à la majorité des membres présents."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement à l'article 17 de la loi: remplacer le mot "pro-maire" par l'expression "maire suppléant".

L'article 17 est amendé, et se lit désormais comme suit:

"17. Les assemblées spéciales convoquées par l'office seront présidées par le maire ou, en son absence, par le maire suppléant ou, en l'absence de l'un et de l'autre, par un membre du conseil désigné à la majorité des conseillers présents.

"Toute décision de la personne qui présidera l'assemblée pourra être révisée, et confirmée ou rejetée, à la majorité des membres présents."

L'amendement est adopté.

M. Hamel (Saint-Maurice): La charte de Montréal aurait permis d'en arriver aux mêmes fins que celles visées par le bill. Le gouvernement de Québec aurait dû plutôt donner des pouvoirs généraux au conseil, pouvoirs qui auraient pu s'appliquer à toutes les matières et non seulement au plan Dozois. La requête des conseillers m'aurait plus impressionné si elle avait été présentée à une réunion du conseil et adoptée sous forme de résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ces 64 conseillers ont cru qu'il serait plus pratique et plus efficace d'agir ainsi, parce qu'ils se disaient que la convocation du conseil pourrait être retardée et qu'ils éprouveraient peut-être des difficultés à soumettre leur point de vue.

Il (l'honorable M. Duplessis) accuse le député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'illogisme. Le chef de l'opposition, dit-il, nous accuse d'aller trop loin dans les pouvoirs que nous donnons au conseil, puis, d'autre part, il voudrait que nous généralisions ces pouvoirs. De plus, il insulte les conseillers en doutant de leur signature, parce que la requête a été adoptée en dehors du conseil.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre tire des conclusions qu'il sait ne pas découler de mes déclarations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le chef de l'opposition retire ces paroles. Il n'a pas le droit de m'imputer des motifs.

M. le président maintient le point de vue du premier ministre.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat, l'honorable chef intérimaire de l'opposition a déclaré que le premier ministre tirait des conclusions qu'il savait ne pas découler des déclarations de l'opposition.

Le premier ministre a soulevé un point d'ordre et a réclamé que ces paroles fussent retirées.

J'ai décidé que ces paroles constituent une contravention aux dispositions du paragraphe 19^o de l'article 285, et j'ai, en conséquence, décidé que ces paroles devraient être retirées.

Le chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin. 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude du bill 27.

En comité:

Le comité poursuit l'étude article par article l'étude du bill.

L'article 17 amendé est adopté.

Les articles 18 à 22 sont adoptés.

M. Hamel (Saint-Maurice) fait remarquer qu'il n'a jamais laissé entendre qu'il doutait de la signature des conseillers municipaux.

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que de nombreuses associations civiques de la cité de Montréal portant un intérêt particulier aux problèmes sociaux de sa population formèrent en 1952 un comité spécial pour les représenter et collaborer avec l'administration municipale en vue de la réalisation de projets que celle-ci était alors à étudier pour l'élimination des taudis et la construction d'habitations salubres à bas loyers;

"Attendu que, la même année, le comité exécutif de la cité de Montréal constitua, pour étudier ces problèmes et formuler des recommandations, un comité consultatif composé de représentants de l'administration municipale et desdites associations;

"Attendu que ce comité, dans un rapport soumis au comité exécutif de ladite cité le 17 septembre 1954, proposa un projet d'élimination des taudis et de rénovation domiciliaire dans un quadrilatère compris entre les rues Saint-Urbain, Ontario, Saint-Denis et Sainte-Catherine, et fit des recommandations pour l'exécution de ce projet avec le concours des gouvernements fédéral et provincial et de la Société centrale d'hypothèques et de logement, sous l'empire de la loi nationale de 1954, sur l'habitation;

"Attendu qu'à sa séance du 21 juin 1955, le conseil de la cité de Montréal approuva en principe

le rapport dudit comité consultatif et pria le comité exécutif de lui recommander, dans le plus bref délai possible, l'adoption des rapports nécessaires à la réalisation du projet;

"Attendu que le 10 août 1955, le lieutenant-gouverneur en conseil adopta un décret nommant la cité de Montréal, représentée par son comité exécutif, son mandataire pour la conclusion d'ententes avec les autorités fédérales en vue de la réalisation de ce projet;

"Attendu que le 13 mars 1956, le gouvernement de la province, par l'intermédiaire du premier ministre, informa les autorités municipales de l'octroi d'une contribution provinciale d'un million de dollars pour la réalisation du projet;

"Attendu que, subséquemment, un comité consultatif conjoint formé de représentants du comité exécutif et de la Société centrale d'hypothèques et de logement fit une étude spéciale du projet et, dans un rapport du premier mars 1956, en recommanda l'exécution avec certaines modifications;

"Attendu qu'un autre comité d'étude, composé de membres nommés par le comité exécutif de Montréal le 16 mars 1956, en vint aux mêmes conclusions que le comité consultatif conjoint précité et recommande, en substance, dans un rapport du 16 avril 1956, la réalisation du projet avec les modifications suggérées par ledit comité consultatif conjoint;

"Attendu que, le 20 avril 1956, le conseil de la cité de Montréal, à une majorité de soixante-dix-sept voix contre quatre, approuva ledit projet tel qu'ainsi modifié;

"Attendu que, le 18 juillet 1956, le lieutenant-gouverneur en conseil adopta un nouveau décret comportant l'approbation du projet tel que modifié et nommant la cité de Montréal, représentée par son comité exécutif, son mandataire pour les fins de l'exécution dudit projet;

"Attendu que celui-ci fut également approuvé par les autorités fédérales, que le ministre des Travaux publics en informa la cité par lettre adressée au maire le 4 août 1956 et qu'il lui fit parvenir, par lettre du 17 du même mois, des projets de contrats pour l'exécution du projet;

"Attendu que, depuis lors, le comité exécutif n'a rien fait pour se conformer à la décision du conseil et réaliser le projet; qu'au contraire, par une faible majorité, il a fait obstacle à toutes les tentatives d'exécution de cette décision et de ce projet et que certains membres influents de cette majorité ont déclaré publiquement, à plusieurs reprises, que tant qu'ils seraient là le projet ne serait pas exécuté;

"Attendu que c'est l'une des fonctions et l'un des devoirs principaux du comité exécutif de donner suite aux décisions prises par le conseil dans l'exercice de sa juridiction;

"Attendu que, devant le refus apparemment définitif de ladite majorité du comité exécutif de donner suite à la décision finale du conseil sur cette question, les conseillers de la cité, à une très forte majorité, ont signé et adressé au gouvernement et à la Législature de la province, le vingt-six novembre 1956, une pétition demandant l'adoption d'une législation appropriée pour donner au conseil les moyens légaux et pratiques pour la mise à exécution dudit projet;

"Attendu qu'il convient, dans les circonstances, d'autoriser les membres du conseil à exécuter le projet en question;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:".

M. Hamel (Saint-Maurice) veut énumérer les noms de certaines associations qui ont déclaré récemment qu'elles n'appuyaient plus le plan Dozois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. le président maintient le point d'ordre puisque rien dans le préambule ne permet de soulever cet aspect particulier du problème.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision du président du comité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur le préambule qui réfère dans son premier paragraphe à des associations qui en 1952 formèrent un comité, le chef de l'opposition, se basant précisément sur cet allégué, a tenté de parler des associations qui, en 1956, n'approuvent plus le projet. Sur un point d'ordre, j'ai décidé qu'à ce stade de la procédure, rien dans le préambule ne permet de soulever cet aspect particulier du problème.

Le député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon. 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour l'étude du bill 27.

En comité:

Le préambule est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) déclare que le plan Dozois concerne son propre comté de

Saint-Louis et remercie ses collègues de la gauche qui ont appuyé le projet de loi. Le plan Dozois, dit-il, doit être réalisé dans la partie canadienne-française de mon comté. Il poursuit pour dire son étonnement de voir qu'on s'acharne tant à empêcher le plan de passer et à combattre un projet, de plusieurs millions de dollars, dont le site est le comté de Saint-Louis, un comté représenté par un libéral. Pourquoi s'acharne-t-on tant à empêcher le progrès, surtout quand j'appartiens au parti de ceux qui s'y opposent?

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) se lève pour prendre la parole...

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant qu'on ne peut procéder à la troisième lecture du bill sans le consentement unanime de la Chambre, puisque la deuxième lecture dudit bill a été faite au cours de la présente séance, et que tel consentement n'a pas été obtenu. Nous ne sommes pas prêts, dit-il, à le voter ce soir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La troisième lecture de la mesure a été appelée et personne ne s'y est objecté. Le débat est commencé, puisque le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) a parlé.

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare qu'il reconnaît qu'un bill ne peut subir deux lectures au cours de la même séance sans le consentement unanime des membres présents, tel que le prévoit le Règlement de la Chambre (article 570). Mais il ajoute qu'il n'y a pas eu d'objection de faite lors de la motion proposant la troisième lecture du bill, que cette motion a alors été mise en délibération, que le député de Saint-Louis a déjà parlé sur ladite motion, et que le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice est en conséquence tardif (article 200) et doit être renvoyé comme tel.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour,

Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 63.

Contre: MM. Brown, Courcy, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie):

Je suis certain que lorsque le projet sera réalisé, il constituera un beau monument pour des années à venir. La réalisation du plan Dozois restera comme un monument à la gloire de celui qui a présenté ce projet de loi.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Je suis tout à fait heureux de l'initiative du gouvernement et je félicite le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) de voter en faveur du bill.

M. Gagné (Richelieu): C'est le désir de la population de Laurier de voir un peu rénover Montréal et de lui voir conserver le titre de métropole du Canada.

M. Brown (Brome) s'oppose au projet de loi. Le plan est bon, mais la mesure prise pour le réaliser n'est pas bonne. Si le maire de Montréal ne veut pas se rendre au désir de la majorité, que les Montréalais se choisissent un autre maire.

M. Hamel (Saint-Maurice) mentionne plusieurs associations qui se sont prononcées contre le plan Dozois. Il tente de mettre en lumière une enquête du journal *Vrai*...

(Protestations à droite)

... qui démontre que plusieurs des 55 associations montréalaises dont on a utilisé le nom pour des fins de propagande en faveur du projet Dozois, étaient de fait contre le projet. Il cite le Club du Vendredi, le club Richelieu-Montréal, les

Chevaliers de Colomb, le Conseil des œuvres de Montréal, le Conseil central des syndicats catholiques... Il s'agit pour le moins, dit-il, d'une question controversée et on aurait dû permettre au maire Drapeau de se faire entendre.

La motion: Que le bill soit maintenant lu une troisième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Spence, Théberge, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Gagnon (Compton), Hamel, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 11⁸.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 27 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ajournement
en signe de deuil**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'honorable M. Tancrede Labbé, ministre d'État et député de Mégantic, décédé au cours de la semaine dernière.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique*, du mercredi 19 décembre 1956, à la page 20, nous donne plus de détails sur ce décès: "Au début de l'Assemblée législative, hier après-midi, une couronne de fleurs se trouvait sur le pupitre de feu l'honorable Tancrède Labbé, député de Mégantic et ministre d'État, décédé subitement jeudi soir dernier, alors qu'il s'apprêtait à retourner chez lui après l'ajournement de la Chambre." *La Tribune de Sherbrooke* du 19 décembre 1956, à la page 1, ajoute que c'est dans son automobile en retournant à Thetford Mines qu'il est décédé. *La parole de Drummondville* du 20 décembre 1956, à la page 23, relate qu'il était épicier en gros, directeur de la compagnie Thetford Asbestos et manufacturier de crème glacée.
2. Selon *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 38, le chef de l'opposition est rappelé à l'ordre après ces paroles. Cependant, le journal ne dévoile pas qui soulève le point d'ordre.
3. Le journal *La Réforme* du 26 décembre 1956, à la page 1, nous donne plus de détails concernant cette pétition: "Il s'agit de la requête des autorités religieuses demandant à M. Duplessis de faire respecter la loi des liqueurs et de mettre fin au régime dit de la tolérance." Nous pouvons remonter jusqu'au mois de février 1941 pour constater les premières pressions auprès des autorités concernant l'alcool. Ainsi, en 1941, le cardinal Villeneuve remet une pétition de 200,000 noms au premier ministre Godbout contre la vente d'alcool, le dimanche. En décembre 1951, le cardinal Léger remet une pétition semblable de 796,626 noms sur le respect et l'application rigoureuse de la loi des liqueurs à Monsieur Duplessis. Nive Voisine dir., *Histoire du catholicisme québécois, Tome 2, de 1940 à nos jours*, Montréal, Éd. Boréal Express, 1984, pp. 66 et 118.
4. Selon *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 38, il s'agit du premier discours du député depuis son élection.
5. Selon *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 38, il s'agit du premier discours du député depuis son élection.
6. Selon *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 38, il s'agit du premier discours du député depuis son élection.
7. Comme le rapporte *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 38: "Le premier ministre fait adopter rapidement plusieurs autres articles en l'absence de M. Hamel."
8. Selon *La Presse* du 19 décembre 1956, à la page 1: "C'est la première fois, depuis 1946, a révélé le greffier de la Chambre basse, qu'un parti d'opposition ne présente pas un front uni au cours d'un vote à l'Assemblée législative."

Séance du mercredi 19 décembre 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Société des
décorateurs-ensemblers**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill 134 modifiant la charte de la Société des décorateurs-ensemblers du Québec ayant été retiré au Conseil législatif, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Filles de Jésus, Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 112 constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus ayant pour objet la propagation d'œuvres religieuses, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Institut des
frères de Saint-Gabriel**

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill 131 constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain, ayant pour objet la propagation d'œuvres religieuses, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Tenue d'élections
conformes à la loi¹**

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 pour faciliter la tenue

d'élections honnêtes dans la province soit maintenant lu une deuxième fois².

Il (M. Hamel) tire alors de sa serviette un volumineux dossier.

(Rires à droite)

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Vous ne rirez pas tout à l'heure!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne suis pas surpris d'entendre des rires narquois de l'autre côté de la Chambre au moment où je propose la deuxième lecture d'un bill que je considère comme souverainement important. Ce bill demande le rappel de ce que l'on a appelé le bill 34. Pourquoi?

Je ne me fais pas d'illusion. La première condition d'élections honnêtes, c'est que l'on développe chez le peuple cette vertu qu'on appelle le civisme. Quelles que soient les réformes que l'on puisse suggérer, elles seront peut-être de peu d'utilité si elles ne sont pas fondées sur la vertu du civisme.

Il se produit actuellement dans le monde entier une crise de civisme. Pie XII en a parlé dans son message de Noël de 1944. Il en a parlé de nouveau en 1954, quand les Semaines sociales de France ont fait du civisme le sujet de leurs délibérations. En 1955, c'était au tour des Semaines sociales du Canada d'aborder la question.

En 1956, nous avons eu des élections dans la province de Québec. Après cette élection, des conservateurs honnêtes sont venus me trouver pour me dire combien ils étaient effrayés de ce qui s'était passé dans cette campagne.

Des voix ministérielles: Ce n'est pas vrai!

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est arrivé que deux éminents sociologues, regardant les choses d'une façon lucide, ont publié une étude extrêmement sérieuse sur la dernière campagne électorale³. Cette étude a été diffusée à des centaines de mille d'exemplaires. On y parle du mensonge érigé en système et aussi de l'emploi de mythes. En certains milieux, on a prétendu que les deux sociologues avaient écrit que le communisme était un mythe dans la province de Québec. On a faussé les faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que les prétendus sociologues ont écrit n'a rien à voir avec le bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en suis à établir les conditions pour que le bill soit efficace. Je dis qu'il faut d'abord travailler à développer le civisme. Un important document a été publié. Je voudrais en souligner quelques points particuliers qui démontrent la nécessité du bill.

Le bill est nécessaire parce que le climat social de la province de Québec est actuellement extrêmement dangereux. Durant la dernière campagne électorale...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député s'ingénie à démontrer que son bill ne vaut rien, que les lois sont inutiles s'il n'y a pas de civisme. Il est hors d'ordre. Le bill ne parle pas de civisme et il faut s'en tenir à ce que dit le bill. Je dirai plus tard les conditions inqualifiables de cette législation.

M. l'Orateur: Le député doit s'en tenir à parler de son projet de loi, dont l'objet est d'abroger un Statut, où il n'est aucunement question de civisme. Ce Statut n'a aucun rapport avec l'opinion émise par ces deux prêtres. Le chef intérimaire de l'opposition essaie apparemment d'utiliser son bill d'un seul article pour lancer un débat sur la moralité et le civisme.

Les règles de la Chambre ne permettent pas cela. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) doit limiter ses remarques aux 96 amendements que le bill cherche à abroger. En conséquence, selon les dispositions de l'article 556 du Règlement, je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dois-je comprendre qu'il m'est interdit de citer des extraits du document? Je serais alors obligé d'en appeler de votre décision.

M. l'Orateur: Si l'honorable député veut le faire en dehors du bill, je ne le permettrai pas.

M. Rochette (Québec): Ce document était destiné à une publication *ad usum sacerdotum*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Hypocritement destiné!

M. Rochette (Québec): Nos adversaires se sont emparés de ce document pour rejeter sur le gouvernement actuel toutes les fautes qui ont pu se commettre en temps d'élections. Le député rend un mauvais service à sa province...

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Québec-Comté est hors d'ordre.

M. l'Orateur: Ça correspond exactement à la décision que je viens de rendre. Le député de Québec-Comté fait allusion au même écrit dont le chef de l'opposition veut faire la base de son discours. Il est hors d'ordre et le chef de l'opposition est également hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si je n'ai pas le droit de parler de ce document, j'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Il y a des règlements qui délimitent les débats et ce n'est pas sous prétexte qu'un bill est apparemment anodin qu'on peut sortir du sujet. Qu'on appelle les députés.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Elie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le but du présent bill est d'assurer dans la province un climat favorable pour laisser s'exprimer la libre volonté de la population par le vote. Si l'on veut que le civisme puisse s'épanouir, il faut que les conditions soient favorables. Les plus hautes autorités, des sociologues éminents l'ont dit. Le 20 novembre 1956, l'épiscopat a publié un mandement sur le civisme...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'Orateur de rappeler le député de Saint-Maurice à l'ordre. Le bill 99, dit-il, ne porte pas sur le civisme; il vise à l'abrogation d'une loi. M. l'Orateur, vous venez de décider. L'opposition devrait se conformer à votre décision.

M. Lafrance (Richmond): Je considère que le principe du bill...

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Lafrance (Richmond): Il s'agit d'une loi pour faciliter la tenue d'élections honnêtes dans la province. Des élections honnêtes, c'est l'essence même du civisme.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le but du bill, c'est de permettre l'épanouissement de cette vertu morale qu'on appelle le civisme.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le chef de l'opposition a parlé pendant 20 minutes du sujet sans que l'Orateur ne le rappelle à l'ordre. L'intervention de l'Orateur est donc trop tardive. Il (M. Hyde) se base sur l'attitude de l'Orateur lors d'un incident survenu pendant le débat de mardi le 18 décembre. Il lit le compte rendu de la séance de mardi: "...le chef intérimaire de l'opposition soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant qu'on ne peut procéder à la troisième lecture du bill sans le consentement unanime de la Chambre, puisque la deuxième lecture dudit bill a été faite au cours de la présente séance, et qu'un tel consentement n'a pas été obtenu. M. l'Orateur déclare qu'il reconnaît qu'un bill ne peut subir deux lectures au cours de la même séance sans le consentement unanime des membres présents, tel que le prévoit le Règlement... Mais il ajoute qu'il n'y a pas eu d'objection de faite lors de la motion proposant la troisième lecture du bill, que cette motion a alors été mise en délibération, que le député de Saint-Louis a déjà parlé sur ladite motion, et que le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice doit être renvoyé comme tel..."

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) proteste contre cette interprétation.

M. l'Orateur: La comparaison du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est boiteuse. La question en jeu la veille était totalement différente. Deux lectures d'un bill ne peuvent avoir lieu à la même séance à moins que tous les députés y

consentent. Quand, la veille, le chef intérimaire de l'opposition s'est objecté à ce que la deuxième lecture et la troisième lecture aient lieu à la même séance, le débat étant déjà commencé, l'Orateur ne pouvait que le laisser continuer. Actuellement, c'est tout à fait différent. On ne peut permettre à un débat hors d'ordre de se prolonger tout l'après-midi.

Il avertit alors le député de Saint-Maurice (M. Hamel). L'article no 74 du Règlement, dit-il, stipule que si un député qui a la parole continue à s'éloigner de la question en discussion après y avoir été rappelé deux fois, l'Orateur peut le rappeler nominativement à l'ordre.

Il (M. l'Orateur) s'en tient enfin à la décision qu'il a prise précédemment.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous savons que le bill 34 ou la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, s'est révélée néfaste dans la pratique en violant les principes fondamentaux d'une saine démocratie. Dans une encyclique, le pape Léon XIII a dit que l'autorité civile ne doit servir sous aucun prétexte à l'avantage d'un petit nombre, puisqu'elle a été instituée pour le bénéfice de tous. Or, le bill 34 a été fait pour profiter à un petit groupe d'organismes politiques. Il faudrait prendre les moyens nécessaires pour faire disparaître des cerveaux de notre peuple, de nos corps publics, de nos institutions...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) coupe la parole au député de Saint-Maurice (M. Hamel). Autre point d'ordre! Le bill 99 est clair, dit-il. Il s'agit d'abroger une loi. Il n'y est pas question des corporations municipales, des institutions. Il y est question de réviseurs de listes, de présidents d'élection, de vote, de polls spéciaux, de délais, et mille autres choses. On doit s'en tenir à ces questions et au bill lui-même.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le bill 34 constitue une loi qui favorise un petit nombre. J'ai le droit de le démontrer et de proposer des remèdes.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est bien fondé. On s'écarte absolument de l'objet du bill 34.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans une saine démocratie, il est souverainement important que, particulièrement au moment où le peuple doit se prononcer sur l'administration, tous les candidats qui briguent les suffrages soient à peu près sur un pied d'égalité. Or, tel n'est pas le cas actuellement dans la province. Pourquoi tous les candidats ne sont-ils pas

sur le même pied? Parce qu'il arrive ceci. En période électorale, le gouvernement jouit d'avantages considérables dans le fonctionnement des rouages de la machine électorale. Il se sert du budget de la province de façon à influencer les électeurs...

Des voix: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de telles paroles, alléguant qu'elles ne sont pas parlementaires.

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre et déclare que les paroles prononcées par le chef intérimaire de l'opposition sont contraires aux dispositions du paragraphe 20 de l'article 285 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste. J'en appelle de votre décision, dit-il.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Spence, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons eu, en juin cette année, les premières élections permettant de voir appliquer le bill dont je demande l'abrogation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande pardon au député de Saint-Maurice. Il y

avait déjà eu les élections partielles d'Outremont et de Westmount.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le 20 juin dernier, c'étaient les premières élections générales qui ont permis de voir appliquer le bill dont je demande l'abrogation. L'inquiétude s'est emparée d'une grande partie de la population du Québec. Et, malgré l'avantage du gouvernement, 48,5 % des votants se sont déclarés contre le parti au pouvoir. C'est à la suite de ces élections qu'une campagne s'est amorcée dans la province pour améliorer le climat électoral.

Je regrette qu'il ne nous soit pas permis de parler des déclarations de l'épiscopat, des sociologues, de la causerie du R.P. Legault à la TV...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne doit pas faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne prends pas de moyens détournés. Je souligne simplement que je n'en parlerai pas...

M. l'Orateur: La phraséologie du député laisse entendre qu'on le prive de la liberté de dire ce qu'il veut en Chambre. C'est à cause du Règlement et non pas de l'Orateur que le député ne peut continuer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons vu des hommes extrêmement sérieux se grouper dans un mouvement de moralité publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela fait quatre ou cinq fois qu'on rappelle le député à l'ordre. Je demande qu'on se serve de l'article 74. On doit s'en tenir à l'objet du bill 34.

M. Lafrance (Richmond) appuie le député de Saint-Maurice (M. Hamel). Tout ce que le chef de l'opposition réclame, dit-il, c'est la tenue d'élections honnêtes. Nous disons que le bill 34 prête à la fraude. On dirait que le gouvernement a peur de parler d'honnêteté dans les élections.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux surtout démontrer que l'application du bill 34 a eu la fraude comme conséquence et que l'opinion publique a été empoisonnée. Il me semble que j'ai le droit de dire cela.

M. l'Orateur: Le titre du projet de loi et ce qu'il contient ne sont pas semblables. Le titre parle

de faciliter les élections honnêtes mais le bill lui-même demande de rappeler le bill 34. On s'obstine à vouloir faire porter le débat sur le titre du bill 99 alors qu'on devrait discuter des articles du bill 34. Je demande au chef de l'opposition de suivre les règlements, car je ne voudrais pas être obligé d'appliquer l'article 74.

M. Lafrance (Richmond): L'Orateur aurait-il objection à dire ce qui est, à son avis, le principe fondamental du bill?

M. l'Orateur: Le principe du bill du chef de l'opposition est l'abolition du bill 34.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'application du bill 34, au cours des dernières élections, a soulevé une profonde inquiétude dans la population. C'est ce qui a même causé la fondation d'un nouveau mouvement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande de rappeler le député à l'ordre et d'appliquer l'article 74. Il y a un bout à vouloir s'obstiner dans la violation du Règlement de la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons droit, en deuxième lecture, de parler de l'à-propos du bill. C'est ce que je fais en ce moment.

M. l'Orateur: Non! Au moment du point d'ordre du premier ministre, le chef de l'opposition en venait à parler de nouveau de la fondation d'un mouvement quelconque. Le chef de l'opposition est hors d'ordre depuis le commencement. Je comprends qu'il n'y a pas de mauvaise volonté, mais il est hors d'ordre quand même.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est pratiquement impossible d'expliquer les motifs de mon bill. J'essaie d'expliquer que l'inquiétude s'est emparée du peuple quand on a vu que l'application du bill des élections s'éloignait considérablement de la manière en usage depuis longtemps dans le Québec.

En 1941, il était permis aux deux partis d'avoir un énumérateur pour préparer les listes électorales, ce qui est le stade le plus important pour la préparation d'une élection. Quel est l'homme sérieux qui prétendra que le fait de priver l'opposition de son énumérateur n'est pas une injustice formidable? C'est un obstacle à la liberté du vote, qui a comme conséquence qu'on enlève des

noms d'électeurs pour les remplacer par des noms fictifs. On va nous dire que nous mettons en doute l'honnêteté des énumérateurs et des réviseurs, mais le problème n'est pas là. Le gouvernement se doit de protéger cet énumérateur unique contre toutes les tentations humaines.

En 1956, un grand nombre d'électeurs n'ont pas été inscrits. Quand on sait que des organisateurs d'élections travaillent pour conserver une tolérance. Partout où il y avait de ces intolérances, ce sont les propriétaires de celles-ci qui ont travaillé à l'élection du gouvernement.

M. l'Orateur: Il n'y a rien dans le bill 34 qui parle de tolérance. C'est donc contraire au Règlement d'en parler.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je répète que, durant l'élection, des hommes qui étaient des organisateurs ont travaillé pour conserver certains privilèges.

M. l'Orateur: À l'ordre! Le chef de l'opposition vise-t-il, par ces remarques, un des officiers ou des officiers d'élections mentionnés dans le bill 34?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je réfère aux énumérateurs, aux réviseurs et autres officiers d'élections qui deviennent des organisateurs politiques. Un grand nombre de ces organisateurs sont choisis à cause de leur intérêt à sauver, qui une position, qui un contrat, qui une tolérance. Ils ont intérêt à ce que le gouvernement en place demeure au pouvoir. Je ne mets pas en question l'honnêteté des réviseurs ou des énumérateurs, mais il est nécessaire de protéger ces gens contre les tentations qu'on leur offre en temps d'élections.

Nous savons qu'au moment de la discussion du bill 34, quand on a enlevé à l'opposition son énumérateur, sous de faux prétextes, on nous a dit qu'il fallait agir de la sorte parce qu'il arrivait que les deux énumérateurs ne s'entendent pas, avec la conséquence que les listes électorales n'étaient pas préparées, ce qui paralysait l'élection.

On n'a jamais pu nous prouver cela et on n'a jamais pu citer un seul des 11,000 polls de la province où cela se serait produit. Ce que nous savons bien cependant, c'est qu'en 1956, un grand nombre d'électeurs n'ont pas été inscrits.

On nous dit aussi qu'il y a la révision des listes; mais comment voulez-vous qu'un parti qui n'émerge pas au budget provincial, et dont les organisateurs ne s'enrichissent pas aux dépens de la

province, puisse payer ce qu'il en coûte pour faire faire des listes électorales exactes pour ensuite les comparer avec celles des énumérateurs uniques?

L'opposition peut faire corriger les erreurs de l'énumérateur unique, mais elle n'en a pas généralement les moyens financiers. Il y a dans les comtés un trop grand nombre d'employés provinciaux qui sont des organisateurs politiques et qui peuvent, durant l'élection, délaissé le travail pour lequel la province les paie, et travailler pour le gouvernement.

Le système à un énumérateur, en vigueur actuellement, favorise le parti au pouvoir et entraîne des injustices. On ne peut pas tenir les chefs de parti responsables de tout ce qui se passe, mais le gouvernement a le devoir de créer un meilleur climat.

N'est-il pas plus logique de faire faire le travail d'énumération par deux énumérateurs comme cela existait avant? Je n'ai jamais entendu dire que deux énumérateurs protégeaient moins la liberté du vote qu'un seul. Je dis qu'il y a parmi ces gens certains organisateurs politiques qui défendent leur proie. Quel comté ne compte pas, parmi ces organisateurs, des dizaines de propriétaires de "blind pigs"...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce que dit le député est injuste et déplacé. Il vient encore en conflit avec les décisions de l'Orateur. Ce qu'il dit est injuste et archi-faux. Je demande qu'il s'en tienne au principe du bill. Or, nous sommes prêts à le rencontrer sur ce terrain et nous verrons que les propriétaires de "blind pigs" sont des souscripteurs de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Souvent, les énumérateurs, dans un comté, sont des organisateurs du parti ou des gens nommés par eux. Ces gens, à titre d'énumérateurs ou de scrutateurs, peuvent aider grandement le candidat ministériel. Ce qui expliquerait qu'on a trouvé, dans des urnes, plus de bulletins que d'électeurs inscrits. J'ai droit de démontrer que, dans ces cas, ce sont les intérêts qui priment.

M. l'Orateur: Je ne laisserai pas faire le débat sur ce point.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas l'intention de faire porter la responsabilité de toutes les déficiences sur l'officier d'élections. Le chef du gouvernement a le devoir de le protéger contre toute tentation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas le chef du gouvernement qui nomme les officiers, mais le président d'élections.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je parle des officiers qui sont nommés par le parti au pouvoir. Ce n'est pas le président qui décide de cela, ce sont les organisateurs du parti au pouvoir. Il faut protéger les fonctionnaires.

Si un grand nombre de scrutateurs avaient été malhonnêtes dans mon comté, je ne serais pas ici aujourd'hui. Il y a bien un apôtre qui a trahi le Christ...

M. Tremblay (Maisonnette): Ce devait être un pharisien!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le député de Maisonnette a l'air de connaître cela. Supposons qu'un scrutateur prenne comme tactique d'éliminer cinq ou six votes dans chaque poll. Si un énumérateur enlève des noms sur une liste électorale ou ajoute des noms fictifs, cela représente à la fin un nombre de votes considérable qui peut affecter une élection. À la dernière élection, on a trouvé dans bien des boîtes plus de bulletins que d'électeurs. C'est un fait!

Une voix: C'était l'enthousiasme!

M. Hamel (Saint-Maurice): S'il y a eu des irrégularités par le passé, est-ce une raison pour laisser la situation s'aggraver? Qu'est-ce qu'il faudrait faire? Si je n'ai pas exposé la loi plus en détail, c'est parce que les règlements ne me le permettent pas.

On devrait former un comité parlementaire pour étudier ce problème. Un grand nombre de journaux ont publié des irrégularités qui se sont produites au cours de la dernière élection. *Le Devoir* a fait une enquête sérieuse où il a démontré que l'argent des contribuables...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demande à l'Orateur d'appliquer l'article 74 des règlements de la Chambre. C'est au moins la dixième fois que le député est rappelé à l'ordre pour la même chose.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis à discuter du statut des officiers d'élections. J'ai droit de dire qu'un grand nombre de cas existent, où l'argent de la province a servi à l'élection.

M. l'Orateur: C'est absolument hors d'ordre. Il n'y a rien de cela dans le bill. Je demande au chef intérimaire de l'opposition de se conformer à ma décision. Je l'avertis pour la dernière fois de s'en rapporter au bill uniquement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Me sera-t-il permis de dire ce que l'opinion publique a exprimé par les journaux qui ont été effrayés du fait que l'argent du gouvernement...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande de citer l'article 74 une autre fois et, après, de faire ce qu'il y a à faire.

M. l'Orateur cite l'article. Mes fonctions, dit-il, m'obligent à mettre l'article en application du moment qu'on en fait la demande. Si le chef intérimaire continue, je vais être obligé de le nommer.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai le droit de discuter le fait que l'énumérateur unique, parce qu'il n'est pas toujours surveillé, est devenu un organisateur politique qui se fait propagandiste de l'Union nationale au moment où il est payé par la province. Le fait a été relaté dans les journaux qui tirent à des centaines de mille d'exemplaires. Je me demande si le gouvernement ne fait pas erreur en mettant un énumérateur unique. Nous avons constaté que cet énumérateur unique, quand il n'était pas surveillé, faisait de la propagande pour le parti au pouvoir.

Dans ces conditions, la tentation est très grande de falsifier les listes électorales. Le droit de vote est des plus importants. S'il n'est pas surveillé, la démocratie devient une farce. Nous avons des sociologues...

M. l'Orateur: La Chambre a déjà décidé sur ce point.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons eu l'occasion de dire que quand la démocratie ne pouvait s'exprimer librement, nous avions la dictature. Le seul moyen de nous en protéger, c'est de rappeler le bill qui constitue le plus grand danger. Quand un gouvernement emploie des moyens répréhensibles pour se faire élire, le temps est arrivé pour lui de disparaître. Je ne puis m'empêcher de constater que les modifications à la loi électorale faites par le bill 34 ont favorisé injustement le parti au pouvoir.

Que faudrait-il faire? Il faudrait établir un comité où les partis seraient représentés et qui comprendrait aussi des sociologues désintéressés. On pourrait étudier les réformes possibles à apporter à la loi électorale, en vue de rendre le mécanisme électoral le plus démocratique et le plus honnête possible. Il y aurait lieu d'amener une série de réformes à la loi. On se scandalise du coût des élections...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Restez donc sur le bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si nous formions un comité parlementaire, composé conjointement de membres du gouvernement et de l'opposition, qui étudierait toutes les dispositions de la loi électorale...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député reste donc sur le sujet en discussion. Si le député veut être nommé, qu'il le dise. Je ferai une motion pour qu'il soit suspendu pendant un bout de temps, afin qu'il ait le temps de réfléchir.

M. l'Orateur: Il n'y a rien dans le bill sur l'opportunité de former un comité parlementaire. Il faudrait prendre une autre procédure pour en arriver là. Actuellement, nous sommes restreints par le bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il semble difficile d'expliquer cela par une loi. Je ne vois pas l'utilité de discuter plus longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que tous admettront que le premier devoir de quelqu'un qui présente un bill est d'en connaître la portée, de réfléchir sur sa portée et de ne pas donner l'impression qu'il manque de réflexion et de connaissance. Je suis navré pour les libéraux, qui ont comme chef intérimaire un homme qui ne connaît pas les lois élémentaires de cette province.

Or, qu'est-ce que dit le bill du chef de l'opposition? Il dit simplement que la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, est abrogée. C'est tout. Qu'est-ce que cela veut dire?

La réponse, tout avocat, tout chef de parti surtout, fût-il temporaire, devrait pouvoir répondre à cette question. On ne peut exiger de celui qui se prétend avocat et qui dirige temporairement l'opposition qu'il connaisse tous les chapitres ou tous les articles des Statuts refondus. Mais, il serait normal qu'il connaisse au moins les premiers. Dans le cas actuel, le chef de l'opposition ne connaît même pas

l'article 10. Car la réponse se trouve au tout début du chapitre premier des Statuts refondus de la province, plus précisément à l'article 10. Que dit l'article 10?

L'article 10 stipule que lorsqu'une "disposition législative qui en abroge une autre est elle-même abrogée, la première disposition abrogée ne reprend vigueur que si la Législature en a exprimé l'intention". C'est clair. Quand on abroge une loi, les articles que cette loi abrogeait ne revivent pas. En d'autres mots, le fait d'abroger le bill 34, lequel les libéraux prétendent qu'il est en grande partie responsable de leur défaite de l'élection de juin dernier, ne ferait pas en sorte de rétablir automatiquement la loi électorale de 1945 qu'il a amendée. L'une des grandes dispositions du bill 34 est de fixer le nombre d'énumérateurs à un plutôt que deux.

Si l'intention était que la loi électorale de 1945 soit rétablie, le bill du député de Saint-Maurice (M. Hamel) aurait dû le mentionner spécifiquement, ce qu'il ne fait pas. En adoptant la loi que le chef de l'opposition propose, on abolit l'émission de brevets d'élection et, en abrogeant le bill 34, on se trouverait sans aucun article relatif aux scrutateurs. Il n'y aurait pas de scrutateurs. Et pourtant, le chef de l'opposition trouve qu'un scrutateur n'est pas suffisant. Il en demande deux, et il voudrait maintenant faire disparaître celui qui existe.

De plus, on l'a entendu critiquer la confection des listes électorales. Eh bien, si son bill était adopté, les listes électorales dont il a parlé comme de la base des élections n'existeraient plus. Il n'y aurait plus de bureaux de scrutin. En somme, plus de mécanisme démocratique, plus de civisme. À l'heure actuelle, il y a un scrutateur nommé par le président d'élections et un greffier nommé par l'opposition. Il n'y en aurait plus, parce qu'il n'y aurait plus d'articles à cet effet. Et c'est ce champion qui vient de nous dire: Il nous faut plus de civisme, plus de démocratie.

À Shawinigan, comme dans les autres villes, il y a 12 jours pour la révision des listes; il n'en resterait plus que cinq. Et ce serait comme ça sur toute la ligne, si l'on adoptait le bill du chef de l'opposition. De plus, il n'y aurait plus de représentants des candidats et le délai pour la présentation des candidats serait raccourci de 15 à sept jours.

Au fait, en vertu même de sa loi, il n'y aurait plus d'élections possibles. Et le chef de l'opposition ose parler de démocratie. Mais c'est une dictature qu'il établirait. C'est une attitude contraire au civisme et qui pourrait conduire au despotisme. Le gouvernement ne peut voter pour une mesure dictatoriale. Ce serait immoral. Est-ce là le programme de l'opposition?

Cela est inexcusable et démontre que celui qui a introduit la loi n'en connaît pas les conséquences. Je siège en cette Chambre depuis plusieurs années, et je n'ai jamais rien vu de semblable. Je ne crois pas que ce soit trop demander que de connaître la section 10 du premier chapitre des Statuts refondus.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a expliqué un peu plus tôt qu'il n'aurait pas pu insérer l'article concernant le rétablissement de la loi électorale de 1945, puisqu'elle prévoit deux énumérateurs plutôt qu'un, ce qui représente une dépense additionnelle. Le bill aurait alors été considéré comme étant un bill de finance, et seul un ministre de la couronne peut présenter ce type de bill. Son bill aurait été tué avant d'être discuté.

Un homme prétend qu'il veut des élections honnêtes. Et pourtant, il veut ces élections sans listes électorales, sans bureaux de scrutin, etc. Avec son bill, il n'y aurait plus d'articles pour fixer la date du vote, la date de l'élection. Le grand champion du civisme abolirait les représentants des candidats. En Russie, ça se fait comme cela. Le chef de l'opposition temporaire semble avoir des ambitions de dictateur.

M. Lafrance (Richmond) se lève pour lever un point d'ordre, mais ses paroles se perdent parmi les rires de la droite. Il quitte alors la Chambre en guise de protestation contre la façon d'argumenter du premier ministre.

(Applaudissements dérisoires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous voyez, M. l'Orateur, ces gens-là préfèrent se réfugier derrière le trône du président. Avec le bill du député de Saint-Maurice, il n'y aurait plus d'article pour décréter les heures de votation. Le grand champion du civisme et de la démocratie abolirait les représentants des candidats, il abrogerait le délai entre la mise en nomination et la votation, etc. C'est le chef intérimaire de l'opposition, celui qui aspire à diriger un parti, qui propose cela.

(Applaudissements à droite)⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette loi est un modèle d'irréflexion ou une attestation d'une méconnaissance des faits. Le peuple a voté dans une forte proportion, une proportion de 79 % aux élections du 20 juin. C'est un exemple de l'intérêt que la population a porté à ces élections. L'Union nationale a recueilli 52 % de ce vote, tandis que le Parti libéral n'a été élu qu'avec moins de 49 %

lors de l'élection fédérale de 1953. Partout la volonté du peuple s'est manifestée à l'évidence en faveur de l'Union nationale. Nous avons reçu des signes évidents de la confiance populaire envers nos politiques.

Ça a été le cas notamment dans Québec-Est, l'ancien comté de Laurier et le comté du premier ministre du Canada. Notre candidat a été élu par 4,090 voix de majorité. Dans Richelieu, qui était libéral depuis 60 ans et où l'honorable Hugues Lapointe est allé parler, le candidat de l'Union nationale a été élu par 1,590 voix de majorité. Dans le comté de Verchères, qui élisait un libéral depuis 83 ans, notre candidat a obtenu une majorité de 700 voix. Dans toute la province, nos majorités ont augmenté.

Le peuple a voté contre les tours de Babel, présentées par l'opposition, contre l'intervention du fédéral et en faveur de l'autonomie provinciale. Qu'on fasse des campagnes de dénigrement que l'on voudra, qu'on nous lance toutes sortes d'injures, qui réjouissent les ennemis de la province de Québec, il restera un fait. Il n'y a pas d'électorat plus honnête que celui du Québec. Et on n'empêchera personne de croire que jamais il n'y eut verdict plus clair et aussi péremptoire que celui du 20 juin qui a reporté l'Union nationale au pouvoir.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)⁶: Le bill 34 est la meilleure protection contre le vol des élections. Dans mon comté, la police provinciale a saisi, le 29 juin dernier, 76 bulletins de vote chez mon adversaire. C'est grâce au bill 34 que la police provinciale a pu prévenir la supposition de personnes à laquelle étaient destinés ces bulletins de vote. Le bill 34 a donc empêché le système de "télégraphes" de fonctionner lors de la dernière élection, et les électeurs de Sainte-Anne ont été protégés contre des manœuvres malhonnêtes à cause de ce bill⁷.

Ce n'est pas en Chambre que l'on doit discuter des élections, mais devant le peuple, en période électorale. Le peuple est assuré des élections honnêtes avec le bill 34.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise⁸.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Gagnon (Compton), Hamel, Hyde, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron,

Chalifour, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 65.

Ainsi, la motion est rejetée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 20 concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 concernant le service de taxis dans l'Île de Montréal;

- bill 26 concernant la Commission des loyers et l'Office des marchés agricoles;

- bill 106 concernant une propriété des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le comté de Terrebonne;

- bill 143 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;

- bill 163 concernant le testament de Marius Dufresne;

- bill 186 concernant la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal;

- bill 187 concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau;

- bill 193 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- bill 196 concernant la succession de Benjamin Cecil Fitch;
- bill 198 concernant la succession de Marie-Berthe Thibodeau.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 115 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots "huit cents dollars (\$800) au président et quatre cents dollars (\$400)" par ce qui suit:

"cinq cents dollars (\$500) au président et deux cent cinquante dollars (\$250)".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les septième, huitième et neuvième lignes, les mots "six cents dollars (\$600) pour le président et quatre cents dollars (\$400)" par ce qui suit:

"trois cents dollars (\$300) pour le président et deux cents dollars (\$200)".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 201 modifiant la charte de la ville LaSalle, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en remplaçant, dans les quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième lignes du sous-article 488a, les mots "réduire d'un montant n'excédant pas vingt pour cent de sa valeur réelle, l'évaluation de toute habitation unifamiliale ou bifamiliale, habitée" par ce qui suit:

"réduire, pendant une période de trente ans, d'un montant n'excédant pas vingt pour cent de leur valeur réelle, l'évaluation de toutes habitations unifamiliales ou bifamiliales, habitées".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 204 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, avec

l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 7 comme article 8:

"8. Le premier alinéa de l'article 517 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"517. Si le conseil municipal le juge à propos les taxes porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent l'an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet."

Et les articles 8, 9, 10 et 11 deviennent articles 9, 10, 11 et 12.

La séance est suspendue vers 6 heures⁹.

Reprise de la séance à 8 h 30

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 115 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe d'éducation à Sainte-Adèle

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 126 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de LaSalle

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 201 modifiant la charte de la ville LaSalle.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Pointe-Claire

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 204 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 199 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en insérant, dans la seizième ligne, après le mot "l'adjudication", ce qui suit:

"L'adjudication ayant été faite à l'encontre de Charles A. Dyke au lieu de l'être à l'encontre du propriétaire enregistré qui était dame Violet Charlotte Dyke, l'épouse divorcée de Claas Duiven".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 5, comme article 6:

"6. Nonobstant les irrégularités de l'avis de vente pour taxes, la vente faite pour taxes et l'adjudication, en date du 8 mars 1945, à la ville de Côte-Saint-Luc des lots numéros cinq cent douze et cinq cent treize du lot de subdivision originaire numéro cent neuf (109-512, 109-513) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, enregistrée sous le nom de Émile Sweig et lui appartenant, et l'acte de vente en date du 29 octobre 1947, par J.-Oscar Larose, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Hochelaga, à la corporation du village de Côte-Saint-Luc, enregistré sous le numéro 716.095 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sont par les présentes déclarés légaux et valides à toutes fins que de droit. De plus, rien dans la présente loi ne vient affecter les droits, privilèges ou réclamations des autorités paroissiales, scolaires,

provinciales ou fédérales, en ce qui a trait aux taxes dues ou autres cotisations qui peuvent affecter les immeubles."

3. L'article 6 devient article 7.

Projets de loi:

Charte de Côte-Saint-Luc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 199 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

19 décembre 1956

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 27 autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 235 modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction
royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles;

3 Loi prolongeant d'une année l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

4 Loi prolongeant l'application de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

5 Loi modifiant la loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province;

6 Loi concernant les allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants;

7 Loi modifiant la loi facilitant l'établissement de nouvelles industries dans la région de Baie-Comeau, comté de Saguenay;

8 Loi modifiant la loi accordant une subvention spéciale à la cité de Québec;

9 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

10 Loi modifiant la loi concernant le développement minier dans la province;

11 Loi modifiant la loi concernant la pollution des eaux;

12 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à l'exercice des fonctions, au traitement et à la pension de certains juges;

13 Loi modifiant la loi concernant la révision du Code civil;

14 Loi relative aux Conseils du roi ou de la reine;

15 Loi concernant Hydro-Québec, Beauharnois Light, Heat and Power Company et l'accès par leurs employés à la petite propriété;

17 Loi concernant l'annexion d'un territoire de la municipalité scolaire de Saint-Timothée à la municipalité scolaire de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

18 Loi modifiant la loi des convictions sommaires de Québec;

19 Loi concernant l'Orateur du Conseil législatif, l'Orateur de l'Assemblée législative et l'Orateur suppléant de cette Assemblée;

20 Loi concernant l'assistance publique et les écoles de protection de la jeunesse et réduisant les contributions municipales;

21 Loi modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;

22 Loi concernant la pension des membres de la Commission des accidents du travail de Québec;

23 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de la voirie provinciale;

25 Loi concernant le service de taxis dans l'Île de Montréal;

26 Loi concernant la Commission des loyers et l'Office des marchés agricoles;

27 Loi autorisant les membres du conseil de la cité de Montréal à exécuter un projet d'élimination de taudis et de construction d'habitations salubres;

101 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Buckingham;

102 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Fabien, dans le comté de Rimouski;

103 Loi constituant en corporation First Christian Reformed Church;

105 Loi concernant l'admission de Joseph Samson Kaplan à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire;

106 Loi concernant une propriété des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, dans le comté de Terrebonne;

107 Loi validant un bail par la substitution de feu Marie Joseph Armand Auguste Larocque;

110 Loi ratifiant un acte de bail et de transaction entre la succession Patrick Labelle et Mid-Town Motor Sales Ltd.;

111 Loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce;

112 Loi constituant en corporation les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la loi constituant la congrégation des Filles de Jésus;

113 Loi constituant en corporation L'Union-Vie, compagnie mutuelle d'assurance;

114 Loi concernant l'adoption de Joseph Victor Reader;

115 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;

116 Loi modifiant la charte de la ville de Black Lake;

117 Loi concernant la succession de feu Douglas Watson Ogilvie;

118 Loi validant le règlement numéro 2342 de la cité de Montréal et un certain acte intervenu entre la Banque Royale du Canada, la Globe Realty Corporation Limited et la cité de Montréal;

120 Loi changeant le nom de Irving Sam Margolese en celui de Margolese Irving;

121 Loi relative à la succession de Georges Robert Tylee;

123 Loi modifiant la charte de l'Institut Fraser;

124 Loi constituant en corporation La Mutuelle des employés civils, compagnie mutuelle d'assurance-vie;

126 Loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, à imposer une taxe d'éducation et à accorder une indemnité aux commissaires d'écoles;

127 Loi constituant en corporation la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke;

128 Loi concernant la Commission scolaire de Senneterre;

129 Loi concernant le nom de Guerih Benzionovitch Seliesker;

130 Loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau;

131 Loi constituant en corporation l'Institut des frères de Saint-Gabriel de la province de Champlain;

133 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Barnabas Vizkelety au nombre de ses membres, après examen;

135 Loi concernant les immeubles de G. H. Godsall Equipment Limited dans la municipalité du village de Saint-Timothée, comté de Beauharnois;

138 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Edmond David Toye, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey à l'exercice de la profession d'avocat;

141 Loi changeant le nom de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove;

143 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;

147 Loi concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Odile;

148 Loi modifiant la charte des frères hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu;

149 Loi modifiant la charte de la ville de Marieville;

151 Loi concernant la ville de Mont-Joli;

152 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois;

155 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Bruno Houde Cyr à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et changeant son nom de Joseph Bruno Houde en Joseph Bruno Cyr;

159 Loi modifiant la charte de la cité de Rivière-du-Loup;

160 Loi refondant et modifiant la charte de Farnham;

161 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Adrian Popovici à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

162 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Sergio Tucci à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

163 Loi concernant le testament de Marius Dufresne;

165 Loi constituant en corporation les Oblates franciscaines de Saint-Joseph;

172 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg;

176 Loi ratifiant un acte de vente par Albert Provost et A. Hyman Mettarlin et Ben Morris, passé le 15 septembre 1955;

186 Loi concernant la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal;

187 Loi concernant les municipalités scolaires de la cité de Chicoutimi, de la cité de Jonquière, de la ville d'Alma et de la ville de Dolbeau;

189 Loi concernant le titre de Côte-des-Neiges Investments Ltd. à certains immeubles à Côte-des-Neiges en la cité de Montréal;

192 Loi modifiant la charte de Trafalgar School for Girls;

193 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

196 Loi concernant la succession de Benjamin Cecil Fitch;

198 Loi concernant la succession de Marie-Berthe Thibodeau;

199 Loi modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

201 Loi modifiant la charte de la ville LaSalle;

204 Loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

206 Loi changeant le nom de Georges Weisz en celui de Georges Weisz Wise;

211 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

225 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Paul de Dongo à l'étude et à l'exercice du droit dans la province de Québec;

231 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milos Paunovic à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

235 Loi modifiant la charte de l'hôpital Sainte-Justine.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

28 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 15 janvier 1957.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 20¹⁰.

NOTES

1. Le débat a duré trois heures, selon *Le Soleil* du 20 décembre 1956, à la page 3.

2. M. Hamel a parlé pendant deux heures, selon *L'Action catholique* du 20 décembre 1956, à la page 1.

3. M. Hamel fait référence aux abbés Gérard Dion et Louis O'Neill, auteurs de l'ouvrage *Le chrétien et les élections* publié en 1956. Ils y dénonçaient la corruption électorale.

4. *Le Quebec Chronicle* du 20 décembre 1956, à la page 3, précise à ce propos que M. Hamel fait référence "à une époque où, sous les libéraux, le Front Cohen avait causé un scandale".

5. *Le Montréal-Matin* du 20 décembre 1956, à la page 5, rapporte qu'à ce moment, deux des voisins de M. Hamel, Dave Rochon et Lionel Ross, ne pouvaient s'empêcher de rire.

6. Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) se lève en même temps que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde). M. Lalonde reprend alors son siège pour lui laisser la parole. Pendant le discours de M. Hanley, M. Hamel parle avec M. Lalonde. Au moment où M. Hanley reprend son siège, M. Lalonde fait le mouvement pour se lever, mais demeure finalement assis, selon *Le Soleil* du 20 décembre 1956, à la page 3.

7. La supposition de personne, appelée communément "télégraphe", est dénoncée dans *Le chrétien et les élections*, pp. 37-38. Cette méthode consiste à voter à différents endroits, sous des noms différents, à la place de personnes défunctes ou fictives.

8. Lorsque le vote fut demandé, le whip du Parti libéral, M. Kirkland, est sorti pour aller chercher le député de Richmond (M. Lafrance). Ils n'étaient pas encore revenus au moment où le vote fut appelé, selon *Le Soleil* du 20 décembre 1956, à la page 36.

9. Un peu avant 6 heures, la séance est suspendue, selon le *Montréal-Matin* du 20 décembre 1956, à la page 6. À ce moment, les députés se rendent assister à la séance du Conseil législatif. À 8 h 30, une brève séance a lieu à la Chambre pour prendre connaissance des amendements apportés à divers projets de loi par le Conseil législatif et les adopter.

Ces bills sont ensuite retournés au Conseil législatif pour approbation finale. *L'Action Catholique* du 20 décembre 1956, à la page 1.

10. Vers 10 heures, les députés sont réunis pour l'échange de souhaits. M. Duplessis et M. Hamel prononcent alors quelques mots. À 10 h 20, en l'absence du premier ministre qui venait d'assister à une sanction de bills au Conseil législatif, M. Talbot demande l'ajournement, selon *L'Action catholique*, à la page 1. Selon le *Montréal-Matin* du 20 décembre 1956, à la page 2, la séance est plutôt levée à 10 h 30.

Séance du mardi 15 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Testament
de Ernest B. Décarie**

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Custeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Honoré Décarie demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Ernest Décarie, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Honoré Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Ernest Décarie.

Henry Ballon Nevard

M. Somerville (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Henry Ballon Navard, étudiant en droit, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Henry Ballon Navard, étudiant en droit, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Delson

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du village de Delson et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson demandant l'adoption d'une loi concernant la corporation du village de Delson, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du village de Delson et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson demandant l'adoption d'une loi concernant la corporation du village de Delson.

Charte de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas d'un bill nouveau, mais bien d'un bill pour lequel les avis réguliers ont déjà été donnés.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme qu'il n'accepte plus qu'on présente de nouveaux bills privés à cette session. Les personnes qui

désiraient se présenter devant les législateurs provinciaux, dit-il, ont eu amplement le temps de se préparer. La session a été annoncée au mois d'août dernier.

Il y a déjà, à l'ordre du jour du comité de législation privée, plus d'une centaine de projets de loi.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited;
- bill 175 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon;
- bill 222 concernant les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 139 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 200 concernant la Commission scolaire catholique de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Maurice Pollack Realty Co.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant le titre d'une propriété de Maurice Pollack Realty Company Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Lauzon

M. Samson (Lévis) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

M. Samson (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire protestante de Pointe-Claire et Beaconsfield

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 222 concernant les commissaires d'écoles protestants pour Pointe-Claire et Beaconsfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 222 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation de la ville de Charlesbourg, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- du Club Lemoyne inc. de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration;
- de la ville de Beauceville-Est et les commissaires d'écoles pour la ville de Beauceville-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la ville de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Beauharnois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- d'un groupe de contribuables propriétaires du village Price, demandant l'adoption d'une loi pour fixer le montant de la taxe foncière payable par la Cie Price Brothers et la Cie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent;
- du comité de réalisation de la Cité-Jardin, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Bagotville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chicoutimi-Nord dans le comté de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires d'écoles;
- de la corporation du village de Rock Island, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Terrebonne, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'imposer une taxe de vente.

Projets de loi:

Cité-Jardin

M. Tremblay (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234 décrétant certains lots situés à la Cité-Jardin, quartier Rosemont, libres de toute servitude.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalités scolaires de Bagotville et de Chicoutimi-Nord

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 243 concernant les municipalités scolaires du village de Bagotville et de la ville de Chicoutimi-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Club Lemoyne inc. de Longueuil

M. Ladouceur (Verchères) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 attribuant certains pouvoirs au Club Lemoyne incorporé de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill 216 attribuant

certaines pouvoirs au Club Lemoyne incorporé de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rock Island

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 212 constituant en corporation de ville la corporation du village de Rock Island, comté de Stanstead.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gérin (Stanstead) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Annexion à Terrebonne

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 annexant une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie et une partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne à la ville de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Donnacona

M. Chalifour (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 modifiant la charte de la ville de Donnacona.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Chalifour (Portneuf) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Poulin (Beauce) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 modifiant la charte de la ville de Plessisville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe foncière à Price et à Saint-Rémi de la Rivière Métis

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 fixant la taxe foncière à être payée par certaines compagnies à la corporation du village de Price et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi de la Rivière Métis, dans le comté de Matane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charlesbourg

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 concernant la ville de Charlesbourg.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Lavallée (Berthier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des terres de colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 modifiant la loi des terres de colonisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les amendements demandés tiennent compte de l'état actuel des choses. Jusqu'à présent, en vertu de la loi des terres de colonisation, aucune vente ne peut être faite à la même personne pour plus de cent acres de terrain, sauf dans le cas d'un lot arpenté ayant une superficie qui excède cette limite.

Le projet de loi tend à autoriser les ventes de terrains excédant cette limite pour fins de colonisation: s'il s'agit de parties de lots dont la réunion est nécessaire pour constituer un établissement

convenable; ou lorsque, par suite d'accidents naturels ou artificiels du sol et pour faciliter l'exploitation rationnelle d'un lot qui ne contient pas plus de 100 acres, ou d'un lot tel qu'arpenté, il est nécessaire d'y ajouter une partie d'un autre lot; les dispositions s'appliquent aussi dans les cas d'une seconde concession de terrain de colonisation en vertu de l'article 19 de la loi des terres de colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi en question permet au lieutenant-gouverneur en conseil, dit-il, de céder certains territoires pour une exploitation plus adéquate. Le prix devra être d'au moins \$1,000 par mille carré au lieu de \$500. Des territoires seraient prévus, d'une part, pour la compagnie Guérette, du Témiscouata.

Un moulin actuellement fermé de Rivière-du-Loup, à qui l'on accorderait 300 milles carrés, rouvrirait ses portes. D'autre part, une entreprise Gagnon, du district de Chicoutimi, aurait 250 milles carrés. La loi pour une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers a rendu de grands services jusqu'ici. Elle a assuré la stabilité de l'industrie et continuera de le faire. Si les terrains étaient vendus aux enchères, les autorités n'atteindraient pas ce but.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances.

Le projet de loi, entre autres choses, précise-t-il, abroge l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 44, qui contient une disposition d'ordre général se rapportant aux emprunts de la province, et reproduit

substantiellement cette disposition dans la loi du ministère des Finances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des coroners

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi des coroners.

Le jury du coroner sera désormais constitué de cinq membres, déclare-t-il. Les verdicts pourront être valablement rendus par la majorité et ne devront plus être rendus à l'unanimité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant la colonisation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Il y a un juge en chef à la Cour du bien-être social. S'il devient malade, cela crée des difficultés. Le bill donnera au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de nommer un remplaçant provisoire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cour municipale de Montréal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 96 concernant les juges de la Cour municipale de la cité de Montréal.

Le bill accorde une augmentation de traitement aux juges de la Cour municipale de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de téléphone
de Dorchester inc.**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 concernant la Compagnie de téléphone de Dorchester inc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'une loi pour étendre le rayon d'action de la compagnie. Elle aura des lettres patentes afin d'augmenter le rayon d'action de la firme et lui donner le pouvoir d'émettre des débentures.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi sur la fraude et la corruption
dans les affaires municipales**

M. Ducharme (Lavolette) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 98 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Le bill vise à adoucir la loi de la Commission municipale en ce qui concerne la disqualification des échevins, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La prescription de cinq ans commencera à courir à la fin du premier mandat et non plus à la fin du dernier mandat. Autrement, c'est un chantage continu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
terres de colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi des terres de colonisation.

Adopté.

**Loi sur
l'exploitation des forêts**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 31 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

**Loi du
ministère des Finances**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances.

Adopté.

Colonisation

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 concernant la colonisation.

Adopté.

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Budget des dépenses
1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1958, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement
Québec, le 15 janvier 1957
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Demande et dépôt de documents:

Régie provinciale des loyers

M. Théberge (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état relativement à la Régie provinciale des loyers démontrant:

1. Combien de bureaux elle a actuellement dans la province.
2. Où chacun desdits bureaux est situé.
3. Les noms et prénoms des personnes employées actuellement dans chacun desdits bureaux, et quel est leur salaire annuel respectif.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 12)

Comité d'étude de la pollution des eaux

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état relativement à la loi concernant la pollution des eaux (4-5 Elizabeth II, chapitre 11) démontrant:

1. Les noms et prénoms des personnes qui ont été nommées sur le comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux du domaine public de la province avec, en regard de chaque nom, la date de leur nomination et le montant de leur salaire annuel.
2. Depuis la sanction de la susdite loi, quel montant le gouvernement de la province a dépensé:
 - a. en salaires;
 - b. en frais de voyage, dépenses de bureau et autres.
3. Combien de séances les membres de ce comité ont tenues, et à quels endroits, et à quelles dates.

4. Combien de rapports ledit comité a transmis à date au gouvernement et à quelle date chaque rapport a été transmis.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 13)

Questions et réponses:

Bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor émis et impayés au 30 novembre 1956?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est notoire - et le député qui pose la question ne saurait l'ignorer - que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre, novembre (date mentionnée) et décembre. (Voir *Journaux de l'Assemblée législative 1954-1955*, page 142 et *Journaux de l'Assemblée législative 1955-1956*, page 204). Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont, en grande partie, perçus qu'en janvier, mars et mai. Le 30 novembre 1956, les bons du Trésor en cours s'élevaient à \$70,750,000.

Commission des liqueurs

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1956, emprunté de l'argent de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative:
 - a. À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?
 - b. Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. et 2. Non.

Hydro-Québec et achat de bons du Trésor

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1956, emprunté de l'argent d'Hydro-Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?

b. Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Afin de placer ses fonds disponibles, Hydro-Québec a acheté, le 1^{er} octobre 1956, pour un montant de \$5,000,000 des bons du Trésor de la province qui ont été remboursés à Hydro-Québec le 15 novembre 1956.

Comptes de banque de la province

M. Galipeault (Québec-Ouest): De quels montants étaient soustraits les comptes de banque de la province:

a) le 31 mai 1956?

b) le 30 juin 1956?

c) le 31 juillet 1956?

d) le 31 août 1956?

e) le 30 septembre 1956?

f) le 31 octobre 1956?

g) le 30 novembre 1956?

L'honorable M. Gagnon (Matane):
Aucunement.

Commission des accidents du travail et achat de bons du Trésor

M. Lafrance (Richmond): 1. Le gouvernement a-t-il, depuis le 1^{er} avril 1956 jusqu'au 1^{er} décembre 1956, emprunté de l'argent de la Commission des accidents du travail?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?

b. Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Afin d'assurer le placement de ses fonds disponibles, la Commission des accidents du travail a acheté, le 29 octobre 1956, des bons du Trésor de la province pour un montant de \$3,000,000 remboursables le 15 janvier 1957.

Demandes de documents:

L'ordre du jour appelle l'étude des motions suivantes:

Employés civils dans le comté de Brome

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste des noms, prénoms et adresses des employés du gouvernement de la province et de tout organisme dépendant de ce gouvernement qui exercent une fonction publique dans le comté de Brome, en indiquant en regard de chaque nom la fonction particulière de chaque employé.

Employés civils dans le comté de Hull

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une liste des noms, prénoms et adresses des employés du gouvernement de la province et de tout organisme dépendant de ce gouvernement qui exercent une fonction publique dans le comté de Hull, en indiquant en regard de chaque nom la fonction particulière de chaque employé ainsi que le montant de son salaire annuel et autres frais de représentation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt public de fournir les renseignements demandés par ces motions et de dévoiler les noms des agents secrets du gouvernement, de notre police secrète.

Des députés de l'opposition protestent.

Les motions sont mises aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, 11.

Contre: MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy,

Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spence, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 61.

Ainsi, les motions sont, en conséquence, rejetées.

Demande et dépôt de documents:

E. Doucet ltée

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie certifiée des factures pour lesquelles le gouvernement de la province a payé à la firme E. Doucet ltée la somme de \$39,142.47, tel qu'il apparaît dans l'état des dépenses de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, État C-6, page 200, *Comptes publics pour l'exercice financier 1955-1956*.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 14)

Ateliers Chabel inc.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie certifiée des factures pour lesquelles le gouvernement de la province a payé à la firme Ateliers Chabel inc., la somme de \$10,529.50, tel qu'il apparaît dans l'état des dépenses de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, État C-6, page 200, *Comptes publics pour l'exercice financier 1955-1956*.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 15)

Dépôt de documents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Juges de la Cour supérieure

Réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 6 décembre 1956, demandant

la production d'une copie des décrets ministériels adoptés, s'il en est, en vertu des dispositions de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 19, prévoyant l'augmentation du nombre des juges de la Cour supérieure. (Document de la session no 16)

Salle de concert à Montréal

Réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 décembre 1956, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal, (4-5 Elizabeth II, chapitre 24). (Document de la session no 17)

Office pour la vente des produits agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 décembre 1956, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 23 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi établissant un Office provincial pour aider à la vente des produits agricoles, (4-5 Elizabeth II, chapitre 37). (Document de la session no 18)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose les documents suivants:

Papier journal

Réponse à un ordre, en date du 12 décembre 1956, pour la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 2 février 1956 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province, (4-5 Elizabeth II, chapitre 226). (Document de la session no 19)

Concessions forestières

Réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 décembre 1956, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 30 novembre 1956, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières. (Document de la session no 20)

Acquisition de territoires forestiers

Réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 décembre 1956, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 30 novembre 1956, se rapportant à la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, 1951-1952, chapitre 38). (Document de la session no 21)

Ministère du Travail, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1956. (Document de la session no 22)

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille,

neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. l'Orateur rend hommage à Mlle Olivette Lamontagne, décédée tout récemment et qui était chef des secrétaires et sténodactylo à l'Assemblée législative.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question à l'Orateur.

M. l'Orateur: Il y a eu des augmentations de salaire, dans mon département, mais pas de classification. Le salaire moyen d'une secrétaire est de \$150 par mois, parce qu'elle doit écrire et composer des lettres, et celui d'une sténodactylo, de \$135.

M. Ross (Montréal-Verdun): Les sténodactylos sont mieux payées à Montréal et dans les bureaux privés. Il suggère qu'on augmente leur salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle la situation qui existait lorsqu'il était chef de l'opposition, alors qu'il n'avait pas de locaux convenables, que son personnel était insuffisant et mal payé. Nous avons doublé, dit-il, le salaire du chef de l'opposition. Nous avons fait de nombreuses améliorations et nous allons en faire encore.

M. l'Orateur fait remarquer que, cette année, les secrétaires ont été payées pendant l'ajournement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Qui décide que telle ou telle personne doit être secrétaire, et telle ou telle autre, sténodactylo?

M. l'Orateur: Jusqu'à date, c'était Mlle Olivette Lamontagne, chef des secrétaires et sténodactylo à l'Assemblée législative, dont nous regrettons la mort récente et qui bénéficiait d'une longue expérience. Elle contrôlait le travail et nous indiquait qui devait agir comme secrétaire ou comme sténodactylo.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quand le premier ministre était chef de l'opposition, quel était le salaire des ministres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Huit mille dollars. Mais l'opposition n'avait pas les facilités de travail et le traitement qu'elle a aujourd'hui. Pour ma part, je ne demande pas mieux que d'augmenter les salaires et nous les augmentons en autant que les conditions nous le permettent. Mais il ne faut pas oublier que la province a 15,000 à 16,000 employés. Encore une fois, il y a eu des améliorations et il y en aura encore.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement ne paie pas de salaires suffisants, en général, pour s'assurer les compétences. Il est vrai que le gouvernement accorde à ses employés des avantages particuliers. Les membres du service civil bénéficiaient peut-être autrefois d'avantages assez particuliers, concernant la sécurité et la pension, mais, dans le même domaine, l'industrie fait aujourd'hui sa large part. Il y a même des cas où la contribution est entièrement payée par l'employeur.

On devrait étudier attentivement la question des salaires pour s'assurer un personnel compétent. Il faut à ce personnel des salaires convenables, la liberté de prendre des initiatives et la sécurité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis 1945, nous avons augmenté les salaires de \$12,000,000. Depuis trois ans seulement, nous les avons augmentés de \$8,500,000. Sur la terre, il y a toujours des améliorations à faire, mais il faut tenir compte du tableau général. Quant aux garanties offertes par l'industrie, à l'employé, elles sont bien inférieures à celles qu'offre le gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le budget était de quelque \$100,000,000, en 1945, et il est de près de \$500,000,000, cette année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand nous avons pris le pouvoir, le salaire du bibliothécaire était de \$3,000. Il est aujourd'hui de \$7,000. C'est pratiquement le double. Et c'est un cas entre bien d'autres. Je le cite parce que nous parlons de législation.

Il faut se rappeler que le présent budget n'est pas un produit de la génération spontanée. C'est le résultat du progrès réalisé dans la province sous l'Union nationale. Nombre de membres du service civil reçoivent des offres d'ailleurs, comportant des

salaires plus élevés et préfèrent rester à l'emploi du gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Des députés font l'éloge du bibliothécaire, M. Jean-Charles Bonenfant. On a vanté sa compétence et sa courtoisie.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question à l'Orateur.

M. l'Orateur: Il y a, à la Bibliothèque du Parlement, 23 employés permanents, dont le salaire moyen est de \$2,000 à \$2,100. Des augmentations ont été accordées, mais il n'y a pas eu de classification.

M. Ross (Montréal-Verdun) reconnaît que le personnel de la Bibliothèque est compétent et courtois, mais regrette qu'il ne soit pas mieux payé.

M. l'Orateur: Si nous réclamons cette année un montant additionnel, c'est pour augmenter les salaires.

M. Ross (Montréal-Verdun): Le colonel G.-E. Marquis est-il toujours à l'emploi de la Bibliothèque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le colonel G.-E. Marquis n'est plus à l'emploi de la Bibliothèque.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Ross (Montréal-Verdun): Combien de livres possède la Bibliothèque?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Bibliothèque du Parlement possède quelque 80,000 volumes et la province a raison d'en être fière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Ross (Montréal-Verdun) demande des explications sur les dépenses prévues pour le bureau du lieutenant-gouverneur et le service civil.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
10. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice) se demande si l'augmentation prévue n'aura pas servi à faire voyager plus de fonctionnaires au cours de la dernière campagne électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les élections ont eu lieu en juin 1956. Le budget que nous étudions est pour 1957-1958. Le député doit remarquer qu'il s'agit de dépenses à venir et non de dépenses passées. D'ailleurs, ces dépenses sont en grande partie appliquées aux voyages des ministres.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi des employés de la province travaillant à l'étranger paraissent recevoir des salaires ridicules et des dépenses de voyage ou de séjour qui paraissent exagérées? Il y a, par exemple, à New York, un employé de la province qui reçoit \$1,200 de salaire et des dépenses de séjour de plus de \$3,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à la demande des employés que cela se produit, pour leur permettre de mieux rencontrer leurs dépenses dans une ville comme New York. Les allocations de séjour sont très normales. Si l'on donne un salaire de \$5,000 à une personne, celle-ci devra être taxée pour le même montant, alors qu'en réalité elle doit faire des dépenses considérables pour ses voyages et ses séjours. Certaines parties de la province sont très difficiles d'accès et il en coûte très cher pour s'y rendre. D'ailleurs, le Québec est le plus mal servi au point de vue chemins de fer. En donnant des salaires moindres et des allocations de dépenses plus fortes, le gouvernement ne fait que rendre justice, car on ne peut considérer les dépenses comme un salaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est de nature à fausser la conscience des employés.

Il demande au gouvernement d'établir un barème dans ses octrois de publicité et d'enlever les éléments discrétionnaires dans l'attribution des octrois à diverses organisations comme les chambres de commerce. Si l'on établissait un barème, dit-il, le gouvernement enlèverait les moyens de critiquer de l'opposition. Quand il faut aller rencontrer le député ou le ministre pour un octroi spécifique, cela devient un problème. Il faut envoyer des amis. Un barème chasserait ces inquiétudes dans la province. On devrait établir des octrois qui empêcheraient toute discrétion. Il arrive souvent qu'il faille choisir avec soin les délégués d'un conseil municipal ou d'une association qui désire obtenir un octroi. S'il y a des rouges dans le groupe, on ne les reçoit pas et on les fait attendre aux portes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement rend justice à tout le monde, quand il s'agit de droits, mais il est humain de penser d'abord à ses amis avant de favoriser ses ennemis. Le député exprime des opinions un peu extraordinaires. Personne n'est obligé de recevoir quelqu'un. Nous avons le droit de recevoir les gens que nous voulons, pourvu que l'intérêt public n'en souffre pas. Nous sommes des êtres humains et nous voulons rendre justice à tout le monde. Le gouvernement a été élu pour administrer d'une façon discrétionnaire et non automatique.

Le peuple n'aurait pas besoin d'un gouvernement si tout pouvait être fait de façon automatique et sans exercer cette discrétion. Nous agissons selon les circonstances et les lieux. L'uniformité est impossible. Les circonstances changent, et des organisations qui sont pauvres aujourd'hui deviennent plus tard florissantes. Nous avons été élus parce que le peuple a confiance en nous.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre ouvre une porte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai ouvert plus d'une porte. Regardez l'opposition et vous vous en rendrez compte. C'est le devoir du gouvernement de donner justice comme c'est son devoir de donner des préférences aux amis qualifiés qui le méritent. Si l'opposition était au pouvoir avec ses Statuts, ce serait drôle. Chez nous, les délégations sont bien reçues, autant les adversaires que les amis. Quand je nomme des "rouges", l'opposition critique. Si des adversaires sont polis, je ne les reçois pas. Si un adversaire me combat loyalement, je me ferai un plaisir de le recevoir. J'ai fait cela pour le comté de Saint-Maurice, car je trouve qu'il est assez malheureux comme cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a aussi des malheureux dans le comté de Trois-Rivières. Dans Saint-Maurice, on respire un peu plus librement. Quand j'entends dire un ministre de la couronne que ses amis passent avant tout, cela me scandalise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas dit cela. J'ai dit que quand il s'agit de rendre justice, l'adversaire et l'ami sont égaux. Quand il s'agit de faire une faveur, l'ami vient avant l'adversaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est cela. Chez l'Union nationale, on se vante de favoriser les amis avec l'argent du public.

M. Ross (Montréal-Verdun) regrette que les efforts du gouvernement soient neutralisés par l'apathie du public et, surtout, par le manque de savoir-faire et le manque de prévoyance des propriétaires d'hôtels, de motels et de restaurants qui affichent des noms anglais et américains pour désigner leurs établissements. Les touristes qui viennent dans la province de Québec, dit-il, aimeraient mieux voir un beau nom français sur un motel que le nom d'un ancien président des États-Unis, si illustre qu'il puisse être. J'éprouve un grand respect pour feu le président Roosevelt, mais je pense que son nom ne devrait pas être utilisé sur les hôtels de cette province. Il demande au gouvernement d'intensifier la publicité en faveur d'une réclame française le long des routes et dans les villes de la province. Je sais que le gouvernement mène une campagne pour aider à sauvegarder le caractère français du Québec, mais je crois que trop de personnes impliquées dans l'industrie du tourisme ne comprennent pas l'importance de ce geste.

Il demande au premier ministre, comme responsable du département concerné, d'accentuer la campagne et d'intensifier la propagande pour redonner un visage entièrement français à la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

remercie le député de Montréal-Verdun de cette suggestion et le remercie d'attirer l'attention des Québécois sur cette question de primordiale importance. Même au simple point de vue matériel, ajoute-t-il, il est nécessaire de redonner à notre province son vrai visage français. Cela paie d'avoir, par exemple, des affiches entièrement françaises. Les voyageurs ne viennent pas ici pour voir quelque chose qu'ils peuvent voir dans leur propre pays. C'est nécessaire encore plus lorsqu'on pense au point de vue national, pour aider les minorités françaises dans les autres provinces.

Il regrette que, dans la capitale du Canada, Ottawa, on ne donne pas au français la place que mérite la langue des défricheurs et des pionniers français dont plusieurs ont aidé à l'établissement de la capitale de notre pays. On refuse systématiquement, ajoute-t-il, de donner à la langue française la place qu'elle doit occuper de droit.

Mais ce qui est encore plus pénible, c'est d'entendre un homme public canadien-français déclarer que la langue française peut être abolie par une loi au Canada². Il a dit ceci à deux reprises en faisant référence à un incident qui a eu lieu quand un certain groupe a protesté contre l'utilisation du

français pour les noms de rues à Ottawa. C'est pour faire échec à cette tendance qu'il importe plus que jamais d'afficher le vrai visage français de la province de Québec et d'intensifier la campagne. Il importe plus que jamais d'affirmer nos droits à notre langue et à nos traditions religieuses.

Le département du Tourisme et l'Office provincial de la publicité continueront de faire tout leur possible pour arriver à ce but, mais il faut au gouvernement la coopération de la population canadienne-française en général. Malgré tout ce que fait le gouvernement, les résultats ne seront pas satisfaisants si la population du Canada français n'épaula pas ses gouvernants dans cette œuvre de salut public. Les Québécois devraient renforcer leur volonté de sauvegarder les éléments français de cette province.

M. Hamel (Saint-Maurice) reproche au premier ministre de perdre un peu la mémoire. Il n'y a pas deux sessions, dit-il, l'opposition libérale a proposé une motion pour que la Chambre se prononce en faveur du nom "Château Maisonneuve" pour le nouvel hôtel du Canadien National, l'hôtel le Queen Elizabeth à Montréal. Le premier ministre a voté contre notre motion. Cela me fait sourire quand je l'entends nous faire des déclarations comme celles qu'il vient de faire. Dans l'affaire du Château Maisonneuve, le premier ministre a fait comme Ponce Pilate: il s'est lavé les mains.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nom d'un hôtel importe moins dans le moment que de conserver le visage français de la province de Québec et de l'accentuer. Il renouvelle son appel à la population d'appuyer le gouvernement dans le travail qu'il fait pour atteindre ce louable but.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): À propos de la publicité, M. le premier ministre, y a-t-il eu de la correspondance échangée entre le Maine et la province?

Il a entendu dire que le Maine serait désireux d'ouvrir un bureau touristique dans la métropole canadienne. Il veut également savoir si la province ne serait pas intéressée à faire de même dans le Maine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Maine et d'autres États d'ailleurs seraient intéressés à avoir de tels bureaux. De son côté, la province serait aussi intéressée à avoir des bureaux touristiques dans le Maine, le Vermont, le Connecticut et autres États de la Nouvelle-Angleterre.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une autre question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Office provincial de publicité possède quelque 3,023 films en cinémathèque. Elle en a montré 1,667 dans les écoles et une cinquantaine à la télévision.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose des questions.

M. Hamel (Saint-Maurice) note à ce sujet une dépense de \$47,000 mentionnée dans les *Comptes publics* pour abonnements et achats de livres au seul département du Conseil exécutif. Je comprends, dit-il, qu'un ministère dépense quelques milliers de dollars pour s'abonner à des revues et acheter certains livres, mais, quand je vois une dépense de \$47,000 à cette fin dans un seul département, je me demande si les employés ne passeront pas leur temps à lire et pourront trouver le moyen de faire autre chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien des livres sont achetés à titre d'encouragement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et l'*Annuaire statistique*, est-ce qu'on va enfin l'avoir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va l'avoir!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Société des fiduciaires
de l'Université de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que le bill 127 constituant en corporation la Société des fiduciaires de l'Université de Sherbrooke ayant pour objet de favoriser le développement et le progrès de l'enseignement universitaire, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *La Presse* du vendredi 18 janvier 1957: "Un incident assez amusant s'est alors produit. Le premier député à se lever, aussitôt après ces demandes de suspension des articles 615 et 616 du Règlement, fut M. Camille Roy (Nicolet), qui présenta immédiatement le bill de Trois-Rivières. Les députés ne purent évidemment s'empêcher de sourire, particulièrement du côté de la gauche."

2. Selon le *Montréal-Matin* du 16 janvier 1957, à la page 3: "M. Duplessis faisait allusion à une déclaration formulée par le premier ministre Saint-Laurent à la Chambre des communes, en 1946."

Séance du mercredi 16 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commission scolaire
de Saint-Félicien**

M. Spence (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Auger), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la municipalité scolaire du village de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe d'éducation, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la municipalité scolaire du village de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe d'éducation.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 215 concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte;
- bill 170 concernant l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 208 concernant la donation de Michel Chapleau à Télesphore Chapleau;

- bill 220 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne de Lachine;

- bill 140 concernant la succession de feu Thomas F. Davidson.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 154 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Et, sans amendement, le bill 183 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Votre comité recommande de prolonger au 22 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Syndics de Saint-Sixte

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 concernant les syndics de la paroisse Saint-Sixte.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 215 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Asile du
Bon-Pasteur de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 concernant l'asile du Bon-Pasteur de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Donation de Michel Chapleau

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 concernant la donation de Michel Chapleau à Téléphore Chapleau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs de Sainte-Anne de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 220 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Anne de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 220 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Thomas F. Davidson

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 140 concernant la succession de feu Thomas F. Davidson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Arvida²

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): C'est un geste d'homme de cœur que d'accorder une pension à un aussi bon serviteur public. Je vous félicite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est un geste d'homme de cœur et c'est aussi un devoir civique que l'on remplit.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous sont d'accord sur le principe d'accorder une pension au maire d'Arvida. Le gouvernement devrait cependant profiter de la circonstance pour étudier un projet général qui empêcherait les municipalités de venir sans cesse devant la Législature.

Le cas s'est déjà présenté pour le maire Houde, de Montréal, et pour le maire Borne, de Québec. C'est le troisième cas du genre et il peut en venir d'autres devant nous. Il y a, par exemple, la ville de Verdun dont le maire est depuis longtemps au service du public.

Il (M. Hamel) suggère qu'un comité, formé de membres de la Chambre et de représentants de l'Union des municipalités de la province, étudie le projet d'adopter une clause générale qui serait mise dans la loi des cités et villes pour éviter que chaque cas soit étudié séparément par la Législature, ce qui implique des dépenses additionnelles pour les municipalités concernées. Cela permettrait aux villes d'accorder ainsi des pensions, quand elles seraient justifiées, sans avoir à venir chaque fois devant la Législature.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques):

Il y a trop de municipalités dans la province: environ 1,600. Il est bon de juger chaque cas à son mérite. Le temps n'est pas venu de passer une loi générale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Chaque cas doit être jugé séparément, selon les circonstances particulières qui prévaudront au moment où un conseil municipal voudra récompenser de cette façon un bon serviteur public. Il ne faut pas oublier qu'il y a 1,600 municipalités dans la province de Québec. La pension votée au maire d'Arvida est la troisième du genre, la première ayant été accordée au maire Camillien Houde, de Montréal, et la seconde au maire Lucien Borne, de Québec.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): S'il y avait eu un bill de Montréal cette année, j'aurais proposé une pension pour les échevins qui ont consacré 15 ans de leur vie au service de la métropole en négligeant leurs affaires personnelles. Pour ma part, j'ai perdu au moins \$35,000 dans la vie publique. Il est temps qu'on réalise un peu partout que les hommes publics, administrateurs municipaux

ou parlementaires qui représentent l'électorat pendant de longues années, méritent tout autant des pensions que ceux qui travaillent pour des organisations privées.

Je serais cependant favorable, probablement, à une contribution des hommes publics en vue d'une pension probable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne comprends pas cette persistance de l'opposition libérale à vouloir tout standardiser dans la province. Chaque municipalité a ses problèmes, et on ne peut pas régler généralement les cas qui peuvent se présenter dans 2,000 municipalités.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les corporations municipales sont trop soumises au bon vouloir du gouvernement. Tout ira bien si le maire est du bon bord; il aura moins de chances s'il est un adversaire du gouvernement.

Le premier ministre nous reproche de vouloir standardiser et il rit de notre proposition d'octrois statutaires. Mais tout le monde demande des octrois statutaires pour éviter que le peuple soit sans cesse à genoux devant le gouvernement. Pour la liberté des corporations municipales et scolaires, pour la liberté des serviteurs du public, il est nécessaire d'étudier sans tarder ce problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ces paroles du chef de l'opposition prouvent jusqu'à quel point peut aller la partisanerie politique. Il (l'honorable M. Duplessis) demande alors aux membres de l'opposition s'il n'y aurait pas moyen pour eux de tenir un caucus pour se nommer un chef.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je proteste. Les règlements de la Chambre ne permettent pas d'attribuer des motifs à un député.

Le gouvernement ne veut pas d'un système d'octrois statutaires, parce qu'il prétend qu'il n'a pas été élu pour être statufié. Il préfère un système d'octrois "statu-toé". En vertu de ce système, avant d'accorder un octroi il dit: "statu-toé" qui a voté pour l'Union nationale, "statu-toé" qui a voté contre l'Union nationale?

Entre le régime d'octrois statutaires et le régime d'octrois "statu-toé", c'est évidemment le premier que le peuple désire, le seul qui soit digne d'un régime démocratique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne tiens pas compte des fautes de langage et de

jugement du chef de l'opposition. Une belle fille ne peut donner que ce qu'elle a! Une loi qui tiendrait lieu de barèmes rigides pour ses subventions serait nettement injuste.

Les besoins varient. Il n'est pas deux corps publics, deux institutions dont les situations se ressemblent. Nous ne sommes pas des machines, nous allons continuer à user de nos intelligences pour rendre justice à tout le monde.

Il (l'honorable M. Duplessis) attire l'attention sur deux subventions de \$5,000 chacune accordées par le Conseil exécutif et le ministère de l'Industrie à Federal Packers sur la recommandation du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). Ce dernier a publiquement reconnu le fait. On constate par là que les octrois sont répartis de façon équitable.

Le chef de l'opposition prétend que nous faisons de la politique avec tout. Nous avons devant nous un exemple du contraire. L'avocat d'Arvida, Me McNicol, est un chef rouge et il est bien reçu chaque fois qu'il vient devant nous. De plus, la ville d'Arvida a donné une majorité au candidat libéral.

Le gouvernement, avant d'accorder un octroi, doit analyser tous les aspects du cas qui lui est soumis. Le gouvernement donne ensuite, quand il doit donner.

Les octrois sont accordés sans considérations partisans. Quand le nouvel évêque de Rimouski nous a demandé de l'aide pour le centre sportif de l'endroit, nous lui avons accordé \$50,000. Nous voulons procéder avec bon sens et à-propos pour accorder les octrois demandés. Nous n'avons pas été élus pour être des machines, mais pour décider chaque cas au mérite, en usant de notre intelligence.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le gouvernement exige qu'on lui dise toujours merci pour les libéralités qu'il fait à même les taxes du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me suis jamais attendu à avoir des remerciements du député d'Abitibi-Ouest, car pour dire merci, il faut être poli.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je demande au premier ministre de retirer ses paroles³.

M. Hamel (Saint-Maurice): Demain, d'autres cas semblables se poseront devant la Législature et cela occasionnera des dépenses aux municipalités.

Les articles 1 à 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 183 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de The Protestant School Board of Greater Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à une imposition de taxe foncière sur les propriétés de la Canadian International Paper Co.;
- de la ville de Rivière-des-Prairies, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la paroisse de Repentigny, demandant l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville sous le nom de ville de Repentigny;
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi soustrayant la surface totale de son domaine à l'application de la loi provinciale des mines.

Projets de loi:

Val-d'Or

M. Larouche (Témiscamingue) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Larouche (Témiscamingue) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Greenfield Park

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 accordant certains pouvoirs à la ville de Greenfield Park et modifiant sa charte.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Écoles protestantes de Montréal

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Rivière-des-Prairies

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 modifiant la charte de la ville de Rivière-des-Prairies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Repentigny

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 constituant en corporation la ville de Repentigny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie

M. Maltais (Québec-Est) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 241 refondant la charte de L'Industrielle compagnie d'assurance sur la vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Maltais (Québec-Est) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Mackayville

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 195 pour protéger le domaine de la corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Vincent-de-Paul

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 modifiant la charte de la ville de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Laval-Ouest

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 240 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Secrétaire de la Commission des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 concernant le secrétaire de la Commission des accidents du travail de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire catholique de Beaconsfield

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que le bill 200 concernant la Commission scolaire catholique de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des tribunaux judiciaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 216 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15),

modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 12, par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 50, par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 51, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 52, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié en remplaçant le huitième alinéa par le suivant:

"Lorsque le juge en chef des sessions d'une division d'appel est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge des sessions qu'il désigne à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef des sessions dans la division d'appel pour laquelle il est désigné et reçoit le même traitement que celui que la loi attribue au juge en chef des sessions qu'il remplace."

Il s'agit d'une mesure très simple. Nous avons actuellement trois cours principales: la Cour de magistrat de district, la Cour des sessions de la paix et la Cour du bien-être social. Dans le cas des deux premières, il y a un juge en chef pour la division d'appel de Québec et un juge en chef pour la division d'appel de Montréal. Dans le troisième cas, il n'y a qu'un juge en chef pour toute la province. Dans l'éventualité où il tombera malade, un autre des juges de la cour pourra être nommé pour poursuivre son travail.

À l'heure actuelle, quand l'un des juges en chef de la Cour de district ou de la Cour des sessions tombe malade ou s'absente, c'est l'autre qui fait le travail pour toute la province. Cela occasionne des voyages et des retards dans le fonctionnement de la justice. Ce système n'est pas satisfaisant et ne répond pas aux besoins.

Le but de la loi est de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un juge en chef temporaire pour remplacer celui qui s'absente ou qui est incapable d'agir. Ce juge en chef temporaire aura le même salaire que le juge en chef pendant l'absence de celui-ci.

M. Hamel (Saint-Maurice): Avant l'ajournement des fêtes, on a déjà amendé une première fois la loi des tribunaux judiciaires. Et voici qu'on nous arrive avec un autre amendement pour modifier une situation qui existait depuis longtemps. Ce qui me

frappe, c'est que le gouvernement n'est pas capable de prévoir 15 jours d'avance combien de fois il va amender une loi à la même session. Le moins qu'on puisse lui demander, c'est bien de grouper ensemble tous les amendements qui concernent la même loi. Un seul bill aurait dû suffire à toutes les modifications. Autrement, on assiste à un véritable tripotage de notre législation. L'homme de loi qui est obligé de référer à nos différents Statuts se trouve en face d'un inqualifiable fouillis.

Voici une loi qui a été amendée il y a moins d'un mois, et on l'amende de nouveau aujourd'hui. C'est la plus belle illustration qu'on puisse imaginer de l'imprévoyance du gouvernement. Il est si imprévoyant qu'il doit continuellement corriger ses lois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef intérimaire de l'opposition s'épuise en arguties de toutes sortes, mais il ne dit pas que nos amendements sont mauvais. Tout ce qu'il trouve à nous reprocher, c'est que nous amendons souvent la législation. Or, c'est pour cela que nous sommes au pouvoir, pour légiférer. Aussitôt qu'il y a moyen d'améliorer, nous améliorons.

Récemment, le juge en chef Archambault, de la Cour des sessions de la paix à Montréal, a été frappé d'une attaque de cœur et doit prendre un repos de trois mois. On ne pouvait prévoir à l'avance sa maladie. J'ai examiné le Statut. Selon la loi actuelle, c'est le juge en chef de la Cour de session du district de Québec qui devrait assumer ses charges administratives. J'ai donc demandé au juge en chef Tremblay de Québec de remplacer le juge Archambault. Il s'est rendu à Montréal et il a constaté que l'ouvrage était trop considérable pour permettre le cumul des deux fonctions. La même chose s'appliquerait dans le cas du juge de la Cour de district. Sans compter qu'il y a à Montréal des juges qui sont capables de faire l'ouvrage. Qu'y a-t-il de mal à cela?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je constate que le premier ministre a, encore une fois, répondu à côté de la question. Pourquoi ne pas grouper ensemble au moins les amendements apportés au cours d'une même session? Un gouvernement qui n'est pas capable de prévoir pour un mois d'avance est sûrement le plus mauvais gouvernement que nous ayons eu depuis la Confédération.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef intérimaire de l'opposition doute de la

prévoyance du gouvernement? Est-ce que je n'avais pas prévu, avant les dernières élections, que les membres de l'opposition ne reviendraient pas au nombre de 10 ici?

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Si le premier ministre veut parler des dernières élections, je suis prêt à le suivre.

Mais s'il ouvre la porte, il faudra qu'on nous permette de lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme je le disais hier, j'ai ouvert la porte et voyez combien il en reste du côté de l'opposition. Comme je ne suis pas médecin, je ne pouvais évidemment pas prévoir la maladie du juge Archambault. Si j'étais médecin, je tâcherais d'abord de guérir l'opposition.

Par ailleurs, la Cour du bien-être social comprend actuellement 10 juges, et la loi permet d'en nommer 14.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement actuel fait beaucoup plus de mal que de bien et le bien qu'il fait, il le fait mal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 2. Que l'article 268 de ladite loi, modifié par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 18, par l'article 15 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 51, par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 52, et par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié en remplaçant le septième alinéa par le suivant:

"Lorsque le juge de district exerçant les fonctions de juge en chef de district dans une division d'appel est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de district qu'il désigne à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef de district dans la division d'appel pour laquelle il est désigné et reçoit le même traitement que celui que la loi attribue au juge en chef de district qu'il remplace."

Adopté.

3. Que l'article 266*d* de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et

modifié par l'article 2 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 31, soit de nouveau modifié en y insérant, entre le deuxième et le troisième alinéa, le suivant:

"Lorsque le juge en chef de la Cour de bien-être social est temporairement empêché, par suite d'absence ou de maladie, d'exercer sa juridiction administrative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un juge de la Cour de bien-être social à assumer provisoirement cette juridiction. Durant cette période d'absence ou de maladie, le juge ainsi autorisé exerce les fonctions de juge en chef de la Cour de bien-être social et reçoit le même traitement que celui que la loi attribue au juge en chef de la Cour de bien-être social."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des coroners

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi des coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité étudie le bill article par article.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le jury du coroner est chargé de faire une enquête, en cas de mort soudaine, pour déterminer s'il n'y a rien de suspect et de faire rapport, ensuite, au procureur général.

Jusqu'à présent, pour rendre leur verdict, les membres du jury du coroner doivent être unanimes. S'ils n'arrivent pas à s'entendre, s'il n'y a pas unanimité, comme la chose est arrivée souvent jusqu'ici, il faut convoquer un nouveau jury et recommencer l'enquête. D'où des frais additionnels souvent considérables, d'autant que le gouvernement accorde maintenant, depuis 1948, une indemnité aux membres du jury du coroner. C'est pourquoi on se contentera, à l'avenir, du verdict de la majorité. Mais pour qu'il y ait toujours une majorité, il faut un nombre impair de jurés.

Le projet de loi déclare que l'unanimité ne sera plus requise pour le verdict et que ce dernier pourra être rendu par une simple majorité. Le nombre des membres du jury était jusqu'ici de six. Comme il y a danger que les jurés se divisent à trois contre trois, avec la composition actuelle, et ne puissent rendre de verdict, on a décidé de réduire le nombre des membres de six à cinq, comme en Ontario.

M. Hamel (Saint-Maurice): Au lieu de réduire ce nombre à cinq, il aurait mieux valu le porter à sept. La majorité serait de quatre au lieu de trois. Il en résulterait une plus grande protection du public.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il existe déjà une protection. Il y a les avocats et, d'autre part, un substitut du procureur général surveille les intérêts de tout le monde. Cinq jurés, c'est suffisant comme le confirme l'expérience acquise dans d'autres provinces.

M. Hamel (Saint-Maurice): Combien il y en a en Ontario?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Cinq.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses 1957-1958**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull): Des montants de \$10,000 et de \$5,000 ont été accordés pour la salle paroissiale de Notre-Dame-de-la-Paix, à Trois-Rivières.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce qui s'est fait à La Pierre, Notre-Dame-de-la-Paix, est dû à un prêtre, le chanoine Henri Moreau. C'est lui le premier responsable. Il (M. Hamel) réclame alors de nouveau un système d'octrois statutaires, vu la grande différence qui existe entre les subventions accordées aux uns et aux autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chanoine Moreau, un prêtre distingué et de grand jugement, m'a lui-même demandé de l'aider et m'a exprimé par écrit ses sentiments de reconnaissance.

M. Parent (Hull) pose une question au premier ministre au sujet d'un octroi dans son comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Précisément dans le comté du député de Hull (M. Parent), le gouvernement va verser un octroi important pour la construction d'un collège.

J'ai rencontré cette semaine l'archevêque d'Ottawa, Mgr M.-J. Lemieux, qui est venu me trouver et m'annoncer qu'il voulait construire un édifice destiné à loger un collège classique dans la ville de Hull. Je lui ai répondu que le gouvernement donnerait un demi-million en octroi pour hâter la construction de ce collège.

Le gouvernement a aussi versé un montant de \$50,000 pour le centre civique de Rimouski, à la demande de l'archevêque. Il s'ensuit alors un débat sur le mode d'octroi des subventions à des œuvres charitables ou paroissiales.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai obtenu du gouvernement un octroi pour une compagnie privée, la Federal Packers, qui menaçait de quitter la province et qui donne de l'emploi. Il en remercie le gouvernement. Le subside a été complété par une subvention du ministère de l'Industrie et du Commerce.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission du service civil (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Ross (Montréal-Verdun) pose une question au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La reclassification des employés civils se fait assez rapidement. Ce travail est déjà à moitié terminé. Le gouvernement provincial a à sa solde quelque 18,394 employés civils. Un total de 9,351 fonctionnaires a été sujet à reclassification.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enquête royale sur les problèmes constitutionnels (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Ross (Montréal-Verdun): Est-ce que ce montant est destiné à la traduction du rapport en anglais⁴⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

répond dans l'affirmative. Ce n'est pas une mince besogne, soutient-il, que de bien rendre le sens du rapport français. La traduction est cependant sur le point de se terminer et elle aura comme principal auteur M. Robert J. Clark, de Trois-Rivières. On a fait imprimer déjà 3,000 copies de la version française, et le gouvernement songe à faire payer un montant raisonnable à ceux qui en demanderont des copies. Le rapport comprend cinq gros volumes.

M. Hamel (Saint-Maurice) rappelle au premier ministre que l'opposition libérale a inscrit au *Feuilleton* de la Chambre une motion demandant la production du rapport original.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne sais pas ce que veut dire le député de Saint-Maurice par l'expression "rapport original". Ce que j'ai remis au chef intérimaire de l'opposition est le rapport officiel de la commission Tremblay, bien qu'il y ait eu des modifications de détails, à la suggestion des commissaires.

M. Hamel (Saint-Maurice)⁵: Le premier ministre nous dit que le rapport a été déposé et que, par la suite, il a été corrigé. Moi je prétends qu'il a été falsifié. On m'a remis, par hasard probablement, une copie de ce rapport dont certaines pages, je cite particulièrement les pages 202, 203, 204, 205, 206 et 207, qui ont toutes été changées, et cela paraît. Le gouvernement est responsable des doutes importants qui pèsent à présent sur ce rapport. J'affirme que le geste du gouvernement, en faisant corriger ce rapport, diminue le prestige des commissaires et de la commission, et également le prestige dont doit jouir un rapport de ce genre, aussi important. Si un gouvernement à Ottawa se permettait d'agir ainsi avec un rapport d'une commission fédérale, on le forcerait à démissionner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai laissé le chef de l'opposition à ses excès de langage. Il a passé tout l'après-midi à proférer ici des accusations sauvages et gratuites. Je lui ai même permis d'enfreindre les règlements de la Chambre, mais tout ce que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a dit est contraire à la vérité. Quels sont les faits?

Jamais, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, le premier ministre ni aucun des membres du gouvernement n'a eu quoi que ce soit à faire avec la rédaction du rapport Tremblay, ni avec

les changements qu'on a pu y apporter. Les paroles du député sont souverainement injustes et déplacées.

Il n'y a pas de rapport original. La copie du rapport qui a été distribuée aux députés en décembre constitue en fait l'unique rapport officiel de la commission. En ce qui me concerne, jamais je n'ai transmis quelque communication ou correspondance que ce soit à la commission et je n'ai jamais comparu devant elle, quoique j'aurais eu quelques choses à dire.

Je lance un défi au député de Saint-Maurice. S'il veut mettre son siège en jeu et répéter devant un juge impartial ce qu'il vient de dire ici, nous allons procéder à une enquête devant ce juge et, si le député de Saint-Maurice prouve un iota de ce qu'il vient de dire, je sortirai de la vie publique. Le rapport Tremblay a été fait sans aucune intervention du gouvernement. Pour ma part, je n'ai pas comparu devant la commission et je n'ai pas produit les lettres que j'avais à ce sujet, bien que je fusse en possession de certains documents qui seront produits en temps et lieu. C'est le juge Tremblay qui nous a apporté le rapport.

Si l'enquête prouve toute intervention directe ou indirecte dans la production du rapport, de ma part ou de celle de tout membre du gouvernement, je suis prêt à me retirer de la politique. Si aucune intervention gouvernementale n'est prouvée, le chef intérimaire de l'opposition démissionnera. Est-ce que c'est clair? C'est assez précis?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement de l'Union nationale ne peut m'imposer une telle condition. Mon siège a été mis en jeu lors des élections générales et j'ai été jugé par le peuple. J'ai été réélu en dépit de tous les efforts de l'Union nationale. Le premier ministre prétend que nous avons été injustes envers lui. Mais c'est de sa faute.

Le rapport a été fini d'imprimer le 1^{er} février 1956 d'après le certificat de l'imprimeur Doucet qui apparaît à la dernière page de chaque volume⁶. Pourquoi a-t-on attendu 10 mois pour le produire? Pourquoi le gouvernement a caché le rapport pendant tout ce temps? On a attendu que l'opposition refuse de discuter une loi relative à la commission Tremblay pour se décider à produire cet important document. Aujourd'hui, on admet que le document a été changé. Nous sommes forcés d'en conclure qu'il y a quelque chose de louche. Je suis incapable d'obtenir une copie imprimée du rapport original. Dans les volumes que l'on m'a remis, des feuilles ont été coupées et remplacées par d'autres. Il n'a pas précisé en quoi le texte a présumément été modifié.

C'est pour cela que j'ai demandé la production du rapport original. S'il n'y a rien de grave dans les corrections, pourquoi ne pas nous avoir remis ce rapport original au lieu du rapport corrigé? Qu'on nous donne aujourd'hui ce rapport original pour que nous puissions voir les corrections qui y ont été faites. Je pourrais me rendre compte moi-même si les modifications sont mineures. Ce n'est certainement pas trop demander. Que le gouvernement s'en prenne à lui plutôt qu'à nous. C'est la façon dont il a procédé qui nous fait soupçonner qu'il y a quelque chose de changé dans le rapport.

Le gouvernement d'Ottawa, qui est pourtant à la veille d'une élection générale, n'a pas tenté d'empêcher la production du rapport Gordon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette la façon de procéder du député qui n'a pas le respect qu'on doit avoir des convenances et qui porte atteinte à la responsabilité des membres de la commission Tremblay. Je répète que je suis prêt à mettre mon siège en jeu si le député veut faire de même, et que je démissionnerai si le député prouve qu'un seul iota du rapport a été changé par le premier ministre ou par un membre du gouvernement. Quand on a le triste courage de lancer des accusations de ce genre à la face des braves gens qui composent la commission Tremblay, on devrait avoir au moins le courage de mettre son siège en jeu et de prouver ses accusations. Le rapport a été préparé par les commissaires et ce sont eux qui l'ont fait imprimer. C'est leur rapport à eux.

Les membres de la commission Tremblay sont des gens honnêtes, et il est injuste et déloyal de suggérer qu'ils modifient leur rapport final pour le conformer aux vues du gouvernement du Québec.

Quant au délai, les membres de la commission d'enquête et lui-même (M. Duplessis) ont convenu qu'il serait plus approprié que la production du rapport soit reportée après les élections. Donc, si le rapport n'a pas été produit avant les élections, c'est parce que le gouvernement n'a pas voulu le jeter en pâture aux partis politiques. C'est pour cela qu'il a fait interrompre l'enquête pendant la campagne fédérale de 1953 et qu'il a empêché la publication du rapport pendant les dernières élections provinciales. Il a été distribué dès qu'il a été prêt et dès la fin de l'élection. J'ai travaillé, dit-il, à hâter la publication de ce document.

Si on peut prouver que, de près ou de loin après les élections, j'ai retardé la publication du rapport d'une seule seconde, je sortirai de la vie

publique. Si le chef de l'opposition veut une enquête devant un juge, j'y comparaitrai et j'y déposerai sous serment.

Il est vrai que certaines modifications ont été apportées au rapport. Mais, il n'a jamais été modifié dans aucune de ses parties essentielles. Toutes les modifications portent sur des questions de détails. Ainsi, une ou deux citations ont été attribuées à un homme public plutôt qu'à leur auteur réel. On a fait ce changement, à la suggestion même du juge Tremblay. Ce sont les commissaires eux-mêmes qui ont effectué les changements. Cela ne change rien au rapport lui-même qui n'a jamais été modifié d'un iota⁷.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il me paraît étrange que l'on ait procédé de la sorte pour faire des corrections dans un rapport imprimé. Il aurait été beaucoup plus facile d'ajouter un errata à la fin du rapport que de changer des pages.

Je suis surpris de l'attitude du premier ministre qui jette les hauts cris et met son siège en jeu. Il y a un moyen bien plus simple de régler la question et qui va me satisfaire. Que le premier ministre nous donne donc le rapport original. Ce sera bien plus simple qu'une enquête royale. Je suis capable de me rendre compte par moi-même des changements et de leur nature.

Il aurait été plus approprié de distribuer le rapport pendant les élections, afin que l'on puisse faire la lumière sur des sujets très importants, exactement comme le gouvernement fédéral le fait présentement avec le rapport Gordon, à la veille d'une élection générale.

Des députés ministériels: Mettez votre siège en jeu!

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne voudrais pas déranger tout le monde. Qu'il nous donne les feuilles qui ont été remplacées et un exemplaire du rapport non corrigé. Je suis capable de me rendre compte par moi-même des changements et de leur nature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de la commission demeurent en majorité à Québec et à Montréal. Pourquoi l'opposition ne leur demande-t-elle pas si le rapport a été modifié et en quoi? Allez les interroger et les consulter. Je vous en donne la permission. Je suis même prêt à passer une loi pour donner à la commission l'autorité de répondre aux questions du

chef de l'opposition. C'est assez loyal, ça? En autant que le gouvernement est concerné, le rapport officiel est celui qui fut distribué en décembre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi avez-vous attendu 10 mois pour produire le rapport?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'était à refaire, nous agirions de la même façon et nous ne le produirions pas avant les élections, afin d'éviter de lui donner un aspect politique. C'est le juge Tremblay qui a fait les corrections de détails. Je le répète. Je suis prêt à mettre mon siège en jeu. Nous allons faire une enquête, soit devant un comité, soit devant un tribunal. J'y comparaitrai et les commissaires aussi.

Nous serons sous serment. Je lui offre même de faire voter une loi pour faciliter cette procédure. Que le chef de l'opposition accepte donc mon offre, s'il en est capable. Je lui ai dit que je suis prêt à mettre mon siège en jeu et à quitter la vie publique s'il peut prouver ses accusations. Si l'opposition veut se débarrasser de moi, elle en a l'occasion, puisqu'elle ne peut pas le faire à l'occasion des élections générales. Voilà leur chance. Pourquoi ne la prennent-ils pas?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre aime compliquer les choses. Ce serait bien plus simple s'il disait: "Je vais vous donner le rapport original", tel qu'il a été originellement produit, de sorte qu'il soit possible de le comparer avec les copies distribuées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rapport que le gouvernement a reçu et qu'il a fourni à l'opposition est le rapport officiel. Je ne puis pas produire un rapport officiel des commissaires. Si le député veut obtenir plus de renseignements, qu'il s'informe auprès des membres de la commission.

M. Hamel (Saint-Maurice): Donnez-moi la copie du rapport original!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): On ne l'a pas!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le résumé du rapport, ses conclusions, les opinions des membres de la commission sont dans un volume qui n'a pas été changé. Si l'on veut que je produise un rapport qui n'est pas le rapport de la commission...

Le résumé du rapport remis aux journalistes, à la fin de l'hiver dernier, comportait une soixantaine de pages, tandis que le rapport lui-même comprend quatre volumes. Ce résumé, remis par le juge Tremblay, renfermait un aperçu général des conclusions. Il n'a jamais été modifié ou altéré, preuve que les corrections apportées par les membres de la commission n'ont modifié en rien les conclusions et constatations du document.

Tout ce que j'ai eu à faire dans cette question, ce fut de hâter la traduction anglaise et la publication du rapport. Je ne puis faire cela tout seul; d'ailleurs, ce n'est pas mon ouvrage. Le document que nous avons produit est le rapport de la commission, préparé par les commissaires eux-mêmes. J'offre encore de mettre mon siège en jeu si l'on prouve que j'ai participé à un iota du rapport ou si j'ai retardé sa production.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai posé deux questions. À quelle date le résumé du rapport a-t-il été remis aux journalistes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je ne me trompe pas, c'est au cours de la dernière session.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le rapport comportait beaucoup d'annexes. Est-ce que le gouvernement va nous en remettre des copies?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La commission a été nommée pour faire rapport. C'est ce rapport qui compte et non les annexes. S'il y a moyen de vous les produire, je n'ai pas d'objection. Je n'ai pas d'objection non plus à produire tous les mémoires qui ont été présentés, si cela est possible.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre dit: "C'est le rapport qu'on produit". Moi je dis que quand on publie une chose, on en produit aussi la preuve. Le rapport Tremblay a été rédigé après consultation de documents. Il a rendu jugement en se basant sur la preuve.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout de même, je n'ai aucune objection à donner au chef de l'opposition et au député de Verdun copie de tous les documents, mais à condition que je les aie. Il y a eu des mémoires très intéressants soumis à la commission. Il y en a même eu un du Parti progressiste-ouvrier, ce qui intéresserait peut-être l'opposition. La commission, d'une façon générale, a

basé son jugement sur l'histoire, sur l'examen des lois, et elle a tenu compte de l'interprétation de certaines personnes qui ont comparu devant elle. La question constitutionnelle est claire. Est-ce que les Canadiens français ont consenti à s'anéantir en acceptant la Confédération ou à se renforcer? Tout est là. Si le député ne change pas, on va être obligé de changer son nom en celui de "rapport Tremblay - statistiques".

M. Hamel (Saint-Maurice): Pourquoi est-ce qu'on joue à la cachette? J'ai demandé l'*Annuaire statistique*. Pourquoi est-ce que je ne l'ai pas entre les mains?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les annexes, si vous les voulez, on va vous les donner. Mais je ne peux faire autrement que de les donner aussi au député de Verdun, parce que c'est lui le véritable représentant du Parti libéral⁸.

Je regrette profondément que les insinuations du député de Saint-Maurice ne font en fait qu'attaquer la réputation de la Chambre. Un homme qui a le triste courage de faire une chose pareille devrait avoir le courage de mettre son siège en jeu pour appuyer ses prétentions. Je retournerai avec plaisir à l'opposition les documents en annexe soumis à la commission et qui n'ont pas été imprimés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Lafrance (Richmond) demande au premier ministre ce qu'il advient de l'aide aux réfugiés hongrois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici tout le problème. J'ai reçu de M. Saint-Laurent un télégramme où il disait que le gouvernement fédéral avait décidé de venir en aide aux réfugiés hongrois, ainsi qu'une lettre de l'honorable M. Harris à ce sujet, et d'un gouvernement dont les représentants ont un statut officiel à Ottawa. Je leur ai promis que le gouvernement de la province fera tout ce qui est raisonnablement possible pour venir en aide aux victimes de la persécution russe et bolchevique.

Dans la province, certains organismes ont été formés pour s'occuper des réfugiés hongrois. Le gouvernement provincial examinera les possibilités de leur venir en aide financièrement. Il sera aussi heureux d'entendre les représentations qui pourront lui être faites par ces divers organismes. Je répète que le gouvernement est disposé à faire raisonnablement sa part pour les réfugiés hongrois qui veulent s'établir dans notre province, en tenant compte des besoins de la population du Québec et des moyens dont on dispose. Nous voulons faire tout ce qu'il y a moyen de faire, sans oublier les intérêts de la province.

M. Lafrance (Richmond): Y a-t-il quelque chose de fait à l'heure actuelle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une délégation de Montréal, dirigée par le colonel Maurice Forget et M. Marcel Piché accompagnés de quelques membres de leur organisation, est venue me voir à ce sujet. Ils doivent revenir demain. Nous verrons ce qu'il y a moyen de faire. MM. Forget et Piché représentent un organisme d'aide aux Hongrois patronné par Son Éminence le cardinal Léger.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) pose des questions au ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) au sujet des crédits de ce ministère. Il formule quelques suggestions concernant les mesures de prudence sur la route. Il s'élève particulièrement contre les bebelles et les montagnes de soie que l'on aperçoit souvent à l'arrière des voitures et qui obstruent la vue du conducteur qui ne peut voir si une voiture le suit ou non par l'arrière. Le budget de ce ministère, dit-il, n'est que de \$630,000. Il ne compte que 154 employés dont la moyenne des salaires est de \$2,000.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) promet d'étudier sérieusement les suggestions du député de Montréal-Saint-Louis.

Au chapitre de l'éducation, mon ministère s'est appliqué, au cours de l'année dernière, à instruire

la jeunesse écolière au sujet de la sécurité routière. Des équipes d'instructeurs ont été formées. Ils ont visité 800 écoles où ils ont organisé 800 ralliements ou conférences. Ces conférences ont profité à 159,528 enfants dans 447 localités. On a aussi distribué des affiches de sécurité et 503 séances de projections lumineuses ont été organisées.

Comme conséquence de toutes ces initiatives, la situation au point de vue des accidents de la route s'améliore sensiblement. En 1953, le Québec comptait 649,652 véhicules enregistrés. De plus, 88,699 accidents dont les dommages s'élevaient à plus de \$25 ont été enregistrés. Il y a eu 901 pertes de vie. On a déploré une moyenne de 136.5 accidents par 1,000 véhicules enregistrés, et la moyenne de pertes de vie par 10,000 véhicules a été de 13.8 %.

En 1954, avec 712,872 véhicules enregistrés, le nombre des accidents s'est levé à 75,659, il y a eu 629 pertes de vie; la moyenne des accidents a été de 106.1 et la moyenne des pertes de vie de 8.7 %.

En 1955, avec 783,174 véhicules, on a compté 79,502 accidents comportant 715 pertes de vie; la moyenne des accidents a été de 101.5 et la moyenne des pertes de vie de 9.1 %.

En 1956, la loi fut changée et l'on ne tient plus compte que des accidents où les dommages s'élèvent à \$100 et plus, comme en Ontario. Auparavant, tous les accidents où les dommages dépassaient \$25 étaient compilés. Les statistiques pour 1956 sont encore incomplètes, mais on a relevé, au 6 octobre de cette année-là, 825,000 véhicules-moteurs immatriculés dans la province, 47,478 accidents comportant 669 pertes de vie, une moyenne d'accidents de 57.5 et une moyenne de pertes de vie de 8.1 %.

Cette amélioration s'est traduite par deux diminutions des primes d'assurance pour les automobilistes de la province au cours des années passées. La hausse prévue pour cette année n'atteindra que certains districts.

Le département du procureur général, dont tous les véhicules sont assurés contre les accidents - voitures de police en général -, ont reçu des compagnies d'assurances des ristournes au montant total de \$40,000 à cause du peu d'accidents que les conducteurs de ces voitures avaient eus au cours de l'année.

Les campagnes de sécurité menées depuis quelques années ont donc eu des résultats heureux. Elles ont abaissé le nombre des accidents de la route dans la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Au début de la séance, M. Rochon se trouvait entre Antonio Talbot et Paul Sauvé, alors que l'Orateur de la Chambre avait déjà pris son siège. Il y demeura quelques minutes, parlant avec certains députés ministériels, au moment où la séance était en train de commencer, selon *La Presse* du 17 janvier 1957, à la page 20.

2. *Le Soleil* du 17 janvier 1957, à la page 38, n'est pas clair. Il mentionne que le bill d'Arvida a été présenté par Me Toussaint McNicol, de Jonquière, au

comité des bills privés le 16 janvier 1956. Mais, rien n'empêche que les mêmes arguments, au sujet de la pension du maire Louis Fay d'Arvida, ont pu être repris en Chambre.

3. Après un échange de points de vue entre M. Courcy, M. Hamel et des membres de la droite, M. Daniel Johnson décide qu'il ne voit pas matière à point d'ordre. On n'en a pas appelé de sa décision, selon *La Presse* du 17 janvier 1957, à la page 23.

4. Le rapport a été remis au gouvernement en février 1956. Puis, un résumé a été distribué aux journalistes en mars, et une copie complète du rapport en cinq volumes a été remise aux membres de la galerie de la presse. Le rapport a finalement été distribué à tous les députés en décembre 1956. Les membres de la commission Tremblay sont Thomas Tremblay, juge en chef de la Cour des sessions de Québec, Richard Ares, prêtre de Montréal, John P. Rowatt, notaire de Montréal, Esdras Minville, économiste de Montréal, et Paul Guimont, homme d'affaires de Québec, selon *The Montreal Daily Star* du 17 janvier 1957, à la page 4.

5. Selon *Le Devoir* du 17 janvier 1957, à la page 1, M. Hamel soulève alors le couvercle de son pupitre et en sort un volume du rapport Tremblay.

6. Le 1^{er} janvier 1956, selon *Le Devoir* du 17 janvier 1957, à la page 1.

7. Ces deux citations avaient été attribuées par erreur à M. Mackenzie King alors qu'elles étaient de M. George Drew, premier ministre de l'Ontario. *Le Devoir* du 17 janvier 1957, à la page 2, publie les deux versions du passage en question, c'est-à-dire le texte original et le texte corrigé.

8. Au cours du débat, le premier ministre aurait aussi qualifié Dave Rochon de "bon libéral". Des rumeurs circulent à l'effet que Ross et Rochon n'auraient pas apprécié l'attitude de M. Hamel lors du débat sur la prolongation de la loi de l'impôt provincial sur le revenu. Rappelons qu'au moment du vote, il avait quitté la Chambre avec ses députés. Il semble qu'un froid subsiste depuis entre les deux hommes et leur chef, selon *La Presse* du 17 janvier 1957, à la page 20. D'ailleurs, Lionel Ross siège comme député indépendant à partir du 20 juin 1957, et David Rochon, de 1957 à 1960. *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Assemblée nationale du Québec, pp. 502 et 505.

Séance du jeudi 17 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Annexion
à La Prairie**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Custeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de La Prairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de La Prairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Succession
Hector L. Godin**

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Chalifour), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Ernest Godin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Ernest Godin *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant certains droits civils des enfants de Hector L. Godin.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 concernant certains biens de feu dame Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David;

- bill 224 concernant le testament de Charles Bouthillier;

- bill 158 concernant le Gaz provincial du nord de Québec ltée.

Et, sans amendement, le bill 227 concernant la Caisse nationale d'économie.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 223 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 188 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 232 concernant la municipalité scolaire de la ville de Port-Alfred;

- bill 173 modifiant la charte de la cité de Giffard.

Et, sans amendement, le bill 233 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province à admettre Magdeleine Ally-Degré au nombre de ses membres, après examen.

Projets de loi:

**Succession
Marie-Ida Grenier**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant

certaines biens de feu dame Marie-Ida Grenier, en religion sœur Marie-de-Saint-David.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Gaz provincial du nord de Québec Ltée

M. Larouche (Témiscamingue) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 concernant le Gaz provincial du nord de Québec Ltée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Larouche (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Charles Bouthillier

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 concernant le testament de Charles Bouthillier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Caisse nationale d'économie

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 concernant la Caisse nationale d'économie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 223 concernant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 223 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Giffard

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la charte de la cité de Giffard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Municipalité scolaire de Port-Alfred

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 232 concernant la municipalité scolaire de la ville de Port-Alfred.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 232 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Magdeleine Ally-Degré

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 233 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province à admettre Magdeleine Ally-Degré au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 233 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et confirme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Samuel Solnik De Abravanel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Baie-Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Honoré Décarie, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Ernest Décarie;

- de Henry Ballon Navard, étudiant en droit, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à la pratique de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- du village de Delson et des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson, demandant l'adoption d'une loi concernant la corporation du village de Delson et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Delson;

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la municipalité scolaire du village de Saint-Félicien, demandant l'adoption d'une loi imposant une taxe d'éducation.

Projets de loi:**Samuel Solnik De Abravanel**

M. Rochette (Québec) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 concernant Samuel Solnik De Abravanel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Rochette (Québec) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament
de Ernest B. Décarie**

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 247 concernant le testament de feu Ernest B. Décarie et ratifiant le titre de dame Sophia Paleologos, veuve de John Pergantis alias Demetre, à un certain immeuble.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Delson

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 251 constituant en corporation de ville la municipalité du village de Delson et y annexant certaines parties de territoire et annexant aussi une certaine partie de territoire à la Commission scolaire de Delson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Dorval**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sorel**

M. Gagné (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 236 modifiant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gagné (Richelieu) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Gérin (Stanstead) propose, selon un ordre de la Chambre que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Gatineau**

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 245 modifiant la

charte de la ville de Gatineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Félicien

M. Spence (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 248 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Félicien.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Spence (Roberval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 249 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Roy (Nicolet) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Henry Ballon Nevard

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 252 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henry Ballon Nevard à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

CONSEIL LÉGISLATIF

15 novembre 1956

Il est résolu que les honorables, MM. Baribeau, Barrette, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Rivard, et MM. Bernard, Bertrand, Caron, Chalifour, Desjardins, Ducharme, Hébert, Hyde, Kirkland, Larouche, Poirier, Riendeau et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Barrette et Leclerc, et MM. Bellemare, Bertrand, Gérin, Johnston, Lafrance, Maltais, Ross, Thibeault et Thuot représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Projets de loi:**Cour municipale de Montréal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant les juges de la Cour municipale de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance): Le travail des juges de la Cour municipale de Montréal s'est accru considérablement et la hausse de leur traitement n'est qu'une question de justice.

M. Hamel (Saint-Maurice): La ville de Montréal a-t-elle été consultée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En présentant le projet de loi, le gouvernement ne fait que répondre au désir des autorités municipales de Montréal. C'est la ville qui paie les salaires, mais c'est le gouvernement qui nomme les juges. Les autorités municipales de Montréal ont exprimé le désir que les juges municipaux soient placés sur le même pied que les juges provinciaux.

Et c'est juste. À l'heure actuelle, leur travail est beaucoup plus considérable qu'avant et ce sont des juges très compétents. Nous faisons écho à ce désir des autorités et de la population, en même temps, en présentant ce bill. Les juges sont payés à même les revenus de la Cour, qui sont considérables.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le gouvernement de la province a remis à Montréal une partie des amendes qu'il percevait autrefois, ce qui représente pour le Trésor municipal une augmentation de revenus de \$500,000 par année

Et l'augmentation accordée aux juges ne représente que \$10,000 ou \$12,000, peut-être. S'il y avait eu un bill de Montréal, cette année, ce projet de loi du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Custeau) n'aurait pas été nécessaire.

M. Tremblay (Maisonnette): Les juges de la Cour municipale doivent abattre une lourde besogne et le conseil municipal est favorable à cette hausse de traitement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) suggère que l'Assemblée donne à la cité de Montréal le pouvoir d'augmenter le traitement de ses juges. Le gouvernement, dit-il, au lieu de fixer lui-même le salaire, aurait dû plutôt autoriser la ville à accorder les rémunérations en question; il aurait ainsi respecté davantage l'autonomie municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Montréal n'a pas voulu présenter de bill à la Législature et n'a fait aucune demande de la sorte. Il n'y a pas meilleure autonomie que celle qui consiste à faire écho aux demandes de l'autorité de Montréal. Les salaires sont fixés dans la loi, et je crois que c'est nécessaire, car on a déjà vu le conseil municipal baisser à \$1 le traitement d'un recorder.

M. Hamel (Saint-Maurice): La suggestion du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est très opportune. Ce serait redonner à la ville de Montréal une partie de l'autonomie que le gouvernement essaye de lui enlever.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 96 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Fraude et corruption municipales

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Ducharme (Laviolette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill s'impose. Actuellement, lorsqu'un membre d'un conseil municipal commet un acte qui le rend passible de disqualification, la loi est excessivement sévère: en effet cet homme peut être disqualifié au bout de 30 ans parce que la prescription court à partir de la fin du dernier mandat, ce qui n'a pas de bon sens. On modifie la législation pour que la prescription coure dès la fin du mandat pendant lequel l'acte a été commis. Autrement dit, un homme qui a été réélu plusieurs fois peut être disqualifié 30 ans après avoir commis une infraction, ce qui n'a pas de bon sens et peut donner lieu à des manœuvres de chantage.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas tellement d'objection à cet amendement, bien que la sévérité de la loi soit parfaitement compréhensible. Les hommes publics exercent des fonctions à l'occasion desquelles ils ont de fortes responsabilités et des pouvoirs considérables, par exemple la mission d'administrer l'argent du public et le droit d'imposer des taxes aux contribuables.

La loi leur permet de lever des taxes, mais elle prévoit aussi que l'argent doit être dépensé selon certaines règles. La loi sur la fraude et la corruption fait que le membre d'un conseil municipal n'a pas le droit de profiter de sa charge pour recevoir des prébendes, des sommes d'argent, des cadeaux, des commissions à l'occasion d'un contrat signé avec la municipalité; et cette loi est extrêmement sévère.

Il donne lecture de passages de la loi.

La loi est sévère, ajoute-t-il, afin d'assurer une juste distribution des fonds publics. En 1939, le gouvernement de l'Union nationale l'a déjà modifiée pour adoucir sa rigueur, ce qui n'était pas une bonne affaire. Aujourd'hui, le gouvernement cherche encore à atténuer sa sévérité.

Il ne faudrait pas que la population ait l'impression que les législateurs d'aujourd'hui ne considèrent pas les offenses prévues, telles que le tripotage des fonds publics, comme étant aussi graves que du temps de nos pères. Il importe que le public ait la certitude que les deniers publics sont protégés.

Il s'oppose à l'article 2 du bill 98, disant que la loi s'appliquera dans les cas d'infractions antérieures à l'entrée en vigueur. Est-ce que le gouvernement n'aurait pas en vue certains cas particuliers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond que la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales a été modifiée plus souvent que le député de Saint-Maurice ne le dit.

Depuis 30 ans que je siège dans cette Chambre, il y a eu au moins cinq ou six amendements nécessaires. La loi était excessivement sévère. Je suis en faveur de garder à cette loi sa sévérité, mais il faut reconnaître que, dans certains cas particuliers, la loi était inhumaine et antisociale.

Des gens de bonne foi peuvent parfois commettre des délits, sans mauvaises intentions, et on pourrait se servir de la loi pour les intimider par la suite injustement.

Nous n'avons jamais touché à l'essence même de la loi, dit-il, tout comme le bill actuel n'y touche pas. La prescription est une nécessité d'ordre public pour éviter le chantage et assurer une stabilité nécessaire. Au sujet des cas d'infractions antérieures à l'entrée en vigueur du bill 98, le chef de l'opposition aurait raison s'il y avait des causes pendantes, mais il n'y en a pas.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si le premier ministre a eu connaissance de cas particuliers. Il demande des précisions sur des cas de chantage mentionnés par le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se souvient du cas d'un médecin qui a été député libéral pendant la crise; ce médecin ayant soigné un colon lui adressa un compte légitime; on entama contre lui des procédures. Il avait de bonne foi, dit-il, exigé et reçu des honoraires pour avoir soigné des colons dont le gouvernement et la municipalité payaient les comptes.

Parce que ce médecin n'avait pas voulu laisser mourir des malades, on a cherché à lui faire de la misère. Il y a des gens qui passent leur temps à vouloir faire chanter. C'est pourquoi la loi fut modifiée, parce que c'était inhumain et pitoyable.

Faire courir la prescription à partir de la fin du mandat pendant lequel l'acte a été commis, c'est bien.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande le nom du médecin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le cas remonte à l'époque du chômage. Il y a eu plusieurs cas vers 1930, 1935, 1939, notamment dans les colonies.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Puisque le premier ministre a dit qu'il n'y a pas de causes pendantes, aurait-il objection à ajouter au bill une clause pour dire que la nouvelle loi ne s'applique pas en ce qui concerne les causes pendantes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas d'objection. Il revient sur les cas de deux médecins libéraux qui auraient été pris comme le médecin dont il a déjà parlé. Des libéraux honnêtes qui avaient légèrement violé cette loi, précise-t-il. C'étaient d'excellents médecins et ils n'auraient pu agir autrement, car ils n'allaient pas laisser mourir les gens.

M. Hamel (Saint-Maurice) reproche au chef du gouvernement de toujours parler de libéraux comme pour donner l'impression que la moralité est meilleure du côté de l'Union nationale que chez les libéraux. Je n'ai pas peur qu'on en fasse la comparaison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit qu'il s'agissait d'excellents médecins et d'honnêtes gens et que leur situation avait été régularisée. Il n'y a rien de mal à cela. Je cite les exemples que je connais.

Il s'agit de vrais et de sincères libéraux, mais actuellement, l'opposition ne sait pas quand son chef intérimaire va "jumper" encore une fois. Les libéraux d'aujourd'hui devraient se méfier de leur chef intérimaire. L'opposition n'est pas sûre et je la comprends. Elle ne sait jamais à quelle minute son chef actuel va sauter dans un autre parti.

Est-ce que le chef intérimaire de l'opposition tente de faire oublier les insultes qu'il lançait, il y a quelques années, à l'endroit des libéraux? Aussi, je m'amuse beaucoup de le voir défendre les libéraux qu'il abreuvait d'injures, il n'y a pas si longtemps. Cela choque donc à ce point un ancien bloquiste que je dise que d'anciens députés libéraux étaient d'honnêtes gens?

M. Hamel (Saint-Maurice) répond qu'il a combattu les libéraux dans le temps, lorsqu'il était convaincu qu'ils n'étaient pas assez honnêtes pour administrer la province, mais que, par la suite, il a réalisé que c'était pire avec l'Union nationale. Je n'ai pas honte d'avoir été Bloc populaire, note-t-il; j'ai toujours défendu les principes que je croyais justes.

Quand je suis entré dans le Parti libéral, en 1952, c'est que j'y voyais un renouveau.

En parlant de "jumpers", en 1952, un homme de la formation libérale avait averti le chef libéral Georges-Émile Lapalme que je pourrais sauter de l'autre côté après avoir été élu dans Saint-Maurice. Cet homme fait aujourd'hui partie des rangs de l'Union nationale et le premier ministre le connaît.

Il y a plusieurs années, le premier ministre disait que tous les libéraux étaient des bandits et les accusait de tous les crimes. Pourtant, plusieurs de ses partisans aujourd'hui étaient hier des libéraux.

Puis, il (M. Hamel) accuse le gouvernement de vouloir faire disparaître les libertés démocratiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a plusieurs années, ils étaient des libéraux honnêtes, mais c'est dans leur parti que l'on pouvait aussi trouver de la canaille.

M. Hamel (Saint-Maurice): Et aujourd'hui, la canaille semble être dans un autre parti.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition devrait se méfier de certains de ses membres. Je donne un conseil d'ami à l'opposition, qui renferme des gens de talent: méfiez-vous. Ce n'est pas avec des gens bloqués que l'opposition ira loin. Ça ne marche pas très bien avec des blocs.

M. Lafrance (Richmond): De qui le premier ministre veut-il parler¹?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La première poule qui chante, c'est celle qui pond! Les oppositionnistes actuels n'arriveront jamais au pouvoir avec des blocs dans leur chemin. Je remercie ceux qui ont choisi le chef temporaire actuel de l'opposition et je félicite ceux qui n'en voulaient pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Plus le premier ministre parle comme cela, plus il m'aide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le chef temporaire de l'opposition de me remercier de ce que je fais pour assurer sa position.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 98 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill no 98 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender, de façon à ne pas rendre ses dispositions applicables aux infractions commises antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Levesque, Parent, Rochon, Ross, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Contre: MM. Auger, Barré, Barette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Gérin, Guillemette, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Miquelon, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Paquette, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Spencer, Talbot, Thibeault, Tremblay, Vachon, 61.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. Le bill 98 est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1957-1958

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le très important congrès de la Société canadienne de prévention des accidents aura lieu à Québec, les 23, 24 et 25 avril prochain, et c'est dû au travail efficace de prévention qui a été fait dans la province de Québec au cours des dernières années.

Il y a une belle amélioration dans la diminution du nombre des accidents. Le fait que la Conférence canadienne de la prévention des accidents m'ait choisi comme son président et le fait que cette conférence tiendra son congrès annuel à Québec, les 23, 24 et 25 avril, sont sans aucun doute un hommage rendu à la province de Québec pour le travail accompli dans la prévention des accidents et le développement de la sécurité routière. Le nombre des accidents a diminué sur les routes québécoises grâce aux mesures prises par le ministère des Transports et des Communications.

On a privé 5,000 chauffeurs imprudents de leur permis de conduire. Nombre de brochures éducatives, notamment *L'Autoroute*, ont été distribuées. La situation au point de vue des accidents s'améliore sensiblement. En 1953, par exemple, le Québec comptait 649,652 véhicules enregistrés et on a déploré une moyenne de 136.5 accidents par 1,000 véhicules; la moyenne des pertes de vie par 10,000 véhicules a été de 13.3 %. En 1955, avec 783,174 véhicules, on a compté 79,502 accidents comportant 715 pertes de vie; la moyenne des accidents a été de 101.5 et la moyenne des pertes de vie de 9.1 %.

En 1956, la loi fut modifiée et l'on ne tient plus compte que des accidents où les dommages s'élèvent à \$100 et plus. Au 6 octobre dernier, la moyenne des accidents avait baissé à 57.5 et la moyenne des pertes de vie, à 8.1 %...

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) se réjouit des résultats obtenus et en félicite le ministre. Il pose

une question au député de Montmagny (l'honorable M. Rivard).

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Depuis un an, 100 policiers de la route ont été ajoutés à la force policière. La voie publique a été l'objet d'une plus grande surveillance. Il parle ensuite de la responsabilité financière des automobilistes.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) réclame un amendement à la loi pour imposer l'assurance de responsabilité personnelle qui est tout différente de l'assurance obligatoire.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

L'assurance obligatoire est une cause d'augmentation des accidents, car elle enlève aux chauffeurs toute inquiétude. Aux États-Unis, dans les États où cette assurance existe, le nombre des accidents augmente d'année en année.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) revient à la charge pour réclamer qu'au moins les chauffeurs donnent des preuves de leur responsabilité financière. Dans bien des États américains et dans certaines provinces, on exige cette preuve.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

Relativement à l'application de la loi des véhicules-moteurs, l'an dernier, 5,000 permis de chauffeur ont été annulés. Cette annulation du permis est la mesure préventive la plus efficace pour éveiller l'esprit de responsabilité du conducteur. Dans la province de Québec, depuis trois ans, en vertu de la loi, le juge qui passe un jugement peut suspendre le permis de conduire une automobiliste qui a causé un accident jusqu'à ce qu'il ait payé tous les dommages. À cette punition s'ajoute également l'interdiction de conduire pendant un certain nombre de mois.

M. Hamel (Saint-Maurice) appuie sur une suggestion faite la veille par M. Rochon qui avait réclamé qu'on rende légale la signalisation mécanique, au lieu d'obliger les conducteurs, surtout en hiver d'indiquer leurs intentions avec le bras². On devrait permettre l'usage de ces signaux.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Ces signaux sont bien visibles le soir; ils le sont moins dans le jour.

M. Hamel (Saint-Maurice) parle ensuite de la responsabilité financière des automobilistes qui

causent des accidents aux piétons. Il y a, dans la protection à apporter aux piétons, dit-il, une sorte de devoir social dont le gouvernement devrait se préoccuper.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)

recommande au gouvernement d'imposer aux camionneurs l'obligation de placer des fusées rouges sur la route, quand ils veulent immobiliser leur véhicule. La loi devrait être amendée pour forcer "les tortues de la route" à aller plus vite, pour ne pas bloquer le trafic sur les grandes routes.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): C'est une question à étudier par le Conseil des ministres.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis)

suggère la formation d'une commission qui étudierait les problèmes de la responsabilité financière des chauffeurs d'automobile. Est-ce qu'il y a une école pour les officiers de la circulation, demande-t-il?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Oui, et les cours recommenceront lundi prochain.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis):

Certains agents de la police provinciale prêtent leur carte à des amis. J'ai remarqué un automobiliste qui filait à 80 milles à l'heure. J'ai demandé alors à un agent pourquoi il ne lui donnait pas la chasse. L'agent m'a répondu que l'automobiliste en question avait une carte.

L'honorable M. Rivard (Montmagny):

La police provinciale comporte plus de 500 membres et il n'est pas impossible que de tels incidents se fussent produits de temps à autre.

Je promets d'examiner de près cette question et de donner des ordres stricts pour que cessent ces pratiques si elles existent. Cent membres se sont ajoutés aux forces de police au cours des deux dernières années.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane)

propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) annonce son intention de faire bénéficier ses employés d'une nouvelle augmentation de salaire dans le cours de l'année fiscale qui commencera le 1^{er} avril 1957.

M. Dionne (Rimouski) pose une question sur le salaire des employés du ministère

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Les employés de mon ministère ont bénéficié de \$27,000 d'augmentations de salaires au cours de l'année, et on procède actuellement à une classification des employés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) se déclare étonné du montant élevé des dépenses de voyages comparativement aux salaires payés, soit \$25,000 pour \$185,000 en salaires.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Les dépenses de voyage sont faites en grande partie par les 11 vérificateurs qui parcourent la province en tous sens.

M. Parent (Hull): Quel est le salaire des vérificateurs?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): La moyenne des salaires dans tout le ministère est de \$3,127, et celle des vérificateurs est de \$3,000 à \$3,500.

M. Parent (Hull) doute qu'un tel salaire soit convenable à l'heure actuelle et il se demande si cela n'influence pas quelque peu les dépenses de voyage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les salaires des vérificateurs sont beaucoup plus élevés que sous le régime des libéraux et, dans les conditions présentes, ils sont très convenables.

M. Hamel (Saint-Maurice) nie au premier ministre le droit de comparer les salaires payés alors que le budget de la province était à peine de \$30,000,000 avec ceux payés aujourd'hui, alors que la province a un budget de près de \$500,000,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'affirmation du député de Saint-Maurice est boiteuse. Cela voudrait dire que si l'an dernier une industrie a fait un chiffre d'affaires de \$1,000,000 et que cette année elle en fait un de \$5,000,000, elle devra quintupler le salaire de ses employés. Cela n'a pas de sens.

M. Parent (Hull) demande au ministre si l'on considère la possibilité d'augmenter les salaires.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Les employés ont reçu cette année une augmentation de salaire et je crois qu'ils en auront une autre au cours de l'année qui vient.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) annonce que la codification du Code municipal est terminée et que l'on procèdera maintenant avec la codification de la loi des cités et villes. La commission chargée de la codification des lois régissant les municipalités rurales et de la loi des cités et villes est présidée par M. Louis Dussault. Elle est en fonction depuis une dizaine d'années.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Dionne (Rimouski): Quels sont les projets du gouvernement.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Il s'agit tout spécialement de fournir des plans aux régions minières en voie d'organisation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement ne donne pas suffisamment de renseignements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se dit étonné de cette déclaration. Sous le régime des libéraux, dit-il, en particulier sous le régime de M. Godbout, les *Comptes publics* n'étaient soumis à la Chambre qu'aux derniers jours de la session. Aujourd'hui, nous les lui donnons à l'ouverture de la session, ce qui facilite considérablement le travail de recherche de l'opposition. On ne peut tout de même pas exiger que le gouvernement soit en mesure de prévoir à l'avance tous les détails de l'emploi des deniers publics.

Il faut qu'il ait une certaine latitude. D'ailleurs, jamais un gouvernement n'a fourni autant de détails sur la dépense publique que le présent gouvernement. Le premier ministre mentionne tout particulièrement Chibougamau, la région de Shelter Bay et Nicolet qui ont besoin de l'aide du Service de l'urbanisme pour l'aménagement de nouvelles villes. Il faut donc préparer des plans en conséquence.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le Service d'urbanisme compte présentement huit employés permanents et le ministère des Affaires municipales a l'intention d'ajouter d'autres techniciens au personnel de ce Service. Le député a demandé si j'avais des plans pour des villes en particulier et je lui ai dit que je les lui fournirais!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) énumère les noms de quelques officiers du Service d'urbanisme. Parmi les fonctionnaires attachés à ce Service, il y a un ancien ministre libéral, M. Irénée Vautrin.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande enfin à la Chambre d'aborder l'étude des crédits du ministère du Travail.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le rapport de ce ministère, pour la dernière année fiscale, vient d'arriver, et l'opposition n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance.

La séance est suspendue à 5 h 45.

Reprise de la séance à 8 h 15

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude des subsides suspendue au cours de la présente séance.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1968.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux faire, dès le début, quelques remarques sur un problème des plus importants, qui confronte actuellement les gouvernements, les industriels et les ouvriers. C'est celui de l'automation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question pourrait être discutée plus régulièrement dans une motion, ou sur un autre item que celui des salaires du service civil dans le ministère du Travail.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le travail serait fait plus rapidement si on permettait de discuter généralement tout ce qui concerne un ministère, au lieu de disséquer les crédits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) consent à ce que le chef de l'opposition parle de l'automation, mais à condition qu'on ne s'éternise pas sur cette question.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'automation est le fait de remplacer de plus en plus l'ouvrier par des machines dans l'industrie. La question de l'automation était au fond de la récente grève des chemins de fer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La grève des chemins de fer est une question fédérale qui ne relève pas de nous.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je donnais cela comme exemple pour prouver que le problème de l'automation se pose déjà de façon assez aiguë au Canada. Il se posera de façon plus aiguë dans la province de Québec à mesure que passera le temps.

Il cite, pour étayer cette affirmation, la *Gazette du Travail du Canada* qui, en septembre 1956, publiait des statistiques sur le chômage au Canada.

Il y avait alors, dit-il, 97,000 sans travail dans le pays, dont 10,000 dans les Provinces maritimes, 34,000 dans l'Ontario, et 40,000 dans la province de Québec. Il y a donc 41 % des chômeurs de tout le Canada dans la seule province de Québec. C'est une situation sérieuse qu'il ne faut pas négliger.

Le même rapport, ajoute-t-il, démontre que le régime des heures de travail se modifie profondément au Canada. Dans l'Ontario on travaille, en moyenne, 40.5 heures par semaine et, dans Québec, la moyenne est de 42.6 heures. Je tire de cela deux faits: premièrement, les heures de travail sont plus longues dans Québec que dans les autres provinces et, deuxièmement, que malgré cela, le nombre des chômeurs est plus élevé dans Québec que dans les autres provinces.

Il résulte de tout cela que, fatalement, les unions ouvrières vont réclamer une nouvelle diminution des heures de travail, tout en obtenant des hausses de salaire qui serviront de compensation. C'est donc un problème dont la solution sera difficile à trouver et dont il importe de se préoccuper tout de suite. Quant aux salaires...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question des salaires ne relève pas de l'automation?

M. Hamel (Saint-Maurice): La solution au problème de l'automation, c'est de faire en sorte que

le salaire compense la diminution des heures de travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des augmentations de salaire ne diminueront pas le dommage que peut causer l'automation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le problème se réglera par une diminution des heures de travail avec des augmentations de salaire, mais il faudra procéder par étapes, afin de donner aux industriels et aux unions ouvrières le temps de s'adapter à ces nouvelles conditions.

Il exprime son regret que le Conseil supérieur du travail, organisme constitué de représentants ouvriers et patronaux et d'experts, n'ait pas siégé dans l'année qui se terminera le 31 mars. C'est l'organisme tout désigné pour s'occuper de ce problème d'une telle envergure, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'il y a un item, plus loin, traitant des crédits affectés au Conseil supérieur du travail.

L'honorable M. Barrette (Joliette) cite d'autres statistiques de la *Gazette du travail* qui ne disent pas la même chose que celles citées précédemment par le chef de l'opposition. D'après la même *Gazette du travail*, édition de fin septembre 1956, il y avait dans Québec 20,699 réclamants masculins et 16,262 réclamants féminins. Dans l'Ontario, il y avait 37,562 réclamants masculins et 17,987 réclamants féminins.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mes chiffres proviennent de la page 1,520 de la *Gazette du travail* de septembre 1956.

L'honorable M. Barrette (Joliette) annonce qu'il a puisé les siens à la page 1686 du même rapport. La façon habituelle, dit-il, d'évaluer le nombre de chômeurs est de faire le total du nombre de personnes qui demandent des emplois et de l'assistance.

Les syndicats ouvriers livrent à l'automatisation une bataille perdue à l'avance. L'avènement de l'automatisation s'impose et il serait futile d'engager une guerre de classes entre les ingénieurs hautement qualifiés et les travailleurs à ce sujet. Cette automatisation ne signifiera pas nécessairement une diminution des emplois disponibles dans l'industrie canadienne, mais pourrait apporter une meilleure compréhension et

une meilleure coopération entre toutes les classes d'employés. Quand des hommes de différentes classes travaillent ensemble dans la même industrie, ils en viennent à mieux se connaître et à mieux se comprendre; et quand ils se connaissent et se comprennent, ils s'aperçoivent que leurs différences ne sont pas aussi grandes qu'ils l'imaginaient.

Il (l'honorable M. Barrette) fait ensuite des considérations sur les variations dans le monde du travail depuis qu'il a commencé à travailler, comme apprenti, dans les usines de la C.N.R. à Joliette à l'âge de 14 ans. Il y avait alors 5 % des employés qui étaient dans l'administration et 95 % qui se trouvaient dans la production, décrit-il. Vingt ans plus tard, il y avait 20 % dans l'administration et 80 % dans la production. Depuis 15 ans, cette proportion n'a pas cessé d'augmenter et, d'ici quelques années, sur 1,000 employés dans une industrie, il y aura 500 ingénieurs ou techniciens dans l'administration et la gestion des entreprises.

Cela changera totalement la nature des relations patronales-ouvrières. On verra dans les usines des ingénieurs diplômés d'universités à côté des artisans, et les relations patronales seront de ce fait profondément modifiées. Et s'il reste encore des dirigeants d'union ouvrière, ou des unions ouvrières, qui chercheront encore à entretenir des luttes de classes, ils perdront tout simplement leur temps, car nous verrons des artisans qui seront les compagnons de travail des ingénieurs et des techniciens.

Quant au déplacement des classes ouvrières, ce sera à peine perceptible alors, comme ce le fut depuis 30 ou 35 ans. Cette association étroite entre l'ingénieur et l'expert hautement qualifié et le travailleur ordinaire sera une bonne chose. Ils en viendront à mieux se connaître et à mieux se comprendre, et ceux qui essaient de prêcher les distinctions de classes et les luttes de classes prêcheront dans le désert.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question sur le fonctionnement du Bureau des examinateurs électriciens.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond aux questions du député de Westmount-Saint-Georges et donne des précisions sur le fonctionnement du Bureau des examinateurs électriciens.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille

dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du Travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le Conseil existe-t-il encore? Si oui, quels en sont les membres et depuis quand n'a-t-il pas siégé?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le Conseil supérieur du travail existe toujours et il peut fort bien siéger hors de ma connaissance. C'est Me Paul Lebel de Québec qui en est le président. Récemment, deux ou trois membres représentant les chemins de fer se sont retirés. Le Conseil comprendrait aujourd'hui 21 ou 22 membres.

Il explique qu'il peut en sa qualité de ministre convoquer le Conseil, ce qu'il a déjà fait d'ailleurs à plusieurs reprises. Mais, ajoute-t-il, le Conseil peut se réunir hors de ma connaissance, soit à Québec, soit à Montréal.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois que le ministre devrait demander au Conseil supérieur du travail de se réunir et d'étudier sérieusement, sans partisanerie ni animosité, les causes profondes et réelles de l'écart qui existe dans les salaires entre le Québec et l'Ontario et d'autres provinces.

L'honorable M. Barrette (Joliette): De quelle catégorie de salaire parlez-vous? Ceux de l'industrie manufacturière?

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans la catégorie manufacturière, la province vient en septième place de la Confédération. Le Conseil supérieur devrait s'attaquer à ce problème. On sent toujours un malaise quand nos ouvriers comparent leur salaire avec ceux des ouvriers des autres provinces.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les employés de l'industrie manufacturière ne représentent qu'un pourcentage du nombre des travailleurs manuels dans la province de Québec. On

peut trouver 50 sortes d'emplois où les salaires sont plus élevés en Ontario que dans le Québec, mais je puis en nommer 200 où les salaires sont plus élevés dans le Québec.

J'ai constaté, en fouillant les statistiques, qu'il y avait dans le Québec 90,000 bûcherons qui gagnaient le plus haut salaire au Canada. Nos chiffres démontrent des différences de \$6 et \$7 plus élevés que les statistiques fédérales. Quand on veut chercher des catégories d'employés mieux payés dans Québec qu'ailleurs, on les trouve à la douzaine.

Quand on prend l'ensemble des travailleurs, l'industrie minière, les transports, les bûcherons, cela n'est pas de l'industrie manufacturière et pourtant les travailleurs de ces industries forment le groupe le plus nombreux et le mieux rétribué des travailleurs québécois.

Il (l'honorable M. Barrette) cite alors toute une série d'emplois où les salaires sont plus élevés dans le Québec que dans l'Ontario: matériel roulant \$84.21 contre \$83.66 (hebdomadaire et heures de travail à peu près identiques) matériel roulant \$94 contre \$77.24; produits chimiques: \$81.44 contre \$79.44; confection pour hommes: \$66 contre \$65.15; et il énumère toute une série d'emplois de bureau ou de magasins où les employés québécois sont mieux rémunérés qu'en Ontario.

L'on devrait tenir compte du fait qu'il y a plus d'industries lourdes en Ontario que dans le Québec, précise-t-il. Mais la marge diminue constamment depuis 10 ans, et les progrès réalisés dans le Québec, au cours de la même période, sont beaucoup plus considérables dans le Québec qu'en Ontario, la province sécur.

Le nombre des catégories de travailleurs gagnant des salaires plus élevés dans le Québec est beaucoup plus grand qu'en Ontario. Et nous continuons à faire du progrès. Le nombre des employeurs augmente sans cesse chez nous. Il atteint aujourd'hui les 22,000.

Une requête de la Chambre de commerce démontre que plus de 92 % des travailleurs de nos grandes industries profitent de ce qu'on appelle les bénéfices marginaux: pension, assurances, etc. C'est donc dire que lorsqu'on veut avoir une image complète, il faut regarder partout. De l'autre côté de la Chambre, on monte en épingle ce qui est défavorable au Québec et on ignore ce qui lui est favorable.

M. Hamel (Saint-Maurice): La mise au point du ministre illustre ma thèse de façon fulgurante. Il n'a pas nié que, dans l'industrie manufacturière, nous sommes en septième position.

Le ministre nous a cité une catégorie de travailleurs ayant un salaire supérieur dans le Québec, mais il reste que la moyenne des salaires est moins élevée dans l'industrie manufacturière. Cela veut dire que nous avons beaucoup plus de petits salariés que dans l'Ontario et c'est sur eux que nous nous penchons.

Il dit ensuite qu'il a eu à discuter de nombreuses conventions collectives de travail et, qu'à peu près chaque fois, les unions ouvrières citaient en exemple les salaires payés en Ontario ou dans les autres provinces.

Je ne considère pas les unions ouvrières impartiales, pas plus d'ailleurs que les organismes patronaux, précise-t-il. C'est pourquoi je crois que le Conseil supérieur du travail pourrait nous rendre de grands services dans ce domaine si on lui demandait d'étudier la question.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a, en Ontario, 145 usines qui fabriquent des automobiles, des parties d'automobiles ou des machineries agricoles. Ces usines ont produit pour une valeur de \$994,000,000, en 1954, et payant des salaires très élevés. Mais on ne peut pas comparer ces salaires à ceux qui se paient dans les 456 filatures ou les 1,629 manufactures de vêtements de la province de Québec, qui emploient beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles.

Nous n'avons pas encore d'usines d'automobiles dans le Québec, seulement il ne faut pas désespérer. Ça va venir. Déjà nous avons à Sorel des hauts fourneaux qui traitent le titane du lac Allard. Ce sont dans le moment les seuls qui fonctionnent à plein rendement, mais il y en aura d'autres.

Même dans l'industrie manufacturière, il faut comparer des emplois semblables entre eux si l'on veut procéder avec justice. Or, si l'on compare les emplois qui sont semblables d'une province à une autre, Québec peut subir avantageusement la comparaison.

Ce que je n'aime pas, c'est qu'on continue de déprécier la province de Québec en comparant des choses qui sont trop différentes et en n'insistant toujours que sur les points défavorables. Il se fait chez nous des progrès énormes, que nous devrions tous être fiers de proclamer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je remercie le ministre de confirmer notre thèse à l'effet que nous sommes en retard. C'est pourquoi nous avons toujours proclamé qu'il était essentiel à l'économie de notre province que nos ressources naturelles soient ouvrées chez nous au lieu d'être exportées à l'état brut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quand on veut faire des comparaisons honnêtes, on compare les mêmes choses dans les mêmes circonstances. Pendant 25 ans, la province d'Ontario a progressé alors que la province de Québec reculait. Il a fallu reprendre le temps perdu et accélérer le processus d'industrialisation. Mais nous faisons des progrès énormes, que seule l'opposition nie. Nous avons dans le Québec une mine de fer titané dont le minerai est entièrement traité chez nous. Nous avons en Gaspésie une mine de cuivre où l'on a repéré 75,000,000 de tonnes de minerai; or, nous avons obligé la compagnie à construire une usine de concentration à Gaspé et une autre à Montréal où le produit est entièrement fini.

On ne peut pas nier les progrès que nous avons apportés à la Gaspésie, et en passant, je félicite le député de Gaspé-Nord (M. Couturier) dont le fils vient d'être nommé évêque du golfe Saint-Laurent. Il n'y a pas une ressource naturelle qui ait été louée dans le Québec sous l'Union nationale sans que nous imposions comme condition l'obligation formelle de fournir à l'industrie de la province de Québec tout le minerai dont elle aurait besoin.

La province de Québec est un pays jeune, mais qui va de l'avant au milieu de difficultés considérables. Nos progrès sont entravés par certains accaparements et nous n'avons pas de pouvoirs internationaux. Nous n'avons pas de pouvoirs internationaux, ni de pouvoirs interprovinciaux; nous avons des pouvoirs provinciaux. Ces pouvoirs ne permettent pas à la province de conclure des ententes en vue d'activités dépassant les bornes de la province. Conséquemment, si nous allions imposer des conditions qui affectent la politique internationale, nous risquerions de perdre les industries qui viennent s'établir ici.

Si nous avons dit aux gens de l'Ungava, qui exploitent un territoire de 300 milles carrés seulement, qu'ils seraient obligés de bâtir une usine de \$200,000,000 dans le Québec, et c'est ce que ça coûte pour établir une industrie sidérurgique, ils ne seraient jamais venus dans le Québec. Si nous les obligeons actuellement à bâtir une telle usine, et à exploiter cette ressource naturelle demeurée inutilisée pendant si longtemps et qui a été découverte, nous ruinerions le crédit de la province, et l'on pourrait nous fermer le marché américain, alors que le marché canadien n'est pas assez considérable. Il n'est pas assez fort pour alimenter seul cette industrie.

Je ne crains pas d'affirmer qu'en matière de développement des ressources naturelles jamais nous

n'avons eu une politique aussi sage et aussi progressive que sous l'Union nationale. Jamais au cours de son histoire la province n'a bénéficié d'une politique aussi sage et aussi avantageuse visant à réaliser un cycle entier et complet d'exploitation de nos ressources naturelles à partir des matières premières jusqu'aux procédés de raffinage et de finition.

Les usines de la Gaspésie, de Chicoutimi, de Montréal, de Noranda et de Sorel ne sont que le commencement de la mise en œuvre de cette politique. Et très bientôt, sous l'Union nationale, nous aurons des industries lourdes dans la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je remercie le premier ministre d'avoir confirmé à son tour la politique que nous défendons, à savoir qu'il est possible d'avoir une industrie lourde dans la province de Québec. C'est ce que nous réclamons depuis plusieurs années. Le Québec continue de tirer de l'arrière. On peut essayer de fournir des explications, on ne peut nier le fait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais ce que le député ne comprend pas, c'est que pour avoir des enfants, il faut se marier et attendre le temps.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction des centres d'apprentissage des métiers du bâtiment (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suppose qu'il s'agit d'un montant chargé par les Travaux publics pour ouvrage effectué au ministère du Travail. Il s'agit peut-être d'un ménage...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'un ménage comme celui que nous avons fait au sein du Parti libéral, en juin dernier.

Un député de l'opposition: Et qui a été chargé à la caisse électorale de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on veut parler de ces choses, je suis prêt. Je pourrais demander, par exemple, qui paie le salaire du chef de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne reçois pas d'autre salaire que celui de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député peut-il l'affirmer sous serment?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre me fera-t-il l'injure de ne pas prendre ma parole d'honneur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice est-il capable d'affirmer qu'il ne reçoit pas un salaire du Parti libéral, comme organisateur?

M. Hamel (Saint-Maurice): Ah! Ah! Si c'est ça...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais cela ne provient-il pas de la caisse électorale?

La résolution est adoptée⁵.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Secrétaire de la Commission des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant le secrétaire de la Commission des accidents du travail de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Il ne reste plus que six ou sept projets non déjà inscrits au *Feuilleton* de l'Assemblée législative.

L'un des principaux projets de loi qui seront présentés à la Chambre sera celui ayant trait à la construction de l'autostrade, à six voies payantes, devant relier l'Île de Montréal au nord de Saint-Jérôme. Les expropriations en vue de la construction de cette autostrade sont terminées et les travaux commenceront dès le printemps prochain.

Entre autres projets de loi qui seront soumis à l'étude au cours de la présente session, une loi ayant trait aux développements miniers, un autre portant sur des pensions aux députés, et le projet de loi sur la taxe sur les corporations.

Il reste encore une trentaine de bills privés non imprimés, dit-il, et il faudrait probablement siéger le soir, en comité, pour expédier l'étude de cette législation.

Le discours du budget du ministre des Finances, le député de Matane (l'honorable M. Gagnon), sera prononcé vers le 1^{er} février.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. *La Presse* du 18 janvier 1957, à la page 23, note que le député de Richmond (M. Lafrance): "...est un ancien membre du Bloc populaire tel que M. Hamel. Dans les milieux ministériels, certains soulignent, à l'occasion, qu'il serait un des principaux conseillers de M. Hamel, en Chambre, bien qu'il ne participe que rarement aux débats".

2. L'étude des crédits du ministère des Transports et des Communications a débuté le 16 janvier 1957 et se poursuit le lendemain.

3. Les débats entourant l'adoption des crédits du ministère des Affaires municipales ont duré moins d'une demi-heure, selon *La Presse* du 18 janvier 1957, à la page 23.

4. Selon le *Quebec Chronicle*, du 18 janvier 1957, à la page 3, cette compagnie établie dans l'Ungava est l'Iron Ore. Cette compagnie exploite un petit, mais un riche gisement de minerais.

5. Selon *L'Action catholique* du 18 janvier 1957, à la page 3, le débat entourant les crédits du ministère du Travail a duré deux heures.

Séance du mardi 22 janvier 1957

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Charles Raymond**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Custeau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Charles Maurice Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Raymond, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Charles Maurice Raymond, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Raymond.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 212 constituant en corporation de ville la corporation du village de Rock Island, comté de Stanstead;

- bill 197 validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennes.

Et, sans amendement, le bill 242 concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 243 concernant les municipalités scolaires du village de Bagotville et de la ville de Chicoutimi-Nord, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 178 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

- bill 179 modifiant la charte de la ville de Plessisville;

- bill 210 modifiant la charte de la cité de Beauharnois;

- bill 226 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est;

- bill 209 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 6 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Rock Island

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 212 constituant en corporation de ville la corporation du village de Rock Island, comté de Stanstead.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 212 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété d'Albini Carrière

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 validant et confirmant le titre d'Albini Carrière, à la propriété d'une terre formée de partie du lot numéro 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville, et de partie du lot numéro 258 au cadastre de la paroisse de Varennes.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Royal Trust Company et Barclays Trust Company

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 concernant l'amalgamation de The Royal Trust Company et Barclays Trust Company of Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la charte de la ville de Plessisville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Bernatchez (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauharnois

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 210 modifiant la charte de la cité de Beauharnois.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 210 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Beauceville-Est

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 modifiant la charte de la ville de Beauceville-Est.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 6 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Annexion à La Prairie

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 254 concernant la ville de La Prairie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Michel

M. Pouliot (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 238 modifiant la charte de la cité de Saint-Michel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Pouliot (Laval) propose, selon un ordre de la Chambre, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi du ministère des Finances

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances.

L'honorable M. Gagnon (Matane) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que la loi du ministère des Finances (Statuts refondus, 1941, chapitre 71) soit modifiée en y insérant, après l'article 74a, édicté par l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 44, le suivant:

"74b. Lorsque le gouvernement effectue un emprunt en vertu d'une disposition législative qui limite le taux de l'intérêt payable sur cet emprunt, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, nonobstant une telle disposition législative, déterminer à l'égard de cet emprunt un taux d'intérêt excédant cette limite, s'il le juge nécessaire en raison des conditions du marché financier."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette disposition existait déjà dans nos Statuts. Il s'agit simplement de l'incorporer à la loi du ministère des Finances, où elle est beaucoup plus à sa place. Depuis quelque temps, les taux d'intérêt montent. La Banque du Canada l'a déjà haussé quatre ou cinq fois en un an. C'est de nature à créer de gros problèmes aux corporations municipales et scolaires, de même qu'aux provinces. Je comprends qu'il y a danger d'inflation, à l'heure actuelle, mais à mon sens, ce n'est pas un bon moyen de prévenir l'inflation que de compliquer les problèmes des municipalités et des provinces.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que cette résolution soit maintenant agréée.
Adopté, après division.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 32 modifiant la loi du ministère des Finances soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des terres de colonisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 29 modifiant la loi des terres de colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose:
1. Que l'article 18 de la loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1941, chapitre 104), modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 37, soit de nouveau modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Aucune vente ne peut être faite pour plus de cent acres à la même personne. Cependant, cette limite peut être dépassée:

"a) si le lot concerné contient plus de cent acres d'après l'arpentage, auquel cas il doit être vendu tel qu'arpenté; ou

"b) s'il s'agit de parties de lots dont la réunion est nécessaire pour constituer un établissement convenable; ou

"c) lorsque, par suite d'accident naturel ou artificiel du sol et pour faciliter l'exploitation rationnelle d'un lot qui ne contient pas plus de cent acres, ou d'un lot tel qu'arpenté, il est nécessaire d'y ajouter une partie d'un autre lot."

"Mais dans tous les cas aucun de ces lots ne devra excéder cent cinquante acres en superficie."

L'honorable M. Bégin (Dorchester) explique qu'il arrive parfois que des parties de lots sont impropres à la culture ou se trouvent réduites par des accidents naturels. Le département, dit-il, sera désormais en mesure de compenser pour les pertes de terrain sur les lots.

Cette disposition est nécessaire pour rattacher à une exploitation agricole quelques arpents de terre qui font normalement partie d'un autre lot, mais qui en sont séparés par une rivière ou un chemin public. Généralement, la surface à rattacher ainsi ne dépasse pas quatre ou cinq acres, huit au maximum. Il (M. Bégin) cite alors cinq ou six cas particuliers où cette disposition de la loi s'appliquera avec avantage pour des colons.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il peut être nécessaire de déroger en certains cas à la règle générale, qui limite des lots à 100 acres. Mais le bill ne prévoit aucune limite quelconque. Rien n'empêcherait le ministre de donner 500 ou 1,000 acres. Je me demande s'il ne serait pas plus sage de fixer une limite.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le bill définit bien la nature des exceptions. Il s'agit dans tous les cas de compléter un établissement raisonnable.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si l'on fixait une limite de 150 acres?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je n'y vois pas d'objection, car je suis sûr que nous ne dépasserons jamais 150 acres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faudrait tout de même pas empêcher de grouper des lots dont une partie seulement est propre à la culture, mais qui, ensemble, peuvent constituer un domaine familial. Ce que nous cherchons avant tout, c'est d'utiliser la terre arable. Pour cela, il ne faut pas trop imposer de limites.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il y a tendance à donner plus de terre cultivable au même homme, à cause des nécessités économiques de l'heure. Je n'aurais pas d'objection, pour ma part, à ce que l'on porte la limite à 200 acres, pourvu toujours qu'il y ait une limite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut songer aussi aux colons qui voudraient établir leurs fils autour d'eux.

M. Hamel (Saint-Maurice) accuse le premier ministre d'être plus catholique que le pape et de se refuser à toute limite quand le ministre de la Colonisation est disposé à accepter une limite de 150 acres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant la discussion de la loi, tout à l'heure, le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a suggéré que la loi fixe une limite de 200 acres pour la superficie de terre qui peut être cédée à un colon. Le ministre de la Colonisation, lui, a suggéré que la limite soit fixée à 150 acres. À présent, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) vient nous dire que son propre député ne sait pas de quoi il parle. Il dit que nous devrions accepter la suggestion du ministre de la Colonisation, plutôt que celle proposée par l'un de ses amis libéraux.

Le chef temporaire de l'opposition ne tient pas compte de son expert, le député d'Abitibi-Ouest. Il ne devrait pas prendre ce moyen pour déprécier son collègue. Je le remercie de reconnaître que le ministre de la Colonisation est bien qualifié et de vouloir prendre son opinion, quand il dit qu'une limite de 150 acres est acceptable.

Il (M. Duplessis) taquine ensuite les députés de la gauche pour le choix de leur chef temporaire, qui a parlé plus que quiconque contre le Parti libéral il y a quelques années.

M. Hamel (Saint-Maurice) remercie le premier ministre de lui faire tant de publicité en l'attaquant à tout propos. Le premier ministre, dit-il, consolide ainsi toujours davantage ma popularité auprès de mes collègues.

L'Union nationale peut choisir ses contracteurs, ses entrepreneurs et ses architectes, elle peut décider qui construira les routes et les écoles et qui aura les riches contrats du gouvernement, mais elle ne choisira pas le chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Ils n'applaudissent pas tous!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'apprécie à sa juste valeur la publicité que me fait le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'essaie pas de choisir un chef de l'opposition. Je suis simplement en train d'être juste avec les députés libéraux de l'opposition. Moi le premier, je suis en faveur du député de Saint-Maurice comme chef de

l'opposition. On ne peut pas en trouver de meilleur pour le gouvernement, ni de pire pour l'opposition. Si l'opposition s'en contente, elle a trouvé le secret du bonheur, qui consiste à se contenter de peu.

La résolution amendée est adoptée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose:

2. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 18, le suivant:

"18*a*. Dans le cas des paragraphes *b* et *c* du troisième alinéa de l'article 18, la vente doit être préalablement autorisée par le ministre."

Adopté.

3. Que l'article 19 de ladite loi soit modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les mots "de cent acres" par les mots "conforme aux dispositions de l'article 18".

Adopté.

4. Que les ventes de terrains faites avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne seront pas invalides du fait qu'elles l'ont été pour plus de cent acres à la même personne, pourvu qu'elles rencontrent les conditions spécifiées à la résolution 1 ci-dessus.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi des terres de colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi sur l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31

modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, remplacé par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 18, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 39, et par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 47, soit modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, les mots "cinq cents" par le mot "mille";

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au ministre des Terres et Forêts s'il n'a pas songé à instituer un système de ventes aux enchères.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La loi générale prévoit de telles ventes aux enchères. Mais il y a des cas particuliers où la loi générale et des ventes aux enchères ne permettraient pas d'atteindre le but recherché, c'est-à-dire une exploitation rationnelle des territoires forestiers.

b) en y ajoutant, après le paragraphe 15 du deuxième alinéa, les paragraphes suivants:

- 16 Raoul Guérette inc. 300 milles carrés
17 Les Chantiers
Gagnon, Limitée 200 milles carrés

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Sans cette mesure, la fermeture permanente du moulin Raoul Guérette qui, depuis plusieurs années, utilisait du bois américain, signifierait 300 chômeurs. Vendre les 300 milles carrés aux enchères ne signifierait pas que l'entreprise Guérette aurait le bois, une grosse compagnie pourrait l'avoir.

Quant au prix du mille carré, lorsqu'on le fixe à \$1,000, c'est un minimum. Jusqu'ici c'était \$500, également un minimum. En fait, les prix ont oscillé entre \$900 et \$1,400 par mille carré. Ils ont même atteint \$1,500 quand les arbres étaient assez grands pour être abattus immédiatement. Il y a 300,000 milles carrés de bois dans la province, dont 82,000 sont sous licence; ce qui laisse 220,000 milles carrés à concéder.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si la procédure suivie dans la majorité des cas était de vendre ces concessions aux enchères publiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est exact, mais dans certains cas, une telle politique est impraticable. Si toutes ces concessions étaient vendues aux enchères, elles seraient englouties par les grosses compagnies, et le plus petit se retrouverait sans terre où couper le bois nécessaire à son moulin. Nous savons tous que, dans plusieurs districts, le moulin local est l'unique source de revenus et d'emplois pour toute la région et que si le moulin se voyait forcé de fermer par manque de matière brute, ce serait un désastre pour tout le secteur. C'est pourquoi nous voulons nous assurer que ces petits moulins aient les ressources suffisantes pour poursuivre leurs opérations.

À une époque, certaines exploitations n'avaient aucun bon sens économiquement parlant, car la source d'approvisionnement était beaucoup trop éloignée du moulin. Les risques de fermeture d'industries étaient une menace constante. La loi rendait également plus difficile pour les petits exploitants de s'assurer des limites qui leur soient plus adaptées, étant donné qu'elle prévoyait qu'une vente aux enchères devait être tenue préalablement à la concession des limites. Résultat de cela: les grosses firmes avaient le dessus. Le département pourra maintenant fixer un prix basé sur l'inventaire du territoire forestier particulier et s'assurer que la limite soit allouée à la bonne firme, sans qu'il faille passer par une vente aux enchères.

Autrefois, la politique forestière n'avait pas d'orientation. On procédait au petit bonheur. Des gens de Trois-Rivières avaient des limites à Anticosti et des gens des environs d'Anticosti avaient des limites dans la région du Saint-Maurice. Il en résultait des frais d'opération plus élevés.

C'est pourquoi nous avons décidé de voter la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers. Il devrait en découler une amélioration des conditions de travail, une augmentation des salaires et de meilleures conditions de vente du bois. Tous en profiteront.

La loi générale prévoit la vente aux enchères des terres forestières, mais, dans ce cas, n'importe qui peut les acheter, avec pour conséquence que ce sont toujours les mêmes, soit ceux qui ont beaucoup d'argent, qui achètent. Et alors la petite industrie régionale n'a pas de limites.

Avec la loi pour une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers, on fait en définitive une publicité plus grande qu'avec des ventes aux enchères. On ne vend d'ailleurs pas, on loue. Et le prix de \$500 fixé autrefois, de \$1,000 fixé aujourd'hui, ne constitue pas tout ce que les industriels ont à payer. Il y a en plus les droits de coupe, etc.

Il est important, pour l'économie régionale du Témiscouata, que Raoul Guérette inc. ait le bois nécessaire pour opérer. Il ne peut plus s'approvisionner comme autrefois dans le Maine. La fermeture de cet établissement signifierait la désorganisation des paroisses de la région. À Rivière-du-Loup, il y a un moulin qui fonctionne irrégulièrement; Raoul Guérette inc. va le faire fonctionner.

Le problème est le même dans le Lac-Saint-Jean avec les Chantiers Gagnon limitée qui emploient plusieurs centaines d'hommes. L'industrie canadienne-française, l'industrie locale, il faut l'encourager. Le gouvernement est en faveur de la décentralisation de l'industrie pour que la prospérité se répande un peu partout dans la province et profite non pas seulement aux grands centres, mais aux cultivateurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 2. Que l'article 12 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 37, par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 33, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI,

chapitre 24, par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 23, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 21, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"12. Les arrêtés en conseil qui seront adoptés pour donner effet à la présente loi seront réputés en faire partie."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 31 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie de téléphone de Dorchester inc.

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant la Compagnie de téléphone de Dorchester inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Poulin (Beauce) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette compagnie rend des services signalés dans Dorchester, Bellechasse et Montmagny. Le projet de loi vise à lui permettre de donner de l'expansion à son réseau et d'émettre des obligations. C'est un bill pour faciliter les communications téléphoniques et

activer le progrès. La compagnie va d'ailleurs probablement étendre son service aux comtés de L'Islet et de Beauce.

M. Hamel (Saint-Maurice) se demande pourquoi il s'agit d'un bill public alors qu'il est question d'une compagnie privée. Pourquoi a-t-on eu recours à un projet de loi présenté par un député (M. Poulin)? Je suis surpris, dit-il, de voir que ce projet de loi est soumis par le gouvernement.

Normalement, il aurait fallu procéder par bill privé et publier des avis dans la *Gazette officielle* si on avait voulu se conformer à la loi. Il aurait fallu des avis dans les journaux de la région où les personnes sont particulièrement intéressées ou qu'il soit étudié en public par un comité de la Chambre basse.

Avec le bill 97, n'ayant pas publié d'avis, on procède en cachette. Les gens ne peuvent pas venir faire connaître leurs objections au comité des bills privés. J'ai assez d'expérience pour conclure que, si les choses sont faites de cette façon, c'est que quelqu'un doit être lésé. Il (M. Hamel) demande aussi pourquoi l'autorisation touchant à l'émission des obligations.

De plus, la province se trouve à être frustrée des droits qu'elle aurait dû percevoir s'il y avait eu un bill privé. Ainsi, la compagnie n'a pas à déboursier un sou pour l'adoption de cette législation. Pourquoi la Compagnie de téléphone de Dorchester est-elle le chouchou du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas eu de cachette. Le bill 97 est entouré de publicité dans les journaux et à la Chambre. Y a-t-il quelque chose de plus public qu'un bill public? De plus, il est souvent arrivé qu'un député présente un projet de loi pour une municipalité ou une commission scolaire.

Le chef de l'opposition a parlé de chouchou et se demande pourquoi on n'a pas présenté de bill privé, ce qui aurait fait gagner à la province peut-être \$1,000 ou \$1,500. Voilà toute la différence qui existe entre l'opposition et le gouvernement. Pour l'opposition, ce qui compte c'est l'argent payé. Ce qui intéresse le gouvernement, c'est de venir en aide aux cultivateurs. Avec un bill privé, il y aurait eu des droits et le taux des abonnements aurait augmenté en conséquence. Les abonnés de la compagnie seront ceux qui, au fait, bénéficieront de l'économie ainsi réalisée.

M. Hamel (Saint-Maurice): On aurait pu charger la Régie des services publics d'étudier le problème.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Régie n'a pas les pouvoirs nécessaires pour accorder à la compagnie de téléphone les attributions dont elle a besoin.

M. Parent (Hull) demande le nom des directeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a qu'à poser la question à l'ordre du jour. On y répondra.

M. Parent (Hull), M. Hamel (Saint-Maurice) et **l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** échangent des propos.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre devrait répondre au député de Hull, puisque le premier ministre représente la compagnie dans cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette accusation est inexacte. Je conseillerais au chef intérimaire d'y aller doucement. Je ne possède aucune action dans cette compagnie et je ne représente pas la compagnie, mais le peuple et les intérêts de centaines de cultivateurs qui ont le droit d'avoir le téléphone comme les gens de la ville. Il (l'honorable M. Duplessis) dit ne pas connaître les noms des 10 directeurs. Toutefois, la compagnie compte de 400 à 500 actionnaires. Elle a un capital de 50,000 actions qui sont privilégiées et non-privilégiées. Les actions ne sont pas mises en vente sur le marché. Enfin, le nombre des abonnés est d'environ 1,500. Enfin, la rétroactivité tend à régulariser une émission d'obligations, dont le produit a servi à donner le téléphone aux cultivateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'ignorance du premier ministre, qui dit ne pas connaître les noms des directeurs, semble confirmer qu'il y a là un chouchou.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 97 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses
1957-1958¹**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement a dépensé, l'an dernier, un montant de \$500,000 pour l'arrosage des forêts de la Gaspésie, dans un effort pour y détruire la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Il prévoit d'ailleurs

dépenser, au même effet, cette année, un autre montant de \$700,000. Ce montant représente seulement la moitié de l'argent qui sera dépensé, puisque les compagnies forestières contribueront pour une somme équivalente, dans un effort commun pour débarrasser nos forêts de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Il s'agit d'une expérience qui, préalablement, s'est avérée fructueuse au Nouveau-Brunswick. Un grand nombre d'avions ont été utilisés pour ces arrosages. Quoique les résultats soient satisfaisants, ils ne sont pas suffisamment concluants pour garantir une extension immédiate de l'épandage aux autres secteurs de la province.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La bataille menée contre la tordeuse d'épinette, ce fléau de nos forêts, sera intensifiée à la péninsule gaspésienne, dès 1957. L'expérience passée a été assez concluante pour garantir que, dès la prochaine saison, toute la région sera arrosée.

L'an dernier, moins de 100 avions ont été utilisés sur de larges bandes du territoire, laissant certaines surfaces forestières intouchées afin que les spécialistes puissent évaluer les résultats des épandages. Cette année, plus de 160 avions seront utilisés durant l'été dans le cadre d'une attaque massive contre l'insecte des forêts, qui ravage nos plus belles ressources naturelles. L'augmentation du nombre d'avions - environ 90 ont été utilisés l'été dernier - permettra d'arroser toute la péninsule.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande au gouvernement s'il a l'intention de faire quelque chose pour les forêts du Saint-Maurice également menacées par la tordeuse de l'épinette. Je veux savoir, dit-il, si les forêts seront arrosées cet été. Plusieurs des plus gros moulins de la province s'approvisionnent dans ces forêts, et la subsistance de milliers d'hommes en dépend.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les résultats de l'expérience de Gaspé ont été satisfaisants, mais pas assez concluants pour justifier que l'on arrose dans d'autres parties de la province. Cependant, si les résultats s'avèrent plus concluants, et c'est ce que l'on espère, alors les méthodes seront étendues aux autres régions de la province. Le chef intérimaire de l'opposition peut être assuré que le Saint-Maurice ne sera certainement pas oublié. Ainsi, le gouvernement sera sûrement heureux de répéter la même expérience en faveur des forêts du Saint-Maurice si les succès obtenus en Gaspésie le justifient.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Des soins particuliers seront pris cette année pour empêcher la destruction du poisson dans les lacs de la péninsule.

On a découvert l'an dernier que les produits utilisés avaient empoisonné une grande quantité de truites dans certains secteurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Soixante-quinze à 78 contrats ont été donnés. On les a divisés entre nos arpenteurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et Pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le reboisement se poursuit à vive allure et les pépinières du gouvernement disposent de 20,000,000 de plants. L'an dernier, 12,000,000 de plants ont été mis en terre. De plus, le département a sept pépinières dites "volantes".

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École forestière Duchesnay et bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les bourses d'études accordées par le ministre des Terres et Forêts sont totalement payées par la province.

Un député de l'opposition: Le traitement des professeurs ont une maison à leur disposition et ne paient qu'un montant minime, à titre de logement. Le loyer de M. Pleau vaudrait \$176 à \$200 par mois en ville. L'école forestière de Duchesnay est, quant à elle, évaluée à \$1,250,000.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Les professeurs ont une maison à leur disposition et ne paient qu'un montant minime, à titre de logement. Le loyer de M. Pleau vaudrait \$176 à \$200 par mois en ville. L'école forestière de Duchesnay est, quant à elle, évaluée à \$1,250,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Est-ce que le gouvernement prévoit bientôt le harnachement des rapides de Lachine et de Carillon pour desservir la région de Montréal, plutôt que de faire venir l'électricité de la Bersimis, en enregistrant une perte de volume considérable?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Westmount a dû recevoir une demande

de son ami, M. Marler, pour poser une telle question. À Lachine, il y a des possibilités de développement, mais la canalisation peut avoir pour effet de diminuer ces possibilités.

Le gouvernement est à développer la Beauharnois, et l'on a déjà réalisé beaucoup à Bersimis qui donne 400,000 à 600,000 chevaux-vapeur à Montréal. Nous procédons plus vite que les amis de M. Marler ne l'ont fait.

Le système de transmission de l'énergie électrique de la Bersimis à Montréal s'est avéré encore plus avantageux qu'on ne le croyait. Il (l'honorable M. Duplessis) qualifie de ridicules les affirmations selon lesquelles il y a une perte substantielle de courant entre le grand développement hydroélectrique de la Bersimis et Montréal.

La perte de courant entre Bersimis et Montréal n'est tout au plus que de l'ordre de 8 %, contrairement aux prétentions de certaines personnes qui affirmaient que, sur une telle distance, la perte pourrait être de 20 % à 25 %.

Par ailleurs, il y a deux projets à Lachine, mais il faut d'abord essayer de prévoir quels seront les effets de la canalisation du Saint-Laurent. Il n'y a pas de doute que celle-ci déplacera la tête des eaux.

C'est pourquoi il y a un projet de barrage plus à l'ouest que le premier, et un autre plus à l'est. Beauharnois entraînera la disparition du rapide des Cèdres. Nous avons prévu cela et nous pourrions faire face à la situation. Les études au sujet de Lachine, entre-temps, se poursuivent.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) déplore le fait que les taux de l'Hydro-Québec n'ont pas diminué en dépit de l'augmentation constante de ses profits.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Lorsque nous avons pris l'Hydro-Québec en 1944, nous avons fait diminuer les taux de 20 % chargés par celle-ci à Montréal et, depuis, ils sont demeurés ce qu'ils étaient alors en dépit du fait que les salaires ont augmenté de 300 % et le coût du matériel de 500 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Hydro a fait des améliorations considérables en portant l'électricité dans les centres les plus éloignés. Aujourd'hui, elle paie environ \$3,000,000 par année en taxes municipales. De plus, l'Hydro-Québec vend son électricité à un taux moins élevé que l'Hydro-Ontario.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Les employés de l'Hydro sont heureux de leur plan de pension, de leurs conditions de travail et des prêts qui leur sont consentis au chapitre de l'habitation.

Il (M. Hanley) se déclare très satisfait de ce que le gouvernement et l'Hydro-Québec ont fait pour amener à Montréal, sur une distance de 400 milles, l'énergie électrique produite sur la rivière Bersimis. La population de Montréal, dit-il, s'est également réjouie du fait qu'on ait déjà dirigé le courant de la Bersimis vers la métropole.

M. Levesque (Bonaventure) attire l'attention du gouvernement sur la situation qui existe dans la péninsule. Elle est très grave en Gaspésie, dit-il. Les ressources du comté de Bonaventure, en particulier, passent au Nouveau-Brunswick.

Est-ce que le gouvernement se propose de fournir bientôt l'électricité à la Gaspésie, particulièrement à mon comté qui doit actuellement la payer à un coût prohibitif? Quand est-ce que le courant électrique de la Manicouagan et de la Bersimis va servir aux usagers de la Gaspésie? Les lignes de transmission se rendant à Murdochville passent devant la porte des citoyens, et ces derniers, au lieu de bénéficier du courant de l'Hydro-Québec, doivent acheter, à un prix exorbitant, l'électricité d'une coopérative. En effet, la coopérative là-bas exploite une petite centrale de 600 chevaux-vapeur qui permet d'assurer la balance des besoins.

Les gens de Gaspé et de Bonaventure sont impatients d'avoir une ligne qui, de Bersimis, apportera le courant électrique sur tout le territoire. Il (M. Levesque) rappelle la délégation et le mémoire des Gaspésiens pour attirer l'attention du gouvernement de Québec sur cette situation. L'approvisionnement de la Gaspésie en électricité, dit-il, est une question vitale. J'espère que le gouvernement la réglera bientôt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À cause de sa jeunesse, le député de Bonaventure (M. Levesque) ne se souvient pas de ce qui s'est passé dans cette péninsule qui est l'endroit le plus vieux de la province de Québec. Pendant 50 ans, la Gaspésie a été abandonnée par les gouvernements libéraux, mais l'Union nationale est désireuse de fournir le plus vite possible du courant électrique et de la lumière à toutes les régions de la Gaspésie. Il ne faut pas oublier que la Gaspésie et Bonaventure ont commencé de progresser avec l'Union nationale.

La Gaspésie est aujourd'hui en mesure d'améliorer son économie, parce que le

gouvernement de l'Union nationale leur a fourni le courant électrique. Le gouvernement a d'ailleurs l'intention de hâter l'électrification de la péninsule. Celle-ci bénéficiera donc sous peu d'une quantité suffisante d'énergie électrique pour inciter de nouvelles industries à s'y établir.

Le fait que la population du Québec puisse bénéficier des avantages que procure l'énergie électrique s'inscrit dans la politique du gouvernement. Dans le domaine de l'électrification rurale, Québec a déjà été 25 ans en retard sur l'Ontario.

Il y a quelques années de cela, moins de 40 % des cultivateurs du Québec avaient l'électricité. Aujourd'hui, grâce à un programme vigoureux d'électrification rurale, et malgré le fait que la province accuse un retard considérable sur l'Ontario, 90 % des fermes québécoises ont l'électricité. Ce pourcentage est aujourd'hui plus élevé que celui des fermes ontariennes, malgré la longueur d'avance qu'avait la province sœur. En effet, 87 % seulement des exploitations agricoles ontariennes sont branchées sur le réseau.

Dans un avenir rapproché, les comtés de Bonaventure, Gaspé, Matane, Matapédia et Rimouski seront suffisamment électrifiés grâce à l'électricité apportée sur la rive sud par le gigantesque câble sous-marin, de 31 milles installé sous le Saint-Laurent, qui relie Bersimis aux Boules, le plus long câble sous-marin du monde. Cette région bénéficiera de 100,000 à 150,000 chevaux-vapeur pour fins domestiques et industrielles.

M. Levesque (Bonaventure): Quelle est la perte du courant dans la transmission d'électricité par les câbles sous-marins de l'Hydro-Québec, entre la Manicouagan et les Boules, dans le comté de Matane?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est environ 2 % ou 3 %, pas plus. Les câbles de la sous-station des Boules peuvent recevoir jusqu'à 75,000 chevaux-vapeur d'électricité de Bersimis. Mais, pour le moment, les câbles sous-marins traversant le fleuve de Bersimis aux Boules répondent aux besoins de la Gaspésie, avec 43,000 chevaux-vapeur².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
16. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses

diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers travaux de construction, réparations de barrages (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement entend dépenser \$1,875,000 pour la reconstruction du barrage Gouin. Les travaux de reconstruction sont déjà commencés depuis un certain temps. Ils ont toutefois été interrompus pour la durée de l'hiver. Une somme de \$950,000 est prévue au prochain budget provincial pour le parachèvement du barrage proprement dit, une somme de \$450,000 est prévue pour la construction de piliers, et une autre somme de \$250,000 sera consacrée pour ouvrir des chemins d'accès vers le barrage. Les développements de la rivière Gatineau et du lac Kénogami sont les deux autres bénéficiaires du programme provincial de construction et de réparation de barrage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
18. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull) pose une question au député de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot).

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La classification des emplois au ministère est en train de se faire. Le ministère compte 554 employés, dont 350 gardes-chasse.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) s'informe de M. Roland English, ancien sous-ministre de ce département.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. English n'est plus à l'emploi du gouvernement depuis l'élection fédérale de 1952³.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Parent (Hull), M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) et M. Hamel (Saint-Maurice) consultent les *Comptes publics* de 1955-1956 et demandent des explications sur le fait que des employés ont des traitements annuels de \$1,700, \$2,000, \$2,100 et se font payer des dépenses de voyage de \$3,000 et plus.

Ils citent des exemples: P. Bouchard, salaire de \$2,100, dépenses de \$3,262; G. Cooke, salaire de \$1,700, dépenses de \$3,198 et L. Savard, salaire de \$2,200, dépenses de \$4,540.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il y a des gardes-chasse, des biologistes qui doivent être continuellement sur la route, et cela explique que leurs dépenses soient plus considérables que leur salaire. De plus, dans certaines parties du Québec, les voyages coûtent cher.

M. Ouellet (Saguenay): M. Bouchard est dans le Saguenay et les frais de déplacement y sont chers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le comté du Saguenay, il n'y a pas de chemin de fer. La province de Québec est la plus mal servie au point de vue ferroviaire. Il faut voyager souvent en aéroplane.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. Cooke est un garde-chasse qui s'occupe de la destruction des loups. Il est obligé de faire de grandes courses.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans presque tous les ministères, j'ai constaté des dépenses de voyage plus élevées que les salaires. C'est irrégulier. Un fonctionnaire se serait plaint de la situation en disant: "On peut nous faire chanter n'importe quand!" C'est un problème sérieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça a toujours été comme cela. Les comptes de dépenses ont toujours existé. C'est le bon sens. Si on incorporait les dépenses aux salaires, l'employé serait obligé de payer l'impôt sur le revenu, pour de l'argent ne constituant pas, en réalité, un revenu. Ce ne serait pas juste.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Les dépenses sont sévèrement contrôlées. Très souvent,

des dépenses sont coupées et des gardes reçoivent l'ordre de ne pas dépenser plus que telle ou telle somme. Mais, on n'est pas capable de supprimer les dépenses d'administration.

Trois cent cinquante gardes-chasse exercent la surveillance dans la province. Il y a des gardes-chasse, c'est-à-dire des inspecteurs, jusque dans l'Île de Montréal. C'est qu'il faut surveiller la vente de viande de chevreuil dans les épiceries, de truite dans les restaurants ou les commerces de fourrures.

M. Lafrance (Richmond): D'après les dires du ministre, son service d'inspection est bon. Il serait bien de faire la même chose pour faire respecter la loi des liqueurs.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): D'après un ancien texte de loi, les gardes-chasse ont droit à 50 % des ventes. Ainsi, ils se font un joli revenu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
20. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri) pose une question au ministre de la Chasse (l'honorable M. Pouliot).

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Soixante-quinze lacs ont étéensemencés en truites dans toutes les régions de la province au cours de l'année dernière. Les premiers lacs appartenant à des clubs fréquentés par le public et, en troisième lieu, les lacs de clubs privés lorsque ces derniers veulent payer pour l'ensemencement.

M. Lafrance (Richmond): À quelles conditions fait-on ce travail?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Seuls les lacs de la couronne ont droit à ce privilège aux frais du gouvernement. Le gouvernement ensemence aussi, sur demande, les lacs privés, mais il fait payer les propriétaires selon un barème basé sur la grosseur

des poissons jetés dans ces lacs. Il (l'honorable M. Pouliot) se déclare satisfait de cette façon de procéder. Elle a donné d'excellents résultats, soutient-il.

M. Parent (Hull) se plaint du trop grand nombre de lacs privés dans la Gatineau et dans le comté de Papineau. On prive les citoyens ordinaires, dit-il, du plaisir de la pêche.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mon ministère s'efforce de limiter le nombre de lacs privés dans la province, afin de permettre à un nombre toujours plus grand de citoyens de s'adonner aux plaisirs de la pêche. Je travaille autant que possible à mettre fin à cette situation, mais il importe, pour le renom de la province, de respecter les contrats et la parole donnée. On peut enlever leur permis aux entreprises qui ont investi d'importants montants d'argent dans de telles initiatives. C'est d'ailleurs pour obvier à cet inconvénient signalé par le député que le département a organisé le système dit des "outfitters" qui semble donner satisfaction.

Il (l'honorable M. Pouliot) fait ensuite allusion à la pêche au vairon. Elle avait d'abord été interdite, l'an dernier, dit-il, mais l'interdiction a été levée à la suite d'observations faites au ministère. On n'envisage aucune interdiction du genre, pour la prochaine saison, du moins pas de façon générale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
22. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse et de pêche et protection des richesses de la province dans ce domaine (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le jardin est l'œuvre du sous-ministre du département, M. L.-A. Richard, auquel je rends hommage.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Trois cent vingt-cinq mille personnes ont payé leur admission au parc cette année, et 325,000 enfants ont bénéficié de visites gratuites. Les revenus sont versés à la Société de zoologie de Québec qui s'en sert pour acheter de nouveaux animaux chaque année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) annonce la création d'un nouveau parc, sur la route Senneterre-Mont-Laurier, afin de doter l'ouest de la province d'un sanctuaire de chasse et pêche, comme il en existe dans le centre et dans l'est. On procédera par étapes, dit-il. Des bâtisses seront construites cette année aux deux barrières, et d'autres aménagements seront faits à l'intérieur du parc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La province songe à se porter acquéreur des camps, Connell Lodge, au lac des Loups. La transaction ne se fera cependant que si les conditions sont raisonnables. Il n'y a pas de doute que l'ouest de la province a droit à des parcs aussi bien organisés qu'ailleurs.

M. Parent (Hull): Trop de lacs dans les comtés de Papineau et de Gatineau sont loués à des organisations privées, soit en grande partie à des Américains, ce qui empêche la population locale d'en profiter.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Nous voulons mettre le plus de lacs possible à la disposition du public, mais nous sommes bien obligés de respecter les contrats existants. Beaucoup de clubs ont investi des sommes considérables et, sauf dans les cas où se produisent des abus, la province doit respecter sa parole.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 27. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisitions et constructions diverses (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): L'un des gestes les plus éclatants du département, c'est d'avoir introduit un programme pour encourager les fils de pêcheurs à perpétuer le vieux métier familial. Des octrois gouvernementaux spéciaux leur ont permis d'acheter l'équipement nécessaire, pourvu qu'ils s'installaient dans leur communauté et qu'ils s'y mariaient. On accorde \$300, à raison de \$100 par année, aux jeunes qui veulent pratiquer le métier de la pêche. Pour obtenir la troisième partie de cet octroi, les bénéficiaires doivent être mariés, avoir

leur maison et leur jardin, en plus de faire de la pêche leur occupation principale. Ce programme est similaire au programme d'aide gouvernementale pour les jeunes cultivateurs. Il donne des résultats fantastiques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quelle a été la valeur de nos pêcheries, au cours des dernières années?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): La province a connu, en 1956, une de ses meilleures années depuis longtemps. On y a pêché 132,000,000 de livres de poisson, pour une valeur globale d'environ \$8,000,000. En 1955, la production avait été de 119,000,000 de livres. Elle avait rapporté aux pêcheurs un montant total de \$6,500,000. Le succès de cette année est dû à l'abondance de la morue et du hareng.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): La pêche autour des îles du golfe Saint-Laurent à elle seule a atteint le volume de 58,000,000 de livres, alors que la récolte de homard a été de 250,000 livres supérieure à celle de l'année précédente.

M. Hamel (Saint-Maurice): En consultant l'*Annuaire statistique* de la province, pour les années antérieures à 1954, j'ai constaté que la valeur des pêcheries avait augmenté partout au Canada, sauf dans le Québec. Il (M. Hamel) demande au ministre comment s'explique ce phénomène.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'ai observé un expert de la pêche. Bonnes et mauvaises prises alternent en cycles, dus en majeure partie aux conditions maritimes; on ne peut rien y faire. Cependant, 1956 a été une si bonne année qu'il y avait par moment un manque de main-d'œuvre pour l'abondante récolte à attaquer et que les pêcheurs

devaient raccourcir leurs activités de pêche. La pêche a été excellente dans toutes les eaux de la province, spécialement pour ce qui concerne la morue et le homard. La morue et le hareng sont deux poissons qui jouent dans ce domaine un rôle de premier plan. Si la pêche de ces deux poissons est importante, elle permet de hausser la valeur des pêcheries en général. Il y a quelques années, la morue disparaissait par centaines de milliers, apparemment victime de quelque mystérieuse maladie qui a affecté le hareng, également. Mais, depuis quatre ans, la valeur de notre production est constamment à la hausse. La production a même été si abondante, cette année, qu'elle a posé un problème de manutention et de main-d'œuvre.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Les pêcheries sont influencées par des cycles biologiques. La température de l'eau, par exemple, dans le cas de la morue, joue un rôle de première importance. Si l'eau est trop froide ou trop chaude, la morue quitte nos parages.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

37. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de pêcheries (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides à des compagnies de navigation (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Il s'agit de bateaux de 50 à 60 pieds, que le gouvernement fait construire pour les revendre aux pêcheurs. Le gouvernement fédéral accorde une subvention de \$165 la tonne, ce qui représente environ \$6,000 à \$7,000 par bateau. Cette subvention

sert de mise de fonds pour l'acheteur, qui rembourse ensuite le reste du prix à raison de 12½ % par année sur ses prises. Le gouvernement provincial a déjà construit une trentaine de ces bateaux.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Demande et dépôt de documents:

Subventions et primes agricoles dans le comté de Brome

M. Brown (Brome) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

a) les nom, prénoms et adresse de chacune des personnes auxquelles le ministère de l'Agriculture a payé la somme de \$12,495.10, dans le comté de Brome, tel qu'il apparaît à la page 94 des *Comptes publics de la province pour l'exercice financier clos le 31 mars 1956*, sous la rubrique "Subventions et primes";

b) le montant payé à chacune de ces personnes.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 23)

Dépôt de documents:

Ministère des Mines, Rapport 1955-1956

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1956. (Document de la session no 24)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée⁴.

NOTES

1. Selon le *Montréal-Matin* du 23 janvier 1957, à la page 5, les crédits du ministère des Terres et Forêts ont été adoptés en trente minutes et ceux du ministère de la Chasse et de la Pêche, en deux heures, d'après *Le Soleil* du 23 janvier, à la page 3.

2. *La Patrie* du 23 janvier 1957 avance plutôt, à la page 20, le chiffre de 35,000 chevaux-vapeur.

3. Il s'était présenté contre M. Léopold Langlois, dans Gaspé-Nord, comme conservateur. Il avait été battu. Ces faits sont rapportés dans *La Patrie* du 23 janvier, à la page 20.

4. *La Patrie* du 23 janvier 1957 rapporte, à la page 20, que le comité des bills privés siégera toute la journée lors de la séance du 23 janvier 1957. La Chambre ne siégera pas durant l'après-midi. Le soir, il y aura une séance du cabinet.

